

FRÉDÉRIC LOLIÉE

RÊVE D'EMPEREUR

NAPOLÉON III



EMILE-PAUL FRÈRES, Éditeurs
100, Rue du Faubourg Saint-Honoré, 100

1913

4^e Édition

Shaver 1 Page A47

60,00

DC

280

• L64

1913

SMRS



Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

RÊVE
D'EMPEREUR

LE DESTIN ET L'ÂME DE NAPOLÉON III

Œuvres de Frédéric LOLIÉE

HISTOIRE

- FRÈRE D'EMPEREUR. — LE DUC DE MORNAY ET LA SOCIÉTÉ DU SECOND EMPIRE (*16^e édition*).
- LE ROMAN D'UNE FAVORITE, LA COMTESSE DE CASTIGLIONE (*11^e édition*).
- LES FEMMES DU SECOND EMPIRE (*26^e édition*).
- LA VIE D'UNE IMPÉRATRICE (*15^e édition*).
- LA FÊTE IMPÉRIALE (*20^e édition*).
- RÊVE D'EMPEREUR (Le destin et l'âme de Napoléon III).
- TALLEYRAND ET LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, DEPUIS LA FIN DU RÈGNE DE LOUIS XV JUSQU'AUX APPROCHES DU SECOND EMPIRE (*1^{er} volume, 10^e édition*).
- TALLEYRAND ET LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE (*2^e volume, 8^e édition*).

ÉTUDES LITTÉRAIRES

- LA COMÉDIE FRANÇAISE (Histoire de la « Maison de Molière », de 1658 à 1907), ouvrage de grand luxe, orné de 34 gravures sur cuivre et de 200 gravures sur bois, préface de Paul HERVIEU, de l'Académie Française.
- NOS GENS DE LETTRES (Leur vie intérieure, leurs rivalités, leur condition), préface de Paul BOURGET, de l'Académie Française (*Nouvelle édition*).
- HISTOIRE DES LITTÉRATURES COMPARÉES (*3^e édition, 5^e mille*), préface de GRÉARD, ancien recteur de l'Université de Paris, membre de l'Académie Française.
- DICTIONNAIRE DES ÉCRIVAINS ET DES LITTÉRATURES (*4^e tirage, 11^e mille*).
- L'ACADÉMIE FRANÇAISE DEVANT L'OPINION (Lettres et impressions).

ESSAIS PHILOSOPHIQUES

- LE PARADOXE (*épuisé*).

ÉTUDES DE MŒURS

- LES IMMORAUX (*épuisé*).
- LA SÉDUCTION (*3^e édition*), prologue de Henri LAVEDAN, de l'Académie française.
- LA FEMME DANS LES MŒURS, grand in-8°, orné de plusieurs centaines de gravures.

(La plupart de ces ouvrages ont été traduits en anglais, allemand, espagnol, russe, etc.)



NAPOLÉON ET SES NEVEUX SUR LA TERRASSE DE SAINT-CLOUD

(Tableau de Ducs (Musée de Versailles))

Laetitia	Napoléon-Louis,	Charles-Louis	Louise-Murat	Napoléon-	Napoléon-
(depuis	fils aîné,	Napoléon	(depuis	Achille	Lucien
marquise Pepoli).	de la	(depuis	comtesse	Murat,	Murat,
	reine Hortense,	Napoléon III,	Raspouli).		

FRÉDÉRIC LOLIÉE

RÊVE D'EMPEREUR

LE DESTIN ET L'ÂME DE NAPOLÉON III

Ouvrage orné de dix-huit illustrations

QUATRIÈME ÉDITION

PARIS

ÉMILE-PAUL FRÈRES, ÉDITEURS

100, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, 100

Place Beauvau

—
1913

PRÉFACE

Un soir d'hiver de l'année 1911, à la table, habituellement excitatrice de propos aimables et spirituels, du docteur Du Bouchet, la conversation roulait autour de sujets plus graves, inspirés des préoccupations du moment : les aspects assombris de la politique européenne, la domination toujours grandissante d'un militarisme effréné, l'état fiévreux des peuples tendant de toutes leurs aspirations aux sentiments de la paix, de l'humanité, de la solidarité universelle, et, cependant, décuplant leurs effectifs, semant des forteresses où les blés devraient croître et l'industrie fleurir, épuisant leurs trésors en armements prodigieux, sans qu'on puisse se dire quelles en seront les limites et la fin.

Des opinions se croisaient sur la durée des conflits, sans cesse renaissant entre la France et l'Allemagne et l'issue souhaitable de l'obsédante énigme des provinces perdues, objet d'un éternel litige. —

Celle-ci ne voulant plus se dessaisir de sa conquête, Celle-là ne pouvant se résigner à l'abandon définitif.

On exposait des raisons et l'on posait des chiffres. On supputait ce qu'a pu coûter, depuis un demi-siècle, non seulement à l'Allemagne avec sa politique de crises périodiques et d'à-coups perpétuels, mais au monde sous les armes, la crainte d'une nouvelle guerre renversant les termes du traité de Francfort.

Et naturellement, on en revenait aux causes originelles de ces conditions accablantes. On reparlait de la fin de l'Empire et de la personnalité de l'empereur, entraîné par sa faute, par la maladresse de ses conseillers et l'imprudence des Chambres, dans les malheurs d'une guerre, qu'il n'avait su ni prévoir ni préparer.

Avec beaucoup de précision, l'un des convives, chroniqueur scientifique d'un grand journal du soir ⁽¹⁾, et le directeur, naguère, d'une de nos meilleures revues françaises ⁽²⁾, rappelait, à propos de Napoléon III, les traits saillants de l'homme et du souverain. Pénétré d'un sujet qu'il connaissait à

(1) *Le Temps*.

(2) *La Revue hebdomadaire*, depuis lors gouvernée par Fernand Laudet.

fond. il résumait en des termes expressifs la destinée bizarre de ce rêveur couronné, énergique et faible, plein de duplicité savante et, néanmoins, crédule jusqu'à la duperie, de ce dilettante du pouvoir et du libéralisme, qui, après avoir déployé tant de hardiesse persévérante afin d'atteindre où il était parvenu et pour réaliser l'incroyable, s'était laissé glisser, de défaillance en défaillance, à un état de langueur physique et morale telle qu'il avait finalement perdu tout ressort de volonté sûre de soi, toute force d'initiative soutenue et jusqu'au goût de ces coups de théâtre, qu'il avait tant affectionnés.

Alors se tournant vers nous :

« Pourquoi, nous demanda le docteur Helme, ne tenteriez-vous point d'éclairer par ses origines, par le caractère de sa filiation, par la nature de son élan mystique et le départ de sa foi première, cette existence historique, dont on ne connaît bien, en réalité, que les faits d'évidence générale?

» Des témoignages d'époque vous ont permis, continua-t-il, d'esquisser, sous la forme intime, des tableaux successifs de la Cour et de la société du Second Empire. Vous vous êtes complu à nous prouver, par exemple, en les détaillant toutes, qu'il n'y eut jamais autant de jolies femmes réunies qu'aux soirées festoyantes de ce temps-là. Vous

avez eu les mêmes contentements d'esprit, sans doute, à dépeindre quelques-unes des physionomies de premier plan, comme l'impératrice et le duc de Morny, qui en résumèrent de la manière la plus caractéristique les aspects ou les tendances. Mais la figure essentielle, centrale, manque à votre galerie de portraits. Vous nous redeviez un Napoléon III, psychologiquement étudié dans la formation, l'accomplissement et la fin de son rêve impérialiste. Aucun écrivain n'a vraiment essayé l'analyse d'âme, à travers les circonstances de sa vie privée ou publique, de cette figure énigmatique qui, dès sa jeunesse, avait eu conscience de son rôle d'*héritier providentiel* de Napoléon I^{er} et qui puisa dans les enseignements maternels la force et les moyens d'action nécessaires pour en réaliser l'ardente ambition. C'est une œuvre à faire. »

Nous l'avons essayé, dans ce *Rêve d'Empereur*. — dont l'idée fondamentale est que toute la carrière de Napoléon III, toutes les formes de propagande qu'il mit en œuvre, tout l'esprit des paroles qu'il prononça afin de capter la confiance populaire et de restaurer le trône de Bonaparte, lui furent inspirés par les leçons méthodiques de sa mère Hortense de Beauharnais.

On l'ignore généralement : sous des airs de dou-

ceur et de résignation exemplaires, la duchesse de Saint-Leu poursuivait, pour ses enfants, les visées les plus hautes, et n'ayant pu en pénétrer comme elle l'aurait voulu, l'âme et l'esprit de son fils aîné soustrait à ses soins, elle en avait tourné vers Charles-Louis-Napoléon toute la ferveur éducatrice et tout le vaste espoir.

Il s'en imprégna si complètement qu'il ne devait plus dévier d'une ligne dans l'exécution du programme napoléonien, que lui tracèrent les « *memoranda* » de la reine Hortense, comme nous les avons, pour ainsi dire, retrouvés et fixés sous notre plume.

§

Le dernier ministre de l'Empire, Émile Ollivier, qui pensait bien avoir ses raisons de connaître et d'apprécier au vrai, le souverain qu'il avait servi, laissait entendre dans une de ses dépositions historiques aux prolongements indéfinis, que ni les tendances intellectuelles ni les goûts désignatifs de l'héritier des Bonaparte ne s'accordaient avec la fatalité, qui fit de lui le principal acteur d'un drame politique extraordinaire d'imprévu. Son idéal de vie aurait été, se tenant à distance des

conflits ambitieux, de n'être, d'abord, qu'un amateur éclairé des actions humaines, raisonnant de haut, sous l'aurole d'un grand nom. Détaché du présent, autant que l'auraient permis son rang, ses titres, ses qualités, il eût tourné le meilleur de son intelligence du côté de l'histoire et de la philosophie: il eût trouvé dans ces calmes études les plus douces joies de sa pensée.

En réalité, quelle qu'eût été l'orientation de son sort, il n'aurait eu que l'espèce de désintéressement obligatoire, qu'impose la force des circonstances.

Les seules prémisses de son éducation sont tout à l'opposé de cette thèse sur le jeu contradictoire de ses instincts et du rôle que lui dévolurent les événements, aidés de son effort tenace.

Il eut, évidemment, une certaine timidité native. Avec une docilité satisfaite, il s'était rangé derrière les droits supérieurs du duc de Reichstadt et de son frère aîné Napoléon-Louis, tant qu'ils vécurent. Néanmoins, ses désirs imprécis comme la situation d'âme où le tenaient : d'une part, ses devoirs de respect et de soumission envers la loi d'hérédité, et, d'autre part, le flottement des idées d'avenir éveillées en lui, déjà, par la stimulation maternelle, ne demandaient qu'à courir des chances moins effacées.

Son rêve était, en quelque sorte, inné. Il cherchait à prendre forme dans ce clair-obscur des premiers temps. Des traits de son enfance nous révéleront d'une manière vive et claire qu'il en eut le sentiment de très bonne heure.

Un instinct de divination soutient et pousse en avant les prédestinés du trône. Où puisent-ils cet excès de confiance, jusque dans les phases les plus calamiteuses de leur destin? Quelle hallucination les hante et leur inspire ces espoirs démesurés? La galerie s'en étonne et se rit d'eux. Ils persévèrent à croire en leur chimère étoilée. Et la fortune, tout d'un coup, les soulève au-dessus du reste des hommes, par une démonstration du vrai de leurs songes aussi éclatante qu'inattendue.

Tel, pendant le Premier Empire, Louis-Philippe d'Orléans végétant, parmi les détresses de l'exil, à Londres; et, ne se connaissant, guère, d'autres ressources que la pension mensuelle de cinq cents livres sterling dont il était redevable à la générosité de lady Bute, lui tenait, un soir, ce langage, dont elle se montrait, à bon droit, fort surprise :

« Vous allez, milady, me trouver très ambitieux. Eh bien! c'est plus fort que moi. Tenez, dans cet instant même, où je n'ai pas la moindre chance de rentrer dans mes biens et dans la position à laquelle

je puis prétendre, je vous l'avouerai, tout haut, au risque d'être pris pour un fou : Oui, j'ai la conviction enracinée que je serai un jour roi de France. »

Macbeth, tu seras roi! Louis-Napoléon, lui aussi, avait entendu sonner à son oreille ce mystérieux appel.

C'est le sort de bien des héros illuminés de croire que le Destin a fait un pacte avec eux, jusqu'à ce que leur étoile se noie dans le sang ou dans la boue. L'histoire est une longue succession de surprises et de miracles réalisés. L'aventure impériale de Napoléon III fut une de ces surprises les moins prévoyables et l'un de ces plus étonnants miracles. Elle provoqua, à ses deux extrémités, d'une manière si violemment opposée, l'adoration et l'anathème, qu'il fut toujours malaisé d'en parler ou d'en écrire avec mesure et dans un esprit de vérité moyenne. Il est des personnages historiques, tels que Napoléon I^{er}, dont on a tellement déformé les traits, à force de recommencer la peinture, sous le prétexte d'en mieux éclairer l'objet, que le tableau, le livre, est continuellement à refaire. Quant à Napoléon III, on peut dire, avec Hugues Le Roux, qu'il n'a pas été seulement défiguré, mais qu'il a disparu tout entier dans ce nuage de fumée et de poussière, qui s'élève après les incendies et les démolitions.

Sans opinion préconçue, sans attache aucune de doctrine ni de parti, par curiosité psychologique toute pure, nous avons appliqué le meilleur de nos soins à nous former une représentation précise de ce que fut, réellement, la physionomie brumeuse du fils de la reine Hortense, dégagée des ombres d'ignorance ou de passion, qui l'ont enveloppée d'une longue incertitude.

Un homme dans un nom : c'est tout ce livre en deux mots.

Frédéric LOLIÉE.

RÊVE D'EMPEREUR

CHAPITRE PREMIER

Des Tuileries à la « petite maison » d'Arenenberg

Dès la première lueur de la vie de Napoléon III, la pensée est arrêtée par un doute. Ce doute hanta bien souvent l'âme et le cœur de celui qui était le plus intéressé à l'éclaircir : Louis Bonaparte, son père devant l'Histoire, et le mari, non par amour, mais par obligation politique, d'Hortense de Beauharnais, sa mère.

Tout en rapprochant les dates et des conjectures plausibles, presque certaines : leur raccommodement passager, à Caunterets, et la naissance du troisième prince de sa Maison, des indices lui remontaient à la mémoire d'un sentiment de la reine étranger à leur union.

Tantôt, son amour paternel ne supportait point d'incertitudes capables d'en amoindrir l'objet (1) ; tantôt,

(1) Dans la correspondance, qu'il échangea avec l'écuyer d'Arenenberg et l'étudiant d'Augshourg, Louis Bonaparte fut presque toujours le ton grondeur et fâcheux ; cependant, par moments, il trouva pour lui les accents d'une vraie tendresse paternelle. Ainsi, le 9 avril 1821, au moment de sa première communion, il lui écrivit :

« J'ai reçu ta lettre du 13 mars, mon cher galant. Je remercie maman

malade et sans bonheur, tourmenté d'infirmités cruelles et retombant aux humeurs sombres, dont ses tracas domestiques n'étaient pas la moindre cause, ce roi malgré lui, cet époux contraint, auquel Napoléon avait jeté de force une couronne sur le front et une femme dans les bras, sans qu'il eût désiré ni l'une ni l'autre, retournait à ses méfiances jalouses : *Non, celle-là n'était pas le sien, pas une goutte du sang des Bonaparte ne coulait dans ses veines* (1).

Il en avait traduit le soupçon avec ménagement à son frère et suzerain. Il s'était vu forcé, lui écrivait-il, de changer les fonctions d'un personnage de son gouvernement, un homme d'honneur, bon militaire, mais nullement administrateur, très dérangé dans ses dépenses, et que, surtout, il ne pouvait plus conserver dans un voisinage si proche de sa cour et de son ménage royal, pour une *raison de conduite domestique*. Le maréchal Ver Huell était son ministre de la marine. Il préférait qu'il fût, maintenant, un fonctionnaire éloigné, son ambassadeur à Paris ou à Saint-Pétersbourg. (2)

ton gouverneur et l'abbé de t'avoir préparé au premier devoir solennel que te présente la religion. Je te donne ma benediction de tout mon cœur. Je prie Dieu qu'il te forme un cœur pur et reconnaissant envers lui, qui est l'auteur de tout bien, qu'il te donne les lumières nécessaires pour remplir tous les devoirs que peuvent t'inspirer ton pays et tes parents, et pour pouvoir toujours discerner le bien d'avec le mal... Adieu, cher p... et je te renouvelle, dans cette occasion solennelle, *la benediction paternelle que je te donne*, par la pensée, chaque matin, chaque soir, et toutes les fois que mon imagination se porte vers toi.

» Ton affectionné père,

« LOUIS »

(1) Voir dans notre volume, *les Femmes du Second Empire*, le témoignage si positif du duc de Plaisance, p. 172.

(2) « Je pense qu'il n'est pas convenable d'envoyer le maréchal Ver Huell à Saint-Petersbourg. Je n'entre pas dans les raisons, qui vous portent à

La mutuelle désaffection de « monsieur et de madame Louis » était un fait de notoriété publique. Ils s'étaient épousés, à contre-gré, avec tristesse et par force. Tous les torts n'étaient pas d'un seul côté, quoique Hortense se plaignit d'être l'unique sacrifiée.

La fille de Joséphine tenait de la nature et de sa mère une sorte de nonchalance passionnée, qu'elle portait bien près du cœur : d'une manière aussi naturelle, elle n'avait pu se défendre d'en accorder des marques à ceux qui l'aimèrent et qu'elle aima.

Sous le ciel nébuleux des Pays-Bas elle confia sa peine au vice-amiral Ver Huell, qui, peut-être, sans qu'on puisse le certifier d'une façon positive, abusa de la confiance (1). D'où, par supposition, « le fils de la Reine », comme l'appelait, en ses mauvaises heures, le roi de Hollande lui-même, parlant de Charles-Louis-Napoléon. Pourtant, au lendemain du jour d'accouchement, pendant que Louis Bonaparte promenait sa malheureuse névropathie de ville d'eaux en ville

vous défaire de votre... ministre de la marine. Mais si vous tenez à éloigner Ver Huell, je préfère que vous l'envoyiez comme ambassadeur à Paris. » Napoléon I^{er} au roi Louis, 16 décembre 1807, éd. Roquaïn, 1875.

« Aussitôt la réception de la lettre de Votre Majesté, j'ai nommé le maréchal Ver Huell auprès de Votre Majesté. Il est vrai, sire, que j'ai eu des raisons particulières de changer les fonctions de M. Ver Huell. Il y a même une question de conduite domestique, qui m'y a obligé. » Lettre du roi Louis à l'empereur Napoléon, 26 décembre 1807.)

Ver, par opposition, une correspondance publiée par le comte de Castellane (entre le roi Louis et un ami, préfet des Basses-Pyrénées), établissant la situation peu privilégiée du personnage à la Cour de Hollande, pendant l'année qui précéda la naissance de Charles-Louis-Napoléon.

1. Sur les rapports fréquemment allégués de la reine Hortense avec le vice-amiral Ver Huell, ministre de la marine, et dont le vrai nous échappe voir un court extrait des *Mémoires de Drouot*, cité par Arthur Poulet dans sa *Chronique musicale*, IV, 199.

d'eaux, elle avait dit, avec un accent de sincérité parfaite : « Si Louis était là, cet enfant nous réconcilierait ».

A Paris et à Aix, elle demanda à Flahaut, l'irrésistible Flahaut, les consolations nécessaires à son cœur endolori. D'où l'arrivée dans le monde, le 23 octobre 1811, en son hôtel parisien de la rue Cerutti, de Charles-Auguste, futur duc de Morny (1).

Mais, comment se fixer une conviction sur l'authenticité des naissances historiques? Quand on considère le pêle-mêle des amendements et corrections ajoutés en

(1) Morny n'en faisait point mystère, depuis qu'il avait changé l'orthographe de son nom, puis abandonné celui de Flahaut sous lequel il fut connu, pendant sa garnison, à Moulins, en septembre 1834. L. J. Alary, *Moulins d'il y a cinquante ans*, 1886, p. 32. A partir du moment où Louis Napoléon fut élevé à la première magistrature de l'État, on l'entendit se prévaloir de sa parenté secrète avec le chef du gouvernement, jusqu'à l'incommoder. Président ou empereur, Napoléon supportait mal la contradiction ou la familiarité. Il y eut des contestations vives entre eux, sur ce point délicat. Or, quand Morny était le plus irrité de la discrétion imposée, qui le tenait à distance, il menaçait de réclamer publiquement sa place dans la famille impériale. « Je n'ai pas, il est vrai, disait-il, cette possession d'état qui m'assurerait la qualité d'enfant légitime, mais, en France, la recherche de la maternité est permise; si je parviens à démontrer, ce qui me sera facile, que j'ai pour mère la reine Hortense, unie en légitime mariage avec le roi Louis, comme on ne peut m'opposer aucun acte de désaveu, il me suffira, pour reprendre mon droit, d'une simple rectification faite en marge de mon acte de naissance. » Et Napoléon III entraînait en composition, par respect pour sa mère d'abord, puis afin de détourner les éclats de ce frère clandestin.

Une autre remarque en passant. On donnait à Charles-Louis-Napoléon un autre frère, celui-ci né d'une affection libre du roi de Hollande, et qu'il devait, après son avènement au trône impérial, généreusement protéger. « Le jeune frère de Napoléon III (le comte Louis de Castelvechio, né à Rome en avril 1826, mort à Rennes le 29 mai 1829 venant de Florence serait appelé par l'empereur lui-même, qui voudrait le faire participer aux faveurs du pouvoir et le doter avec cette munificence, dont les anciens souverains de France savaient user en pareil cas. » *Pièce tirée des archives de la préfecture de police*, 6 mars 1853, ap. Nauroy.

marge par les chroniques secrètes, comment se faire une opinion certaine?

Il faudrait seulement relire, à titre d'exemple, certaine page fameuse de Saint-Simon, où le noble écrivain a étendu la bande de bâtardise sur une foule de blasons suspects. Pour achever de s'édifier sur un tel sujet, il ne serait pas indifférent non plus de se rappeler un mot audacieux et plein de sens de la princesse de Conti, née d'Orléans. Entre elle et son époux s'était élevée une discussion véhémement. Dans le fort de sa colère, elle lui jeta cet argument à la tête : « Enfin, monsieur, il en sera ce que vous voudrez, mais toujours est-il que je puis faire des princes sans vous et que vous ne pouvez faire que des bâtards sans moi! » Sans remonter si haut ni s'égarer si loin dans les parages de l'ancienne aristocratie, sans aller au delà des ascendances et descendances des seuls Bonaparte, je vois de tous côtés surgir des rectifications prétendues véridiques aux actes officiels et légaux.

Napoléon I^{er} ne passa-t-il point pour être né de M. de Marbeuf; son fils (bien à tort, car il lui ressemblait, à ne pas s'y tromper) pour être celui de Duroc, et son neveu, Napoléon III pour n'être nullement le fruit des justes noces du roi Louis et de Hortense de Beauharnais?

Et si l'on en vient, après cela, aux déviations de tant d'alliances de la main gauche, avec Walewski, le fils du grand homme par droit naturel, au même titre que le comte Léon : avec Morny, frère inavoué du restaurateur de l'empire, d'ailleurs le mieux doué des deux enfants d'Hortense et le sentant bien, lui qui croyait pouvoir dire du nouveau César, au plein de sa

domination : *Il n'est pas fort* : avec Jérôme David, à qui revenait si légitimement la protection déclarée de l'ex-roi de Westphalie ; avec Devienne et beaucoup d'autres, dont on voulut, à tort ou à raison, grossir une liste déjà bien chargée : quel imbroglio dans les rencontres de la famille impériale !

Le seul Jérôme nous tiendrait une heure occupé sur le chapitre de ses distractions paternelles, depuis les premières en date des unions libres, qu'il annexa, tout le long de sa vie, à ses trois mariages, jusqu'aux derniers exploits d'une vieilleuse restée trop longtemps jeune (1).

Un fait établi, incontesté, c'est que Louis-Charles-Napoléon n'avait aucune similarité dans les traits avec le chef de la dynastie. Son frère Napoléon, qui mourut à Pesaro en 1831, portait sur sa physionomie l'expression caractéristique des Bonaparte. Lui, non, quelle qu'en fût la cause, fortuite ou autre.

Mais, il saura d'une telle manière suppléer à des ressemblances physiques manquantes par les habitudes acquises de l'éducation, par l'étude incessante de la tradition et du geste, par la persuasion où il s'enfermera d'être vraiment le personnage, qu'il voudra représenter avec tous les attributs inhérents à son rôle ; il en aura la vision si claire et la pensée si convaincue qu'il sera, de toute la famille, le moins hésitant à proclamer ses droits et le plus ardent à les faire valoir.

1. Un détail, entre cent, de cette riche matière. Selon l'autorité plus ou moins douteuse de Viel-Castel, le comte d'Orsay, intervenant dans la confusion, était arrivé à persuader au roi Jérôme qu'il était un de ses fils.

— Sur la lignée jérômiste, voir, en toutes réserves et précautions : *La Cour de Westphalie de 1807 à 1813*, éd. 1888 : Viel-Castel, *Mémoires*, et Ch. Nauroy, *les Secrets des Bonaparte*.



Charles-Louis Napoléon naquit, le 20 avril 1808.

C'était un mercredi, à une heure du matin. Les Constitutions du 28 floréal an XII, exigeaient que le principal personnage de l'État assistât à la délivrance. Cambacérés, archichancelier de l'Empire, eut cet honneur. Le cardinal Fesch, averti par un des chambellans de la reine, s'était rendu sans attendre au palais de celle-ci, où, assisté du vicaire général de la grande aumônerie et du maître des cérémonies de la chapelle impériale, Son Éminence ondoya le prince nouveau-né, en présence des différentes Altesses Sérénissimes.

A cinq heures, l'acte de naissance, où l'on avait laissé en blanc les prénoms exclusivement réservés au choix de l'empereur, fut reçu par Cambacérés et le secrétaire d'état Régnault de Saint-Jean-d'Angély. Les membres de la famille et l'amiral Ver-Huell, ambassadeur du roi de Hollande, étaient présents à l'acte, avec les témoins désignés en forme par le prince archichancelier et le prince vice-grand-électeur.

Tous ces noms et tous ces titres sonnaient pompeusement. La fortune du vainqueur d'Austerlitz avait atteint le point extrême de son ascension prodigieuse. Tout ce qui émanait de lui et de sa famille revêtait, devant l'opinion, une importance considérable. Napoléon n'avait pas encore d'héritier direct; il ne lui avait pas encore été donné d'incarner les espérances magnifiques, dont il ceindra, comme d'une auréole illusoire, le front du roi de Rome. Joseph n'avait point de fils. Une

lignée exclusivement féminine représentait seule la continuité de sa race. Les promesses d'une succession incomparable semblaient revenir à la descendance de Louis Bonaparte.

Un registre de famille pour les naissances des enfants de la maison impériale avait été déposé au Sénat, comme le grand-livre de la dynastie napoléonienne. Par un hasard qui frappe l'imagination, Louis y fut inscrit. le premier.

Des fêtes solennelles furent données en l'honneur de l'Altesse vagissante. Pour saluer son entrée dans le monde, le canon retentit de la mer Baltique à la Méditerranée, de l'Adriatique à l'Océan. Les honneurs militaires avaient été rendus, à grand éclat. Avec l'art que possèdent les gens de cour d'expliquer le sens des événements, selon la tournure de leur réalisation, des flatteurs lui en rappelleront le souvenir, un jour, comme d'un pronostic de son étonnante fortune. Des présages, on en découvrira d'autres, par la suite, sans oublier la somnambule prophétesse, qu'on voit placer à l'origine de tous les avènements extraordinaires.

L'empereur était absent des Tuileries. A peine revenu de Venise, où tous les princes de l'Italie avaient apporté, comme autant de vassaux soumis à sa prépotence, leurs hommages et leurs félicitations, il s'était rendu à Bayonne. Dans cette ville-citadelle des Pyrénées, il attendait que Charles IV remit docilement entre ses mains la couronne d'Espagne. Enfin, il était sur le point de partir pour l'entrevue mémorable d'Erfurt. Les pensées les plus hautes et aussi les plus périlleuses, en leurs suites conjecturables, remplissaient son cerveau. Cependant, lorsque lui parvint la nouvelle, au château

de Marsac, son attention s'y était arrêtée avec un intérêt très vif. Aussitôt, il voulut en écrire à Joséphine (1). Elle devait se rendre, sans retard, auprès de sa fille, avant de prendre ses dispositions pour le rejoindre en ces lieux. Puis, il avait donné des instructions spéciales. Son désir était que chacun, dans tout l'Empire, prit sa part du bonheur de sa bien-aimée fille et reine et en manifestât la joie.

L'élu providentiel, accueilli avec tant de faste, à son premier signe de vie, s'était annoncé dans l'existence sous des apparences bien frêles. Issu d'une double influence malade, ainsi qu'il était vraisemblable, Charles-Louis Napoléon vint à la lumière du jour si délicat qu'on pensa le perdre en naissant; il fallut le baigner dans du vin, l'envelopper dans du coton et veiller sur sa fragilité avec une infinie sollicitude. Les destins le préservèrent. Une nourrice intelligente et saine (2) avait reçu entre ses bras cette créature chétive et précieuse. Elle put la raviver aux sources d'un lait généreux. Animée d'une affection vraiment tendre, elle se dévoua au bien de l'enfant avec tant de zèle que la reine devait la retenir dans la maison, après qu'elle eut cessé son office nourricier. On ne la laissera pas quitter

(1)

« Bayonne, 23 avril 1808.

« Mon amie, Hortense est accouchée d'un fils. J'en ai éprouvé une vive joie. Je ne suis pas surpris que tu n'en dises rien, puisque ta lettre est arrivée du 21 et qu'elle est accouchée d'un fils dans la nuit.

« Tu peux partir le 26, aller coucher à Mont-de-Marsan et arriver, ici, le 27. Fais partir ton premier service, le 25 au soir. Je te fais arranger ici une petite campagne, à côté de celle que j'occupe. Ma santé est bonne. J'attends le roi Charles IV et sa femme.

« Adieu, mon amie.

» NAPOLÉON. »

(2) M^{me} Bure.

Arenenberg; attachée, comme elle le fut, au prince et à sa mère, on la reverra auprès de lui, jusqu'au delà de 1830, veillant à des détails de son bien-être, lui prodiguant des attentions touchantes.

Les craintes initiales avaient disparu. L'enfant devenait une espérance de pleine vie. Deux années s'écoulèrent entre la naissance et le baptême, qui fut célébré très brillamment dans la chapelle du palais de Fontainebleau. L'empereur fut son parrain et l'impératrice Marie-Louise fut sa marraine. Napoléon avait à recevoir les serments de trois évêques nouvellement ordonnés; il voulut que la même solennité religieuse fût employée à cette double fin ecclésiastique et princière, ce qui en avait encore augmenté le lustre. On rappellera, plus tard, au prince Louis, que la cérémonie avait été fort belle; que la messe en musique était de la composition de Lesueur; que l'empereur l'avait pris dans ses bras en disant à sa belle-fille : *Madame, donnez-moi mon fils*; que, lui, n'avait pas apprécié tant d'honneur, mais s'était mis à crier comme le plus simple bambinnetto du monde; que son oncle, là-dessus, lui avait fait la leçon, en ces termes : *Ah! ça, monsieur, voulez-vous venir avec moi!* et qu'il s'était tenu sagement, après avoir reçu les signes d'onction et le sel.

C'est en sortant de la chapelle, ce jour-là, que Napoléon avait annoncé à l'un de ses grands dignitaires, qu'il y aurait bientôt un autre enfant à baptiser : le roi de Rome était en espérance.

Les premiers regards de Louis errèrent sur les êtres et les objets du palais royal de son père, à La Haye, ou de Saint-Leu et de la Malmaison. Ses plus lointaines souvenirs se reportèrent, surtout, à la chère demeure

des environs de Rueil, au beau parc, aux vignes et aux champs « qui permettaient à la dame du château de jouer à la fermière ». Longtemps après, il reverra, à travers les ans écoulés, en son cœur rajeuni, l'impératrice Joséphine, telle qu'il l'avait connue, dans son salon, au rez-de-chaussée de la maison, l'entourant de ses caresses et s'étonnant avec amour de ses mots ingénus.

Il grandissait entre elle et sa mère, qui s'occupait avec une diligence déjà très attentive à réprimer des défauts commençant à poindre, ou à développer ses facultés naissantes.

On l'aimait comme un enfant doux et bon, tranquille et sage.

On n'avait point à supporter, de sa part, le babil intarissable, si fréquent chez les êtres puérils ; au contraire, il parlait peu et c'était, presque chaque fois, pour exprimer une idée interrogante, qui demandait à être fixée. Joséphine lui vouait une prédilection passionnée. L'empereur lui marquait une tendre affection et n'aimait aucun enfant, après le sien, autant que celui-là.

Enfin, on le gâtait à l'extrême.

Tous les désirs de Louis, en ce premier âge, étaient comblés, sauf un, peut-être. Il lui arrivait, souvent, de traverser la ville en voiture à quatre ou à six chevaux. Cet appareil glaçait sa naturelle espièglerie. Plus d'une fois, en chemin, il s'était dit qu'il aurait bien voulu descendre du somptueux équipage, et, librement, sans gouvernante, sans domestique attaché à ses pas, sauter, tapager avec les enfants du peuple, le long du ruisseau. Il l'avait nettement fait entendre, n'ayant que six ans, un jour que la douce impératrice lui demandait ce

qu'elle pourrait bien lui accorder, mais vraiment une chose importante, du rare et du précieux, à son goût, en un mot ce qui lui procurerait le plus grand plaisir. Alors, il avait répondu que son bonheur serait complet, si elle lui permettait d'aller marcher dans la crotte, avec les petits polissons du voisinage.

A la Malmaison, du moins, ce n'était point l'espace qui lui manquait pour jouer avec le vent, s'enivrer de soleil et de verdure, bondir, courir et voir courir aussi sa mère, parmi les jeunes femmes en robes blanches, dans les parties organisées.

A Saint-Leu, pendant la journée, c'étaient des leçons sans rigueur, atténuées de récréations fréquentes. Après le dîner du soir, on rappelait Louis et Napoléon son frère au salon. Tous deux faisaient partie essentielle de la société, qui s'y trouvait intimement réunie. M^{lle} Cochelet, avec une tendresse ingénieuse s'employait à les distraire, leur faisait une courte lecture, leur contait des bribes d'histoire, enfin les amusait. Cette lectrice de la reine, dont une plume anonyme composa ou retoucha les mémoires, tenait une assez grande place dans la maison; et elle mériterait bien, jusqu'à ce que nous la retrouvions, à Arenenberg, d'avoir ici son bout de portrait. Elle avait de l'intelligence, une plume facile, un heureux caractère, de l'enjouement; et, quand on disait d'elle qu'elle était une aimable rieuse, elle n'en était point fâchée: car, elle visait à en donner l'impression. Des gens arrivaient, chez la reine, avec un visage allongé, on ne savait pour quelle raison. Elle les accueillait par un éclat de rire. Dans les circonstances graves, où de plus pessimistes gémissaient d'inquiétude, elle jetait sa plaisanterie à la

traverse de leurs lamentations. Cette excellente M^{lle} Cochelet montrait ses dents à tout propos. Sans y mettre de la vanité, elle s'estimait très réjouissante et ne se privait point de l'insinuer, en brouillonnant des pages, qui ont un réel intérêt dans les détails, mais qu'on s'efforcerait vainement à trouver spirituelles. Le vrai, c'est qu'elle était contente de sa joie et la communiquait autour d'elle, particulièrement au prince Louis, qu'elle aimait beaucoup.

A 9 heures, les enfants se retiraient ponctuellement avec leur précepteur.

Parfois, quand sa santé le lui permettait, Hortense montait à cheval, avec son fils aîné, ou bien ordonnait des promenades en voiture, aux environs, avec l'un ou avec l'autre, et les instruisait en chemin du caractère des paysages ou des impressions d'autrefois, que ces lieux étaient capables d'évoquer.

Dans les circonstances où elle se voyait obligée de se séparer, momentanément de ses fils, elle les laissait aux soins de M^{me} de Boubers et sous la garde d'un homme de confiance nommé Deveau, qui avait recommandation expresse de ne pas les quitter, un seul instant, lorsque ne reposait pas sur eux la débonnaire surveillance de leur premier précepteur, l'abbé Bertrand. Celui-ci enseignait le latin à l'aîné, en attendant qu'on le confiât au savant Hase, et montrait à lire au plus jeune.

Assez souvent, l'empereur demandait qu'Hortense lui amenât ses neveux. Il prenait de l'intérêt à susciter les réflexions du premier, qui avait une avance de quatre ans sur le second; et, quoique celui-ci n'eût point l'âge de comprendre, c'était un plaisir de consi-

d'émerveiller l'étonnement, qui se peignait dans les yeux et sur le visage de l'enfant, aux moments où le grand homme lui tenait des propos graves. Pendant quelques minutes, il se délassait à leurs enfantillages, puis retournait à ses plans de guerre.

Chaque fois que Louis se voyait en présence de cet oncle si redouté et, pour lui, si paternel, il en était tout remué d'affection et de crainte.

Il n'avait pas plus de cinq ans, le jour où il fut témoin de l'acte d'autorité sans réplique, par lequel Napoléon I^{er} obligea la fille de Joséphine, l'épouse répudiée, à se tenir auprès de Marie-Louise, la remplaçante, pendant que, sous les voûtes de Notre-Dame, retentissait le *Te Deum* des victoires de Dresde et de Bautzen. (De plus, c'était l'anniversaire du roi de Rome, dont la naissance avait détrôné les espoirs portés sur la tête des fils d'Hortense.) Parvenu à l'âge d'homme, il se rappellera encore l'émotion dont avait frémi, cette fois-là, son âme enfantine.

L'incident s'était passé en 1813, dans l'année fatidique où se forma le nœud du drame, qui renversa les prospérités de l'empire.

§

1814 et l'invasion approchent. Les frontières sont débordées. Les événements douloureux se précipitent. Paris va tomber aux mains des troupes étrangères. L'ancien roi de Hollande est accouru, afin d'arracher ses enfants aux périls, que redoute beaucoup moins Hortense, pour eux et pour elle. Les lettres impératives et les instances, les rappels écrits et les envois de messagers, que lui expédie, à tout instant du jour et

de la nuit, son mari enfiévré d'alarmes, ne la décidant pas à fuir. De Glatigny où elle s'est retirée, d'abord, avec ses enfants, heureux, ceux-ci, de changer de place et de jouer à se cacher, elle est revenue à Trianon, puis, à la Malmaison, sous les auspices protecteurs du tzar Alexandre.

Mais, quels cris nouveaux frappent ses oreilles? Où vont, à présent, les acclamations du peuple?

L'universelle crainte est dissipée. L'aigle aux serres puissantes ne porte plus que des foudres éteintes. En tous lieux où s'assemble la foule, sous les voûtes de l'Opéra, dans les salles de spectacle, où les allusions du jour sont soulignées par les applaudissements publics, partout retentissent les cris mille fois répétés : *Vive Alexandre! Vive Louis XVIII! Vivent les Bourbons!* C'est un délire de joie dans les populations enfin rendues aux douceurs fécondes de la paix, si longtemps et si vainement invoquées.

L'empereur de Russie et son fidèle Achate, nous voulons dire le roi de Prusse, se sont arrêtés à la Malmaison. Tout petit enfant, Louis aura vu passer dans les appartements des Tuileries, des personnages qu'on lui disait être des rois, ses parents. Il a demandé si ceux-là n'étaient pas aussi des oncles. On a dû lui expliquer que les monarques survenus, depuis quelques semaines, non seulement n'appartenaient point à sa famille, mais qu'ils étaient les ennemis de Napoléon, qu'ils arrivèrent, en France, à la tête de leurs troupes, afin de le renverser, et qu'il ne lui convenait pas de les appeler : « mon oncle », mais avec respect et sans amour : « Sire ».

Une exception avait été faite, cependant, et c'était en

faveur de celui qu'on avait surnommé, dans les correspondances intimes du château de la Malmaison, « le bon chevalier » et « le bon ange ». Un ange, le subtil et trompeur Byzantin ! Mais n'était-il pas, alors, le sauveur universel, l'incomparable, l'irrésistible Alexandre, dont les femmes avaient toutes l'imagination éblouie ?

On vantait à Louis, en des termes qu'il pût comprendre, la noblesse d'âme et la délicate bonté de l'impérial visiteur. « Alors, demandait-il, il faut que nous l'aimions, celui-là ? » Alexandre avait répandu beaucoup de promesses, en ces lieux, comme il en eut, partout, l'usage abondant et facile.

« Oui, certainement, répondait-on au jeune questionneur ; car, vous lui devez beaucoup de reconnaissance. »

Ces derniers mots étaient restés fixés dans l'esprit de l'enfant. Lorsque revint le tzar, ne trouvant pas de meilleure façon pour lui témoigner cette reconnaissance que de lui offrir un présent, il se rapprocha de lui très doucement, lui glissa dans la main une bague, qu'il avait reçue en cadeau de son oncle Eugène de Beauharnais et se retira bien vite. Touché de ce geste candide, Alexandre voulut qu'on le rappelât ; et, l'ayant embrassé, il attacha devant lui la petite bague à sa montre, en protestant de l'y garder toujours.

Hortense-Eugénie Bonaparte avait obtenu l'autorisation de rester à Paris, sous la condition de s'y tenir calme et prudente. Louis XVIII la laissait en repos, quoique les amis de Blacas en fussent très mortifiés. D'autre part, Alexandre avait pensé à lui ménager des biens plus substantiels que l'air du temps. Il voulut qu'on arrachât à la signature royale le brevet de

duchesse de Saint-Leu, pour lui en assurer l'apanage. L'une de ses dernières paroles, en quittant Paris, lui servit à dire qu'il n'avait jamais vu de femme plus intéressante qu'elle et que le plus jeune des petits princes, ses enfants, lui avait gagné le cœur par sa tenue circonspecte et ses manières engageantes. Une telle louange ! Les six ans du prince Louis purent se réjouir.

Depuis l'embarquement pour l'île d'Elbe du grand donateur Napoléon, les plaisirs avaient perdu de leur vivacité, tant à Paris qu'à Saint-Leu.

Quelques visiteurs se groupaient autour de la dame du château. On causait métaphysique par grande précaution, afin d'esquiver du plus loin possible des terrains de conversation trop actuels et d'autant périlleux. Telles autres fois, les oreilles tâchaient d'écouter sans dissipation d'esprit le colonel Labédoyère lisant avec art Racine et Shakespeare. Ou bien les honneurs de la soirée étaient pour le pinceau de Garnerey, quand on ne les décernait point aux romances arrangées (1) de la sentimentale Hortense.

A l'écart, Louis s'émerveillait, s'il ne s'endormait pas, aux belles leçons historiques qu'était chargée de lui faire entendre, ainsi qu'à son frère, l'infatigable M^{lle} Cochelet.

Le train ordinaire et extraordinaire de la reine s'était singulièrement réduit. Elle, qui ne pouvait risquer un pas au dehors sans être accompagnée d'un nombreux

(1) On l'aida beaucoup dans ses compositions musicales. Par exemple, on ne sait pas assez, pour l'amour strict du vrai, que sa romance la plus connue : *Partant pour la Syrie*, était d'un très jeune musicien du nom de Drouet. Elle s'était accoutumée à croire sien cet air fameux, dont elle eut peut-être, l'inspiration, mais ne composa point la mélodie.

personnel, n'avait plus, pour composer sa suite en voyage, que deux ou trois femmes de chambre, deux domestiques, un courrier, et devait se satisfaire avec si peu. Une berline, — outre la calèche où se casaient les servantes — avait remplacé l'équipage fastueux de l'Empire, avec les cavaliers en riches uniformes, qui lui faisaient escorte.

De même qu'ils commençaient à prendre conscience des divisions de leur père et de leur mère, les tenait continuellement éloignés l'un de l'autre, de même les deux petits Napoléon se rendaient vaguement compte des côtés amoindris de leur condition.

De jour en jour, diminuait sous leurs yeux le nombre des gens attachés au service de leur mère. L'ainé en faisait, tout à coup, la remarque à la lectrice très ingénûment. Il le voyait bien : la fortune avait quitté leur maison. Son tout jeune frère et lui pensaient aux moyens de gagner promptement leur vie. Lui, Napoléon avait déjà son idée : puisqu'il était trop jeune pour être soldat, il pourrait donner des leçons de latin dans les villages. Quant à Louis, il tenait à vendre des bouquets de violettes. Qui se refuserait à lui en acheter ? Personne, assurément. Il en deviendrait presque riche. On s'attendrissait, dans le groupe intime, du bon vouloir de ces chers enfants. Et la reine en tirait l'occasion de placer une réflexion morale, car, elle avait toujours la tête pleine de maximes :

« Les peuples, disait-elle, seraient mieux compris, mieux gouvernés, si tous les princes avaient été, dans leur jeunesse, élevés à l'école de l'infortune. »

Aussi bien savait-elle que leur sort n'était pas si pitoyable, que le tzar y avait pourvu, pendant son

passage à la Malmaison, et que, grâce à l'intervention directe de l'empereur de Russie, les Bourbons n'avaient pas effacé du grand-livre le beau chiffre de rentes inscrit par Napoléon I^{er} au nom de sa belle-fille et belle-sœur Hortense de Beauharnais. Ce n'était plus le luxe royal des jours de pompe : c'était encore une belle indépendance de princes.

Rien n'en eût été dérangé, peut-être, sans l'imprévu d'un événement inouï. La grande et tragique nouvelle éclata, comme un coup de tempête, sous les cieus apaisés : le prisonnier de l'Europe avait brisé sa chaîne; et, débarqué de l'île d'Elbe, il arrivait sur Paris, à pas accélérés. Toujours l'un des premiers à prendre la poste, le comte d'Artois se préparait à partir dans la nuit; de même, le duc d'Orléans songeait à se mettre en route, impatient de le dépasser.

Hortense entendait croître la rumeur, avec un redoublement d'alarmes. Elle eût préféré mille fois, à ce qu'elle déclarait, que cette fantaisie grandiose et néfaste ne se fût pas réalisée; car, elle n'en augurait que des malheurs, pour lui, d'abord, pour les siens, ensuite, et pour le reste des hommes. Avec un rare esprit de clairvoyance, loin de désirer le retour de l'île d'Elbe, elle en avait prévu, avant qu'il se produisit, les inévitables fins. « Le sort l'a trahi, disait-elle à ceux qui pensaient raviver ses espérances en lui promettant un miracle, mais le repos lui est aussi nécessaire qu'à tout le monde. Les sentiments ont changé, ce serait encore la guerre et peut-être la guerre civile; nul être raisonnable ne saurait souhaiter un tel fléau. » La mystique M^{me} de Krüdner ne lui avait-elle pas prophétisé qu'il y aurait de terribles lendemains à des succès

éphémères? « L'empereur Napoléon sortira de son île. Il sera plus grand que jamais : mais ceux qui prendront son parti seront traqués, persécutés, punis. Ils ne sauront où reposer leur tête. »

Qu'en va-t-il résulter de pire, d'irréparable? Ce fut la première question que dut se poser la duchesse de Saint-Leu, quand elle eut connaissance du fait accompli. Il était trop évident, pour elle comme pour tout le monde, que l'événement du 20 mars n'amènerait avec soi qu'une nouvelle crise et de plus grandes catastrophes.

Le beau-père d'Hortense était rentré, suivi de son flot d'hommes de guerre, dans les Tuileries désertes. La statue de l'empereur dominait, derechef, la colonne triomphale. Les courtisans étaient à leurs places, les généraux à la tête de leurs troupes : et, pour trois mois et dix jours, la France avait retrouvé son maître.

Il y eut, le surlendemain, dans l'après-midi, une grande parade militaire. Les enfants y furent conduits. Ils battaient des mains à la beauté du spectacle, prélude sans tristesse des actes meurtriers du lendemain.

Hortense avait repris, contre son gré, les honneurs et les charges de sa situation influente auprès de l'empereur. Quoi qu'elle fit pour échapper aux obsessions du dehors, pour en défendre, au moins, les premières heures du jour, solliciteurs et solliciteuses assiégeaient sa porte et parvenaient à la franchir. A sept heures du soir, elle retournait aux Tuileries, partageait le diner de Napoléon et saisissait des minutes libres, permettant de lui transmettre les demandes les plus dignes de lui être recommandées.

Helas! le temps mesuré au nouveau règne le

permettait pas de languir, à l'intérieur du palais.

Le diplomate-roi Talleyrand n'avait pas traîné pour écrire de Vienne que le Congrès, loin de reconnaître l'empereur, l'avait mis au ban de l'Europe; que les puissances rompaient avec lui toute négociation diplomatique et que la guerre d'invasion allait recommencer.

Il suffira de quelques semaines.

L'affluence énorme, qui remplissait les salons de la reine, aura fortement diminué. L'excès des compliments, qui lui rappelaient un langage de cour, trop souvent entendu, se sera de beaucoup amorti. Et nombre de personnages, qui l'avaient assailli du retour de leurs sollicitations pour avoir des places, réintégrer des fonctions, récupérer des titres ou des subsides, ralentiront, bien vite, la chaleur de leurs démarches, jusqu'au moment de les suspendre tout à fait.

Avant de monter à cheval pour la suprême et funeste campagne, dont le dénouement sera Waterloo, l'empereur voulut embrasser les enfants d'Hortense; il prodigua des caresses encore plus tendres que d'habitude au petit Louis, en pensant à son fils, le roi de Rome, prisonnier de l'Autriche.

On a souvent retracé le tableau de l'étrange scène, où le jeune prince fut amené à voir, pour la dernière fois, celui dont il devait être, à travers l'impossible, le successeur désigné par le Destin. Quelles particularités, en effet, et combien saisissantes, si l'imagination des hommes n'y ajouta rien, par la suite!

Charles-Louis Napoléon n'avait que sept ans. Il était déjà d'une nature très excitable et sensible aux émotions nerveuses. Imprudemment sa gouvernante avait laissé tomber près de son oreille des paroles

inquiètes, disant que l'empereur allait s'exposer, de nouveau, aux alternatives cruelles des batailles et que de terribles dangers menaçaient sa tête précieuse. Le reverrait-on, seulement ?

L'enfant, tout en larmes, s'était glissé dans l'appartement de son oncle aimé et redouté ; s'agenouillant devant lui, comme pressé d'une peur instinctive, il l'avait supplié de ne pas partir, parce que les méchants alliés voudraient le tuer, ou bien de le prendre avec lui, à la guerre. Des sanglots entrecoupaient l'effusion de sa prière naïve. L'empereur, un peu fâché de s'être laissé attendrir à ces propos puérils, se ressaisit, et, d'une voix ferme appelant Hortense, lui ordonna d'emmener son fils ; elle devrait réprimander sévèrement la gouvernante dont les discours inconsidérés avaient exalté la sensibilité de cet enfant. Cependant, avant de le rendre à sa mère, il s'était tourné vers le maréchal Soult, qui se trouvait dans son cabinet et qu'avait gagné l'émotion : « Tenez, lui avait-il dit vivement, embrassez-le : il sera un bon cœur et une belle âme. C'est peut-être l'espoir de ma race. »

N'y eut-il rien de modifié au contexte de cette phrase significative ? Hortense la répéta-t-elle exactement, ainsi qu'elle l'avait entendue ? Toujours est-il qu'elle demeura gravée dans son âme et plus tard dans celle de son fils, comme une sentence de prophétie.

L'empereur est en exil. Le Légitime est rentré dans la pleine jouissance de son vieux droit divin. Joséphine est morte. Hortense a perdu, irrémédiablement, le rang

qui lui restait, à la Cour, de son ancien état de reine.

Après des désastres inouïs, elle n'a pas abdiqué le sentiment de ce qu'elle fut par ses alliances et de ce qu'elle est encore par des titres glorieux, dont elle repassera l'amour et l'ambition à ses enfants. En attendant, il a fallu partir, donner l'adieu aux bois et jardins de la Malmaison, et s'en aller, à l'aventure.

Louis, tout jeune qu'il fût, allait éprouver de grosses surprises.

Durant les sept premières années, qui furent l'aurore toute radieuse d'une existence pleine de tumulte, il s'était vu entouré des splendeurs d'une cour sans pareille. Désormais, et pour longtemps, il devra vivre hors de France, en Suisse, en Italie, en Allemagne, presque jamais avec des Français.

Les Tuileries, Saint-Cloud, la Malmaison, Saint-Leu furent les lieux enchanteurs ouverts à ses jeunes ans. D'où venait qu'on ne l'y conduisait plus? On était, cependant, très bien dans ces palais, dans ces jardins: il était bon de se promener en cérémonie et meilleur encore de jouer, de courir, par ces larges avenues bordées d'arbres magnifiques, sur ces larges pelouses si propices aux ébats des princes enfants.

Quels événements incompris de sa jeune raison les obligeaient donc, son frère et lui, à s'en aller, accompagnés de si peu de monde, par des chemins inconnus, sans savoir où, et comme si l'on avait hâte de se cacher, de fuir? Son oncle, l'empereur, n'était-il plus le maître, celui que personne ne pouvait approcher sans crainte et sans émoi?

Il ne reverrait plus sa mère, dans les vastes salons des Tuileries, resplendissante, comme le soir où, de

tous leurs yeux, son frère et lui l'avaient, avant son départ pour le bal, tant admirée. L'empereur donnait une grande soirée dansante. Hortense s'était parée d'une toilette gracieuse et magnifique. Les enfants ne la quittaient pas du regard; ils se tenaient fascinés, en sa présence, comme devant l'apparition d'une princesse de féerie. N'en avait-elle pas les miraculeux attraits? Ne l'avaient-ils pas entendu dire, souvent, à des bouches flatteuses?

Les lèvres des hommes, en effet, sont complaisantes à décerner aux femmes le souverain éloge de la beauté. Une telle louange comportait des restrictions, à l'égard de la duchesse de Saint-Leu; elle possédait une grâce attirante, dans la tournure et les manières; elle n'était pas jolie; sa bouche était fort laide. Mais Napoléon-Louis et Louis-Napoléon étaient ses fils; ils l'admiraient de tout l'élan de leur cœur, et ils ne pouvaient imaginer qu'il pût exister une autre créature humaine, sous le ciel, plus digne de cette admiration que leur mère.

Elle s'était aperçue de leur ravissement candide. Alors, avec la disposition sentimentale, où elle inclinait, d'envisager, en même temps que les joies humaines, les tristesses, qui en sont l'habituelle rançon, elle leur avait dit :

« Vous me trouvez belle, ce soir, mes enfants, vous admirez mes bijoux et, dans mes cheveux, des pierres qui brillent. Eh bien! pour moi, ce bouquet de violettes, que vous voyez à ma ceinture, me semble plus précieux que toutes mes perles et tous mes brillants. »

Elle avait détaché le simple bouquet, afin qu'ils pussent mieux le considérer. S'adressant au plus petit, qui avançait la main pour le recevoir :

« Tu le veux, Louis? Est-ce que tu ne préférerais pas une de ces pierres de prix?

» — Non, je préférerais les violettes.

» — Eh bien, tu as raison : les diamants n'ont pas de parfum et ne réjouissent pas le cœur. Avec les violettes, qui reflleurissent, tous les printemps, on peut être heureuse sans les diamants.

» — Mais, maman, reprit l'ainé, dont les onze ans ne raisonnaient pas si mal, tu en auras toujours toi, des diamants, et avec les diamants on peut se procurer des violettes ⁽¹⁾, tant qu'on veut.

» — Tu pourrais bien te tromper, en pensant que j'aurai toujours des perles, des brillants, de la fortune. Personne, au monde, ne peut être assuré du lendemain! »

Louis et Napoléon oublièrent la leçon de philosophie, mais non pas le charme et la magnificence dont leur mère s'était embellie, pour ajouter en sa personne à l'éclat d'un spectacle, qui ne se renouvellerait point sous leurs yeux.

*
* * *

Déjà, pendant la première Restauration, le train de vie calme et presque uniforme, que menait Hortense, à Saint-Leu ou à la Malmaison, avait été représenté sous les couleurs les moins innocentes. Selon des rapports policiers, qui n'avaient rien d'in vraisemblable, son salon était exclusivement composé d'éléments bonapartistes. Pas un acte et pas une intention du gouvernement royal n'échappaient aux traits d'une critique de parti pris, dans ce milieu hostile, dans ce « foyer pernicieux », où fermentait l'intrigue. Elle-même, cette Corinne de

1. Cette fleur, surtout la violette de Parme, alors peu connue, était une passion de la reine. Pour elle et l'impératrice Joséphine, on la cultivait avec abondance, à Saint-Cloud, à la Malmaison et à Saint-Leu. Son goût était si connu, a rapporté M^{lre} Cochelet, qu'on la reconnaissait, quand elle entrait dans un salon, au parfum doux de ses violettes se répandant autour d'elle.

boudoir au maintien languissant, on la dépeignait comme une ambitieuse aux desseins hardis, quoique prudemment recouverts.

Lors de la seconde rentrée en France de Louis le Dix-huitième, une supposition s'était accréditée dans l'entourage bourbonien, tendant à établir que les secrètes excitations d'Hortense avaient hâté, sinon provoqué le retour du Corse audacieux. Ce grief seul aurait paru suffisant pour justifier les mesures les plus sévères. Le roi avait été mille fois trop bon, insinuaient ses conseillers, de permettre à la duchesse de Saint-Leu de se tenir, à quelques kilomètres de Paris, et d'habiter dans Paris même. En outre, laisser grandir, auprès de soi, les deux jeunes Napoléon, n'était-ce pas élever en France des loups pour en être égorgé, plus tard?

Appréhensions grossies à l'excès, que les habitués de la rue Cerutti jugeaient misérables et risibles! Vexations et persécutions répétées donnant une piètre opinion de ceux qui les exerçaient! Mais étaient-elles, à ce point, chimériques et mal fondées? Les événements ultérieurs prouveront justement le contraire. Ceux qu'on appelait, entre empereurs et rois, *les individus de la famille Bonaparte*, ne menaient plus qu'un faible bruit dans le monde. Cependant, on verra, dans un quart de siècle, quels pourront être la force et l'ascendant de leur nom seul, au service du plus entreprenant d'entre eux.

Momentanément la volonté des vainqueurs les a disséminés, un peu partout. Madame Mère continue d'habiter Rome. Jérôme et Catherine ont été relégués à Trieste. Joseph a dû se réfugier aux États-Unis, par conséquent fort loin de sa femme et de ses filles en résidence à Bruxelles. Lucien ne sait où trainer sa ressemblance

trop frappante avec « l'usurpateur » exécré de l'Europe entière. Caroline et Élise souhaiteraient de se rendre aux Pays-Bas ou dans la Suisse hospitalière, mais, il leur a été interdit de dépasser les alentours de Trieste. Enfin Hortense sera longtemps en route, avant de connaître le point fixe, où il lui sera permis d'arrêter sa course errante. *Le monde*, soupirait-elle, *était bien méchant à son égard*. Elle n'aurait jamais supposé que le vrai fût d'un si rude enseignement dans la vie. Avec un peu plus de courage, elle aurait voulu se cloîtrer dans une solitude complète.

Les attaques dont elle fut l'objet, avant la fatale expérience des Cent Jours, avaient redoublé de violence. Des plumes ennemies s'étaient emparé des circonstances défavorables où la plaçait le procès porté contre elle par Louis Bonaparte, réclamant devant les tribunaux qu'elle lui rendît l'aîné des enfants; elles ajoutaient le sujet de ces querelles intimes à leurs polémiques sans miséricorde et faisaient à la reine une situation intenable, en France. Hortense le sentait et le disait avec amertume : elle ne pourrait plus y rester. Elle se déciderait au plus cruel des sacrifices; elle s'en irait loger en sa petite propriété de Pregny, aux environs de Genève, et peut-être qu'alors elle jouirait du bénéfice de l'oubli : on la laisserait en repos, au moins.

Comme elle hésitait encore sur la date où elle réaliserait ce désir attristé, le 19 juillet 1815 au matin, elle reçut l'ordre de quitter Paris dans les deux heures, ou dans le délai maximum de la journée. Cette injonction émanait du baron de Muffling, commandant de Paris, pour les alliés. On la soupçonnait d'être l'instigatrice d'un complot bonapartiste réel ou supposé. Le soir

même, elle dut partir, accompagnée par un officier autrichien le comte de Voyna, que Charles de Constant appelle, dans sa correspondance, « un jeune gardien aimable et folâtre » (il n'avait que dix-neuf ans), mais dont la conduite pleine d'égards et de tact devait s'attester irréprochable.

La reine était arrivée à Genève. Avec ses passe-ports en règle et dûment revêtus de la griffé des cinq puissances, elle se crut, là, bien abritée. Ses chevaux avaient déjà pris le chemin de Pregny. La villa, où elle avait passé de si douces heures avec sa mère était aménagée pour la recevoir ; il n'y fallait plus que l'arrangement final. Elle commençait à respirer, lorsque lui fut transmis un arrêt du gouvernement genevois, lui intimant l'ordre de se retirer autre part et au plus tôt. Son impression de sécurité avait été courte. « La pauvre reine Hortense, écrivait, alors, la châtelaine de Coppet, me fait pitié. Je ne sais que conseiller à son beau chevalier. Il me semble que c'est à Milan qu'elle devrait aller. » Metternich prétendait, lui, qu'elle serait beaucoup mieux, à Bregenz, en Autriche. Et d'autres lui donnaient à entendre qu'elle trouverait à se caser, certainement, en Prusse ou en Russie (1). Chassée de toutes parts, elle avait eu l'idée de vendre ses diamants et d'aller vivre, à la Martinique, dans une habitation ayant appartenu à sa mère. Il lui parut trop pénible de quitter le continent, malgré qu'elle n'espérât plus trouver de refuge définitif, aux portes de la France.

Les agents des Bourbons poursuivaient sa trace avec autant d'opiniâtre rudesse que Napoléon avait mis

1 Les hautes puissances avaient édicté que les membres de la famille Bonaparte ne pourrait habiter que la Prusse, l'Autriche ou la Russie.

d'animosité persécutrice à traquer, de ville en ville, en Suisse, à Venise, à Moscou, à Saint-Pétersbourg, à Stockholm, la glorieuse M^{me} de Staël. Instruite par l'expérience et considérant qu'il serait aussi déraisonnable qu'imprudent, de sa part, de fournir des moyens d'intrigue à ceux que l'on croyait susceptibles d'en rechercher dans les pays trop voisins des frontières : Italie, Suisse et provinces rhénanes, l'autorité royale avait exigé l'application de ces mesures préventives à l'infortunée reine Hortense, qui, de tous lieux repoussée, ne sachant plus où dormir, plusieurs nuits de suite, renvoyée de Genève comme elle le sera de plusieurs autres cantons helvétiques et du grand-duché de Bade, s'écriera, de désespoir : *Puisqu'on ne veut de moi, nulle part, jetez-moi dans le lac.*

Elle partit pour Aix, avec l'espoir que cet ordre d'expulsion ne serait pas maintenu, mais qu'elle pourrait, bientôt, revenir en sa retraite de Pregny. Elle y comptait si fermement que, ne voulant pas emmener avec elle une suite trop coûteuse, elle y avait envoyé d'avance son écuyer M. de Marmold, son aumônier l'abbé Bertrand et quelques domestiques. Hélas ! on ne leur laissera pas le loisir de s'y installer ; ceux-là furent poussés également hors du canton.

Hortense, en s'établissant à Aix jusqu'à ce qu'elle pût obtenir de nouveaux passe-ports, avait dû louer, sur place, le premier habitacle vacant, c'est-à-dire une maison mal située, haute et laide, et n'ayant pas d'autre intérêt que de posséder une cour assez large, où les enfants pourraient s'ébattre, tout à leur aise. Ils ne s'en privèrent point, du reste. Tandis que leur mère anxieuse comptait les jours, qui la sépareraient

d'une solution acceptable, Napoléon et Louis, insoucians comme on l'est à leur âge, menaient grand bruit et grande fête avec des garçons d'alentour. Pendant que la reine Hortense entretenait des négociations longues et difficiles, afin qu'on lui reconnût le droit seulement de choisir une demeure, tous ces jeunes compagnons, ensemble, pleins d'élan et de joie, simulaient à grands cris des exercices militaires et des batailles. Napoléon, le chef désigné, conduisait la manœuvre et Louis, apportant son tambour, frappait sur la peau d'âne avec un entrain redoublé. D'autres fois, celui-ci s'armait d'un bâton, comme les autres, en guise de mousquet; et, très fier de cet honneur, marchait avec le reste de la troupe, en serre-file, les yeux fixés sur son frère aîné, qu'il respectait infiniment et qui, le sabre de fer-blanc bien en main, lançait des : *En avant!* de toute la force de sa voix grêle. Hortense se consolait, en les voyant si gais et si roses, des entraves sans nombre dont on embarrassait sa route. Enfin, la Diète s'était prononcée. L'ex-reine de Hollande aurait licence de traverser la Suisse pour se rendre dans le duché de Bade. Mais, que de tribulations encore en perspective! Elle n'était pas au bout de son chemin de croix.

Les conseils ou directoires, les autorités civiles ou militaires des États confédérés, semblèrent un moment, bien acharnés à la poursuite d'une fraction de cette famille d'aventuriers — comme on appelait les Bonaparte, — trainant son personnel et ses bagages en cinq voitures (1). En réalité, on ne les avait pas laissés

(1) La duchesse de Saint-Leu voyage dans une berline à six chevaux, une dormeuse à quatre chevaux, un coupé à trois chevaux, un char de côté neuf à un cheval et une carriole à quatre robes et à un cheval.

libres de s'en dispenser; ils se conformaient à des prescriptions formelles des hautes puissances, leur enjoignant de ne souffrir, sur le territoire suisse, aucune des personnes ayant conspiré contre S. M. Louis XVIII (1).

Après tant d'accidents de route, que nous renouons à les redire, la caravane put s'engager dans les rues de la vieille ville de Constance où, demi-morte de fatigue et de froid, Hortense dut agréer pour gîte les chambres les moins démeublées d'une misérable hôtellerie.

Lasse de subir l'hospitalité tracassière et avide des tenanciers d'auberges, elle loua, au commencement de janvier, hors des murs de Constance, une maison placée sur la langue de terre, où le lac va se rétrécissant. L'habitation était fort modeste, composée d'un petit nombre de pièces mal closes et dégarnies. On ne l'eût pas choisie, certes, si elle n'avait pas été la seule à prendre. Il fallut se contenter en arrivant d'une chambre unique, pour le salon et la salle à manger. On fit venir de Paris le nécessaire et l'accessoire; puis, l'on s'y installa, tant bien que mal.

Les journées se faisaient longues, par des temps de brume et de pluie. Pour en distraire le décours monotone apparaissaient bien vides les rayons de la bibliothèque. Quelqu'un de la suite, le doux abbé Bertrand

Deux heures après son départ de Genève, sont partis cinq chevaux de main, une calèche bleue à deux chevaux, un boghei à un cheval. »

(*Archives de Fribourg*, ap. Eugène de Budé, *les Bonaparte en Suisse*.)

(1) « D'après les interrogatoires récemment publiés du maréchal Ney et les bruits qui circulent, depuis la mort de Murat, il est hors de doute que tous les membres de cette *famille d'aventuriers* (Joseph, Lucien, Hortense), se liguent en quelque sorte pour nouer d'autres intrigues. Il est donc nécessaire d'exercer une surveillance étroite, partout où ils peuvent s'installer. » *Actes du Conseil exécutif*. Archives de Berne, vol. XIX, n° 28.

eut à se mettre en peine incroyablement pour se procurer un volume de hasard, une malheureuse compilation historique, qu'on éleva au rang de livre de chevet, faute d'avoir eu la main plus heureuse. Pendant plusieurs journées toutes les têtes s'étaient penchées sur les *Anecdotes de la Cour de Philippe-Auguste*, avec une bonne volonté touchante.

C'est là que se tenaient enfermés la reine de Hollande, sa lectrice, son enfant, l'écuyer et le précepteur. Quelques déplacements, d'heureuses visites reçues, comme celle de son bien-aimé frère Eugène de Beauharnais, un séjour de régime, au printemps, dans les montagnes du canton d'Appenzell, furent les seules distractions de son séjour, à Constance, entre 1816 et 1817.

Elle s'y accoutumait, néanmoins, elle y établissait des plans de résidence estivale entre-coupés, pendant l'hiver, de voyages en Bavière et en Italie, où la suivraient son fils, M^{lle} Cochelet et l'abbé, lorsqu'on l'avisa d'avoir à se retirer en arrière, aussi promptement que possible. Ses entrevues trop fréquentes avec la grande-duchesse Stéphanie, sa parente, avaient incommodé une autorité jalouse; elles inspiraient des craintes et des soupçons. Malgré le regret qu'il en eut, le grand-duc avait dû lui signifier que la volonté des hautes puissances l'obligeait à la faire sortir de ses États. Elle n'alla pas loin, s'établit à deux lieues de Constance, dans le canton hospitalier de Thurgovie et rendit maîtresse, au prix de quarante-quatre mille francs, d'une propriété appartenant, depuis un siècle, à la même famille. L'achat d'Arenenberg dûment confirmé, elle en prit possession, dans le courant de l'été, et s'occupa d'embellir le plus agréablement qu'elle put le

faire les abords de cette demeure bâtie sur le versant d'une colline.

Qu'on en considérât l'architecture extérieure ou qu'on voulût en juger d'après la distribution des appartements, l'habitation d'Arenenberg n'avait d'un château que la qualité des personnes vivant entre ses murs. L'entrée ne frappait point les yeux d'un ravissement admiratif, n'ayant rien que de simple, au premier aspect; le parc entourant la maison ne donnait pas l'idée du prolongement d'un vaste domaine; mais, si les apparences de la villa ne rappelaient que par contraste les grandeurs d'un palais, l'impression en était vivement relevée de pittoresque; la beauté du site faisait songer; on sentait qu'une imagination poétique l'avait élu, pour ses magnifiques perspectives sur le lac de Constance, sur les riants hameaux de la vallée et jusque sur une partie de la forêt Noire. Dans les jardins, tels que les a dépeints un panégyriste (1) de la reine, l'attention était attirée par la variété des plantes exotiques les plus rares et, dans les salons moins spacieux qu'on les eût souhaités, la diversité des objets d'art attestait le goût de celle qui les avait choisis ou gracieusement mis en valeur.

Hortense, son fils et les gens de sa maison ont, enfin, arrêté leur odysée malheureuse. La vie douce, méditative, au sein de laquelle a paru s'absorber, désormais, la châtelaine d'Arenenberg, n'empêchera point la police française de lui rappeler qu'on ne l'a point perdue de vue, malgré qu'elle se fût bien passée des marques de son intérêt. Cette surveillance se prolongera, pendant

(1) Fourmestaux.

une suite d'années. Elle restera toujours suspecte d'entretenir des visées différentes de celles du commun de l'humanité. Des agents venus de loin rôderont en ces alentours champêtres, s'enquérant de l'emploi de son temps avec une sollicitude excessive. A leurs interrogations détournées, les gens du voisinage répondront, d'un parfait accord, qu'en effet de nombreuses visites se portent vers elle, qu'elle y complot ses goûts persistants du monde et de la causerie, qu'ils ne savent rien davantage, sinon qu'elle répand beaucoup de bienfaits dans le pays et qu'elle y est fort aimée.

On oubliera seulement d'ajouter, n'en étant pas instruit, qu'elle nourrit en son âme de plus hautes aspirations, qu'elle est restée l'incarnation d'un bonapartisme moins assombri par les regrets du passé qu'éclairé d'une idéale confiance dans les surprises de l'avenir, et qu'elle se prépare, pour le temps où son fils Louis aura l'âge de la comprendre, à lui tenir une forte école des principes et des devoirs d'un impérialisme militant.

Or, tout le caractère d'Hortense, tout l'essentiel de son rôle d'éducatrice, durant les longues années d'exil, est dans ce dernier trait qu'elle s'attachait à voiler d'ombre. En nous arrêtant à l'éclairer très particulièrement, nous y découvrirons la genèse véritable des idées entreprenantes du futur Napoléon III.

CHAPITRE DEUXIÈME

Éducation de prince.

Entre le double rayonnement du premier et du second Empire, entre Joséphine sa mère et Louis-Napoléon, son fils, Hortense apparaît comme une étoile fuyante, presque effacée, et qui n'aurait eu guère de clartés propres sans le reflet des astres voisins.

Avec sa physionomie douce et frêle, sa languissante ardeur, son amour déclaré de la demi-retraite, à l'intérieur d'une maison calme et ensoleillée, loin des centres bruyants, elle posséda un fonds d'énergie et une vitalité d'âme insoupçonnés. Son action morale passait presque inaperçue, tant elle s'appliquait à en dérober les marques discrètes. Il y eut, néanmoins, en elle et dans sa vie autre chose que des commencements de royauté promptement découronnés de leurs illusions, des noces malheureuses, des romances éplorées et quelques amours consolatrices.

Pour le train de la vie courante nulle personne n'avait moins de volonté qu'elle. Par langueur naturelle, lassitude du moment ou complaisance pure, il était rare qu'elle ne cédât pas au désir d'autrui. Mais combien différente se montrait-elle, quand il s'agissait d'un

projet d'importance nettement arrêté dans son esprit! Toujours disposée à répondre, si on la consultait sur un détail du jour, sur la direction d'une promenade ou sur quelque dessein en l'air : « Faites ce que vous voudrez, choisissez ce qui vous plaira le mieux », elle se réveillait de sa douce paresse, elle parlait un très différent langage, lorsqu'elle se sentait en péril d'enchaîner sa raison, ses sentiments, ou surtout d'obéir à des injonctions conjugales, qui lui semblaient, toutes les fois qu'elles se produisaient, aller à l'encontre de ceux-ci ou de celle-là.

Cette créole aux yeux de pervenche, aux airs de lassitude innée, tous les jours soumise aux défaillances d'une santé faible et variable, et si alanguie dans son maintien que le seul poids de sa longue chevelure blonde lui était presque une fatigue (elle le disait), savait trouver en elle des réserves de force morale extraordinaire, quand il s'agissait de résister au mauvais sort, de multiplier des démarches nécessaires, de défendre la réputation de ses amis, ou de garantir les biens et l'avenir des êtres, qui lui étaient chers.

La légèreté habituelle de son caractère n'aurait pas fait deviner la constance dont elle était capable, dans les conjonctures graves la mettant à l'épreuve.

La forme de ses résistances n'était ni brusque ni acerbe. Son mari, dont elle ne jalousait que les droits paternels, lui écrivait-il : « Venez », par le pressant désir où il était de revoir ses enfants, elle ne lui répondait pas ouvertement : « Non »; mais elle se dérobaît et ne cédait pas. Elle avait des feintes, des empêchements tout trouvés et des détours à elle, qui la faisaient rester en chemin.

Elle ne donna point l'idée d'une épouse modèle et ne fut pas, à cet égard, sans reproche, malgré les raisons atténuantes de sa conduite; on pourrait dire qu'elle abusa de l'excuse, où elle était, d'avoir uni son sort à celui d'un mari contrariant, fantasque et porté aux travers de la bizarrerie. Appelée à partager le pouvoir souverain, elle ne s'efforça point, autant qu'il eût été dans ses moyens de femme, d'en alléger les charges pour celui qui ne les avait acceptées qu'à condition (1).

Toute à son admiration pour l'empereur, elle ne donnait que le moins possible d'elle-même au simple effort d'adoucir les amertumes de son mari, exilé sur le trône des Pays-Bas par une volonté oppressive. Car, Napoléon avait pu faire de lui un roi et de sa belle-fille une reine, non point un couple heureux. Leurs constantes oppositions de vues, de goûts, de projets, avaient composé de leur existence en commun un perpétuel orage, sans autres éclaircies que des raccommodements factices, d'où ils s'évadaient, à l'envi l'un de l'autre, pour de longues séparations.

Mais que le sentiment maternel avait sur son cœur un plus puissant empire! Elle en était pénétrée tout entière; elle y dévoua le meilleur d'elle et de son intelligence avec une conscience égale à sa tendresse.

Cette tendresse n'était pas démonstrative à l'extrême. Elle en comprimait les élans, pour garder plus d'autorité sur l'esprit ou le caractère des enfants qu'elle

1. Lorsque Louis, désireux de se soustraire à des honneurs, que non seulement il n'avait pas ambitionnés, mais dont il savait bien, d'avance, qu'il ne disposerait pas librement, quand il représentait à l'Empereur combien le climat humide et froid serait contraire au rétablissement de sa santé, Napoléon brusquement lui répondait : « *Il vaut mieux mourir roi que de vivre prince.* »

adorait. Mais qu'il y eût, en ce qui les touchait, la moindre alerte, qu'ils fussent hors de ses yeux un peu longuement ou que le plus léger trouble se dénonçât dans l'état de leur santé, sa crainte devenait aussitôt de l'angoisse.

L'une de ses commensales de tous les jours a dépeint l'agitation, qui pouvait s'emparer d'elle dans les cas les moins susceptibles d'inspirer des appréhensions justifiées.

Un jour de printemps, en 1813, l'année de la campagne de Saxe, les princes étaient partis de Saint-Leu, à une heure matinale ; on les conduisait chez l'impératrice Joséphine. Il leur plaisait, surtout, d'aller à la Malmaison, où ils se savaient les maîtres de tout faire, où l'indulgence sans limite de leur grand'mère leur permettait, malgré qu'elle aimât passionnément les fleurs d'espèce rare et les plantes de serre chaude, de saccager, un tant soit peu, les plates-bandes, de couper les cannes à sucre, pour en sucer la moelle, enfin de s'amuser, partout, à leur caprice.

Ce jour-là, des relais leur avaient été ménagés sur leur parcours. On en était instruit. On savait aussi qu'ils auraient à passer la rivière en bac.

Pendant la journée, la reine avait eu l'impression lourde de leur absence, et, comme cette absence se prolongeait, il fut visible qu'elle en était tourmentée. Elle ne touchait pas à la nourriture, qu'on lui présentait ; dans ses yeux se formaient des larmes, qu'elle avait peine à retenir. Son émotion ne se trahissait pas dans ses paroles ; elle tâchait de paraître bien calme ; néanmoins, elle n'avait pas trompé la sollicitude attentive de sa compagne d'Ecouen, M^{me} de Broc, qui lui repro-

chait doucement sa faiblesse. Elle essayait de sourire, sans répondre. Son anxiété croissait. Par bonheur, on entendit de petits pieds courir, à l'étage supérieur, dans les chambres. *Ils sont donc revenus!* s'écria-t-elle. En effet, ils étaient bien de retour, et, depuis un certain temps. Seulement, les gouvernantes avaient cru faire preuve de discrétion, en ne les amenant point dans la salle à manger, pendant que leur mère et ses convives étaient à table. « Est-ce raisonnable, — reprit la charmante Adèle de Broc, destinée à s'effacer, bientôt, du monde, malheureuse victime d'un accident cruel, — est-ce raisonnable et sage? Comment, madame, vos enfants étaient dans une bonne voiture, suivis d'écuycers, de piqueurs, aussi entourés qu'il est possible de l'être, et vous vous créez des chimères, pour avoir un sujet de vous troubler l'esprit et le cœur! » Elle en convint, mais on lui devait de l'indulgence : elle ne possédait que ce bonheur, au monde, et elle craignait toujours qu'il ne lui fût enlevé!

Quand elle les avait, tous deux, auprès d'elle, leur partageant ses caresses et les marques de sa sollicitude se rendant attentive aux moindres détails de leur éducation commençante, pendant le jour, et se levant pour les soigner, pendant la nuit, elle retrouvait, dans le devoir maternel, la sagesse et la raison que Louis Bonaparte lui reprochera tant de n'avoir ni connues ni témoignées en qualité d'épouse.

Très attentive à les abriter contre les incitations pernicieuses de l'orgueil, dont si prompt est l'éveil dans les jeunes âmes, elle les élevait avec le naturel et la simplicité qui conviendraient à toutes les femmes, sans qu'en elle fussent diminuées ses fiertés de reine. Elle usait,

en s'adressant à la sensibilité de leur cœur, du tutoiement qui encourage l'affection, interdisait aux personnes de sa maison de leur donner de l'altesse royale, mais les engageait à les appeler de leurs noms : Napoléon et Louis. En 1814, les souverains étrangers, qu'ils voyaient journellement, à la Malmaison, les interpellaient en leur disant : « Monseigneur », ou leur demandaient avec intérêt des nouvelles de la santé de « Leurs Altesses ». Tous deux en éprouvaient un peu de surprise, leur mère ayant voulu qu'on les traitât comme des enfants qu'ils étaient et sans cérémonie.

Elle veillait à ne point laisser s'incruster en eux de ces sentiments étroits et médiocres de haine ou de jalousie, que les hommes appelés à gouverner ne devraient jamais ressentir. De tout détail nouveau qui survenait, elle avait l'art de tirer une leçon, sauf à négliger un peu, par complaisance ou faiblesse, la partie d'école proprement dite. L'invasion de 1814 avait plongé son âme dans la tristesse. Elle obtint de ses enfants qu'ils en eussent l'impression, autant que le comportait leur âge; ils se privèrent de certaines douceurs de table, afin d'en éprouver le regret volontaire, et de s'associer en quelque chose, dans la faible mesure de leurs moyens, à l'affliction publique.

Sans être aussi généreuse que sa mère, sans avoir autant qu'elle la main libérale et donnante, elle goûtait des émotions douces à pénétrer dans le secret du malheur, afin de le soulager. Elle inspirait à ses fils l'amour du pauvre.

Il lui fut très pénible de se séparer de l'ainé, dont l'esprit était charmant et le jugement précoce. Cédant à la contrainte légale, elle dut rendre le jeune Napoléon



HORTENSE DE BEAUHARNAIS
Reine de Hollande et Mere de Napoleon III

à l'auteur de ses jours : — ce ne fut pas sans se plaindre. Un homme peut enseigner des notions utiles et fortes, pensait-elle ; mais, n'est-ce pas surtout à la femme, à la mère, qu'il appartient de développer dans le cœur les germes du bon et du bien ? Sa longue résistance à la volonté de Louis Bonaparte qui, légitimement aussi, revendiquait le bonheur de suivre l'éducation d'un de ses fils et de répandre en lui ses principes d'idéalisme et d'humanité, dut enfin plier. Elle se résigna à n'avoir qu'un enfant, le plus jeune, pour recevoir d'elle les soins du corps et ceux de l'esprit. Elle reporta sur celui-là tout ce qu'il y avait en son naturel penchant de ferveur éducatrice. Nous verrons combien Napoléon III se sera senti dans son caractère et dans ses actes, de l'influence douce et forte, positive et romanesque, de sa mère.

Sensible et bon, il ne dévoilait pas, dès lors, de ces dons éclatants, qui signalent l'éveil précoce du génie ; il ne paraissait pas surpasser de beaucoup le niveau d'une intelligence moyenne.

Il savait bien, l'aimable Oui-oui, comme on l'appelait dans l'intimité maternelle, qu'il eut un oncle, aux Tuileries, très puissant et que cet oncle avait régné sur le monde en le bouleversant. Ses goûts n'en éprouvaient point une sorte de vertige prématuré. Il ne demandait à la vie que ce qu'elle pourrait lui donner. Il vendrait des fleurs, peut-être, puisqu'il aimait tant à les cueillir. Aussi bien, sa mère était là, qui rehausserait de quelques degrés les vues du cher enfant. Elle s'y appliquera tendrement et avec persévérance.

Sans presser son instruction, plus qu'il n'importait à ses huit ou neuf ans, sans vouloir qu'on lui inculquât

trop de leçons en forme, elle ne perdait pas un instant de vue les signes de son intelligence, en cette première phase de la vie, où se font les impressions les plus profondes. Elle le préparait à l'enseignement précis qu'il aurait à recueillir, ensuite, d'un véritable maître, d'un professeur exercé; en causant et en se jouant, elle s'attachait à le rendre capable de comprendre plutôt encore que d'apprendre.

En ces commencements indécis, Louis ne témoignait pas d'une inclination bien engageante pour l'étude. Il n'avancait qu'avec une lenteur extrême. Sous l'écolier distrait ou occupé d'autre chose, presque toujours, que du point exact où l'on espérait conduire sa pensée, on découvrait un esprit réfractaire à l'attention prolongée. On le sentait absent de sa place, déjà rêveur, quoique tout prêt à redevenir très vif en ses jeux; et la seule direction de son regard s'élevant vers le plafond ou s'égarant du côté de la fenêtre ouverte sur le parc le montrait, aux premières lignes d'un devoir, enfermé dans le désir de n'y participer que le moins possible. Les linéaments de sa nature morale, en ce qu'elle devait avoir de caractéristique, se formaient, peu à peu, mais par des traits indistincts et qui échappaient à l'analyse du précepteur.

Avec son doux épicurisme, l'abbé Bertrand ne se mettait point, à cause de cela, l'esprit à la renverse: tranquillement, il attendait que sonnât l'heure du déjeuner ou du dîner pour le maître et pour l'élève. Les heures de son sommeil n'en étaient ni changées ni troublées. Il le laissait mollir sur le thème du jour et le suivait d'un regard plein d'indulgence, soit qu'il le tint à l'inévitable classe, soit qu'il lui rendit son vol, à

travers le jardin, ou le laissât, de temps en temps, sa mère ne s'y opposant pas, jouer aux soldats avec des enfants du voisinage. De sorte que les mois et les années se succédaient, sans qu'il réalisât des progrès bien sensibles. On jugea prudent d'affermir la direction de son intelligence en le confiant à d'autres mains.

Il fut parlé, pendant quelque temps, de légèreté, de dissipation, dans le milieu où s'élabora l'éducation première de Louis-Napoléon. Hélas ! bien menues en étaient les faiblesses et si rares les occasions, où elles avaient lieu de se manifester ! Il n'y eut pas de plus grosses fautes commises qu'un certain laisser-aller de négligence et d'inconsistance, tout aux débuts ; et la cause en était double : elle tenait à la mollesse d'âme de l'abbé Bertrand, trop ami de ses aises pour prendre rien au vif, et aux encouragements tacites de la tolérance maternelle.

L'homme de raison et de devoir, qui fut choisi pour reprendre la suite d'une tâche languissamment commencée, inclina, d'abord, à s'exagérer les erreurs de la tutelle précédente, sans doute afin de s'exercer à mieux faire.

L'enfant aimait son premier précepteur. Mais il échappait à son ascendant. On avait eu, de bonne heure, dans l'entourage, l'impression de ce manque d'autorité. L'impératrice Joséphine s'en était aperçue, la première, à la Malmaison. Hortense eut le loisir de s'en rendre compte, dans Arenenberg. Et le jeune Louis, de son côté, faisait assez voir que l'enseignement de l'abbé ne lui imposait point. Un matin, le bon ecclésiastique expliquait à son élève une fable de l'antiquité, sur un sujet des *Métamorphoses*. Tout d'un coup, celui-

ci de l'interrompre : « Oh ! moi, je sais bien ce que je voudrais, ce serait de me transformer en petit oiseau. Je me sauverais, à l'heure de ma classe avec vous, et je reviendrais, quand M. Hase, mon professeur d'allemand, serait là. — Mais, prince, répondit l'abbé, ce que vous dites-là n'est guère aimable pour moi. » Louis, ne voulant causer la moindre peine à son précepteur, lui expliqua du mieux qu'il le put, en son langage enfantin, qu'il l'aimait beaucoup, lui, mais pas ses leçons.

C'était, au reste, une excellente nature d'homme, ami délicat des lettres, comme il était gourmand avec finesse des choses de la table : de cœur facile, d'âme tolérante ; de plus, l'esprit toujours en fête et d'une intarissable bonne humeur. Son enjouement avait procuré d'agréables minutes à l'entourage de la duchesse de Saint-Leu. Absent d'Arenenberg, il se sentait encore de la maison, où ses épistoles arrangées, soignées, stylisées, pour amuser et plaire, étaient lues avec le plaisir qu'il avait mis à les écrire.

Très différente était la complexion du professeur Philippe Le Bas, qui lui fut donné pour successeur. Fils d'un conventionnel, élevé à la forte école du travail et de la pauvreté, il avait le goût sévère et l'âme scrupuleuse. Désigné par des amis haut placés au choix de la reine, ce ne fut pas sans hésitation ni tristesse qu'il avait accepté de se rendre au poste de confiance, qui lui était offert, loin de sa famille, pour laquelle il était animé du sentiment de tendresse et de dévouement le plus profond qui puisse habiter le cœur d'un homme, loin de sa mère, alors très souffrante, de ses compagnons d'études et des projets qu'il avait conçus

d'un labeur indépendant. D'autre part, il avait mis en balance avec les raisons qui le retenaient à Paris, l'imprudence qu'il commettrait à repousser une chance, peut-être irremplaçable, de s'assurer pour l'avenir, ainsi qu'à sa compagne aimée, les éléments d'une existence tranquille et prospère. On insistait fortement, du côté d'Arenenberg, sur la foi des recommandations flatteuses parvenues à son sujet entre les mains de la reine. Enfin, il s'était décidé et mis en route. Il arriva où l'attendait une mère impatiente de remettre à ses soins attentifs l'âme et l'intelligence de l'être qu'elle chérissait le plus sur la terre.

Dès la première journée, il reconnut dans le disciple qu'on lui destinait un enfant au caractère à la fois doux et résolu, timide et renfermé, ne retrouvant qu'en l'ardeur du jeu, hors de la maison, la pétulance hardie de son âge. Le lendemain, il jugea qu'on s'était trompé, du tout au tout, dans les formes de son éducation : qu'on n'avait fait que tâtonner, jusque-là ; que c'était un fond de culture à reprendre complètement ; et qu'il lui faudrait arracher de cette âme puérile, une à une, les mauvaises semences qu'y avait laissé germer une tutelle imprévoyante.

Les effets en étaient-ils aussi préjudiciables, déjà, qu'il le supposait ? Il exagérait plutôt le mal par le souci de son rôle de médecin. Il amplifiait les difficultés de son devoir, pour en accroître, d'autant, les mérites. Du moins, sa crainte et ses scrupules étaient-ils sincères. Pour un peu il eût perdu courage, si les indices d'un excellent naturel ne l'avaient pas, d'autre part, en même temps qu'intéressé réconforté.

La duchesse de Saint-Leu avait résigné entre les

main de ce maître droit et sûr toute autorité de direction.

L'un des premiers points auxquels il s'attacha fut de transformer les habitudes de l'enfant pour créer, autour de lui, une atmosphère nouvelle et capable d'aider à s'accomplir l'évolution, qu'il jugeait en lui si nécessaire. Toutes les mesures furent prises, à cet effet. Isolement presque complet : plus de communications avec le salon, si ce n'était une heure et demie avant le coucher ; le diner et le souper, avec leur menu frugal et sain (1), servis en tête-à-tête du professeur et de son disciple, de manière que l'influence éducatrice ne subît point d'interruption et que la santé physique de Louis profitât, en même temps, de ces accoutumances régulières.

Il avait dû s'apercevoir, en arrivant, que son jeune élève avait, la nuit, des terreurs paniques, qui le tenaient éveillé pendant deux ou trois heures. Tenait-il de famille cette particulière impressionnabilité ? Bonaparte, jusque dans l'âge mûr, fut tenté de croire à la vraisemblance des apparitions nocturnes. Et son frère, le roi de Hollande, en avait éprouvé l'ébranlement maladif (2).

Dès l'âge de quatre ans, Louis manifesta des frayeurs nerveuses, le surprenant, tout à coup, pendant le

1. — A midi, nous dinons aussi simplement qu'au collège, et ce régime était fort nécessaire à un enfant gourmand et délicat. — (Philippe Le Bas, *Lett. à M. Lambert*, 4 décembre 1820.)

2. On a raconté de Louis Bonaparte que, pendant la campagne d'Italie, l'incursion brusque dans sa chambre, en pleine nuit, d'une des belles Italiennes, qui fréquentaient au quartier général, et le réveil en sursaut dont il fut secoué, lui causèrent une agitation nerveuse et une angoisse, dont il ne devait jamais se guérir complètement.

sommeil. L'origine en était accidentelle. La première de ses émotions lui était venue de la brusque apparition, un matin, dans sa chambre, d'un petit homme noir enveloppé d'un nuage de poussière, — apparition bien inoffensive d'un de ces enfants de la Savoie, que leur industrie condamnait à descendre par les cheminées. Il s'était remis de son effroi, pour s'intéresser, presque aussi vite, à son étrange visiteur. Par un de ces mouvements de cœur, si charmants à cet âge, il était allé chercher, dans un tiroir, sa bourse avec tout l'argent qu'elle contenait, et la lui avait donnée. Mais il était resté fortement impressionné de son premier saisissement. Il eut, durant plusieurs années, des peurs nocturnes fréquentes. Jusqu'à son nouveau précepteur, il n'avait pu s'accoutumer à dormir seul et sans lumière, dans sa chambre.

Cette espèce de maladie tenait, partiellement, à la faible complexion de Louis et à son tempérament très nerveux. Philippe Le Bas voulut que, d'abord, on écartât les exercices violents, tels que le cheval, le patinage, les courses trop précipitées et même la danse, en un mot tout ce qui pouvait lui causer une agitation excessive. Mais, ce n'étaient que des moyens de préservation physique. Il s'adressa à son intelligence, à son amour-propre. Désireux de lui rendre le calme des nuits et de garantir le repos, dont il avait lui-même besoin (car, trop souvent, il devait faire le sacrifice de son sommeil pour le sermonner et le rassurer), il essaya de l'habituer à se passer d'un compagnon de chambre. La cure ne s'opéra pas toute seule. Deux ou trois fois la semaine, se répétaient des scènes rien moins qu'agréables d'insomnie inquiète. Le professeur devait s'arracher de son

lit, venir à lui et l'apaiser en lui manifestant une sorte de surprise qu'il eût de ces craintes pusillanimes, sans rime ni raison. Considérant comme une erreur d'éducation de paraître attacher à des terreurs nerveuses une importance qu'elles ne méritaient point, il avait supprimé l'usage de la lampe, la nuit, puis s'était abstenu d'intervenir. Il sut, enfin, si bien le convaincre que de telles faiblesses ne valaient pas la peine qu'on s'en occupât que l'enfant parvint à s'en guérir. Au reste, il avait déjà des instincts de courage. Il supportait la douleur sans verser de larmes ni pousser de cris. On en cita un ou deux traits remarquables, lorsqu'il n'avait que six ou sept ans.

Pour ses premières leçons de classe, Philippe Le Bas avait compris qu'il devrait y vaquer avec une fermeté tempérée de douceur. Content d'ouvrir l'intellect de son élève, il ne commença point par le surcharger. En s'appliquant à lui rendre aimables les tout premiers principes, en se gardant de les lui présenter sous des formes tristes et repoussantes, il espéra le voir s'y engager, peu à peu.

Chaque élève a toujours, au gré de son professeur, ce qu'on appelle, en langage d'école, des dispositions. Certes, il n'aurait pas voulu lui refuser l'annonce de ces demi-promesses, n'eût-ce été que par considération pour ses royaux parents; mais il trouvait qu'on avait bien tardé à les faire valoir, en attendant jusqu'à sa douzième année.

Louis avait donc des aptitudes, il ne pouvait pas ne pas en avoir. En revanche, ses connaissances étaient presque nulles, il retardait grandement. Ce qu'il y avait de significatif en l'état de son esprit, c'était un

dégoût complet du travail appliqué, ou simplement de la paresse d'esprit, avec de la rêvasserie, déjà ; c'était, plus prononcée que chez beaucoup d'autres, cette oisiveté naturelle à l'enfant dont le corps est, sans cesse, en mouvement pour ne rien faire, et qui ne suit, en toutes choses, que le caprice du moment. On n'avait pas à se le dissimuler : il y aurait beaucoup de peine à prendre, si l'on tenait à régler, à discipliner en détail l'exercice de ses facultés sommeillantes.

Tel, dans un avenir éloigné, le prince impérial, héritant des dispositions écolières de Napoléon III, donnera quelque tablature à ses premiers maîtres par sa nature rétive aux études suivies, en général, et aux études classiques, en particulier.

Philippe Le Bas, extrême sur ce point d'honneur, n'envisageait point sans un grain d'inquiétude ses responsabilités préceptoriales. Que n'en avait-il assumé la tâche, quand le prince n'avait pas plus de sept ou huit ans ! Il n'aurait eu qu'à façonner une intelligence toute neuve, où n'auraient pas eu le temps de se former des plis fâcheux et d'un redressement difficile. Maintenant, des soins constants lui seront nécessaires pour le plier, sans contrainte, au goût du travail.

Louis s'y faisait bien doucement. Mais, il avait les intentions si louables et le cœur si prompt à seconder les désirs de ceux qui l'entouraient, qui veillaient sur lui ! Il prenait en affection réelle le maître instruit et résolu, l'excellent éducateur auquel l'avait confié sa mère, et lui en donnait, à l'occasion, des marques touchantes. Un matin, il lui avait trouvé le visage triste et lui en avait demandé la cause. « C'est, répondit Philippe Le Bas, dont les yeux se trempèrent de larmes,

c'est, demain, le 22 août : j'étais bien heureux, il y a un an : j'avais un fils. » Alors, spontanément, Louis avait trouvé dans son cœur cette bonne parole : « Consolerez-vous, monsieur, vous n'avez pas de fils, mais je veux vous en tenir lieu. »

Comme instruction, Louis en était resté aux rudiments de la septième : il les remâchait, en hésitant sur les points les plus simples ; en outre, il énonçait avec difficulté ce qu'il était parvenu à comprendre. Pendant une des leçons du deuxième mois, le professeur avait remarqué qu'il lui fallut, au moins, une demi-heure pour lui rendre claire la valeur du mot verbe. Beaucoup de patience, c'était à prévoir, aurait à se dépenser, avec l'esprit lent et distrait du jeune prince.

Cette somnolence intellectuelle, qui ne l'empêchait pas d'être bien actif à la récréation, avait été plutôt bercé, encouragé par le courant des habitudes antérieures. Philippe Le Bas, un laborieux, était partisan des longues et fructueuses matinées. Avant qu'il fit de l'ordre en ces lieux, l'enfant se levait tantôt à 7 heures, tantôt à 8, quand ce n'était pas à 9 et au delà, selon que le somnolent abbé éprouvât plus ou moins de langueur à s'arracher aux mollesses de la plume. Les exercices scolaires alternaient avec une égale irrégularité. Une réforme s'imposait. Elle fut radicale. Toutes les heures se virent de telle sorte ordonnées, distribuées, que chacune eut son application, son utilité. Le lever était radical. A six heures sonnantes, le maître et l'élève devaient être sur pied, pour inaugurer la matinée par une promenade salubre dans la montagne. Aussitôt à la maison, entre sept et huit, se développait la leçon de grammaire générale, peu distrayante, sans doute, au gré

de l'étudiant, mais qui le préparait, très jeune, à soumettre ses idées à l'analyse. Le précepteur, au reste, ne la lui exposait point comme un enseignement fastidieux ; il parlait à sa raison, il flattait son amour-propre et se faisait écouter. De huit heures et demie à neuf, c'était la pause récréatrice où l'on se dégoûdissait les jambes et se rafraîchissait le cerveau. Peut-être, Louis trouvait-il que la mesure en était brève. Mais, docilement, il se lançait, tête baissée, dans ses livres latins, et l'y tenait, de neuf à dix.

Le déjeuner ne durait guère. On l'expédiait en trente minutes. Et l'on se remettait à l'ouvrage, dès que sonnait la onzième heure, consacrée, ainsi que la suivante, à la leçon d'arithmétique. Le professeur y insistait avec une attention prolongée. Le Bas était un mathématicien autant qu'un humaniste. Il lui importait qu'en matière de sciences exactes les connaissances du prince reposassent sur des bases solides. Il y consacrait ses efforts les plus consciencieux.

On avait, jusque-là, fait preuve d'une belle application. Mais le programme était loin d'être rempli. A une heure, on en reprenait la suite, pour l'allemand ou pour l'écriture. Soixante minutes, environ. A deux heures, c'était le tour des devoirs quotidiens qu'on était tenu de rendre aux beautés de la langue grecque ; le professeur fort épris d'hellénisme en parlait à son disciple avec tant d'intérêt et de chaleur que, souvent, le moment de la récréation surprenait Louis, sans qu'il se fut aperçu de la fuite du temps. De trois à quatre, on laissait reposer l'écrivoire et les livres. Cet intervalle d'horloge appartenait à la leçon de natation, que le prince recevait de son valet de chambre. Aussitôt cha-

billé, il revenait à la salle d'études, où l'attendaient l'histoire et la géographie. A six heures, la cloche annonçait le dîner.

Après la causerie de famille, on tentait une promenade, selon que le permettait la saison; à huit heures on remontait dans la chambre, non pour se délasser, perdre agréablement les minutes à des jeux ou à feuilleter des albums, mais pour finir intégralement sa journée. N'avait-on pas à apprendre, afin d'en parer sa mémoire, quelque belle page, en prose ou en vers, d'un des maîtres de la langue? Ou bien à mettre au net les devoirs, que le précepteur avait corrigés pendant le jour? C'était beaucoup de besogne. Enfin, tout s'arrêtait à neuf heures, jusqu'au lendemain. Il ne restait plus qu'à gagner son lit et à s'endormir paisiblement dans le bon état d'une conscience satisfaite.

Beaucoup de nos étudiants, d'aujourd'hui trouveraient un peu bien austère, un peu bien chargée, cette discipline scolaire, émaillée de distractions si rares. Louis ne s'en plaignait pas. Il avançait, à petits pas réguliers, sans un éclat exceptionnel, mais d'une manière satisfaisante, et pratiquait un programme d'études dont la diversité méthodique entretenait l'intérêt.

Cet état de l'emploi du temps, comme on le voit, n'en laissait rien à perdre. Ni les jeudis, ni les dimanches n'en étaient exemptés complètement. On les utilisait à repasser ce qu'on avait appris dans la huitaine. Enfin, pour couronner l'œuvre, le maître se réservait d'examiner l'élève, une fois par mois, en présence de sa mère, sur les différentes parties de son instruction.

On n'en était qu'à la première année. La seconde se compliqua de parties supplémentaires. Animé d'un zèle

parfait, Philippe Le Bas aurait voulu que le jeune prince pût embrasser toutes les connaissances capables de fortifier son esprit. Ainsi voulait-il que l'exercice hygiénique des promenades ne profitât pas seulement à sa santé délicate, mais qu'il lui servît encore comme élément d'études; il lui donnait en marchant des leçons d'histoire naturelle et d'astronomie.

Diligemment iln otait, au jour le jour, chaque signe d'amélioration, chaque pas en avant de cette jeune intelligence, se dégageant peu à peu de ses premières indécisions. Les lettres fréquentes, dont il entretenait, de loin, sa famille, abondaient de détails et de réflexions sur la tâche qu'il remplissait avec amour. Le sujet lui tenait à cœur. C'était son plaisir d'en fournir également des clartés au premier éducateur du prince, qui ne s'était pas relâché, tout à fait, de ses anciens droits.

L'abbé n'oubliait pas d'y répondre, n'eût-ce été que pour briser quelques lances dans ce tournoi pédagogique. Nullement jaloux de son successeur, le malicieux Bertrand ne se privait tout de même pas de lui envoyer, de temps en temps, des pointes sans méchanceté, mais qui provenaient de l'opposition de leur caractère, de leurs méthodes, de leurs opinions. L'abbé versait plus aisément dans la critique; lorsqu'il pouvait en dire son sentiment complet à de tierces personnes, il s'égayait légèrement, la plume en main, sur le compte de ce terrible homme, ultra-libéral et bouquiniste, c'est-à-dire fervent amateur des choses nouvelles en politique, et, par contre, fureteur acharné des plus vieilles friperies littéraires du cerveau humain. Au reste, il lui rendait justice et n'hésitait point à reconnaître que l'aimable « Oui-oui », un adolescent, tout à l'heure, bientôt un

homme, réalisait, entre les mains de son cher gouverneur, des progrès aussi évidents que la lumière du jour.

Tant de peines et d'efforts auront leur récompense. Une éducation et des qualités communes auraient été d'un effet déplorable dans un tel milieu. La vigilance et la douce sévérité du maître ont amené les changements précieux, qu'il souhaitait. A l'insubordination a succédé la docilité, à la paresse la curiosité active, au désœuvrement une application soutenue. La duchesse de Saint-Leu a marqué, de retour, sa satisfaction. Elle a voulu que les arrangements personnels du précepteur comportassent une amélioration sensible. C'est une grande consolation, pour Philippe Le Bas, séparé de sa famille et de ses amis, d'avoir maintenant, auprès de lui, sous le même toit, sa chère Clémence. Elle est admise à loger, désormais, au château d'Arenenberg, et peut accompagner son mari dans les déplacements de la famille, en Italie et à Augsbourg.

D'autres yeux que le regard maternel ont reconnu les heureuses modifications obtenues dans l'intelligence et le caractère de Louis. Le prince Eugène de Beauharnais, en visite chez sa bien-aimée sœur Hortense, en exprimait de la satisfaction, et d'une manière qui ne laissait point de doute sur la sincérité de ce qu'il disait d'obligeant. Les lettres du précepteur respirent un doux contentement (1). Le jeune prince explique, à présent, Cornélius Nepos et Phèdre; il connaît bien la déclinaison grecque. L'année précédente, il écrivait sans aucune apparence d'ortho-

1. Lettre du 22 février 1821.

graphie : aujourd'hui, c'est à peine s'il commet deux ou trois fautes dans une page de dictée. Quelle joie ! De plus, le goût de la lecture s'est emparé de lui, tout à coup. Aux aventures de Robinson ont succédé les contes de Berquin. (On n'avait pas le choix abondant, parmi la littérature enfantine d'alors). Il suivait, récemment, avec un intérêt extraordinaire, la touchante histoire de Sandford et de Merton, et sa peine était vive, ne connaissant pas la fin, que les deux héros se fussent quittés si mal. Il pourra s'élever bientôt au-dessus des lectures du premier âge. Les vies des hommes illustres, de Plutarque, sont ouvertes sur sa table. Il commencera d'y apprendre à confronter les personnages avec eux-mêmes et leurs pareils, les actions avec les motifs, les succès avec les moyens : école excellente pour les instincts ambitieux, qui sont en germe dans son âme.

Tout instituteur est un gouvernant. Animé d'un rare esprit d'indépendance et de dignité, Philippe Le Bas ne s'occupait pas uniquement d'orner l'intelligence de son élève, mais encore de l'asseoir et de la développer. Il tendait à fortifier, en même temps, sa raison. Son principal souci était d'éloigner de ses sentiments les préjugés de toute espèce, qui règnent en ces familles princières, où *des disciples tels que le sien avaient eu le malheur d'être nés* (1). Dans l'enfant il cherchait déjà l'homme et l'invitait à se dégager. Il ne négligeait aucune de ses facultés en cette œuvre de culture.

Étrange rencontre ! Le neveu de Napoléon I^{er}, l'hérit-

(1) « Il faut nous-même lutter contre ces préjugés, qui voudraient sottement établir qu'un homme vertueux et instruit soit au-dessus d'un valet titré, qui n'a pas d'autre mérite que son ignorance et son nom. » *Lett. de Philippe Le Bas à son père*, 1821.

tier par le fait du César des temps modernes, le recommenceur de Brumaire, sera formé, pendant son adolescence, à la compréhension de la vie des peuples, à l'intelligence des devoirs sociaux et au sentiment de sa personnelle dignité morale, par le fils d'un ancien conventionnel, ardent en la croyance égalitaire.

L'empreinte ne s'en effacera jamais complètement de son âme, à part l'esprit de franchise et de vérité, qui n'arrivera pas à s'y loger (1). Longtemps en seront influencés les programmes politiques, à double fin, du prétendant et de l'empereur. Toute sa vie se ressentira des principes inculqués à sa jeunesse d'un libéralisme de doctrine, en même temps qu'il tiendra de famille les instincts d'une ambition effrénée et des goûts fortement autoritaires. Double caractéristique de cette combinaison bâtarde : le système napoléonien, qui prétendra coucher dans le même lit le despotisme et la démocratie, pour procréer l'empire.

Mais nous allons oublier que Charles-Louis Napoléon n'en était encore qu'à sa treizième année.

* * *

Des promenades, à pied, fréquentes et longues (trop longues même, au gré de la reine, qui en appréhendait les fatigues pour la nature délicate de son fils) servaient d'entr'actes à ces graves leçons.

Le soir, malgré que le sévère précepteur l'enlevât, aussitôt qu'il le pouvait, aux frivolités du salon, Louis partageait les jeux ou suivait la causerie des hôtes d'Are-

(1) Voir la *Conclusion*.

nenberg. Car, un cercle d'amis y remplissait le vide, qu'avait laissé dans l'existence de sa mère le départ ou l'absence forcée des admirateurs et courtisans nombreux d'autrefois. Il y voyait, particulièrement, une élite de jeunes personnes aimables, dont l'attrait ne pouvait que séduire ce qu'il y avait en lui d'instinctif penchant. C'étaient la belle et conquérante M^{lle} de Courtin, destinée à devenir la femme du poète Casimir Delavigne, ou la sentimentale M^{lle} de Mollebach, dont les grands yeux de pensionnaire ingénue étaient toujours prêts à se voiler de pleurs, et des visiteuses de Constance.

Entre les présences féminines, dont il avait à ressentir plus ou moins l'aimable influence, en ses goûts et ses récréations, tenait une place d'habitude une enfant de son âge, Hortense Lacroix, filleule de la reine Hortense et un peu la sienne par l'accoutumance qu'il avait prise de lui en donner le titre. Elle n'avait qu'une année de moins que lui, jour pour jour.

Fille d'une femme de confiance de la reine, elle était élevée à Arenenberg, avec un affectueux intérêt. L'intelligence de l'enfant était exceptionnelle et ne demandait qu'à se développer par l'effet de son vif penchant à l'étude. Elle n'était point jolie; mais la reine, qui s'était attachée à son âme plus qu'à son visage, avait voulu qu'elle reçût une éducation supérieure.

Elle grandissait et enlaidissait, si j'ose dire, d'un progrès simultané. Avec les meilleures dispositions du monde, il était impossible d'admirer en elle des avantages inexistants. Ses traits ne dégageaient qu'une séduction d'intelligence. Et, par surcroît de malchance physique, elle avait une épaule qui remontait, fâcheusement en désaccord avec l'autre, ou, pour le dire d'un

mot, elle était bossue. De tout l'aspect de sa personne on ne préjugait rien qui la rendit capable d'inspirer, un jour, les émois d'une passion romanesque.

Elle était plus richement douée, au moral. De la franche bonté, un cœur sincère et fidèle, de la dignité naturelle, qui tendrait à se démontrer, surtout, par la constance du caractère, un esprit observateur dont elle avait trahi des signes, dès qu'elle avait pu voir et raisonner, s'annonçaient en elle, déjà remarquables, pour ne faire que progresser avec la vie, sauf qu'elle y joindra, plus tard, en la maturité de l'âge, une tendance un peu prêcheuse, — son défaut dans le monde.

Louis et Hortense, à partir de 1815, étaient devenus inséparables. Ils avaient adopté le *tu* fraternel. Ils recevaient les mêmes leçons, participaient, ensemble, aux mêmes exercices intellectuels, tout en s'en appliquant différemment l'esprit. Hortense avait la compréhension plus rapide et n'avait pas besoin qu'on l'aidât à saisir le sens d'une explication nettement donnée. Elle écoutait, très attentive, sans perdre un détail de ce qui était professé, surtout, pour son compagnon d'études, alors que celui-ci, distrait, perdu dans une songerie lointaine, suivait quelque idée d'aventure. Tous deux enfermés, pendant une longue partie de la journée, dans la salle d'études de cette maison froide et solitaire, ils s'aidaient mutuellement à clarifier, la plume en main, les enseignements qu'ils avaient reçus du précepteur. En un court délai, Hortense avait achevé ses devoirs et ceux de son compagnon. Une fois libres, ils mettaient à en profiter toute la turbulence de leur jeunes ans. Louis imprimait à ces jeux un caractère tapageur et militaire. Elle se faisait garçon avec lui. On imaginait des batailles,

dont ils représentaient les troupes ennemies. Les tables et les chaises figuraient des retranchements. Les livres de classe et les dictionnaires volaient dans l'espace, en guise de projectiles et se ressentaient forcément de la vivacité du contact.

Ces accès d'espièglerie partagés, nécessaires à son âge, n'empêchaient point qu'il se montrât doux, prévenant, plein de soumission délicate envers sa mère. L'amour filial fut la première et la plus constante religion du troisième Napoléon. Hortense disait de lui, un soir qu'elle s'entretenait avec une de ses anciennes dames d'honneur, la vicomtesse de Léry : « Jamais Louis ne me donnera le moindre chagrin, je suis sûre de son cœur. » Les sentiments ont leur destinée.

Les études suivaient leur cours progressif. On avait obtenu, sous tous les rapports, des résultats satisfaisants.

Cependant, le précepteur avait jugé que tous les soins qu'il donnait au prince resteraient insuffisants, s'ils n'étaient point secondés par les effets de l'émulation. Pendant le printemps de l'année 1821, où l'on était retourné à Augsbourg, il conseilla donc à la duchesse de Saint-Leu de l'envoyer aux leçons publiques de la vieille cité bavaroise. Depuis Pâques, le prince avait adopté les formes et les façons d'un véritable écolier. Il fréquentait, sans y manquer d'une heure, cet établissement d'instruction, où il se vit, d'abord, aux prises avec une très grosse difficulté : l'enseignement dans une langue étrangère de tout ce qu'il devait écouter et garder dans sa mémoire.

Il a, maintenant, quatorze ans et ne tardera pas à acquérir une place moyenne entre les élèves du col-

lège d'Augsbourg (1). Les notes, qui lui sont décernées sous son numéro d'ordre de classe, impartiales et sans complaisance, fournissent une idée précise du degré de sympathie qu'il inspire, soit à ses condisciples, soit à ses maîtres. Il est loin, ici, de vouloir exercer sur ses camarades l'espèce d'autorité tyrannique, dont l'élève de Brienne donna des preuves si caractérisées. Napoléon I^{er}, lorsqu'il daignait s'humaniser et, descendant de son nuage, rappeler ses souvenirs d'enfance, aimait à montrer combien fut inné en lui l'instinct du commandement. Napoléon III n'aurait pas retrouvé, en ses temps d'école les mêmes indices d'un tempérament despotique. A Brienne, dans le préau commun, le futur conquérant avait fait élection d'un coin solitaire, où il pouvait s'asseoir et méditer à son aise. Il ne permettait point à ses compagnons d'en « usurper » la propriété. Il avait déjà cette conviction impérieuse que tout ce qui lui plaisait lui appartenait de droit. Tel n'est point l'élève d'Augsbourg. Ses manières sont modestes et retenues envers ses condisciples. Les professeurs relèvent à sa louange le respect et la reconnaissance avec lesquels il reçoit leurs observations, alors même qu'elles lui peuvent être désagréables.

Caractère doux et facile, en apparence, du moins,

D « Je n'ai qu'à me louer du parti que j'ai pris. Sur quatre-vingt-quatorze élèves, que renferme la classe, le jeune prince a obtenu, à son début, la cinquante-quatrième place, et encore dois-je dire que les rangs sont donnés, non dans une seule faculté, mais dans trois facultés différentes, c'est à dire, une petite narration en allemand, un thème d'allemand en latin, et un problème d'arithmétique. Tu conçois qu'un pareil travail doit être beaucoup plus difficile pour un enfant, qui n'entend guère que du français, dans la maison maternelle, que pour tous les jeunes gens qui l'entourent. »

Philippe Le Bas, *Lettre à son père*, 15 mai 1821.

(car, il a des côtés volontaires et jaloux qu'il ne découvre pas encore), excellente envie d'apprendre... On le jugeait à ces signes.

Peu après, il témoignait d'un avancement tout à fait notoire. Le jeune « Oui-oui » avait sauté de la cinquante-quatrième place à la vingt-quatrième. On en eut grande joie, dans Arenenberg. Il fut parlé d'illuminer le château. Mais, presque en même temps, y parvenait une grande et dramatique nouvelle, qui fit ajourner ce projet de fête. Le monde venait d'apprendre la mort du captif de Sainte-Hélène.

Si un fait aussi considérable ne produisit, ni en France ni dans le reste du continent, la sensation profonde qu'on en aurait attendue, s'il ne parut pas avoir d'autre importance que la répercussion d'un accident, nous ne disons pas même d'un événement, auprès de l'opinion européenne (1), oublieuse, après moins de six années, de la personnalité redoutable, immense, qui l'avait tenue dans une émotion continuelle d'étonnement, d'admiration ou de crainte, ceux de la famille, Hortense surtout, en furent douloureusement touchés.

L'âme de son plus jeune fils en avait été remuée tout à fond. Le 24 juillet, il écrivit à sa mère, *la fille aimée de l'empereur*, une lettre de consolation, où passèrent, sans qu'il s'en doutât, des ombres de pressentiments. Que le deuil en serait cruel à tous ceux qui avaient gardé, comme lui, le culte du grand homme! Heureusement,

(1) « Napoléon est mort! Il y a dix ans, on eût cru la chose impossible. Les bourgeois et les badauds de Vienne parlent aujourd'hui de cette mort comme ils parleraient de celle d'un acteur de la comédie. Ce prodigieux événement ne fait aucune sensation dans le monde. » (*Souvenirs de la baronne du Montet*, 1821.)

ajoutait-il avec une candeur d'expressions, qui motiveraient d'étranges rapprochements entre les mots de l'enfant et les réalités historiques, *heureusement il était dans un monde meilleur, où il jouissait paisiblement de ses bonnes actions.* Illusion ingénue, qui transformait à ses yeux le conquérant admirable et odieux, à la fois, en un bienfaiteur de l'humanité ! Il était si jeune, quand il le vit passer, dans les derniers rayonnements de sa puissance, que son cœur seulement le faisait se souvenir. Mais, cette image y était à jamais gravée. Il y penserait, il l'évoquerait sans cesse. Elle serait le modèle distant sur lequel il voudrait régler ses desseins et ses actes. Il lui semblait qu'un reflet de sa grandeur se communiquait à lui, pour lui enseigner de serendre à tout jamais digne du nom de Napoléon.

Imiter Napoléon, suivre, de loin, mais avec une constance inlassable, l'essor de son génie : il y pensait déjà !

§

Tandis que son précepteur, véritablement conquis à la douceur de son caractère, à la bonté de sa nature, à l'assiduité patiente dont il témoigne en ses études, s'applaudit d'avoir amené, en deux ans, un écolier, qui ne connaissait que les principes des langues classiques et encore bien imparfaitement, à expliquer Homère, Virgile, Plutarque et Tite-Live, outre ce qu'il attend de lui sur le terrain des sciences exactes, en algèbre et dans la géométrie ; tandis qu'il voudrait trouver en lui bonnes et méritoires toutes choses, sauf des retours d'inattention, dont la vraie cause lui échappe : « le cher

enfant » se dérobe insensiblement à l'action de son très honoré gouverneur, sans que celui-ci en ait encore l'impression ; au seuil de sa jeunesse, Napoléon entrevoit d'autres honneurs lointains que des lauriers académiques.

Au cours des années suivantes, il appartiendra de plus en plus au monde, à la société, et sa mère l'y encouragera, malgré les remontrances du maître, parce qu'elle voit dans les relations du dehors le complément indispensable à l'éducation d'un prince et n'en juge pas de la même façon qu'un homme d'études, raisonnant du présent et du futur, à travers ses classiques. Quoique le prince Louis ait conservé les indices extérieurs d'une nature timide et renfermée, son caractère s'est, évidemment, transformé. Un air de tristesse douce et passionnée a pris possession de sa physionomie, pour en demeurer l'expression dominante. Des traits de son être moral, qui avaient trompé l'attention de son entourage, s'accroissaient et allaient se fixer en lui. Lorsqu'il s'était libéré de ses devoirs du jour, dégagé de ses leçons imposées, il laissait errer son imagination. L'atmosphère germanique, où s'achevait son instruction, ne pouvait qu'entretenir et développer cette tendance rêveuse. Le vague de sa pensée allait au secret de l'avenir.

L'ex-reine de Hollande notait ces symptômes d'une âme inquiète et chercheuse avec une sorte d'intérêt divinatoire. Ses propres visées s'affermirent. Quel que fût le sort réservé par le mystère des événements à Louis ou à son frère aîné, elle estimait qu'un changement s'imposait dans l'éducation du plus jeune. En France, le libéralisme mêlait ses couleurs à celles du napoléonisme. Des espoirs inattendus se levaient dans une vapeur idéale. Il importait de donner au prince

Louis une direction d'idées, qui concordât avec les nouvelles tendances. Le républicain Philippe Le Bas ne s'y serait pas prêté, comme on l'aurait voulu (1). On se sépara de lui avec une certaine brusquerie nuancée d'ingratitude (2). La duchesse de Saint-Leu lui donna, comme successeur, son collègue Narcisse Vieillard, qui avait déjà formé l'aîné des deux frères, auprès du roi Louis et dont on n'avait pas à craindre la franchise démocratique, le flexible Vieillard, homme de savoir et d'étoffe, mais de cette étoffe élastique et souple dont se font les sénateurs d'empire (3).

1 La conscience de Philippe Le Bas ne devait jamais absoudre le Coup d'État. Il ne reparut, devant son ancien élève, parvenu au faite du pouvoir, qu'une seule fois : le 1^{er} janvier 1859, quand il dut, en sa qualité de président de l'Institut de France, présenter à l'empereur Napoléon III les délégations des cinq académies.

(2) Le 7 septembre 1827, il écrivait à son père :

« Il est probable que nous partirons dans les premiers jours d'octobre : je dis *nous*, car M^{me} de Courtin quitte aussi la reine et nous ferons le voyage, de compagnie.

« Voilà, mon cher père, qui doit hâter l'époque de notre rapprochement. Je m'en réjouirais sans les difficultés qu'y apporte ma chère femme, et surtout s'il ne devait pas autant m'en coûter pour quitter mon cher Louis. Il est vrai que les procédés de sa mère seraient faits pour diminuer mes regrets : car, enfin, quand on remercie un domestique, on s'y prend plus de trois semaines d'avance ; à plus forte raison quand on doit remercier l'homme, qui vous a remplacée pendant huit ans. Mais, que ce mécontentement-là reste entre nous. » Cf. *La Correspondance de Philippe Le Bas*, ap. Stefane Pol).

3 Notons, toutefois, ce fait singulier. Lorsque fut posée devant le Sénat l'adoption d'un sénatus-consulte, qui rétablirait la dignité impériale au profit de Louis-Napoléon Bonaparte et de sa descendance, un seul s'abstint, sur quatre-vingt-sept votants de la Haute Assemblée : Vieillard, l'ancien précepteur du prince... « Peut-être, a dit un historien tentant d'expliquer cette particularité, peut-être des repugnances invétérées lui défendirent-elles de concourir à un retour monarchique : peut-être aussi, connaissant bien son élève, avait-il deviné chez lui ces dangereuses échappées de l'esprit, ces entêtements mêlés d'indécision, qui devaient en faire, malgré de grandes qualités, un souverain si funeste. »

CHAPITRE TROISIÈME

Heures d'initiation napoléonienne.

Courte avait été la mémoire de la duchesse de Saint-Leu, ordinairement plus généreuse, à l'égard de l'éducateur hors ligne qui, durant huit années, prodigua avec tant de scrupule et d'ardeur ses efforts, son temps, son intelligence, afin d'orienter vers la science et vers le bien, comme vers leur naturel objet, les facultés de son fils de prédilection. Mais, elle n'avait plus le loisir d'y penser; ses idées et ses discours allaient à d'autres sujets.

Moraliser, philosopher, raisonner de haut, en y faisant luire quelques éclairs de poésie, sur le vain détachement des grandeurs, c'était une de ses habitudes de conversation. Volontiers choisissait-elle pour l'un des thèmes de ses réflexions parlées : la modération du désir, qui convient au sage, l'incertitude des biens de la fortune, l'erreur générale des humains à consumer le meilleur de leurs jours dans la recherche des félicités chimériques.

Au fond de son âme, elle n'avait nullement abdiqué ses ambitions de mère ayant des princes à placer.

Que l'absence d'émotions lui pût être presque du

bonheur, étant impressionnable au dernier point, qu'elle en fût venue à préférer le décours d'une vie tranquille aux agitations d'une existence incertaine et toujours menacée; qu'enfin elle en comprit mieux que personne les consolantes douceurs : c'était la vérité, sans doute. De jour en jour, elle s'enfermait dans cette obscurité avec une sorte d'amertume satisfaite, écrivant ses lettres, recevant des amis, rassemblant des souvenirs, familiarisant son regard aux demi-teintes de son horizon.

Mais, en cette pénombre, il lui plaisait de rêver. Elle songeait au meilleur avenir concevable de ceux qui portaient le nom magique.

A table, au salon, en ses propos courants, elle ne perdait jamais l'occasion de faire reluire ses vertus d'abnégation et de sagesse résignée. On avait bien eu tort de la représenter sous les couleurs d'une femme à craindre, amie de l'intrigue et des secrètes machinations. Devenue totalement étrangère aux passions de ce monde, elle demeurait si persuadée que les seuls besoins des peuples décidaient des grands événements qu'elle n'aurait pas voulu déranger d'un fil la paix de son âme, pour des questions où elle ne pouvait rien et qui ne la regardaient plus. Certes, mais elle ne disait point qu'elle escomptait en son for intérieur le réveil d'un de ces *besoins populaires* ou l'éclat d'un de ces *grands événements*, pour le profit des jeunes êtres qu'elle avait formés de son sang et de son esprit.

Rien d'apaisé comme la succession de ses jours. Si les ouvrages d'élégance domestique, si les délicates broderies, si les fins réseaux de dentelles laissaient sa main indifférente, la musique et le dessin n'avaient rien perdu de leur intérêt pour elle. Hortense y retrouvait

un peu de ses agréments d'autrefois, ces occupations ayant toujours été les mieux harmonisées à ses dispositions d'esprit, à ses goûts. Toutefois, sa pensée allait fort au delà des distractions quotidiennes, que lui pouvaient procurer le crayon, la composition musicale, les promenades autour d'Arenenberg ou les instants accordés à la correspondance de famille. Malgré qu'elle tendit à le faire accroire par une nécessaire prudence et pour sa meilleure tranquillité, elle n'avait pas séquestré son âme dans un détachement si absolu de l'avenir.

Qu'elle fût à Genève, en Italie, sur les bords du lac de Constance, elle suivait avec une attention, qui ne languissait point, les mouvements intérieurs de la grande nation, où son beau-père avait impérieusement régné. Des retours d'opinions, des réveils de sympathies se prononçaient. Son intelligence y voyait clair : il y aurait encore de l'imprévu dans l'histoire des Napoléon. Elle en avait le pressentiment.

Pour l'opinion du dehors, il était bien entendu que les gens ligués contre son repos se trompaient étrangement à lui prêter des vues fort éloignées de son imagination. Même auprès de l'empereur, elle ne s'était mêlée de rien et ne l'aurait aidé en aucune façon. Maintenant, elle ne souhaitait pas d'autre lot que les bienfaits obscurs de la résignation.

Seule avec ses fils, Louis surtout, qu'elle avait le plus souvent, à son côté, elle leur tenait des discours moins soumis aux lois du sort; elle entraît avec une tout autre énergie dans les intérêts de leur éducation politique. Ce langage était net et plein de sens. Elle leur parlait à peu près dans ces termes :

« La fortune des Bonaparte aura été le plus extra-

ordinaire enchaînement de surprises des temps modernes. Le nom que vous portez vous est un sûr garant d'une situation privilégiée, soit dans la vieille Europe, soit dans le Nouveau-Monde. Le titre qu'on a puisé dans le sang d'une famille illustre est le premier acompte fourni par le Destin à l'homme qui veut pousser en avant. Héritiers de Napoléon ne vous laissez point, dans votre disgrâce, d'espérer. Les Bonaparte n'ont pas dit leur dernier mot.

» Toujours l'œil aux aguets, surveillez les occasions propices. Si la France vous échappait (ce qui n'est point dans ma pensée), l'Italie, l'Allemagne, la Russie, l'Angleterre vous présenteraient des ressources d'avenir. Partout, il se produit des caprices d'imagination populaires, capables d'élever aux nues l'héritier d'un grand nom. »

Et quels enseignements pratiques dans la bouche ou sous la plume d'une femme, quelles théories lucides et faites pour l'usage de celui qui en était l'objet d'instruction, quelle précision d'avis sur la manière d'attirer à soi le peuple, de bâtir sur sa crédulité, de le capter par de luisantes paroles et de l'amener enfin à supporter des chaînes, qu'il aura forgées des ses mains!

« Le secret de l'avenir n'est à personne. Que des hasards plus puissants que la volonté des hommes vous élèvent et vous soutiennent, croyez-moi, il ne vous sera pas impossible de devenir littéralement une idole, aux regards de la foule, quelque chose comme le rédempteur national, l'intermédiaire entre le destin rigoureux du Ciel et les intérêts humains. Les hommes aiment à se réfugier auprès d'une providence visible. Il est si facile, d'ailleurs, de gagner l'affection du

peuple ! Il a la simplicité de l'enfance. S'il voit qu'on s'occupe de lui, il laisse faire : ce n'est que quand il croit à l'injustice ou à la trahison qu'il se révolte. Mais il n'y croit jamais si on lui parle avec douceur et sympathie pour lui-même, en traitant avec une dérision amère les ennemis, qu'on représente acharnés à sa perte. C'est toujours Jacques Bonhomme. »

Louis ne perdait pas un mot de ce judicieux catéchisme, à l'usage des prétendants de sa race. Il admirait l'éloquence maternelle et en gravait les leçons dans sa mémoire. On en reconnaîtra l'empreinte dans tous ses actes significatifs de président de la République et d'empereur.

Elle se reprenait, souvent, à sa tâche. Avec un sens remarquable du vrai, elle traçait, pour l'instruction du jeune Louis, des profils variés du grand homme, l'auteur de leur célébrité. Il aurait à suivre ses traces, dans la mesure des forces, qui lui étaient accordées, sans qu'il dût le considérer en tout comme un modèle accompli. Elle n'avait pas l'admiration fanatique : elle connaissait et savait caractériser ses faiblesses.

Ainsi, par une orientation ferme et précise, par des exhortations assidues aux œuvres d'énergie, que lui dicteraient la naissance et le rang, Hortense de Beauharnais se faisait vraiment la conductrice des desseins de son fils pour toute la vie : elle était l'étoile véritable, sur terre, qu'il cherchait dans l'infini des cieux constellés (1).

(1) Si loin qu'elle portât ses désirs, elle avait forcément des minutes de trouble et d'indécision sur l'avenir de ce fils tendrement aimé. Espérant davantage et ne l'osant pas dire, elle avait, alors, de ces expressions soupirantes, qui s'adressaient à un ami de la maison :

Par quelles voies différentes se fût poussée la carrière de Napoléon III, à quelles variations d'influences eût-elle été soumise, si les conditions du partage entre les deux enfants l'avaient désigné, lui, au lieu de son frère aîné, pour grandir sous la tutelle paternelle? Il n'y eût certainement point puisé les mêmes encouragements à l'action.

Nous nous imaginons le père et le fils réunis, nous les voyons tous deux bien en face, celui-ci respectueux, attentif, mais concentrant en soi une instinctive résistance: celui-là, le roi dépossédé, le philosophe assombri traînant les jours dans la tristesse et la maladie, et s'en inspirant pour le sermonner sans fin, pour lui inculquer ses principes trop nobles d'idéal religieux et de renoncement terrestre, le pressant d'abandonner ses chimères, le conjurant de mettre son esprit en repos, de ne point gaspiller à vide les facultés, que le ciel lui avait départies, et de ne réclamer à la vie que ce qu'elle pouvait lui garantir de positif. Il nous semble l'entendre :

« Fais comme moi, lui aurait-il répété, suis mon exemple; si les malheurs et une expérience hâtive doivent, quelque jour, te dessiller les yeux, abandonne la politique et ce qu'on appelle les grandes affaires du monde à ceux qui sont obligés de s'en charger ou qui

« Ah! vous êtes bien heureux, vous; votre fils a une carrière, il est attaché d'ambassade; si je pouvais seulement espérer, pour le mien, une sous-lieutenance dans un régiment français! »

Ou bien, répondant à une lettre du jeune prince, vers la fin de 1832, elle avait de ces aspirations réduites dans les souhaits, qu'elle présentait pour lui :

« Je ne forme plus d'autre vœu que de te conserver près de moi, de te voir marier à une bonne petite femme, jeune, bien élevée, que tu pourras adapter à ton caractère, et de soigner les petits enfants. »

sont assez aveugles pour les rechercher; oui, tâchons d'extraire de cette courte existence le peu qu'elle contient de jouissance réelle et, quant au reste, n'ayons de recours qu'en Dieu. »

Cette philosophie n'eût pas été la sienne: il aurait jugé, en fin de cause, que « sa mission » n'était pas celle-là. Mais, certainement, la pression paternelle eût amolli le ressort de sa volonté. Ses idées déjà confuses eussent été rendues plus vagues et plus flottantes, à l'exception d'une seule, l'idée fixe: un affaissement précoce se serait évidemment produit dans son âme et son intelligence.

Combien il aimait mieux entendre la douce voix, mêlant à ses appels à la destinée ses superstitions de femme, et lui disant, après avoir découvert des perspectives indéfinies: « Toute espérance, mon fils, t'est permise ».

Heureux fut-il, nous le répétons, d'avoir été, dans les divisions du ménage, attribué à l'influence stimulatrice de sa mère, au lieu que son éducation, sa jeunesse, échussent à son père, l'homme le plus inconstant, le plus fantasque et le moins encourageant qui pût être!

La femme d'intelligence fut toujours la véritable formatrice des hommes appelés à des destinées supérieures. Louis-Napoléon s'était pénétré auprès de la reine Hortense de ce principe, dont il fera l'idée maîtresse de sa politique d'entraînement populaire, que la raison ne gouverne pas les foules, mais que les rêves du sentiment et les centres de foi sont des forces irrésistibles. Il l'avait reçu de sa mère, comme il avait tout appris, tout hérité d'elle: les qualités de charme et de politesse courtoise, qui seront le meilleur côté de sa phy-

sionomie aventureuse et lui vaudront bien des concours : la tendresse rêveuse et romanesque : l'obstination tranquille, qui le faisait appeler par elle : *un doux obstiné*, l'inaltérable confiance en soi, la force du caractère et même la fragilité des sens.

Seul avec lui-même, il revenait, en pensée, aux exhortations entendues, pour en élargir grandement la portée.

Il n'avait plus besoin, alors, que la voix maternelle fit lever devant ses yeux l'image brillante. Tranquille et plein de foi, malgré la tristesse de l'exil, malgré les froideurs embrumées du climat, il la voyait scintiller, à travers la nue, cette étoile qu'on n'aurait point discernée dans le champ du télescope. En ces moments-là, le sentiment de la réalité s'évanouissait en lui. Son imagination n'avait que la perception lointaine et problématique des objets de sa conviction : il les voyait, néanmoins, et les possédait, au delà du temps, et croyait les saisir.

Il y a un abîme à franchir entre la conception et l'effort, entre l'idée flottante dont le cerveau s'imprègne et le geste d'énergie qui l'exécute.

Pourtant, il ne doutait point. Ce flegmatique était un audacieux. Pressé d'apparaître, il était tout prêt à saisir la première occasion, qui se présenterait d'être vu dans ce rôle d'action. Ses luttes dans les Romagnes en 1831 contre l'autorité souveraine du pape, dont il soutiendra plus tard avec tant d'illogisme le pouvoir temporel, furent le coup d'éclat de sa vingt-troisième année.

Il sortait de son initiation au carbonarisme, dont le mystérieux appareil frappa tant son imagination.



LOUIS NAPOLEON

FRERE DE L'EMPEREUR



ROI DE HOLLANDE.

ETHEL. DEL. G. SCHEFFEL. SCULP.

Était-ce par conviction profonde et par abnégation pure que son frère et lui s'associèrent à cette levée d'armes de patriotes italiens? De toute évidence, ils avaient raisonné leur élan. On apprendrait à les connaître, ils feraient parler d'eux : ce fut leur intention la plus certaine.

Les libéraux de la péninsule, bercés du crédule espoir que la France constitutionnelle appuierait de sa force leurs revendications, brûlaient de secouer le joug des conventions de 1815. Un mouvement prématuré éclata dans l'Italie centrale, à Modène, à Bologne, à Reggio, à Parme, gagna l'Ombrie, s'étendit à toute la Romagne, menaçant, à la fois, la domination autrichienne et la suprématie papale. Dès que la nouvelle en était venue aux oreilles du prince Louis et de son aîné Napoléon, se trouvant tous deux à Florence, auprès du vieux roi de Hollande, plus malade que d'habitude, ils n'avaient eu qu'une seule et même idée : se joindre aux insurgés. Malgré le désaveu de leur père, ils ne balancèrent pas un instant. Ils coururent où l'on se battait.

Presque immédiatement on ressentit les effets de leur initiative, dans ces bandes en désarroi, qui servaient la cause de la liberté avec plus de vaillance individuelle que de méthode et de discipline militaire. Ils organisèrent la résistance, formèrent des colonnes mobiles, se mirent à leur tête, poussèrent de l'avant, et, tout échauffés des premières ardeurs du commandement, se portèrent, intrépides, au cœur des États de l'Église. Sous la conduite du général Sircognani, ils aidèrent ce chef à battre, plusieurs fois, les troupes alanguies du Saint-Siège. Les patriotes, ou, d'après le langage de

leurs adversaires, les factieux, gagnaient du terrain rapidement. Ils se voyaient dictant la loi, au sein de la Ville éternelle, réglant d'une manière définitive les rapports du divin et du terrestre, rendant au peuple italien sa glorieuse et bien-aimée capitale. Grégoire XVI tremblait au fond du Vatican. Il appela l'Autriche à l'aide. De lourds bataillons se mirent en marche. La partie si bien entamée fut compromise. Un ordre émané du gouvernement provisoire de Bologne parvint au général Sircognani, lui intimant de suspendre le mouvement sur Rome, tandis que le colonel Armandi en apportait un autre, de la même source, aux jeunes Bonaparte, leur prescrivant de se séparer d'une cause, qui leur était étrangère. C'était la réponse aux désirs exprimés avec instance par leur mère, partie à leur recherche, et qui n'avait qu'une seule idée : celle de tirer ses enfants sains et saufs de la mauvaise affaire, où ils s'étaient imprudemment embarqués. Louis de Hollande et sa femme, Jérôme de Westphalie et le cardinal Fesch s'étaient unis dans une même démarche pour que les princes sortissent, de gré ou de force, d'une situation aussi dangereuse qu'inutile. L'insistance des princes à rester dans les rangs, au titre de simples volontaires, ne fut pas entendue. De Bologne ils durent se retirer sur Ancône. En cours de route, Napoléon tomba malade. Arrivé à Faenza, il prit le lit; son état s'aggrava; il était atteint d'une rougeole intense, qui monta au plus haut degré de fièvre; et, le 27 avril, il expirait, à Forli, entre les bras de son frère désespéré. Leur mère qui accourait frémissante de crainte et d'espoir, pour les arracher l'un et l'autre à l'étreinte autrichienne, apprit la funeste nouvelle en

arrivant à Pesaro. Louis avait dû s'y retirer, en grande hâte, pour échapper aux ennemis: et c'est là qu'il la reçut, dans une crise de larmes et de sanglots. Elle avait perdu le meilleur des fils et lui le seul ami avec lequel il eût été capable de se consoler de toutes les infortunes possibles. Cependant, les troupes autrichiennes approchent, à pas rapides. A peine a-t-elle pu trouver les moments nécessaires au triste cérémonial des obsèques qu'il a fallu repartir, sans perdre un instant, brûler les relais, déguiser les itinéraires, changer de noms, s'arrêter encore, pendant des semaines, à Ancône, où Louis à son tour aura dû s'aliter, se remettre en route, gagner Loreto, traverser la Toscane et Sienne, entrer à Lucques, passer dans la principauté de Modène et, toujours au prix de mille difficultés, où la reine Hortense, d'un aspect si frêle, déploya un courage, un esprit d'initiative et une possession de soi tout à fait remarquables, atteindre Gênes, où l'on s'embarqua. Sans tergiverser, elle se rendit à Paris, avec son fils, dans le dessein d'aborder directement Louis-Philippe. Elle solliciterait d'une bonté dont elle n'était pas à la première épreuve, un retour en grâce définitif pour elle et le dernier de ses enfants. Hortense n'ignorait point qu'elle avait transgressé la loi du bannissement des Bonapartes, leur interdisant tout séjour en France: elle en avait pesé les chances et conséquences: elle le disait à Casimir-Perier, que le roi avait délégué vers elle. Cependant, l'obtention était acquise, déjà, d'une entrevue, chez le monarque debonnaire. La conversation fut longue. Louis-Philippe, causeur facile et abondant qui, dans toutes les occasions, aimait à se faire entendre, revint sur le chapitre de

ses souvenirs. Lui aussi avait connu les douleurs de l'exil et les avait amèrement ressenties : il ne demandait qu'à les abréger en faveur d'Hortense, puisqu'elle l'en priait avec tant de force. Il ferait mieux, il irait plus loin : il mettrait ordre aux embarras de sa situation : il serait son chargé d'affaires. Que lui réclamerait-il en échange ? De la patience, seulement. Elle se retirerait en Angleterre, ainsi que le prince Louis, sans ébruiter la nouvelle de leur passage en France : et, lorsqu'elle serait à Londres, il devrait recevoir d'elle une lettre ostensible, sollicitant du gouvernement royal l'autorisation de suivre une cure, à Vichy. Ce serait un séjour temporaire ; il ne tiendrait qu'à elle d'obtenir davantage. Casimir-Perier lui conseilla, en outre, d'amener son fils à faire une demande directe au roi.

Louis n'y résista point. La circonstance était trop favorable, l'invitation trop engageante pour qu'il ne s'empressât point de la saisir. La lettre fut adroitement tournée. Il y feignait une modération de désirs tout à fait propre à écarter les soupçons du jour, sans être un nantissement bien certain de sa fidélité, dans l'avenir. Que voulait-il ? Peu de chose, à la lettre, et beaucoup dans le sens qu'y attachait son cœur patriotique. Son unique ambition était que Sa Majesté lui rouvrit les portes de la France et lui permit de servir son pays, fût-ce dans les derniers rangs, parmi les simples soldats. Séparé de sa famille, inconsolable de la perte de son frère Napoléon, qui mourut, hier, dans la Romagne, après avoir donné tant de preuves de son amour pour la liberté, la vie lui serait insupportable, s'il n'osait pas espérer que la bonté du roi lui permettrait de rentrer dans l'armée nationale, sans grade,

sans titre honorifique et pour le seul honneur de reprendre place parmi les citoyens français. En retour, Sa Majesté pourrait faire foi sur ses serments et sur sa reconnaissance.

Cependant, Hortense et Louis ne se pressaient point de quitter Paris, en attendant qu'on eût statué sur leur sort ultérieur. Chaque jour, la reine présentait les excuses du prince fâcheusement retenu à la chambre par son état de mauvaise santé. Mais, n'avaient-ils vraiment, elle et lui, que cette pensée d'attendre la fin d'un malaise survenu? Tout malade qu'il fût ou déclarât l'être, le prince arrangeait des entrevues et nouait des commencements d'alliance avec les principaux chefs du parti républicain, pour étudier, entre quatre murs, les plus prompts moyens possibles de renverser un souverain pacifique et crédule.

L'ex-reine de Hollande avait bien choisi son logement provisoire en descendant à l'hôtel de Hollande, sur la place Vendôme. Elle y jouissait d'une vie très douce à ses affections de famille et à son culte du héros. Le 5 mai, jour anniversaire de la mort de l'empereur, quelle consolation pour les regrets de son âme et quelle joie pour ses yeux! De sa chambre elle avait pu contempler le pieux cortège, qui se rendait au pied du monument. Les mains des manifestants étaient remplies de fleurs, et ils en avaient couronné les soubasements de la glorieuse colonne. Une foi impérialiste montait dans les airs, avec des cris : *Vive Napoléon II!* Le jour suivant, des groupes compacts s'étaient formés sous les fenêtres, semblant attendre un mot d'ordre de l'hôtel de Hollande. Le 10, un commencement d'émeute avait eu lieu, dont le maréchal Lobau avait eu

raison, sans poudre et sans balles, en faisant pleuvoir sur les agitateurs les jets puissants des pompes à incendie amenées de la caserne voisine. Dans le même moment, à deux pas de là, l'envoyé du ministre, M. d'Houdetot, conférait avec la reine Hortense et lui rappelait, en des termes pondérés mais fermes, que l'acte de 1816 n'était pas aboli, qu'elle avait à en tenir compte et que la présence de deux membres de la famille Bonaparte excitant des tumultes ne pouvait être tolérée davantage. Cependant, elle attestait la maladie de son fils, alléguait des prétextes dilatoires, exposait des raisons pour trainer son départ en longueur et se récriait, enfin, contre une mesure trop rigoureuse pour n'être pas imméritée. Comme elle en était à ces termes de sa protestation, on entendit un grand bruit sur la place. Des vivats stridents à « Napoléon II » se confondaient avec le bruit d'une charge de cavalerie dispersant la foule :

« Madame, dit M. d'Houdetot avec une douceur qui aurait pu paraître un excès de courtoisie, vous entendez; voici notre excuse... Il faut partir »

Elle avait entendu et compris. La santé du prince Louis s'était améliorée, depuis la veille; elle et lui s'en iraient, le surlendemain; leur présence ne gênerait plus l'autorité.

Six jours après, ils s'embarquaient à Calais. Dès son arrivée à Londres, Louis écrivit à son père. Connaissant les dispositions de l'esprit paternel, qui n'approuvait ni ses idées, ni son voyage en Angleterre, et encore moins les conditions où ce voyage s'était accompli, il feignait, dans sa lettre d'entrer, dans les mêmes vues, toutes de calme et de désintéressement. La tranquillité du vieux

roi Louis serait complète, désormais, en ce qui le concernait. La politique serait abolie de l'existence de son fils ou, s'il s'en mêlait, ce ne serait plus que pour lire les journaux. Il n'oubliait pas que le chef de la famille était à Vienne. Si de nouvelles révolutions éclataient en France, le devoir lui était imposé de n'y prendre aucune part, sans connaître, d'abord, les intentions et déclarations du duc de Reichstadt. Son état d'âme n'aurait donc plus à inquiéter son père. Il ne demandait à ce père que de lui rendre tout son amour et à la Providence de lui redonner une patrie, si toutefois elle le voulait ainsi, dans ses mystérieux desseins. Quel exemple, chez un si jeune homme, de détachement, de soumission et de vertu !

Mais, avec sa chère éducatrice, c'était un changement de discours. Il se préparait à tout, lui disait-il, en se réservant.

Hortense, dont la tendresse n'avait pas encore vaincu l'ambition, continuait à l'y prédisposer. Elle avait espéré que les suffrages de la Belgique lui vaudraient un trône, à l'étranger, puisqu'il ne pouvait avoir en France le rang souverain, qui convenait à son nom et elle ajoutait : à ses mérites. Le choix du Congrès belge dérangerait son calcul, car il s'était fixé sur Léopold de Saxe-Cobourg. Et finement ce prince avait pu dire en prenant congé d'elle, pour aller ceindre sa couronne, et en lui exprimant le désir poli de la revoir :

« Au moins, vous ne prendrez pas mon royaume en passant ? »

« Mais, comment donc, avait répliqué Louis, on n'y avait jamais pensé ! » Comme s'il eût été blessé même

qu'on lui en eût prêté l'intention, modestement encore il avait écrit au rédacteur d'un grand journal de Bruxelles, sur un ton de réserve vraiment remarquable, de la part d'un caractère aussi remuant, que, loin d'avoir des idées d'ambition, tous ses vœux se réduisaient à servir son pays, en France, ou la cause de la liberté des peuples, dans les pays étrangers. On l'aurait vu, déjà, dans les rangs glorieux des Belges ou des immortels Polonais, s'il n'avait pas craint qu'on attribuât ses actions à quelque sentiment d'intérêt personnel... Un sentiment bien éloigné de son cœur !

En réalité, le temps lui durait en Angleterre, sans installation fixe ni situation déterminée. Le travail de sa pensée incertaine, le remuement de ses désirs insatisfaits, contribuaient à l'imprégner du spleen local. Trop pressé de jouir des biens qu'il eût voulu récolter, à moissons pleines, il inclinait, par moments, à voir sous de sombres couleurs toutes les circonstances de sa vie. Quelle serait sa destinée ? Quelle noble tâche pourrait-il assumer et remplir en ce monde ? On lui parlait toujours de son nom. N'était-ce pas une gêne écrasante, s'il n'était pas admis à le faire reluire dans un cadre dignement approprié ? Mais, ces découragements ne duraient point. L'étoile passagèrement obscurcie ravivait ses clartés. Sa foi dans le hasard et une industrieuse adresse à le diriger lui remettaient la flamme au cerveau. Il se ressaisissait pour combattre, en même temps, la mélancolie de sa mère, toujours prête à se plaindre de l'injustice humaine, parce que les peuples pouvaient vivre sans elle et sans les Bonaparte (1). Le

1. Ne lui venait-il pas de Bade, quelques années plus tard :

courage d'Hortense fléchissait, non le sien. Des pressentiments, qu'il ne s'expliquait pas, le tenaient debout et en éveil. Tout en espérant de France des nouvelles, qui l'y rappelleraient, peut-être, il se répandait parmi la haute société anglaise : chez lord et lady Holland où, certain soir, il exhalait sa plainte sur l'injuste oubli dont les Napoléon étaient l'objet, mais en ayant soin d'ajouter : *le peuple, lui, se souvient de nous*; chez Webster, le fils de lady Holland, où le hasard le mit en présence de Talleyrand, l'ancien grand-chambellan et ministre de l'empereur, qui passa devant lui, le regardant de ses yeux morts, sans paraître le voir; et en d'autres maisons de pareille importance, dont les hôtes ne l'accueillaient pas en prétendant, mais le traitaient en prince.

Satisfactions passagères, qui ne l'empêchaient point de se dire qu'en réalité rien ne le retenait à Londres, sinon l'incertitude de la direction à prendre, lorsqu'il en sortirait. Se rendrait-il en Pologne, où les patriotes, à la recherche d'un chef jeune et entreprenant, réclamaient son aide généreuse? Ou répondrait-il au vœu des libéraux français, qui faisaient fond sur sa parole?

« Ma chère mère,

» Vous vous plaignez de l'injustice des hommes et moi j'ose dire que vous avez tort de vous en plaindre. Comment les Français se souviendraient-ils de nous, quand nous-mêmes, nous avons tâché, pendant quinze ans, de nous faire oublier? Quand, pendant quinze ans, le sens moral des actions de tous les membres de ma famille a été la peur de se compromettre et qu'ils ont évité toute occasion de se montrer, tout moyen de se rappeler publiquement au souvenir du peuple?... On ne retire que ce que l'on sème et il n'y a rien de plus vrai que ces deux vers de Racine :

Les dieux sont de nos jours les maîtres souverains,
Mais, seigneur, notre gloire est dans nos propres mains.

(Lettre de Napoléon à la reine Hortense, Bâle, juillet 1834.)

Des deux côtés on l'appelait avec instance, comme s'il eût suffi du nom qu'il portait pour forcer à la victoire la cause où il l'aurait engagé.

Ce nom était un symbole et un drapeau. Louis-Philippe lui demanda d'y renoncer, sous peine, s'il n'y consentait point, de ne plus revoir les cieux aimés de sa patrie. C'était la condition absolue, catégorique, de sa rentrée en France, dans les rangs de l'armée. Il venait de recevoir cette réponse à la démarche, dont Hortense lui avait transmis l'invitation ministérielle et qu'il avait tentée, de son propre vouloir, sans qu'elle l'y eût encouragé d'une manière positive. Maintenant, il savait à quoi s'en tenir. Il était décidément fixé.

« Allons, ma mère, dit-il, vous aviez raison : ne songeons plus à tout cela, et retournons dans notre retraite. »

Ils y retournèrent, en effet, mais par un audacieux détour. Sans attendre leurs passeports, ils prirent le bateau pour Calais, firent un arrêt à Boulogne, afin d'y saluer la colonne de la Grande-Armée, accomplissant, en cours de route, des pèlerinages successifs aux lieux consacrés par des souvenirs de la famille impériale, visitant Ermenonville, Morfontaine et Saint-Denis, se détournant, à regret, de Saint-Leu, témoin de la première enfance du prince, allant à Rueil, prier sur le tombeau de Joséphine ; essayant, mais en vain, de forcer la grille de la Malmaison, fermée à leur désir par un propriétaire jaloux ; et, ces choses faites, ces hommages rendus aux objets de leur foi, ils poursuivirent leur voyage, d'un trait, jusqu'au village d'Arenenberg, elle, pour y reprendre ses leçons douces, patientes, continuées à son élève unique sur l'art de corriger les mau-

vais destins et de s'en préparer de meilleurs, lui pour se replonger dans l'étude, consolation et soutien des longues attentes.

C'était vers la fin du mois d'août, aux environs d'une date chère au cœur de la reine (1) : l'anniversaire de la naissance de Louis, son dernier fils. Elle organisa une fête, en son honneur, à la fois mondaine et champêtre. La présence de quelques jolies personnes de Constance, les accords de la musique et les agréments de la danse chassèrent la première impression de tristesse éprouvée en se retirant dans cette demi-solitude (2). On y passa l'automne et l'hiver. La reine, après tant de revers, était venue demander à ces lieux paisibles, où l'on n'entendait que le chant des oiseaux et le travail éloigné des cultivateurs, un refuge qu'on ne lui contestait plus. Sans se résigner à l'oubli général, encore moins à l'abnégation complète, elle se sentit heureuse de goûter des moments plus calmes, au milieu d'une nature si belle, parmi des habitudes si simples, auprès de cœurs si dévoués. Le prince, de son côté, continuait de se livrer à ses travaux politiques et militaires; il s'y dépensait avec la fougue de la jeunesse et la persévérance de l'âge mûr. Sa préoccupation essentielle était de forcer l'attention par ses écrits, s'il ne le pouvait encore par ses actes. Entre temps, il s'adonnait aux exercices de l'équitation et de la natation, dans lesquels

(1) Le 25 août.

(2) On a d'abord tiré une loterie, avec une centaine de lots, dont le plus précieux était une charruette nouvelle de la reine; puis on a dîné, on a soupe, on a dansé encore, et cela s'est terminé fort tard, par un collation, à la fin duquel on a parcouru toutes les pièces du rez-de-chaussée. » (*Lettre de M^{me} Vieillard, ap. Fernand Giraudeau.*)

il excellait (1), sa mère ayant voulu qu'on le préparât, dès l'enfance, à tous les sports, où l'être physique acquiert la force, l'agilité, la promptitude, et l'être moral la décision, le sang-froid, la bravoure. Ou bien, sensible aux beautés de la nature, il en goûtait le charme et la grandeur, le long de promenades séduisantes ou pittoresques, quoique attristé, parfois, de s'y sentir trop seul. Car il n'avait pas de compagne, qui lui rendit ses impressions plus douces en les partageant, et il aurait souhaité de suivre l'exemple de son frère Napoléon, qui avait allumé très jeune les feux de l'hyménée.

Par une bleue et chaude journée de l'été finissant, comme il y pensait plus fortement que d'habitude et mélancolisait sur l'état isolé de son cœur, il rêva d'un mariage d'amour et s'en ouvrit à son père, qui résidait à Florence.

« J'ai tellement besoin d'affection, lui écrivait-il, que si je trouvais une femme, qui me plût et qui convînt à ma famille, je ne balancerais pas à l'épouser. Donnez-moi des conseils. »

Fils respectueux et soumis, il ne recevait pas du côté paternel, loin de là (2), des retours d'affection équi-

(1) Il s'agit du manège, au moment où je descendais la Treille, du côté de Calabriz à Genève. A peine entré dans la rue, sous la Treille, je le vis sauter de cheval, le faire trotter devant lui et bientôt sauter en selle, comme un dreyer de cirque. Ces exercices de voltige montraient de la souplesse et une grande force musculaire. Cependant, il ne semblait pas fait pour être un bon cavalier, étant épais de corps et court de jambes. * Alphonse de Candolle, *Journal manuscrit*, ap. Eugène de Bude, *les Bonaparte en Suisse*).

(2) Une fois seulement, il s'était rebellé contre l'éternelle semonce. C'était à propos du comte Arese, son ami depuis dix ans en 1833, son compagnon de voyage, pendant sa traversée en Angleterre, lorsque le manda

valents à la tendresse qu'il lui manifestait d'une âme sincère, en chacune de ses lettres. Cependant, il avait voulu confier à celui qu'il respectait, chérissait, comme auteur de ses jours, ses doux projets et son intime désir; malheureusement, ils n'allèrent pas à la conclusion espérée. Le candidat au mariage revint à sa candidature au trône. Il se rejeta de plus belle dans ses *Réveries politiques*, mélange d'inspirations saint-simoniennes et de pensées impérialistes, qui devaient recevoir les approbations de Chateaubriand, l'un des hôtes occasionnels du château d'Arenenberg.

Sa mère n'avait pas été tenue dans l'ignorance de ses dispositions matrimoniales : il ne se passait rien, en l'âme de Louis-Napoléon, qui fût un secret pour elle. En outre, nulle plus qu'elle-même n'était accessible à cet ordre de pensées et ne s'y intéressait davantage. Hortense, dans sa vie de ménage, n'avait eu ni la sensation d'un bonheur vif ni les douceurs d'une accoutumance régulière et tranquille. Une malheureuse rencontre imposée de deux tempéraments contraires et qui, ni l'un ni l'autre, ne s'étaient prêtés aux concessions d'une réciprocité nécessaire : elle n'avait eu que

Joseph auprès de lui. Nourri d'injustes préventions, son père lui enjoignait de se séparer de ce jeune homme, dont il supposait l'influence pernicieuse. « Il m'est vraiment pénible, répondit Louis, le 10 mai 1833, de vous voir à tout propos irrité contre moi, soit que je hasarde d'exprimer ce que je pense, soit que, par désir de distraction je passe d'un pays dans un autre. Je suis venu, ici, pour voir mon oncle Joseph. N'ayant pas d'autre personne auprès de moi, j'ai emmené le comte Arèse. Et vous m'ordonnez, tout à coup, de renvoyer une personne que j'aime ! Songez, mon père, que j'ai vingt-cinq ans, que je ne suis plus un enfant, mais, pourtant, je suis toujours jeune, et — toujours sur une terre étrangère — il me faudrait réprimer tout sentiment noble, faire abstraction de mes opinions, sans même pouvoir avoir un ami ! Vous conviendrez que c'est un arrêt un peu dur. »

cette expérience conjugale. Cependant, son goût et sa joie était d'assortir des cœurs, de former des unions autour d'elle.

« C'est la destinée d'une femme, disait-elle, que d'avoir un intérieur, un bon mari, de jolis enfants à élever. A quoi la femme est-elle bonne sans cela ? »

Et, pénétrée de ces sages principes, elle mariait les gens avec ferveur. Mais elle n'avait pas encore entrevu pour son cher Louis l'accord idéal. Il récrivit à son père de l'éluë mystérieuse, qu'il aspirait à connaître ou connaissait déjà.

C'est alors qu'une grande nouvelle l'atteignit, changeant le cours de ses pensées : le duc de Reichstadt venait de s'éteindre.

Cette disparition mélancolique et mystérieuse entraînait, après elle, de graves conséquences politiques. Elle allait, en outre, attrister bien des cœurs sensibles sur une destinée dont l'aurore s'était annoncée si prometteuse d'éclat, de bonheur, et dont le crépuscule s'était enfoncé si rapidement dans les ténèbres mortelles.

D'autres durent se demander, au contraire, s'il aurait été vraiment souhaitable, pour le reste des hommes, qu'elle eût poursuivi son développement logique et si l'on n'aurait pas eu les plus fortes raisons de craindre que l'aiglon ne voulût continuer la légende ensanglantée de l'aigle.

Le petit Napoléon, que sa bisaïeule maternelle Marie-Caroline n'appela jamais autrement que « mon petit monsieur », avait annoncé, dès le premier âge, qu'il serait fidèle à la ressemblance paternelle. Il en avait la physionomie. Il en accusait vivement les prédispositions morales. « Il est pacifique autant que moi »,

répondait Marie-Louise au prince de Ligne venant lui dire que dans les yeux de l'enfant se lisait quelque chose de martial. Mais qu'elle était douteuse et mal fondée cette prévision de douceur!

Dès que le prince charmant avait pu jouer, il ne s'était plu qu'à des gestes tout militaires. Décharger des apparences d'armes sur des semblants d'adversaires rangés en ligne, c'était son amusement favori. Il s'y livrait avec une ardeur étrange; il en était transporté de passion et de joie. A mesure qu'il grandissait, le fusil prenait, à ses yeux, une expression de vie et de mort extraordinaire. Il n'aimait rien tant que commander l'exercice aux enfants de son âge, qui lui tenaient compagnie. Lorsque, de sa voix claire, il criait, à l'allemande : *Marschieren!* il y avait dans l'expression qu'il y mettait, dans sa façon impérative de redoubler les *r*, quelque chose, disait un témoin, de véritablement effrayant pour l'avenir. Il avait des colères terribles, comme un jour où il transperça d'un coup de canif le portrait de son grand-père l'empereur d'Autriche, parce qu'il ne lui trouvait pas des sentiments assez français. Colonel à vingt ans, gouverneur d'une ville qu'il ne vit jamais, qu'eût-il pu devenir et faire dans un milieu moins déprimant?

Sa mort résolvait le problème, à l'avantage de Charles-Louis Napoléon.

Jusqu'à la mort de son frère, dont il s'était fait un modèle et une idole, il avait accepté de ne venir qu'à sa suite, avec soumission. Se pliant à des conditions de dépendance affectueuse, qu'il n'aurait pas été en son pouvoir de renverser, il protestait de son bonheur désintéressé, de la joie intime qu'il ressentait à n'être

pas le chef de la famille et, par conséquent, « l'esclave d'une mission ». Des velléités ambitieuses travaillaient son esprit, sans qu'il pût leur donner une signification définie. La transformation avait été complète, aussitôt qu'après les pleurs versés sur la disparition d'un frère et d'un ami, très cher à son cœur, il se trouva le seul demeurant des trois fils de Louis Bonaparte. Instantanément, il s'attribua des devoirs à remplir, envers la dynastie, et plus encore — confondant les intérêts d'une famille avec ceux d'un peuple, d'une patrie, — envers la France entière.

Lorsque l'effacement du duc de Reichstadt eut supprimé le dernier échelon, qui le séparât d'une hérédité de gloire et de puissance, miraculeusement advenue, il prit position, aussitôt, étant le seul des Bonaparte, qui se sentit assez d'énergie pour en revendiquer le privilège et l'effort.

Joseph, l'aîné de la famille et le maître désigné de la situation, laissait tomber d'elle-même une succession trop lourde, occupé comme il l'était de ménager ses forces et ses plaisirs. Jérôme, soucieux de ne pas se compromettre inutilement, se disait orléaniste, pour se voir rappeler en France par la clémence des princes d'Orléans. Louis de Hollande n'avait pas les visées si hautes que de prendre en main la reconstitution d'un empire, lui qui, perclus, impotent, ne pouvait seulement diriger sa marche, sans le secours d'un bras étranger. Il aurait été le dernier à croire qu'un songereux, tel que le dernier de ses fils, pût jamais relever le trône de Napoléon I^{er}. Quant à Lucien, prédestiné à une mort prochaine, vivant à Tusculum, plus qu'à moitié ruiné par des spéculations malheureuses, il

fondait si peu d'espoir sur la restauration du napoléonisme, pour rétablir la fortune de ses enfants, qu'il les avait tous fait naturaliser Romains (1).

Cette abstention générale secondait admirablement les turbulents desseins du fils d'Hortense. Après une visite rendue, l'année suivante, en Angleterre, au comte de Survilliers, c'est-à-dire à l'ancien roi Joseph, qui avait désiré s'entretenir avec lui sur l'état politique créé par la mort du duc de Reichstadt, Louis-Napoléon n'hésita plus à se poser en héritier de l'empire plébiscitaire. Son oncle et lui ne s'étaient qu'à moitié compris. L'un et l'autre parlaient un différent langage. Joseph, qui avait essayé un commencement d'effort, une vague espèce de conspiration, à la suite de plusieurs entrevues, chez lui, avec les chefs convoqués, à Londres, du parti républicain : Godefroy Cavaignac, Bastide et Guinaud, en était revenu sans grande confiance. Il était resté sur cette conviction que l'idée bonapartiste, telle qu'elle devait être pour s'adapter aux besoins de la société moderne, ne s'était pas encore dégagée du travail de fermentation, qui agitait les esprits. Il en concluait qu'on devait s'armer de patience et attendre. Louis, au contraire, brûlait d'engager le combat, et pour son propre compte.

(1) T. Delord.

2. Un historien politique. Surans le Jeune, raconte qu'il lui était arrivé, plus d'une fois, de se trouver dans le cabinet de Joseph Bourparé, au moment où Louis-Napoléon s'y présentait. Comme il se levait, alors, pour prendre congé du maître de la maison, celui-ci le pria d'insister de rester, afin de lui épargner les embarras d'un dîner d'été, que les convives dont son visiteur avait le cerveau plein lui tendaient, disait-il, très fatigant et très ennuyeux.

CHAPITRE QUATRIÈME

« La Grande Aventure »

Ainsi les aînés, les anciens rois, ses oncles, se retiraient des compétitions monarchiques. Loin de se poser en prétendants, ils réprouvaient les agitations de ce coureur de trône, si remuant avec ses airs tranquilles et qui troublait, hors de propos, leurs arrangements de famille, sans leur inspirer, d'ailleurs, plus de confiance en sa raison qu'en son étoile.

Quant aux droits de succession primant les siens, par trois fois les coups de la mort les avaient anéantis.

Dès 1807, le premier-né de Louis Bonaparte, Napoléon-Charles-Louis, avait quitté la terre, emporté par la plus terrible des maladies de l'enfance. Le second, Napoléon, grand-duc de Berg, prince royal de Hollande, avait été la victime de sa malheureuse randonnée en Italie. Enfin, le duc de Reichstadt, depuis 1833, ne tenait plus en alarme les manœuvres de la chancellerie autrichienne : le vrai Napoléon dormait l'éternel sommeil, dans le caveau de l'église des Capucins, à Vienne. Tous ceux, qui occupèrent les échelons intermédiaires, s'étaient effacés devant les destins du prince Louis, sans que son cœur le souhaitât, ni qu'il dut s'y attendre ; il

restait seul sur la route à gravir vers les sommets.

Cependant, le cercle de ses études théoriques et pratiques n'était pas achevé. Pour se donner patience, il voulut prolonger, dans les milices fédérales, le service d'armes, qu'il y avait commencé en 1830. Déjà, au mois d'août 1829, il avait demandé son admission au camp de Thoune, établi, chaque année, dans cette pittoresque petite ville de l'Oberland bernois, pour l'instruction des officiers du génie et de l'artillerie. La satisfaction qu'il désirait lui fut accordée, au cours de l'année suivante.

Heureux de ces préludes militaires (c'était son premier camp), il en écrivait longuement, au jour le jour, à celle qu'il venait de quitter et qu'il sentait loin de lui, si seule dans son manoir thurgovien. Une grande sympathie, lui confiait-il, l'avait accueilli, partout; et tout lui plaisait, parmi ses compagnons de hasard : manœuvres, instructions, courses à travers la montagne. Plus on l'occupait, plus on attendait de lui, et plus il en éprouvait de contentement véritable. Il ne lui disait pas que l'idée lui était passée par la tête, un beau matin, de laisser là le camp de Thoune, de traverser la Suisse et l'Allemagne et d'aller se joindre aux insurgés polonais revendiquant, les armes à la main, la libération du sol national. Il avait fait de premiers pas vers cette destination lointaine, lorsque la nouvelle de la chute de Varsovie l'arrêta en chemin.

Louis-Napoléon rentra dans Areneberg, où lui fut transmis, pendant le mois de mai 1832, l'acte cantonal lui octroyant le droit de bourgeoisie et le titre de citoyen honoraire de la république helvétique. Cette double marque d'intérêt le toucha profondément. Futur autocrate, de par la grâce du suffrage universel, il

exprima, en des termes chauds d'enthousiasme civique, la fierté qu'il ressentait de se dire citoyen d'un pays libre (1).

Pour couronner sa période d'instruction, il lui restait à entrer directement dans l'armée suisse, avec le grade d'officier d'honneur. Soucieux de hâter la réalisation de ce projet, qui lui vaudrait un brevet d'expérience, dans l'arme spéciale qu'il avait choisie, il avait eu l'ingénieuse idée d'offrir au Conseil de Thurgovie deux pièces de six, pour l'arsenal de Frauenfeld, et, poussant plus loin sa générosité, avait accompagné cette offrande d'un autre présent de mille florins, afin d'établir une école à Steckborn.

Ce fut en 1834 qu'il entama le nouvel apprentissage militaire, à l'exemple d'un capitaine Bonaparte du temps passé. Il avait ce grade et portait aussi ce nom, parmi les troupes bernoises.

Comme à dessein de compléter la ressemblance, il avait adopté l'artillerie, la première des sciences de guerre, où l'empereur avait fait ses preuves dans sa jeunesse. Il y consacrait avec ardeur ses instincts et ses goûts, compulsant les manuels théoriques, expérimentant et même essayant des applications d'un caractère

(1) « La commune de Sallenstein ayant accordé à Son Altesse le prince Napoléon le droit de bourgeoisie, en reconnaissance des nombreux bienfaits dont elle n'a cessé d'être l'objet de la part de la duchesse de Saint-Leu et de sa famille, pendant leur séjour à Arenenberg, le Grand-Conseil a non seulement ratifié cet acte par un décret en date du 14 avril de cette année, mais il a, en outre, et à l'unanimité, octroyé au prince Louis-Napoléon les droits de citoyen honoraire, pour prouver combien il a en haute et singulière estime la magnanimité de cette famille et combien lui est cher l'attachement qu'elle professe pour le canton.

» Ainsi fait, à Frauenfeld, le 30 avril 1832.

» Le secrétaire d'État : MORI-HOFER. »

tout neuf pour le perfectionnement des canons. Il avait inventé une fougasse-pierrier, sorte de catapulte moderne dont la mise en pratique, pour dire la vérité, donna de piètres résultats. Hélas! la puissance balistique en avait été des plus médiocres; les pierres n'avaient été projetées qu'à une faible distance. Il en attribua l'insuccès à la mauvaise qualité de la poudre et se promit de trouver mieux. En attendant, il se montrait assidu aux manœuvres, exact à ses devoirs d'officier, bienveillant aux subalternes et toujours prêt à partager, avec le soldat, la soupe et la paille du bivouac. On l'aimait pour sa simplicité d'allures et sa franche cordialité. Il était affable, complaisant et sans morgue aucune. — bon prince en un mot.

Il avait acquis un fonds d'éducation militaire déjà considérable, au point de vue technique, lorsqu'il fit paraître un *Manuel d'Artillerie*, dédié aux officiers du camp de Thoune, et dont l'essor passa de loin les frontières helvétiques. L'ouvrage avait reçu l'approbation et mérité l'estime des meilleurs juges, dans les armées européennes. Sa confiance personnelle en fut très augmentée. Il commençait à la laisser voir. Aux visiteurs d'Arenenberg, qui, sans cesse, apportaient à l'ex-reine Hortense l'hommage des bonapartistes de France, il s'apprenait à dire avec une assurance tranquille, dont ils s'étonnaient, qu'il avait la certitude d'être, un jour, empereur. Voyait-il une expression de doute passer sur leur visage, il assurait plus haut encore qu'il reconstituerait l'empire de Napoléon, à son profit.

De briller, parmi les officiers de second rang, aux manœuvres du camp de Thoune, c'était un avantage qu'il ne méprisait point; mais ce n'était guère pour

occuper le champ si large de ses aspirations. Rencontrait-il sur sa voie, comme il en avait l'occasion, à Genève, surtout, des Français de quelque importance, il leur faisait mille avances, afin de gagner leur sympathie, redoublait d'égards et de bons procédés, à leur endroit, et les comptait, d'emblée, pour des partisans.

Grande était son activité. Il croyait n'avoir fait jusqu'alors que végéter. Maintenant, il vivait d'ardeur et d'illusions. Il multipliait les pages écrites, signait des articles, lançait des brochures et s'efforçait d'inspirer cette opinion qu'il possédait les concepts les plus positifs sur l'administration intérieure d'un état. Enfin il usait de tous les moyens susceptibles de révéler, au dehors, son existence et sa valeur propre, entamait des rapports avec des coryphées du parti républicain de France, comme lui pressés de renverser le gouvernement bâtard de Juillet, et se sentait animé d'une belle vaillance en apprenant qu'un homme de la réputation et du mérite d'Armand Carrel ne se déclarait pas hostile à ses desseins.

Les événements, qui se succédaient, au pays aimé des révolutions et des révolutionnaires, les émeutes récentes de Paris, les mouvements démagogiques de Lyon et de Grenoble, le licenciement des gardes nationales de plusieurs villes de France, telles que Strasbourg, les imprudences du gouvernement et les agitations de ses adversaires, excitaient fortement, en 1836, sa fièvre de conspiration.

Dans les entrefaites, il se tenait à Bade, d'où il pouvait entrevoir les horizons français, se rendait auprès de sa tante, la grande-duchesse Stéphanie, qui marquait toujours du contentement à le voir, fréquentait des

compatriotes amis de sa doctrine, rencontrés par bonne fortune ou venus à son intention, et correspondait politiquement avec sa mère. Hortense l'engageait à modérer ses sentiments, sauf à bien choisir l'heure d'en tirer parti. Du moins, il ne devait pas imiter le système d'inertie de ses oncles, qui, par la crainte de se compromettre, stagnaient, depuis une vingtaine d'années, dans le silence et l'inaction.

Aussi bien, que veut-il? Se montrer, rappeler au monde qu'il se nomme Napoléon, et servir sa patrie, en qualité de citoyen et de soldat, — placé au premier rang, de préférence.

Il plaint fort les gens aux idées étroites, qui s'imaginent exercer une autorité, détenir une puissance forte et durable, parce qu'ils sont à la tête d'une coterie, d'un parti; lui, ne s'adressera qu'aux sentiments et aux intérêts de la nation, — mais de manière à les rendre communs avec les siens.

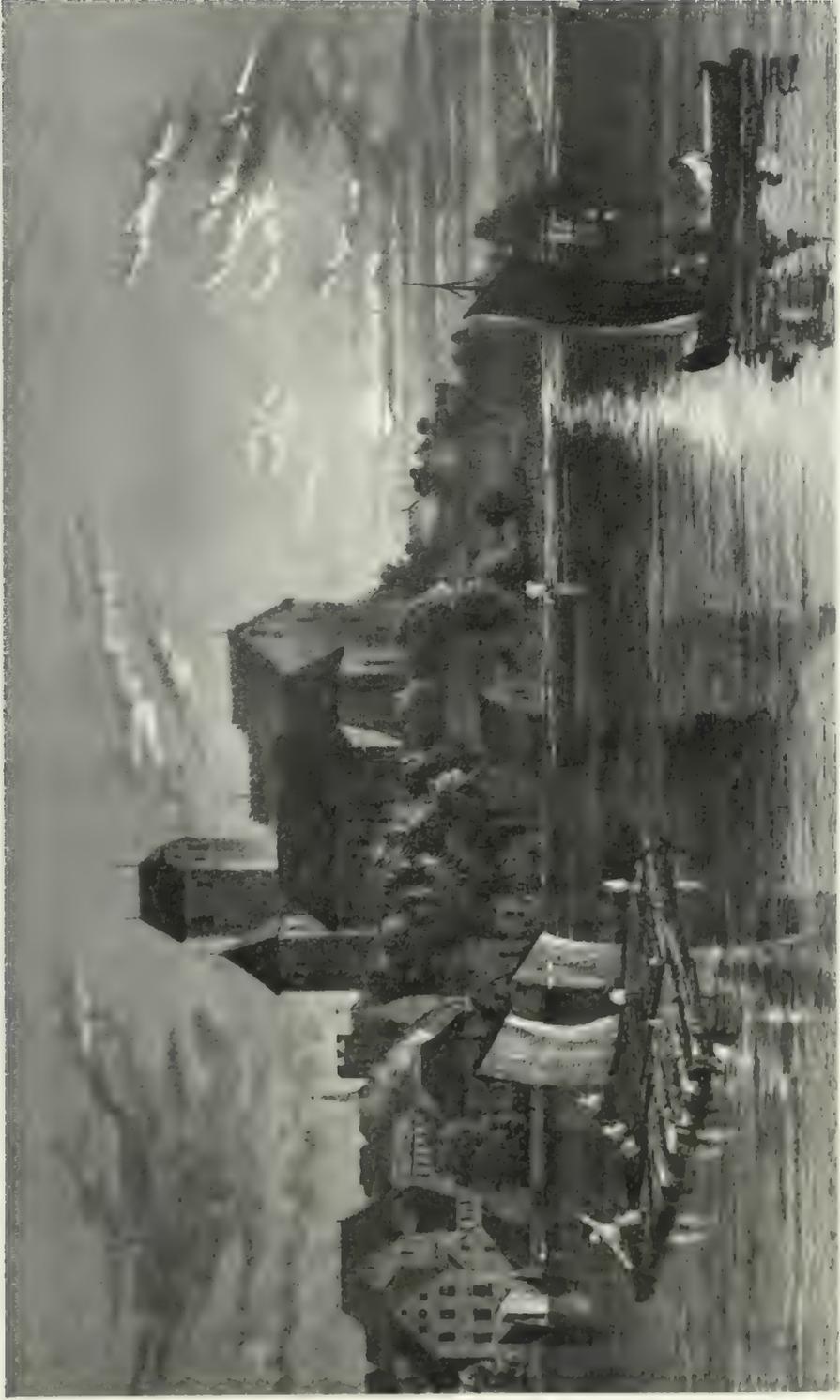
Ses préoccupations croissantes se dénonçaient sous la forme de lettres personnelles, évidemment écrites pour qu'elles fussent communiquées et, au besoin, imprimées, reproduites. Les théories, qui en constituaient le fond, se ramenaient à cette unique formule très spécieuse et permettant d'introduire dans les mots tout ce qu'on voulait bien y comprendre :

« L'autorité, qui n'est pas basée sur l'élection populaire, est naturellement portée à arrêter le progrès de la civilisation. »

Et du même trait de plume, il ajoutait :

« Napoléon faisait tout pour le peuple, et le peuple, à son tour, a tout fait pour Napoléon. »

Avait-elle été vraiment fondée sur le suffrage populaire,



SUR LE LAC DE CONSTANCE

cette autorité saisie de force, le 18 brumaire, et justement pour la ravir aux élus de la nation? Mais le prétendant suivait son idée et ne se souciait que de la mettre d'accord avec ses désirs.

Hortense l'entretenait dans ce bon état d'esprit. A la voir, à l'entendre, sous les ombrages d'Arenenberg, pendant les journées chaudes de 1833, on tendrait à croire qu'elle n'a pas d'autre émotion, au monde, avec sa naïveté charmante, que celle du bateau à vapeur, quand il sillonne le lac, à portée de sa vue, ou de discussion vive que celle du piquet plus ou moins bien placé pour tracer une route : « Mon Dieu! soupiret-elle, n'est-ce pas là le bonheur? »

Cependant, avec quelle hâte d'en connaître les progrès ne suit-elle pas les premiers travaux d'approches de son fils vers la haute citadelle, où sont enfermés les insignes du pouvoir! Elle le disait, hier, de sa douce voix, à quelques-uns de son cercle : « Il y a toujours de la fatalité et du hasard. L'empereur l'attestait et j'y crois fermement. Il est beau, croyez-le, d'être le martyr d'une cause sacrée... Mais, nous savons que la France nous aime. » Alors, un Polonais exilé avait jeté ce mot :

« Il y a un dieu pour les patriotes. »

Le commandant Parquin s'était écrié :

« — Qu'il se montre donc avec le soleil d'Austerlitz!

» — Ça viendra, répliqua Louis-Napoléon. »

Dans les premiers essais de sa plume, dans ses lettres à sa mère, à des amis, aux autorités du Conseil helvétique, il avait appris à manier les grands mots consacrés, dont il saura faire un si abondant usage. Lorsqu'on le nomma capitaine d'artillerie au régiment de Berne

c'est en des termes de prétendant qu'il avait traduit sa fière satisfaction d'être compté parmi les défenseurs d'un État, où la souveraineté du peuple était considérée comme la base de la constitution.

Tout heureux qu'il se proclame d'être un des citoyens de la Confédération helvétique, il n'a pas d'expressions assez pures, assez nobles, pour revêtir l'unique aspiration dont il soit possédé : celle de rentrer, un jour, dans sa chère patrie. Mais, ne croyez point qu'afin d'en obtenir la suprême joie, il mette jamais en œuvre aucune machination. Intriguer serait indigne de lui. Tel est, en effet, son langage, lorsqu'il écrit à son père ou qu'il parle, avec l'art des princes que lui a enseigné sa mère, pour les scrupuleux de son entourage.

Il aura des mots de rechange, selon les gens et les circonstances.

Récemment, une entrevue lui fut ménagée avec La Fayette, un homme, qui fut toujours prompt à suivre chaque tour de roue de la fortune. L'ondoyant personnage, dont la main, après Waterloo, présenta aux Chambres la motion de déchéance de Napoléon I^{er}, flattait les visées du nouveau candidat à l'Empire : « Le Gouvernement ne pourra pas se soutenir; votre nom est le seul populaire. » Et le héros des « Trois Glorieuses » ne craignait point d'ajouter, doublement infidèle à la maison, qu'il avait élevée : « Osez donc et je vous aiderai de tous mes moyens, quand le moment sera venu ». Louis avait répondu, simple et confiant : « Il viendra ».

Lorsqu'il se remettait en route, pour des séjours passagers en Allemagne, il ne devait pas s'y plaire, outre mesure, bien qu'il en parlât la langue aussi

purement qu'un natif de Hanovre ou de Berlin. Les Allemands titrés affectaient à son égard, c'est-à-dire quand ils parlaient, entre eux, de sa personne, une sorte de dédain mal déguisé. Les principicules et les chambellans des petites cours l'appelaient : *Monsieur Buonaparte*, à la façon des vieux émigrés. Tout au plus daignaient-ils tenir pour des gentilshommes la lignée des parvenus corses. Mais il voyait si haut, par-dessus leur tête, le but ou il visait, qu'il n'y prêtait nulle attention.

Dans la société de Bade, il se savait, du reste, fort recherché. Les instants de *Monsieur* avaient peine à suffire au nombre des invitations. Il se rendait avec une certaine préférence, chez la duchesse de Bethune, au point de susciter des imaginations, que dis-je! des pronostics sur le véritable objet de ses visites multiples. « M^{lle} de Bethune l'épouserait, volontiers, insinuait une fine observatrice, lui ou toute autre Altesse; il en fourmille ici, et de bien pauvres. »

En 1836, nous le retrouvons, en ces parages, faisant des frais de politesse mondaine, caressant des idées de mariage sans fixité, préjudant à son rôle, combinant des plans d'avenir napoléonien avec une insistance qui, de théorique est devenue bien remuante. Il n'y prétendait pas en vain. Sa mère n'avait-elle pas façonné, pour son usage, cette maxime politique terriblement encourageante :

« Ne vous figurez pas que le monde ne puisse être pris, deux fois, au même lacet. »

Encore qu'on le jugeât théâtral, il donnait de quoi penser et craindre aux esprits peu confiants dans la solidité du trône de Louis-Philippe. La spirituelle baronne

du Montet, qui le suivait attentivement, avait le coup d'œil prophétique, lorsque, le 16 août 1836, un an avant « l'ébouriffade » de Strasbourg, elle écrivait, de Bade, à son neveu de Villevieille, en Normandie :

« Le prince Louis-Napoléon, qui est ici et se promène les bras derrière le dos, ne renonce pas, je vous assure, à être empereur de la République. »

Pendant l'enfance du duc de Reichstadt, on remarquait que le petit prince François avait les gestes innés de Napoléon, son père, qu'il avait une manière d'avancer le pied, comme lui, et qu'il tenait continuellement, de la même façon, ses mains derrière le dos. Louis-Napoléon, sans doute, jugeait que son titre d'héritier présomptif l'obligeait à remettre en scène ces attitudes. On en faisait la remarque, autour de lui : visiblement il tendait à inculquer l'idée qu'il y avait du Napoléon dans son maintien et l'air de sa démarche. Évidemment il était désigné par la nature autant que par la naissance pour continuer le geste héroïque.

Il était entouré de jeunes gens, auxquels il avait communiqué l'élan, l'enthousiasme. Enflammés d'une ardeur romanesque, ceux-ci imaginèrent de donner une fête à leur héros, parmi les ruines illuminées du vieux château de Baden. Pendant une heure ou deux, ils chantèrent, toastèrent, discoururent avec fièvre dans l'ombre environnante de la forêt. Le plus fervent de la troupe, Richard de Querelles voulut accroître l'intérêt du spectacle: on le vit, mettant un genou en terre devant Napoléon, lui prêter l'hommage lige dans les formes solennelles qu'affectait, au temps de la chevalerie, le vassal fidèle à son suzerain. C'était la foi complète dans toute sa chaleur de prosélytisme.

Singulier contraste ! Il n'y avait pas longtemps, on avait vendu, à Vienne, sur les instructions de l'ex-roi Jérôme, qui faisait argent de tout, les insignes meublants de son ancienne souveraineté et jusqu'aux franges d'or et de velours du trône, dont il avait eu l'étréne par le caprice d'un soldat heureux. Il abandonnait à leur sort les derniers lambeaux d'une défroque royale, dont il n'était que trop sûr de n'avoir plus à se servir. Les jours et les nuits, pourtant, lui avaient été bien agréables, à Cassel, entre ses favorites et ses compagnons de plaisir ! Il avait joué son rôle de roi de théâtre, avec une conviction dans le geste et un apprêt dans le costume dont il fut, le premier, ébloui. Mais ces temps-là étaient passés, définitivement passés et abolis.

Bien différentes étaient les idées de son neveu jouant, à Baden, la figuration d'un premier rôle, qu'il voudra remplir tout du long. Exilé, disposant de moyens relativement réduits, sans fortune appréciable pour l'employer à de si grands desseins, sans prestige personnel, sans élément d'action politique ou morale que le reflet d'une gloire cruelle, sans autre ressort d'âme qu'une sorte de foi superstitieuse en son mandat providentiel, il s'était créé cette conviction qu'il n'appartenait pas à la vie commune, qu'une force le poussait, l'entraînait, dont il n'était pas le maître, et qu'il devrait aller, marcher jusqu'au but fatidique inscrit devant ses yeux. L'air du temps et les circonstances extérieures favorisaient étrangement cette exaltation concentrée.



Depuis que la France jouissait, dans l'abondance, d'une paix, si ardemment souhaitée par elle qu'en 1814

et en 1813 elle avait presque acclamé les ennemis, qui la lui rapportèrent; depuis que les affections de famille se sentaient rassurées; que les mères n'avaient plus à trembler pour leurs fils au berceau; que les jeunes gens pleins de force et de santé ne se voyaient plus arrachés à leurs amours et à la culture des champs; et qu'un chacun, dans la ville ou à la campagne, n'était plus exposé à se battre pour son compte, une étonnante ferveur s'était emparée des imaginations en l'honneur des idées guerrières. Victoires et conquêtes étaient la devise d'un chauvinisme sans péril. La poésie réchauffait à l'éclair des batailles de la Révolution et de l'Empire ses ardeurs lyriques. Un idéal légendaire s'était formé, où rayonnait l'image de Napoléon, dégagée des misères et des désastres, qu'il traîna derrière son vol de gloire. Et l'opposition libérale elle-même, amplifiant l'illusion populaire, ajoutant son erreur à celle du gouvernement qu'elle combattait, travaillait pour grossir un courant, qui n'avait du libéralisme que les dehors osément exploités. Par un calcul politique traversé de maladresse, sous le prétexte de vivifier les sources du patriotisme, les princes d'Orléans travaillaient, de leurs propres mains, à la réfection des voies conduisant à l'empire. Par le désir de glorifier le drapeau tricolore, dont ils avaient la garde, ils s'appliquaient de toutes leurs forces à ressusciter le culte de l'épopée napoléonienne. Et le bonapartisme, attisé de leur souffle inconscient, renaissait de ses cendres.

Pleins de zèle et de témérité, ils ramenaient, en grande pompe, la dépouille du prisonnier de Sainte-Hélène sous la coupole des Invalides. Enfin, indulgents jusqu'à l'ultime faiblesse, ils encourageaient les Napo-

léonides à renouveler la trame de leurs complots impunis. Tout ce qu'entreprenait, patriotiquement et sans frais de guerre, la monarchie constitutionnelle pour flatter le sentiment national, relever la gloire des anciens triomphes si chèrement payés, et se faire pardonner, en quelque sorte, une politique de sagesse et de paix, se retournait contre elle et profitait à ses ennemis.

Elle avait haussé la voix, afin d'obtenir du gouvernement de Palmerston la reddition des cendres de Napoléon. Un prince royal avait été envoyé directement à Sainte-Hélène, afin d'y recevoir le cercueil de l'immortel vaincu. Ces dépouilles d'une gloire éclatante et funeste, élevée jusqu'au ciel sur des monceaux de victimes, on les avait ramenées triomphalement à Paris.

Des cérémonies grandioses s'étaient organisées dans la capitale, sous les auspices du gouvernement. Mais la maison d'Orléans avait joué un rôle dangereux en exaltant les imaginations populaires, en relevant le drapeau miraculeux de Marengo et d'Austerlitz, en fournissant des armes aux ambitieux de la même race, impatients de rentrer en scène.

Louis-Napoléon, qui saisissait toute occasion d'intervenir sous la forme d'un rappel opportun ou d'une profession de foi appropriée, n'avait point laissé perdre celle-ci non plus :

« Ce ne sont pas seulement les cendres, écrivait-il, ce sont les idées de l'empereur qu'il faut ramener en France. »

Voilà bien à quoi avait abouti l'imprudente glorification napoléonienne, dont la monarchie de Juillet avait assumé l'initiative et la mise en montre... Elle fournissait les torches pour incendier sa maison.



Charles-Louis-Napoléon était entré, depuis quelque temps, en d'actives relations avec un homme de caractère aventureux, dont il ne pourra plus se passer, jusque par-delà le succès final, c'est-à-dire jusqu'aux jours, où le zèle tracassant du serviteur finira par embarrasser les sympathies du maître. Devenu l'Empereur et gêné de ses souvenirs, Napoléon, alors, dira, avec un air de double ingratitude : « J'ai mes deux boulets, Morny et Persigny. » Car, il est question, à cette place, du dernier nommé.

Avec sa physionomie ouverte et résolue, à la fois, on sent notre Fialin pressé d'entrer en campagne. Sans état et sans fortune, quoiqu'il fasse grand bruit d'un héritage considérable, sans condition de naissance bien attestée, malgré qu'il se réclame d'une des plus illustres familles bretonnes, il a été renvoyé de l'armée, où il occupait un rôle subalterne, pour des actes d'insubordination notifiée. Depuis six années, il est en quête d'une situation, qui soit à la taille de son ample appétit. Homme prudent et avisé, quoique militaire, il est habile aux missions secrètes, pourvu qu'on l'en récompense proportionnellement à sa peine. Il fut royaliste, il se montrerait, à la rigueur, républicain; il s'est converti, désormais, dévotement, fanatiquement, à l'idée napoléonienne. On l'appelle encore Fialin; mais il a quitté, récemment, son nom patronymique pour prendre le titre de vicomte de Persigny, appartenant à sa famille, assurait-il, bien qu'elle eût négligé de le porter. « Nous autres, des grandes

maisons », s'habituerait-il à dire, plus tard, quand il sera comte, quand il aura été créé duc par le bon plaisir de Napoléon III. A l'en croire, il compte parmi ses alliances les Montmorency, les Mortemart, les Cossé-Brissac; M^{me} de Cossé-Brissac, sa sœur, aurait pour proche parente M^{me} de Rothelin d'Orléans, de la famille des princes occupant le trône de France. En dépit de ce magnifique parentage royaliste, qui semble l'ignorer, lui qui le connaît et le détaille si complaisamment, il joue tout son avenir sur la carte du bonapartisme.

On a, souventes fois, sa visite au château d'Arenenberg, un vrai foyer de conspiration, animé, stimulé par la présence d'Hortense Bonaparte, quoi que prétende l'ex-reine de sa tranquille sagesse, de son inaltérable résignation, de son parfait désintéressement politique (1).

Au commencement de cette année 1836, il a rejoint, à Bade, le prince et son cortège en formation. De nombreux officiers s'y rencontrent avec lui. Ce sont les premiers partisans actifs du prince, en espérance d'avancement rapide. On y remarque un lieutenant de pontonniers, Armand François Rupert Laity, qui fera parler de lui, dans l'affaire de Strasbourg. La conjuration s'organise. Elle a son lieu de réunion, chez une chanteuse de grande beauté, Eléonore Brault, veuve de Sir Gordon Archer, commissaire des guerres de Sa Majesté Britannique. On dit d'elle qu'elle a le cœur hardi et

1 « Il est singulier que je n'aie jamais souhaité que l'ombre et le repos et que la destinée me place, sans cesse en évidence. » Hortense, *Fragments de mémoires inédits*. « Mon ambition eût été de vivre la, ignorée, oubliée, pour le reste de mes jours. » (*Id.*, *ibid.*)

L'instinct aventureux, qu'elle fut aux Indes, avec son mari, qu'elle y avait chassé le tigre, avant d'attirer le public des capitales européennes au charme de sa voix. Pour le moment, l'amour et la politique ont lié partie, en son domicile changeant, tantôt à Bade et tantôt à Strasbourg. L'amie intime de Persigny, avant de passer aux bras de Louis Bonaparte, Éléonore, était doublement passionnée pour l'acteur et pour la pièce. Des affiliés s'inscrivaient, de jour en jour, séduits à l'appât des promesses illimitées. Que n'ont-ils, avec leur zèle, les moyens d'action attachés aux grandes situations et aux grades élevés ! C'est le point faible de leur groupement. Une première démarche auprès d'un aide de camp du général Voirol, commandant la 3^e division militaire et dont l'adhésion serait d'une importance extrême, n'a pas obtenu gain de cause. Le prince se hasarde à en risquer une seconde, qu'il adresse directement à cet ancien combattant d'Austerlitz. Les termes de la lettre, qu'il lui fait tenir, le toucheront, sans doute. Se sentant seul et triste, il voudrait épancher son âme dans la sienne : il voudrait, à la faveur d'un rendez-vous, dans les environs de Bade, converser, cœur à cœur, avec le vaillant général, de ses campagnes et de l'empereur. On n'attendrait de lui qu'un mot de réponse ; on le prierait seulement de le remettre au porteur du message. Laconique en son verbe, Voirol n'avait envoyé, en effet, qu'un mot : « Tout ce que je puis faire pour le prince, répliqua-t-il, c'est de lui donner un quart d'heure pour repasser le Rhin. »

De l'inflexible Voirol on s'est retourné du côté d'Exelmans. Celui-ci aurait meilleure mémoire, peut-être. Il n'aima jamais les Bourbons ; il en avait fourni

des preuves publiques, à ses dépens; en outre, la chaleur de ses sentiments était faible à l'égard de la branche cadette : il ne refuserait pas son bras énergique au soutien d'une belle cause, d'une cause toute française. Il mènerait victorieusement le bon combat. On a envoyé vers lui le lieutenant-colonel de Bruc, à dessein de le pressentir. Mais le messager s'est heurté contre une porte close... L'embauchage militaire n'allait pas aisément.

Louis-Napoléon tenait de sa mère une volonté persévérante. Par un suprême recours, il fit appel au colonel Vaudrey, commandant un des régiments de la garnison de Strasbourg.

Ami de la belle Gordon et fervent adepte d'une cause dont on n'avait fait miroiter devant son imagination prévenue que les souvenirs mémorables et les radieux espoirs, Vaudrey se laissa convaincre qu'il ne serait point le seul homme d'action à provoquer un changement désiré du pays, mais que l'appui simultané de plusieurs régiments français répondrait à son élan. Le prince, à plusieurs reprises, lui avait adressé des lettres, sous des noms supposés. Persigny s'était entremis pour ébranler ses derniers doutes. De tout l'ascendant qu'elle savait exercer, comme femme, sur l'âme du vieux soldat, Eléonore enflammait son courage et stimulait son dévouement. Comme elle feignait de mettre en doute la fermeté de sa résolution :

« Ma volonté, répondit-il, se montrera égale, sinon supérieure à celle des autres. Je ne resterai pas en arrière, quand il faudra vraiment agir. »

Fort de sa conviction, décidé à relever l'aigle impériale ou à tomber victime de sa foi politique, Louis-

Napoléon avait résolu de jouer le tout pour le tout, dans Strasbourg. Il commencerait, là, cet essai de révolution par l'armée qu'on verrait, en cas de réussite, se propager de ville en ville jusqu'au cœur de la France. Il s'imaginait, reçu d'enthousiasme par la garnison, accueilli par ses chefs comme un rénovateur des gloires de l'armée et rendu maître, pour la suite heureuse de ses desseins, des ressources considérables en hommes, en numéraire, en approvisionnements, d'une place de guerre de premier ordre. Il en avait l'impression anticipée, le retentissement de ce coup d'éclat aurait dépassé l'Alsace; de proche en proche le mouvement gagnerait les Vosges, la Lorraine, la Champagne. Et ce serait, ensuite, la marche fabuleuse jusqu'à Paris, la monarchie de Juillet s'éroulant d'elle-même et l'Empire se relevant de ses ruines magiquement.

Mais, si les espérances étaient grandes, les risques ne l'étaient pas moins.

Pour ménager à sa mère des alarmes, dont l'expression anxieuse eût affaibli son courage, il s'abstint de lui confier l'imminent péril. Comprimant une vive émotion intérieure, il lui annonça, du ton accoutumé, qu'il partirait, le lendemain matin. Il devait assister à une chasse de quelques jours dans la principauté d'Hechingen.

C'était le 25 octobre de l'année 1836, la sixième du règne de Louis-Philippe. Parcourant en voiture le chemin, qu'il avait eu l'occasion de suivre, trois mois auparavant, pour aller à Himkirch et à Baden, le 27 il s'arrêtait à Lahr, y passait la nuit, puis, intentionnellement, retournait sur ses pas, traversait Fribourg, Neu-Brisach, Colmar, et, le soir même, arrivait pour y dormir

au n° 7 de la rue de La Fontaine, chez la belle Éléonore Brault.

Les conspirateurs s'étaient donné rendez-vous sous les murs de la vieille cité alsacienne. Leur plan était déterminé dans ses parties principales. La sédition éclaterait exactement, le 30 octobre, dès l'aube.

Ils avaient emporté avec eux, enfouis dans les profondeurs de leurs malles, des uniformes neufs galonnés d'or et brodés à la marque des grades supérieurs, où les ont promus, du jour au lendemain, des brevets tombés du ciel. Persigny, l'ancien sous-officier de husards, revêtirait l'un de ceux-là, à titre de capitaine; un nommé de Grécourt, qui ne fit jamais que passer en spectateur devant les rangs militaires, étrennerait, pour la grande circonstance, un costume tout flambant d'officier d'état-major; et le commandant Parquin aurait l'honneur d'être appelé, d'après l'habit : général.

A ces uniformes on avait joint la plaque étincelante et le grand cordon de la Légion d'honneur revenant, par droit de naissance, au prince en tournée de revendications souveraines; un drapeau tricolore surmonté d'une aigle et pieusement enroulé dans son étui, — le drapeau que La Bédoyère porta au-devant de l'empereur, à Valence; — enfin des rouleaux d'or, dont on garnirait les poches des soldats, afin d'échauffer leur zèle.

Le surlendemain de l'arrivée de Louis-Napoléon, le colonel Vandrey frappa à la petite chambre, qu'il occupait. Tous deux devaient régler la conduite des opérations. Il fut convenu que le prince et le commandant du 4^e d'artillerie se porteraient en tête du régiment, au point de la ville où demeurait le général Voirol. L'issue de cette démonstration ne serait pas douteuse,

croyaient-ils. L'ancien combattant de Waterloo ne résisterait point à la vue de l'héritier de Napoléon se présentant aux vœux de la France, sous le symbole acclamé.

Le soir du même jour, accédait au 7 de la rue de La Fontaine un autre visiteur. Il devait mener le prince dans le lieu de mystère, que les conspirateurs avaient choisi pour la réunion générale. Côte à côte, ils traversèrent la ville par un beau clair de lune illuminant d'espoir l'entreprise hasardeuse du jour suivant. Tout en marchant d'un pas hâtif, « le prédestiné » s'entretenait avec son compagnon d'une heure de ce qu'on allait tenter et de ce qui pourrait advenir de bon ou de mauvais; il lui rappelait qu'on s'était engagé dans une grosse partie; il ajoutait que lui-même, s'il n'emportait point le succès, n'aurait guère d'illusions à conserver; que, pourtant, il n'avait pas quitté une existence heureuse pour des risques aussi graves, uniquement par ambition personnelle, mais qu'une voix intérieure l'entraînait, qu'il ne pouvait s'empêcher d'obéir à l'impulsion, que tel était son sort, parce qu'il avait une mission à remplir.

Mais on était arrivé au but de cette course nocturne : une maison de la rue des Orphelins, où tous les partisans étaient réunis en deux chambres du rez-de-chaussée. Le prince entra. Les mains se joignirent. Un pacte fut conclu entre ces soldats de fortune et leur chef. Dès ce moment, prononça-t-il, leurs cœurs étaient liés pour la vie. Les noms de ceux qui avaient embrassé sa cause, « la seule cause nationale en France », ne s'effaceraient plus de sa mémoire. Ils partageraient avec lui toutes les chances de la bonne ou de la mauvaise fortune. Une éclipse temporaire pourrait se produire, une

attente plus ou moins prolongée pourrait s'envelopper d'ombre, jusqu'à l'heure prévue par une providence invisible pour le couronnement d'une grande œuvre. La récompense leur viendrait certaine, tôt ou tard : il en avait reçu l'avertissement surnaturel.

L'instant décisif approche. Il sonnera, en même temps que la sixième heure. Bien long leur en paraît l'intervalle et bien lourd le silence des minutes, entre le tintement des heures. Enfin, le petit jour se glisse à travers les vitres. La trompette matinale du quartier d'Austerlitz a résonné. Déjà, c'est un grand tumulte dans la rue. Des soldats passent en s'interpellant; des cavaliers courent, au galop; des fenêtres s'ouvrent et se ferment. Quelqu'un des affiliés se montre et prévient Louis-Napoléon que le colonel est prêt à le recevoir dans la caserne.

Le prince y est arrivé, bientôt, ayant à sa droite Parquin en uniforme de général, et à sa gauche le lieutenant de Querelles, en chef de bataillon et portant l'aigle haut et ferme. Deux officiers le suivent. Le régiment est rangé en bataille, en dedans des grilles. Sur une pelouse stationnent quarante canonniers à cheval. Bien en face de ses troupes se tient le colonel Vaudrey. Il a tiré son sabre et s'apprête à haranguer les soldats encore mal éveillés et perplexes de ce qu'on attend d'eux.

Tout à l'heure, dans un colloque intime avec Éléonore Brault, la zélatrice passionnée, qui lui reprochait presque sa tiédeur et son défaut d'élan, il avait promis qu'on ne le trouverait pas des moins déterminés, au moment où il faudrait passer des mots à l'action. Il commencera par faire preuve d'une audace étonnante de paroles. A ses canonniers, aux soldats rangés devant

lui, il affirme qu'une révolution s'est accomplie. L'empire et l'empereur ont revécu. Leur devoir à eux est tracé. Il a la certitude qu'ils ne manqueront pas de le remplir. Tous voudront, aussitôt, crier, d'une voix unanime et chaleureuse, avec lui : *Vive Napoléon!* Bien étonnés de ce qu'ils ont entendu, ces hommes s'entre-regardent et se demandent : Quel empereur? Quel Napoléon (1)? Serait-il vraiment ressuscité, l'Autre, le victorieux? Ou bien serait-ce un fils, un neveu, dont on leur parle et qu'ils devront élever sur le pavois?

Mais l'inconnu pour lequel on mène si grand bruit, à son tour, fait un pas et prononce son allocution, martelée d'un accent étranger. Résolu de vaincre ou de mourir pour la cause du peuple français, c'est au 4^e d'artillerie, où Napoléon I^{er} son oncle servit, comme capitaine, c'est au fidèle régiment qui lui ouvrit les portes de Grenoble, au retour d'Elbe, qu'il a voulu se présenter, tout d'abord, parce qu'entre ce régiment et lui vivait un immortel souvenir. Et saisissant l'aigle d'un geste pathétique, il l'exhausse à leurs yeux. Indé-

1 Lorsque l'on instruira l'affaire de Strasbourg, des témoins nombreux passeront devant la barre. En feuilletant la *Gazette des Tribunaux*, nous relevons, parmi les dépositions, un passage vraiment typique de l'état d'esprit des soldats, qu'on pressait de marcher d'enthousiasme. On questionne le nommé Marcot, canonnier au 4^e régiment d'artillerie. Il s'explique en ces termes dénués d'artifice :

« Quand nous avons été rangés dans la cour, le colonel et quelques autres, dont un jeune homme qui avait un petit chapeau, sont venus. Alors, le colonel nous a parlé d'une révolution, de l'empereur, et on a crié : *Vive l'Empereur!* J'ai crié comme les autres, mais après, j'ai dit à un camarade : « Ah! çà, quel empereur? Quel Napoléon? Un camarade m'a répondu que c'était le neveu de l'empereur, un deuxième que c'était son fils, un troisième, un vieux de la batterie, que c'était l'Empereur en personne, à quoi que j'ai dit que je n'y croyais pas... Voilà tout ce que je sais, sauf qu'ensuite j'ai bu la goutte avec le fourrier. »

cis, ils considèrent le jeune homme en petit chapeau, qui les harangue. C'est donc celui-là et pas un autre qu'ils auront à suivre aveuglément? Mais, ils vénèrent leur commandant; ils souhaitent du nouveau, pour la curiosité seule de cette nouveauté. Quelques-uns poussent des vivats, que d'autres répètent. L'entraînement gagne le reste de la troupe, de file en file.

Les prodromes de la journée étaient encourageants, quoiqu'on ne sentit point frémir ce courant d'enthousiasme, qui enflamme les cœurs et les porte en avant. Mais les suites ne répondirent point aux espérances du début. On sait, de l'avoir lu en bien des récits, avec quelle soudaineté tourna le vent et quelle fut la solution sans grandeur de cette équipée hardie.

D'une caserne à l'autre, du quartier d'Austerlitz à celui de Puykesmatt, par la petite ruelle y conduisant du faubourg de Pierre, le trajet n'avait demandé que fort peu de temps. Aussi prompt fut le revirement des impressions. Un instant d'incertitude chez les hommes de la seconde caserne; l'autorité ressaisie, presque aussitôt, par leurs officiers; une courte mêlée des troupes agitées de sentiments contraires; le colonel Vaudrey, tour à tour arrêté par l'infanterie adverse et délivré par ses canonnières pour demeurer finalement aux mains des amis de l'autorité; le prince acculé dans sa vaine résistance, entre les chevaux et le mur, sans pouvoir bouger; et sa mise en arrestation, sa conduite au corps de garde, où l'a précédé le commandant Parquin : tels ont été les incidents de « l'échauffourée ». Puis, on eut : le transfert des conjurés dans la prison neuve; leur premier interrogatoire, au greffe, où ils se sont retrouvés tous; la séparation forcée le prince et de ses compagnons.

malgré qu'il réclamât avec une rare vigueur de partager leur sort; son départ, le 9 novembre au soir, sous la forme d'un enlèvement, dans la voiture du général Voirol et du préfet Choppin d'Arnonville; enfin, son arrivée, le surlendemain, à 2 heures du matin, dans la capitale, où il échoue, brisé de fatigue et d'émotions, à la Préfecture de Police.

Son imagination, disions-nous, avait attendu de « la Grande Aventure (1) » un tout autre réveil. S'il n'en eût dépendu que de sa volonté, il n'aurait pas réduit aux proportions d'un coup de main malheureux des desseins combinés à plusieurs, et qui s'étaient inspirés du sentiment général de la France, lasse de subir une autorité bourgeoise, sans vigueur ni prestige. L'acte du 30 octobre ne serait pas resté un geste isolé; mais, éclatant comme un signal, il aurait suscité l'élan d'un grand nombre de garnisons françaises déjà disposées, préparées, et qu'aurait magnétisées le succès. C'eût été le soulèvement presque immédiat des forces attirées dans le sein d'une vaste conspiration. L'enthousiasme napoléonien eût pénétré au profond des masses. On aurait triomphé, peut-être.

En toute raison et conscience « l'équipée de Strasbourg », dans les conditions où elle fut engagée, ne pouvait réussir que par miracle et passagèrement. Celui qui l'avait entreprise, avec ses instincts fatalistes, préféra rejeter la faute de son échec sur des circonstances qui n'étaient pas à prévoir, des retards causés par un accident de route, des ordres mal compris et

(1) Titre d'un roman de Georges de La Bruyère, fondé sur cet épisode historique.

les coups malchanceux du hasard. « Du sublime au ridicule il n'y a qu'un pas », avait dit le grand homme, son modèle en toutes choses. Par cela seul qu'il se sentait l'héritier d'une dynastie improvisée, il s'était élancé vers le sublime; on crut, après cette chute, qu'il avait sombré dans le ridicule et ne s'en relèverait jamais. Le talisman de son oncle, la bague que sa mère avait reçue de Napoléon et qu'elle lui passa au doigt, par un secret pressentiment, avant qu'il se mit en route, ne l'avait pas tiré d'affaire. Il en avait le regret, mais n'en paraissait point abattu. Sa conviction était que si l'empereur le voyait du haut des cieux, l'Âme glorieuse devait être contente de lui. Son osée tentative avait avorté. Du moins, elle avait annoncé à la France que la famille des Bonaparte n'était pas morte, qu'elle comptait encore des amis dévoués, et que ses prétentions de *rendre au peuple* ce que les étrangers et les Bourbons avaient détruit, n'étaient pas éteintes. Tandis que sa famille le chargeait de blâmes, le traitait de visionnaire, le qualifiait de songe-creux toujours ivre de fumée, et que ses oncles Joseph et Jérôme vouaient aux gémonies ce trouble-fête de leur tranquillité, simplement il se disait : « Nous avons perdu la partie; c'est à recommencer. »

L'occasion ne lui en était pas offerte, pour le moment, quelle que fût, d'ailleurs, l'étrange faiblesse des maîtres du jour.

Il n'avait fait que traverser la prison de Strasbourg, où l'on avait gardé les comparses. Quel sort lui réservait-on à lui-même?

L'inquiétude était grande au cœur maternel. Bravant la loi de proscription, qui pesait sur elle et les siens, la

duchesse de Saint-Leu avait précipité son départ d'Arenenberg pour courir à Paris. Une fois de plus, elle implora la bonté du roi jamais lasse. Parlant à sa mémoire en même temps qu'à son cœur, évoquant le souvenir de services autrefois rendus à la duchesse d'Orléans (1), elle put obtenir, presque en même temps, et l'audience et la grâce.

Toutes choses auraient pu finir plus mal. Il y avait eu, dans le violent épisode de Strasbourg : usurpation de grades, travestissement des insignes nationaux, actes flagrants d'insubordination militaire et d'excitation à la révolte. Les représailles de la condamnation du duc d'Enghien auraient pu se présenter aux ressentiments d'une monarchie sans clémence. *Durus rex. sed rex.*

Les conjurés se croyaient si bien sous le coup de la sentence capitale que, d'avance, ils s'encouragèrent à subir leur sort stoïquement.

« — Prince, avait dit Parquin, nous serons fusillés ; mais nous mourrons bien.

— Oui, répondit Louis Bonaparte, nous avons échoué dans une belle et noble cause. »

En osant cet acte de rébellion en armes, sur le sol français dont l'accès lui était interdit, le fils d'Hortense avait fait preuve d'un évident courage. Il savait à quels effets de juridiction criminelle il s'était exposé. La

(1) Le prince de Conti, la duchesse d'Orléans mère et la duchesse de Bourbon, tante de Louis-Philippe, avaient obtenu de Napoléon I^{er} d'appréciables atténuations à leurs disgrâces ; et la reine Hortense en avait conservé des témoignages, tels que cette fin d'une lettre à elle-même adressée :

« J'aurais craint de fatiguer Sa Majesté l'empereur en lui retraçant les motifs propres à émouvoir sa magnanimité ; j'aime à me persuader que les bons offices de Votre Majesté produiront cet effet et qu'elle voudra bien rendre justice à la reconnaissance, Madame, de votre servante Louise-Marie-Adélaïde de Bourbon, douairière d'Orléans. »

loi de 1816 bannissait du territoire les Bonaparte, sous peine de mort. Si elle se trouvait atténuée par celle de 1832, le cas d'insurrection déclarée impliquait une sanction beaucoup plus rigoureuse que le seul délit d'atteinte à un arrêté de proscription.

Napoléon I^{er}, chez qui l'hésitation durait si peu pour faire abaisser les canons des fusils dans la direction d'une poitrine humaine; Napoléon, qui, pour des fautes d'indiscipline ou de mauvaise tenue, arrivait si vite à cette sentence impitoyable : *Il faut souvent fusiller* (1), n'aurait pas laissé trainer sa décision en face d'un prétendant, comme celui-ci, audacieux et tenace.

Les procédés de la monarchie bourgeoise n'étaient pas ceux du Consulat. Le prisonnier de Strasbourg n'eut pas longtemps à redouter le sort du prisonnier d'Ettenheim. Louis-Philippe étendit sa clémence jusqu'à faire naître des doutes sur la fermeté de la justice royale (2). Louis-Napoléon avait tenté l'impossible pour lui ravir son trône. Cependant, il accepta les explications maternelles lui représentant cet essai de révolution, ce commencement de guerre civile comme une

(1) « Il faut souvent fusiller; car, il est des hommes intraitables, qui ne peuvent pas être commandés... »

« Le militaire tombe en quenouille. Je veux être inflexible », etc. Voy. la très remarquable anthologie, à la fois philosophique et scientifique, de l'œuvre de Napoléon, publiée par le colonel Ernest Picard, sous le titre : *Préceptes et jugements de Napoléon*, 1913.)

(2) Dans la générosité de Louis-Philippe, a remarqué Thureau-Dangin, entraît une raison de famille. Il voulait, au cas où le jeune duc de Bordeaux aurait été tenté d'imiter sa mère, la duchesse de Berry, en fomentant des agitations légitimistes, pouvoir s'appuyer d'un précédent, afin de le gracier. « J'ai songé au duc de Bordeaux en gracieant Louis-Napoléon, répondait-il à l'étonnement, qu'il lisait dans les yeux des ambassadeurs étrangers. »

étourderie de jeunesse. Il avait soustrait, d'emblée, le premier coupable à la sévérité des juges.

Le 9 novembre, le préfet du Rhin (1) et le général Voirol lui ouvrirent les portes de sa prison et le firent monter dans une chaise de poste.

La complaisance du roi fut poussée plus loin. On s'enquit par son ordre de l'état des ressources momentanées du prince. La bourse du conspirateur s'était vidée pour les frais de l'entreprise avortée; Louis-Philippe s'avisa de la remplir. A Lorient, peu avant que Louis-Napoléon montât sur la frégate, qui l'emporterait loin de la France, le sous-préfet de cette ville lui remit une somme de seize mille francs en or, afin qu'il pût subvenir aisément à ses premiers besoins en Amérique.

Le prince Louis-Napoléon voulut bien reconnaître l'indulgence inespérée, qui s'était employée en sa faveur. Il en remercia le roi, d'une plume abondante, ayant encore à lui demander qu'il fit grâce également à ses amis. Cette démarche remplie, il continua de protester contre son expulsion, d'abord, et, par système ensuite, contre un gouvernement dont l'élection n'avait pas été sanctionnée.

(1) Victor de Nouvion.

CHAPITRE CINQUIÈME

En revenant d'Amérique.

Il partit, donc, à bord de l'*Andromède*, se lamentant d'être libre, quand ceux qu'il avait entraînés à sa suite gémissaient sous les verrous (1), et s'exhalant en plaintes sur l'étrange situation, qui le condamnait à recevoir des bienfaits de ceux auxquels il aurait voulu faire beaucoup de mal.

Des ordres supérieurs avaient été donnés pour que le voyage fut effectué, à pas de tortue, si l'on peut employer cette expression, quand il s'agit d'un bateau, c'est-à-dire à petites bordes et par le plus long itinéraire. La destination serait New-York : mais on devrait y atterrir, en prenant par le Brésil (2). Louis-Philippe avait trouvé cet ingénieux moyen de faire promener le

(1) « En recouvrant ma liberté, je n'ai pensé qu'au drapeau et aux compatriotes que je quittais, et je n'ai éprouvé qu'un sentiment de douleur profonde. » *Lett. à Vieillard*, New-York, 30 avril 1837. De la honte du roi pas un mot.

(2) « Au 32^e degré de latitude, le commandant de la frégate a ouvert des ordres cachetés et écrits de la main du ministre de la Marine, qui lui enjoignaient de me conduire à Rio-Janeiro, de ne pas me débarquer, d'empêcher toute espèce de communication et, après avoir fait les approvisionnements nécessaires, de me conduire à New-York. » *Id., ibid.*

prince en mer et aux frais de l'État, pendant cinq mois, assez de temps, pensait-il, pour calmer ses fièvres de conspiration. En cours de route, Louis-Napoléon récrivit au roi, en faveur des prisonniers de Strasbourg. Qu'il leur pardonnât, qu'il leur épargnât, comme à lui-même, de passer en Cour d'assises, qu'il les rendit à l'air salubre des champs, que Sa Majesté prit en pitié d'anciens soldats, qui s'étaient laissé séduire par de glorieux souvenirs, et il lui en aurait « une reconnaissance éternelle ».

En débarquant, la première nouvelle qu'il reçut fut celle de l'acquiescement (1) de ses amis, qui, sous un maître moins débonnaire, ne s'en fussent pas tirés à si bon compte. S'occupant encore d'eux, avec sa générosité de cœur incontestable, il avait fait un nouvel appel (2) à la sollicitude de sa mère, pour qu'elle leur aidât, d'une somme d'argent qu'il avait mise en dépôt chez un banquier, à supporter les frais du procès. Il pouvait bien s'en dessaisir, sans en éprouver de regret ni de gêne, maintenant qu'il était en Amérique et n'avait plus

(1) « Quand on connut à Genève le verdict d'acquiescement prononcé par le juge de Strasbourg, ce fut une joie pour les Bonapartistes et une stupeur du côté des gouvernementaux. Le fait est que, toute opinion à part, l'acquiescement d'hommes ayant tenté un coup de main dans les conditions que l'on sait, était pour le moins stupéfiant ». Georges Duval, *Napoléon III*, p. 191.)

(2) Dès le 11 novembre, avant de partir pour l'Amérique, il lui avait adressé ces mots les concernant :

« Je vous prie, ma chère mère, de veiller à ce qu'il ne manque rien aux prisonniers de Strasbourg; prenez soin des deux fils du colonel Vaudrey, qui sont à Paris avec leur mère. Je prendrais bien mon parti, si je savais que mes autres compagnons d'infortune auront la vie sauve; mais, avoir sur la conscience la mort de braves soldats, c'est une douleur amère, qui ne peut jamais s'effacer ».

que des besoins très mesurés; désormais, il *allait y travailler et vivre en cultivateur*.

Tout en parlant de saisir le soc de la charrue, il n'avait, guère, changé ses habitudes européennes. Le général Watson Webb, la première connaissance qu'il eût faite à New-York, le représentait comme un gentleman plein de douceur et de réserve, recherchant de préférence, la société des vieillards et des femmes. Il ne s'en tiendra pas, longtemps, aux vellétés rurales de tout à l'heure et n'aura pas besoin qu'on vienne le tirer de son champ, comme un Cincinnatus. Très attentif au choix de ses fréquentations, il se répandait, à New-York, dans quelques familles distinguées par le sort ou par l'intelligence de ceux dont elles se composaient, chez les deux Stewart, chez Washington Irving, l'un des plus grands écrivains des deux mondes, le chancelier Kent, les Clinton et les Livingston. En ces maisons hospitalières on s'intéressait à l'entendre, causant de ses malheurs, avec l'accent qu'il savait y mettre; car, il se posait en victime et il eut toujours besoin qu'on le crût tel en France, pour les sympathies dues à sa cause; ou bien, on l'écoutait portant la conversation sur ses oncles, sur sa mère, sur les membres de sa famille désunie, ou sur les raisons qui l'avaient poussé à brusquer l'affaire de Strasbourg. Il disait combien il avait tenu, surtout, à s'annoncer, à se faire connaître, non comme un aventurier ordinaire cédant à une folle exaltation, mais comme l'ainé des neveux de l'empereur s'efforçant à reprendre, de force, la suite de sa politique. Fréquemment, par un bonheur qu'il appréciait à l'extrême, il se rencontrait en ces lieux avec l'Italien Arese, le plus cher, le plus constant des amis, et dont la cha-

leur de sentiments ne pouvait que le stimuler à la reprise de ses desseins. Ces larges vues, il ne les avait pas abandonnées; il insistait sur ce point, toujours, que sa destinée était inéluctablement liée à celle de la France. « Si j'avais noté chacune de ses paroles, écrivit l'un de ses habituels interlocuteurs new-yorkais, si je les reproduisais, aujourd'hui que ses visions se sont réalisées, on verrait que la plupart d'entre elles furent aussi prophétiques que celles prêtées au prisonnier de Sainte-Hélène (1). »

De douces lettres lui venaient de sa mère, lui offrant d'aller le rejoindre en Amérique, ou le rappelant doucement en Europe, tout en lui conseillant d'attendre avec une patience raisonnée et une résignation pas trop longue l'instant propice. Lorsqu'il reviendrait au pays d'adoption, il se consolerait de l'avoir quitté en constatant que son nom y était resté cher et que pas un habitant de cabane ne se trouvait, au village de Sallenstein, ni aux alentours, qui ne possédât son portrait. « C'est doux d'être aimé ainsi », lui disait-elle, heureuse qu'il fût l'objet de tout cet amour. On se souvenait, en Thurgovie, des précieux services rendus par sa généreuse initiative, des écoles créées, des secours offerts partout où il y avait un malheur véritable à soulager, du concours, maintes fois, apporté, de la meilleure grâce, aux travaux champêtres ou militaires du canton, et de sa belle ardeur, du courage dont il avait donné une preuve si remarquable, lorsqu'il sauva la vie d'une femme et d'un enfant, en se jetant à la tête des chevaux emportés, qui les entraînaient à l'abîme.

(1) Rev. Stewart. *Vindication*.

Cependant, il était très loin d'elle. Et cette séparation trop lourde à son cœur achevait de briser le peu qui lui restait de forces. Impressionnable au point qu'après une grande douleur elle tombait dans un état d'anéantissement complet, d'où l'on aurait cru qu'il ne serait plus possible de la tirer, on la voyait, maintenant, toujours souffrante et triste. D'un appétit si léger qu'elle semblait vivre presque sans nourriture, sa maigreur effrayait les regards amis, anxieux de découvrir un symptôme sur ses traits, un signe seulement d'amélioration survenue dans son être. L'affection de poitrine, dont elle était atteinte, compliquée d'une maladie de nerfs, épreignait ses jours d'une continuelle angoisse. La solidité de son jugement n'empêchait point qu'elle ne fût la victime d'une complexion très fragile. Extrêmement sensible au froid, elle se voyait retenue de force sous un climat âpre et redouté des poumons délicats : elle n'aimait rien tant que la chaleur d'un beau ciel d'Italie, et il lui fallait s'enfermer, durant des jours et des semaines, pour se garder des souffles glacés du Nord ! Elle avait failli mourir, parmi les brumes de la Hollande. A Aix-les-Bains, on la connut bien faible et bien pâle. Dans la sévère Thurgovie elle était loin d'avoir trouvé, disions-nous, la température égale et sereine, qu'on recommandait à sa constitution. Depuis quelque temps, le mal consumant qui avait flétri sa beauté, découronné sa grace, accusait de menaçants progrès. Elle sentait sa vie s'éteindre. Elle fit appel à l'absent, de sa voix douce et plaintive, qu'il crut entendre.

Il ne se demanda point si les décrets de la politique lui permettaient ou non de revenir en Europe. Immé-

diatement il retint sa place sur le paquebot le plus prochain. Le 12 juin, on mettait à la voile. De toute la force de son désir inquiet il aurait voulu presser la marche du navire fendant les flots de l'Atlantique. Le 10 juillet, il avertissait sa mère de son arrivée dans le plein tumulte de Londres, seul et le cœur déchiré, au milieu de parents qui s'éloignaient de lui et d'une foule indifférente. Après un temps d'arrêt nécessité par l'attente de ses passe-ports, que l'adhésion du gouvernement de Louis-Philippe lui permit d'obtenir, sous le nom supposé d'un citoyen anglais (1), il put se remettre en route, mais tourmenté de la crainte que ce ne fût trop tard. Dans la première semaine d'août, il toucha au terme de ses vœux ardents. Par une chaude après-midi, il montait d'un pas pressé la côte d'Arenenberg. Il se retrouvait, après huit mois d'absence, en ces lieux aimés, et se demandait si tout ce qui lui était arrivé dans l'intervalle : la journée de Strasbourg, son enlèvement de la prison, son embarquement, cette promenade en mer interminable, son voyage dans les deux Amériques n'était pas un rêve.

Quelques minutes plus tard, il serrait sa mère contre son cœur, pleurant à la fois de joie et d'émotion pénible; car, si de la retrouver dans ce calme logis lui était infiniment doux, bien douloureuse était son impression à considérer sur le cher visage les signes trop évidents d'une fin prochaine.

Il y eut un instant d'apaisement dans leurs âmes; un court rayon de soleil éclaira leur mélancolie. La malade semblait renaître au sourire d'un beau ciel; on

(1) Dudley.

la portait, deux heures par jour, sur la terrasse du château ; elle respirait mieux et se reprenait à causer. On formait des projets. Et, à la faveur de cette illusion d'un moment, le prince Louis, toujours possédé de sa fièvre ambitieuse et mystique, retournait aux œuvres de la politique. On essayait, entre soi, des répétitions privées, en quelque sorte, de ce qui serait à proclamer plus tard, des grands mots à dire, quand aurait sonné l'heure, et des professions de foi bonapartistes et populaires, qu'on porterait à l'affiche en l'honneur de cette force aveugle : le suffrage universel, qui ne crée pas seulement des députés, mais aussi des dictateurs et des Napoléon.

Son exaltation personnelle ne lui permettait pas de croire qu'il pût s'abstenir d'y songer ni qu'on lui fit un grief d'en avoir préparé la graine. Naguère, il avait promené dans une place de guerre française le drapeau d'Austerlitz. Il s'était offert en holocauste au souvenir du captif de Sainte-Hélène. Un premier insuccès n'avait en rien modifié les dispositions de son âme, sinon qu'il l'avait rendue plus impatiente. Aussi fortement que jamais, il restait persuadé de la nécessité d'établir en France un gouvernement fort, c'est-à-dire un gouvernement qui, n'étant plus le même, pourrait être le sien (1). Lui seul, représentant qualifié de la doctrine napoléonienne serait en droit de constituer ce pouvoir sur les bases de la démocratie. Il n'aurait à comp-

1 Dans un des clubs de la Révolution, un soir, Chamfort monta à la tribune, annonçant qu'il parlerait du despotisme et de la démocratie. Son discours n'eut pas besoin d'être long pour tout dire. Il tenait en ces deux mots :

« Moi, tout ; le reste, rien : voilà le despotisme. Moi, c'est un autre ; un autre, c'est moi : voilà la démocratie. »

compter, en effet, ni sur l'aide ni sur les sentiments de la famille, dont il avait eu la démonstration négative, très récemment encore. Ses oncles Joseph et Lucien, apprenant son arrivée d'Amérique à Londres, quittèrent la capitale anglaise pour n'être point exposés à le recevoir. A leurs reproches, à leurs blâmes indirects ou formels, il avait répondu qu'il ne se reprochait rien, qu'il n'obéissait point à des ressentiments personnels, mais qu'un mobile puissant l'entraînait et s'imposait à lui avec l'autorité d'une religion.

Une nécessité cruelle l'obligea de suspendre l'élaboration de ses programmes empiriques.

L'état de sa mère s'était aggravé au point de ne laisser aucun espoir de salut. Il ne quittait plus le chevet de son lit. Malgré tant de soins assidus, qui lui étaient prodigués pour prolonger sa vie et adoucir ses souffrances, la reine n'avait plus qu'un souffle de vie trop faible pour résister aux âpres vents d'automne. Le 5 octobre, ses hôtes, ses amis, s'étaient rassemblés dans sa chambre, sûrs de l'imminence du fatal instant et ne pouvant retenir leurs larmes, muette expression de leur douleur. « Êtes-vous là? demanda-t-elle d'une voix si basse qu'elle leur parvenait à peine comme un murmure. — Oui, répondirent-ils. — Alors, adieu, mes amis; ne m'abandonnez pas. »

Louis, en perdant sa mère, avait tout perdu, hors la volonté persévérante de suivre, une à une, les exhortations qu'il tenait d'elle et d'obéir jusqu'au bout à son inspiration toujours lumineuse en lui. Il conservera en permanence ses enseignements dans la mémoire et son testament politique devant les yeux. En effet, « la reine Hortense » avait écrit, à son intention, une série, de

réflexions et de pensées, qui furent son évangile actif jusqu'à la pleine réalisation de la seconde expérience napoléonienne.

§

Depuis la disparition de sa mère, il passait les jours, soit à Arenenberg, soit dans le domaine voisin de Gottlieben, non pour cloîtrer son intelligence dans cette sorte de retraite contemplative que lui conseillait, en roi philosophe, Louis Bonaparte, mais pour y respirer le calme nécessaire à sa grande tristesse (1).

Quelques anciens serviteurs et de rares amis de passage composaient toute sa société. De fois à autre, il se rendait à Constance, sous un déguisement militaire qu'il jugeait bon d'adopter. Il revêtait, alors, l'uniforme des soldats de l'armée badoise pour éluder, du même coup, la surveillance de la police française et celle de la police allemande.

En la petite maison, qu'il lui plaisait d'appeler l'*Ermitage de Saint-Napoléon*, fréquemment se présentaient des visiteurs. Il permettait qu'en de certains jours on pût interroger du regard et de la pensée ce coin d'histoire intime.

Des relations de voisinage, qui furent chères à la duchesse de Saint-Leu, s'étaient maintenues discrètes et affectueuses. Il n'avait pas interrompu ses bons rapports avec les dames de Crénay. Il aimait à retrouver

(1) Il avait aussi à mettre en ordre les conditions embarrassées de l'héritage. « Ma mère, écrivait-il d'Arenenberg au roi Louis, m'a laissé bien des charges, bien des obligations et un vieux château à moitié restauré, qu'il faut achever, si l'on veut en tirer quelque chose. Cela sera, d'ailleurs, ma seule distraction de cet hiver. »

en la maison de campagne de la marquise de Crénay, proche de la sienne, M^{lle} de Séréville, future comtesse de Sparre, une très belle personne dont il se montra légèrement épris. Plusieurs fois, il leur avait annoncé d'un accent convaincu dont elles se jouaient : *Un jour, je serai sur le trône de France*. On en riait, on le plaisantait, et, pour faire bonne mine à l'impression produite, il feignait d'en sourire, malgré qu'il prit la chose fort au sérieux. Lorsqu'il sera devenu ce qu'il s'était juré d'être, il n'oubliera pas la marquise de Crénay, ni M^{lle} de Séréville, sa nièce et fille adoptive; bien qu'il leur connaisse des attaches légitimistes très accentuées, il mettra de la coquetterie, dans l'exercice de sa puissance, un jour, à protéger efficacement des membres de cette aristocratique famille, moins pourvue d'argent que de titres (1).

D'une manière courante, il ouvrait sa porte aux confidents de sa politique. Tels le colonel Vaudrey, envers lequel il avait contracté une forte dette de reconnaissance, depuis Strasbourg, et son *fidus Achates*, le missionnaire turbulent de sa cause, l'ancien sous-officier Fialin, qui portera si haut, sous l'Empire, son titre ducal de Persigny. Celui-ci avec sa loquacité, ses exubérances du geste et de la parole, dignes d'un Gaudissart balzacien, ne donnait guère à deviner, dans ce temps-là, qu'il y eût en lui l'étoffe d'un ambassadeur et d'un ministre.

Strasbourg ne les avait découragés ni les uns ni les autres. Ils n'avaient pas de sujet de conversation, qui

1 « Je passais presque toutes mes soirées, en 1848, chez les Crénay, qui, l'hiver, habitaient un joli appartement, en face l'église Sainte-Clotilde. Que de fois j'ai entendu la marquise raconter, dans son salon, des histoires du prince Louis! » (Baron Du Casse, *les Dessous du Coup d'Etat*, p. 27.)

leur fût plus habituel, que de s'entretenir du moment possible où surgirait une occasion nouvelle, et celle-ci décisive.

Dans le salon, contre l'une des parois de cette pièce d'aspect plutôt sévère, se voyait la copie d'un tableau célèbre de David, où l'imagination du peintre s'était élancée sur les pas de Bonaparte franchissant les Alpes. Louis-Napoléon y ramenait souvent les yeux, comme pour s'entretenir dans une idée d'effort et de courage. Un matin que, Fialin étant là, le prince fixait l'image avec une attention plus soutenue que d'ordinaire :

« Oui, mon ami, déclara-t-il à cet associé des premières défaites, préludes d'un grand triomphe; oui, n'en déplaise aux sages, qui ne veulent pas le croire, moi aussi, je franchirai les Alpes et crierai : *En avant!* à la tête d'une armée française. »

De tels propos pouvaient étonner quelques oreilles; ils étaient écoutés comme des oracles de certitude par un Persigny, par un Vaudrey, des fanatiques de l'idée.

En ses heures d'isolement volontaire, il se retirait dans un corps de logis séparé, l'élégant pavillon où sa mère avait fait disposer un appartement pour lui et dont chaque détail révélait le passage d'une attention délicate ou prévoyante. Là, il continuait quelque brochure entamée, mettait en ordre les affaires de la succession et classait, feuilletait les papiers de l'absente. Des fragments de mémoires, d'instructives correspondances, des pages écrites afin de continuer, en quelque sorte, au delà de la vie, la conversation éducatrice de la mère avec le fils. Il relisait les *memoranda* de cette douce ambitieuse, dont les pensées furent en concordance politique si complète avec la signification qu'il

sut leur donner au moyen de ses actes. Il en méditait les enseignements et s'en pénétrait au point qu'ils ne sortiraient plus de sa mémoire, mais deviendraient la règle successive de ses efforts, à l'appui de ses prétentions héréditaires. C'était une suite d'observations, comme celles-ci, étrangement nettes et pratiques de la part d'une femme, qu'on supposait toute de langueur sentimentale et romanesque :

Vous êtes prince, ne l'oubliez pas ; mais, sachez aussi sous quelle loi. Votre titre est de date récente : pour le faire respecter, il faut vous montrer, avant tout, comme capable d'être utile. Lorsque ceux qui possèdent des biens craindront pour leurs avantages, promettez-leur d'en être garant. Si c'est le peuple qui souffre, montrez-vous comme étant, ainsi que lui, un opprimé : faites entendre qu'il n'a de salut qu'en vous.

* *

Le rôle des Bonaparte est de se poser en amis de tout le monde : ils sont des médiateurs, des conciliateurs.

* *

Accueillez chacun, ne repoussez personne, même les curieux, les hommes à projet, les conseillers. Tout cela sert.

* *

Chaque paire d'oreilles est prédisposée à des sensations particulières, chaque esprit est touché d'un genre particulier d'arguments. Employons donc toutes les cordes de la voix, toutes les sortes de raisons. Ne nous

fatiguons jamais d'affirmer que l'empereur était infaillible et qu'il y avait un valable motif national à tous ses actes.

*
* *

Ne manquez pas de publier indéfiniment qu'il avait rendu la France puissante et prospère et que chacune de ses conquêtes apportait en Europe des institutions à tout jamais regrettables.

*
* *

On finit par faire croire ce que l'on dit à satiété; on obtient toujours ce que l'on demande sans se lasser et sur tous les modes, depuis le ton de la litanie jusqu'au rythme fier de l'ode héroïque.

*
* *

En France, on a facilement le dessus dans les discussions, lorsqu'on invoque l'histoire; personne ne l'étudie et tout le monde y croit. *On a beau jeu pour l'accommoder, à sa guise.*

*
* *

Je vous l'ai dit : surveillez l'horizon. Il n'est comédie ou drame qui, se déroulant sous vos yeux, ne puisse vous fournir quelque motif d'y intervenir, comme un dieu de théâtre.

De ce manuel d'impérialisme *ad usum Delphini* ne croirait-on pas voir se dégager, une à une, les raisons déterminantes de toutes les paroles apprêtées, de toutes les formes de séduction populaire, à propos employées

par Louis Napoléon pour capter l'opinion publique, l'allier à sa fortune et s'imposer aux événements?

A défaut de calculs politiques profonds, il se composait un corps de doctrines préparatoires, commodes, élastiques, et laissant une large place au hasard, ce complice du succès, toujours prêt à grandir et à fortifier ce qui s'élève et devient fort. Il s'apprenait à discipliner une âme naturellement chimérique. Il mettait de l'ordre et de la clarté dans un cerveau fumeux. De fait il ne perdait pas son temps, pendant cette période de retraite, au manoir d'Arenenberg.

Le plus doux privilège, que la nature ait accordé à l'homme, c'est de se ressaisir, au plein de la vie, des impressions de l'enfance. Louis Napoléon était attaché par les fibres de son cœur à ce nid de ses jeunes années. En ces lieux, chaque détour de sentier, chaque pas dans le jardin faisait lever devant lui un souvenir tendre ou mélancolique. Chaque pièce de la simple demeure princière, musée de l'amour et de la reconnaissance, lui rappelait le langage expressif et les yeux aimés de sa mère. Il redisait en les traversant : « Elle fut ici. J'entendis là sa voix. Par ses avis, par ses instigations fortifiantes quoique mélangées d'alarmes, elle exhaussa mon âme et lui ouvrit le champ des vastes espoirs. »

Aussi lui agréait-il, pour s'en pénétrer davantage, de faire les honneurs d'Arenenberg aux étrangers de marque, qui lui en transmettaient le désir. Dans la pièce principale de l'habitation, il attirait le regard du visiteur sur une esquisse du roi de Rome aquarellisée par la reine Hortense ou sur une peinture le représentant lui-même, tout enfant, auprès de sa mère en

grande toilette, qui se penchait affectueusement vers lui. A ce sujet, il rappelait, volontiers, des traits de ses premiers ans, dont il avait conservé la souvenance précise. Dans le salon voisin, il goûtait un vrai charme à s'arrêter, en compagnie sympathique, devant un beau portrait d'Hortense de Beauharnais la montrant par un clair de lune romantique, accoudée sur son balcon, songeuse, et dans l'attitude sentimentale qui convenait à sa languissante physionomie.

A de très rares personnes il ouvrait la chambre strictement close, où sa mère avait exhalé le dernier soufle. On y entraît avec recueillement; il entr'ouvrait les écrins, indiquait un tableau, une miniature, désignait d'une main respectueuse des objets qu'elle avait touchés, des reliques chères, dont il espérait bien n'être jamais contraint à se déposséder. Il paraissait s'être résolu à vivre en cette paisible retraite, fort éloigné du monde, pendant quelques mois encore. Brusquement on eut connaissance qu'il en était parti pour aller en Angleterre et se rapprocher des côtes de France.

*
* *

Des incidents sérieux avaient précipité son départ. Malgré que le gouvernement français lui eût rappelé que si l'on avait toléré son passage en Suisse, c'était uniquement pour lui permettre d'y remplir un pieux devoir, il continuait à user de cette tolérance, dont la raison avait cessé. On avait dû procéder aux sommations, mettre en mouvement les ressorts diplomatiques des deux pays, et passer, enfin, aux menaces directes contre le peuple voisin, qui, en ne lui defen-

dant point son sol, encourageait les résistances du prétendant bonapartiste. Un appareil de guerre s'était déployé. Vingt mille hommes avaient été massés sur la frontière. Par point d'honneur et par élan de patriotisme, les autres cantons helvétiques s'étaient solidarisés avec la Thurgovie, parlant d'armer contre cette agression et de courir à un désastre certain, plutôt que de sacrifier à un lâche abandon le sentiment de la dignité nationale. Pour épargner à la Suisse hospitalière une conflagration, dont elle aurait été la victime, Louis Bonaparte préféra quitter son territoire. Il se retira de la Suisse très indigné contre l'intervention du gouvernement français. Plus tard, il renversera la situation : ce sera lui-même, en 1852, qui réclamera de la Confédération helvétique l'expulsion des réfugiés de sa patrie. En attendant, il gagna Rotterdam et s'embarqua pour l'Angleterre.

Le grand asile européen s'était ouvert à lui, pour la deuxième fois. Il n'arrivait pas seul à Londres, mais accompagné d'une suite de sept personnes, des amis éprouvés tels que Fialin de Persigny, les colonels Vaudrey et de Montaudon, et des serviteurs, qui en auraient mérité le titre par leur dévouement absolu, comme Charles Thélin et Fritz Richenbach. Descendu d'abord au Fenton's Hotel, puis dans une autre de ces maisons communes, à Waterloo-Place, il loua, pour y rester jusqu'au mois de décembre 1839, le Carlton-House, appartenant à lord Cardigan, entre Saint-James et Regent-Street, c'est-à-dire en l'un des plus beaux quartiers de la ville. Il avait emporté d'Arenenberg de précieux objets, dont il composa l'ornement de la pièce principale de ce logis particulier : des peintures représentant Joséphine et Hortense de Beauharnais; des

médailleurs de famille, des reliques d'histoire, telles que l'écharpe tricolore portée par Bonaparte, à la bataille des Pyramides. l'anneau du couronnement; les ordres, plaques et croix, qui avaient eu place sur la poitrine de l'empereur et « le talisman de Charlemagne », enlevé par droit de conquête à la tombe fameuse d'Aix-la-Chapelle.

Pendant les premiers jours de son installation, à Carlton-House, il ne songea qu'à composer son personnel (1), ordonner son train de vie, rassembler ses idées et ses meubles. Cependant, une vague de curiosité montait autour de sa quasi-solitude. Ce qui restait de la haute société londonienne, en cette période d'automne, vouée de préférence aux grandes habitations provinciales, était possédé du désir de connaître le neveu du grand Napoléon.

Déjà, lors de son premier séjour à Londres, profitant des hautes sympathies dont sa mère était l'objet, de la part des premières familles de l'aristocratie anglaise, il avait noué des rapports précieux, qu'il eut la satisfaction de retrouver, auprès de lord Holland, de la duchesse de Bedford, de la marquise de Douglas, de lord et lady Grey, du comte d'Eglinton. Des réceptions brillantes lui furent ménagées, dont les journaux rendaient compte. Le duc et la duchesse de Somerset donnèrent un grand dîner en l'honneur de Son Altesse royale le duc de Capoue et du prince Louis Napoléon. Il fut remarqué, au courant des gazettes, que le duc de Wellington lui témoigna des attentions pleines d'in-

1. Ce personnel comprenant alors seize personnes. Il avait une paire de chevaux de trait, un cheval pour un cab et deux chevaux de selle.

térêt: qu'à Lemington le lord-lieutenant du château de Warwick organisa des fêtes, à son intention: qu'à Birmingham, à Manchester et à Liverpool, il obtint les succès d'un héros du jour: et que les ladies rivalisaient de bonne grâce, en leurs réceptions, à lui rendre presque aussi agréable que sa patrie son séjour dans une grande ville étrangère. Entre temps et aux heures de la saison des chasses, il ne résistait point aux invitations qui lui ouvrirent, tour à tour, quelques-uns des plus rians et des plus opulents domaines de la noblesse anglaise en déplacement dans ses terres. Chacun de ces grands seigneurs mettait une sorte d'amour-propre à lui donner, de nouveau, comme ils l'avaient fait pour la reine Hortense (1), une idée aussi complète que possible de l'élégance et du luxe répandus dans ces châteaux avec une splendeur inconnue ailleurs.

A Londres, il fréquentait particulièrement à Gore-House, dans la célèbre *mansion* aristocratique et littéraire, où la belle, l'aventureuse et si imprévoyante lady Blessington brûlait les derniers feux de sa magnificence. C'était là, dans cette demeure fameuse, aux larges pelouses, aux allées superbement plantées d'arbres centenaires qu'avait, autrefois, promené ses pas le pieux Wilberforce *récitant ses psaumes, à grand confort*. Maintenant, aux soirs de la spirituelle lady et sous le gouvernement intérieur accepté du prince consort, autrement dit le comte Alfred d'Orsay, se rejoignaient les plus brillants esprits de la société de Londres ou de celle de Paris en voyage.

La première rencontre de Louis-Napoléon et de lady

(1) Cf. *Fragments de mémoires inédits*.



ANGIENNE VUE DU LAC ET DU PORT DE CONSTANCE

Blessington était un souvenir de jeunesse. Les détails en revenaient à la mémoire du fils de la reine Hortense, sous le jour d'une impression attendrie. C'était par une tiède journée de mars 1828, à Rome; elle habitait à grand luxe le palais Negroni et l'avait quitté pour rendre une visite à la duchesse de Saint-Leu. L'une des femmes, auxquelles on avait le plus souvent répété que du moindre de ses mouvements, de chacune de ses paroles et de sa personne entière émanait le charme de plaire, elle se sentait, à la fois, curieuse et inquiète d'aborder celle qu'on disait être la séduction couronnée. L'entrevue lui fut d'une douceur extrême; comme d'habitude, Hortense se laissa conduire à son clavecin, pour y moduler l'une des romances sentimentales écrites et composées par elle. Pendant la conversation, elle eut des mots et des sourires d'une grâce très aimablement soulignée. Jamais des heures (à moins qu'elle n'en eût oublié d'une félicité plus complète) n'avaient paru si courtes à la visiteuse, qui, la veille, cependant, avait eu l'oreille et l'imagination bercées aux paroles d'un Byron. La reine de Hollande n'était pas seule à tenir compagnie, dans le salon, à la grande dame anglaise. Plein d'attentions et d'amour était, à côté d'elle, son fils le prince Louis. Sous l'impression d'enchantement on baignait l'âme de lady Blessington et qui la disposait à tout idéaliser, celle-ci avait vu en lui un jeune homme ardent et beau, doué de talents nombreux et, de tous points, au moral comme au physique, digne d'une semblable mère.

Elle le retrouvait, à présent, parmi ses illustres invités, distinct de tous, portant sous les airs graves et réfléchis de son visage, la fierté de son nom et la

certitude d'être appelé à en ressusciter la gloire.

Il n'était point de prévenances généreuses et choisies qu'on n'eût à son égard, lorsqu'il résida, plusieurs jours à Brodrick-Castle, chez le duc de Hamilton, son parent. Ses hôtes, pour la plupart, n'envisageaient en lui qu'un prince digne de leur intérêt, sans doute, mais ne possédant aucune chance prévoyable de s'élever à plus d'éclat et de puissance; chez le duc de Montrose, on le traita en véritable empereur. Et il n'en paraissait point surpris, parce qu'il n'y voyait qu'une prétention de date, une démonstration anticipée de ce qui serait ou pourrait être.

« Croyez-vous, écrivait le *great iron duke*, lord Wellington, que ce jeune homme Louis-Napoléon ne veut pas se laisser dire qu'il ne sera jamais empereur des Français! »

Lui rappeler, en manière de doute, l'issue malheureuse de l'affaire de Strasbourg ne faisait qu'amener sur ses lèvres un sourire énigmatique. S'il paraissait distrait, absent, au milieu des réjouissances dont il avait à prendre une part, c'est qu'en réalité sa pensée n'était pas là; il songeait, perdu dans une vision soudaine et qu'il était seul à percevoir, il songeait, les yeux ouverts, aux résolutions qu'il aurait à convertir en démonstrations positives, pour la famille des Bonaparte, lorsqu'il serait monté sur le trône.

Le duc de Newcastle, qui le voyait souvent, au Brodrick-Castle en reflétait l'exacte impression, au hasard d'une impression communiquée à sir Archibald Alison :

« Nous allions, le prince Louis-Napoléon et moi, chasser ensemble. Mais ne nous souciant, alors, beau-

coup de sport, ni l'un ni l'autre, nous préférions nous asseoir dans la bruyère et nous entretenir de sujets sérieux. Il ouvrait toujours la conversation sur ce qu'il aurait à réaliser, lorsqu'il porterait la couronne, et je suis convaincu que cette idée ne l'a pas abandonné, **un seul instant.** »

Il ne pouvait en confier le sentiment qu'à un bien petit nombre de personnes, retenu par la crainte de n'être pas compris ou de passer dans l'esprit des autres pour un cerveau brûlé. Il s'y enfermait tenacement avec une secrète jouissance; et cette concentration silencieuse l'avait fait appeler « le prince Taciturne ». On était moins sceptique sur la mission de Louis-Napoléon, chez lady Blessington. Elle était romanesque. Une partie de son existence avait eu la magie d'un conte de fée; elle aimait le rare et l'extraordinaire et se formait des vues magnifiques sur le miracle de cette résurrection d'empire, qui, sans doute, la ramènerait, — ainsi que l'inséparable ami, le comte d'Ossay — dans ce Paris, qu'elle avait tant émerveillé, aux jours prolixes, **par la tenue de ses équipages.**

Ce qui soutient et console, par-dessus tout, c'est l'espérance; ce qui déçoit et leurre davantage, c'est encore cette sœur de l'illusion. Mais l'espérance était entrée dans l'âme de l'ancien carbonaro des Romagnes comme une réalisation prématurée. Il s'était fait de sa mission napoléonienne (nous l'avons, à plusieurs reprises, constaté) un article de foi. Riche d'hypothèques prises sur l'avenir, il se voyait, du fond de l'exil, distribuant des places, des titres, des distinctions, à ceux qui auraient **partagé cette foi.**

CHAPITRE SIXIÈME

De l'exil à la prison d'État.

Sans s'étonner de l'incommensurable distance qui séparait ses désirs de leur couronnement possible, n'ayant qu'une poignée d'auxiliaires et pas beaucoup d'argent ni d'autorité personnelle, il s'était dit, tout à coup : « Allons et renversons le gouvernement de la France, pour nous mettre à sa place, sous l'égide du système napoléonien ».

Il s'ouvrit de cet osé dessein à un négociant de Florence, en voyage à Londres, le banquier des Bonaparte et, de plus, un machinateur émérite, qu'il voulait charger de l'organisation matérielle du complot. Son nom était Joseph Orsi; son âge, trente-deux ans. Il le trouva, de prime abord, contraire à l'entreprise. La première entrevue fut longue et d'allure vive, sans aboutir à aucune conclusion. Orsi objecta les arguments les plus raisonnables pour l'éloigner d'une aventure, que n'encourageaient ni les circonstances présentes ni les ressources d'action fort réduites dont on disposait. La sagesse lui commandait de rester sous sa tente, en apprêtant ses armes. Mais le prince débordait d'impatience. Il jugeait l'heure excellente pour réveiller les

sympathies populaires autour de son nom par un coup d'éclat. Trop de temps pourrait s'écouler avant que l'appelât, d'elle-même, la voix du pays. Le 18 brumaire, *qui sauva la France*, ne s'était-il pas exécuté au pas de charge?

Dans sa hâte à rapprocher les résultats, il perdait tout à fait, de vue les différences de personnalités et de conditions; simplement il oubliait qu'en ce jour fatidique Bonaparte était le héros acclamé de la victoire, le vainqueur d'Italie et d'Égypte, le signataire du traité de Campo-Formio et qu'au surplus la France, sous Louis-Philippe sagement et pacifiquement gouvernée, était loin de se trouver dans le même état de désorganisation que sous l'oligarchie des Cinq.

Orsi continuait à le déconseiller de sa folle envie. A quel ridicule l'exposerait un échec presque certain! A quels dangers aussi! Mais ses raisons se heurtaient au parti pris d'un homme dont le siège était fait. Il discourait : Louis Bonaparte, un grand écouteur d'habitude, n'était qu'à son idée. Elle vivait en lui, il la voyait se mouvoir et sur le point de prendre son élan. D'ailleurs, depuis un certain temps, il ne négligeait rien qui pût en activer l'essor. C'était, sous son impulsion déguisée, un mouvement extraordinaire, entre Paris et Londres, d'émissaires allant chercher ou rapportant des instructions. A chaque instant se croisaient, devant sa porte, entrant ou sortant, des officiers supérieurs en rupture de discipline, des députés français en espérance de passer ministres, sous un régime nouveau.

Sa revue politique mensuelle (*les Idées napoléoniennes*), dont l'objet exclusif était d'amener l'opinion à

croire que Napoléon I^{er} fut le bienfaiteur de la France et qu'il avait un héritier, dans le monde, pressé d'en accroître le renom, cette publication tendancieuse continuait à tracasser le gouvernement de Louis-Philippe. On n'ignorait pas, aux Tuileries, les préparatifs d'une manifestation plus directe. Des précautions avaient été prises. Des ordres étaient donnés, prévoyant une insurrection. Des agents de police avaient été spécialement envoyés à Londres, afin que l'ambassade de France fût minutieusement avertie des allées et venues du prince et de ses partisans. Ceux-ci devaient se hâter, s'ils espéraient produire, encore, quelque grand effet de surprise.

Les projets de Louis-Napoléon avaient-ils transpiré ? Ou bien présumait-on qu'avec sa nature entreprenante il en aurait conçu de tels ? Toujours était-il qu'à Paris, comme à Londres, propos et commentaires se donnaient un libre cours sur l'expédition attendue du prince, le lieu probable de son débarquement, la date approximative où on le verrait s'élancer à la conquête de l'inconnu, par un recommencement d'audace, qui pourrait bien n'être, une seconde fois, qu'une lamentable chute.

Il ne s'était pas laissé perdre de vue, depuis 1839. En cette année même, il avait subventionné une feuille politique, de chaude ardeur et de courte durée, *le Capitole*; la vente d'une partie de ses biens d'Arenenberg en avait dû payer les frais. Naguère, plusieurs journaux d'Europe s'étaient évertués autour d'un long article sorti de sa plume et plaidoyant sur la forte organisation prussienne. Il s'en apercevait, alors, et en recommandait l'adoption comme le plus sûr bouclier contre les dangers d'un conflit éventuel, aux frontières du Rhin. Étonnante anticipation d'une réalité, qu'il négligera

d'appliquer, ou plutôt d'imposer, quand il sera le maître de le faire — sauf à en reprendre les théories, la plume en main, pendant sa captivité de Wilhemshobe, quand il ne sera plus temps de s'en servir! Singulier contraste, parmi tant d'autres, des paroles et des actes, chez le futur souverain et conducteur d'armées dont justement toutes les guerres pêcheront, à leur début, par le défaut d'organisation militaire.

Le 21 juin, il s'était fait annoncer, chez Joseph Orsi. Il le pressa de se décider. La logique et le bon sens condamnaient, peut-être, les espoirs qu'il avait conçus, mais il s'était trop avancé pour reculer. Des officiers lui avaient offert et il avait retenu leurs services. De sa bourse dépendaient leurs frais d'entretien et de séjour, à Londres; or, cette bourse n'eût point résisté à des saignées trop fréquentes. En outre, plus de quarante personnes s'étaient groupées à son appel, qui s'étonnaient de ne recevoir ni signal ni mot d'ordre. Il les avait engagées, sous l'unique condition qu'elles auraient à le suivre, partout où il le trouverait nécessaire et juste. Des accords secrets avaient été noués, en France, pour se traduire en actes, aussitôt qu'il serait entré dans le port et la ville de Boulogne. La fatalité l'entraînait. Il n'était plus en son pouvoir moral de différer ce qu'il avait résolu, sous cette mystérieuse impulsion. Une question péremptoire se posait, immédiatement. Par quel moyen pratique arriverait-il à traverser le canal? On devrait s'en occuper sans retard. Quant à lui-même, il serait prêt pour le mois d'août.

Devant une détermination aussi ferme Joseph Orsi ne résista plus, mais suggéra l'idée de fréter un vapeur. Tous les partisans enrôlés dans l'expédition y pren-

draient place, comme des passagers réunis par une même intention d'excursionner en mer. Ils s'y trouveraient au nombre de soixante-dix, environ. Soixante-dix hommes pour conquérir un royaume, mettre un trône en pièces, fonder une nouvelle dynastie! On emporterait des fusils, des pistolets, des sabres autant qu'en exigerait leur équipement, et des proclamations... par milliers.

Tout n'était pas exagération, chimère, dans le sort qui les emportait au-devant des balles ou pour échouer entre les murs d'une prison. L'état des esprits, en France, favorisait le courant bonapartiste. De plus, une circonstance propice invitait le prince à hâter l'exécution de son plan. Des régiments, dont il connut les chefs à Strasbourg, avaient été désignés pour tenir garnison dans plusieurs villes du Nord et de l'Ouest de la France. On les savait à demi-gagnés. Et l'exemple, l'entraînement feraient le reste.

Il restait à régler l'ordre de l'expédition, en commençant par fréter le navire nécessaire.

Les démarches entamées, à cet effet, réussirent. Un bateau à vapeur appartenant à la Société commerciale de Londres se trouva disponible. Le capitaine s'était rendu, sans résistance, aux explications qu'on voulut bien lui donner et qu'il avait crues parfaitement sincères. Une compagnie de touristes, des hommes seulement, sans aucune femme, s'étaient associés dans le dessein d'une longue promenade en mer, à destination de Hambourg. Il reçut la chose, comme elle lui avait été dite, et ne poussa pas plus loin son enquête.

La périlleuse aventure était donc commencée. Du début au dénouement, elle aura des aspects tragi-

comiques. A part l'extraordinaire conspiration du général Malet, qui faillit jeter bas par le geste concerté de deux ou trois personnages sans illustration ni prestige, le plus puissant empire du monde, l'histoire moderne n'offre pas d'exemple d'une témérité folle et convaincue plus étonnant que l'expédition de ce chef de parti, se portant à l'attaque d'un gouvernement, d'une armée, de tout un organisme d'État, en des conditions d'offensive aussi précaires.

Mais, celui-ci ne comptait pas les obstacles, parce qu'en vérité il ne les voyait pas, parce qu'il détournait son regard du réel pour fixer, à travers les nues, l'astre conducteur, *son astre*, qui le mènerait très haut, par les rudes chemins de l'exil et de la prison.

Le 4 août, le vapeur était prêt à prendre la mer. Orsi et ses gens y avait embarqué des chevaux, au nombre de neuf, une voiture, une caisse remplie de fusils, de pistolets, d'équipements militaires, le tout prévu pour une soixantaine d'hommes, des liasses de proclamations, et mis à part ce qui représentait le nerf de la guerre en guinées ou bank-notes anglaises. Sur chacun des colis était apposée une étiquette à l'adresse de Hambourg.

Tout le long de la Tamise, le navire faisait escale pour recevoir de nouveaux voyageurs au service de la conspiration. Le comte de Hunin et Fialin de Persigny étaient de ceux-là.

A Gravesend, la troupe a sensiblement grossi. Tant de passagers et pas une seule passagère, tant de provisions et pas une seule malle, il y avait de quoi frapper le regard de l'autorité, sur les divers points où s'arrêtait le navire, et plus encore que les particularités du

chargement était faite pour la surprendre l'allure de ces excursionnistes. D'ailleurs, le temps était beau : une brise légère leur venait du nord rafraichissant l'ardeur du soleil ; ils voguaient à l'aise, comme en partie de plaisir. Sauf les amis personnels du prince, ils auraient été embarrassés d'en dire le terme précis. Ils se demandaient les uns aux autres : *où allons-nous ?* sans être en mesure de se renseigner réciproquement. Mais ils prenaient le temps en patience, devant des assiettes souvent garnies et des verres toujours pleins ; en outre, on les avait lestés d'une monnaie brillante, au départ : ils n'étaient donc pas pressés de savoir où on les conduisait.

Cependant, le principal acteur de la pièce en préparation n'était pas encore arrivé. On l'attendait, à heure fixe. Des inquiétudes se formaient dans l'esprit des principaux meneurs de cette conjuration sans chef.

Au lieu du neveu de Napoléon, le commandant Parquin, qui était descendu à terre, en avait ramené un jeune aigle, symbole vivant des espérances du parti, acheté, par hasard, à un enfant du pays et qui fut l'embryon d'une légende moqueuse fort exploitée dans la suite. On attachait au grand mât l'aiglon épouvanté. Le prince ne se montrait toujours point. Orsi décida qu'on stationnerait à Ramsgate, où le rendez-vous avait été assigné au général de Montholon, ainsi qu'aux colonels de Laborde et Voisin. Le retard du prétendant compromettait des chances de succès déjà bien minces. Des informations récentes avaient permis de savoir que le colonel commandant la garnison de Boulogne, très ferme sur ses principes et sur ses devoirs, par conséquent irréductible, serait absent de la caserne pendant

la journée entière du 5. Circonstance opportune qu'on aurait dû saisir ! Les dispositions avaient été prises pour débarquer à Wimereux, dès 4 heures du matin et se porter aussitôt sur Boulogne.

Dimidium facti, qui bene cepit, habet. Or, les débuts de l'action s'engageaient par un contre-temps des plus fâcheux. Enfin, au milieu de la nuit, des yeux perçoivent un canot se dirigeant, à force de rames, vers la *Cité-d'Edimbourg*. Louis Bonaparte accoste et monte à bord. Il précipite ses pas et, de suite, veut rassembler son monde pour le haranguer. « Je vois ce que c'est, dit Montholon, à voix basse, le prince est sur le point de faire un de ses coups de tête. »

Il a parlé. On sait maintenant les raisons qui l'ont empêché d'être exact, comme il en avait le ferme dessein. La police française de Londres, avertie de ce qui se préparait dans son ombre, a gêné ses allures par des surveillances redoublées. De ce fait, il s'est produit, évidemment, de la perturbation dans le programme. On était au milieu de la Manche. Il éprouva la forte tentation de retourner en arrière. La crainte de déchoir, aux yeux de ses fidèles, triompha de cet instant d'hésitation, qui faillit enlever une page des plus curieuses à l'histoire prodigieusement mouvementée de Napoléon III. Il mit la question aux voix. L'affaire s'engageait mal. Fallait-il pour cela l'abandonner ?

Louis-Napoléon, comme nous venons de le dire, aurait plutôt souhaité de revoir, le lendemain, au matin, les rives londonniennes. Se souvenant que Joseph Orsi l'avait d'abord déconseillé de courir un risque aussi chanceux, il lui demanda si, pendant qu'il était encore temps, il ne jugeait pas préférable d'en suspendre les effets. Mais

Orsi n'est plus de son premier avis. On s'était embarqué dans l'aventure, on avait jeté la plume au vent; il fallait aller jusqu'au bout, si l'on ne préférait se couvrir de ridicule. Ces mots ont frappé juste. En les entendant Louis a retrouvé toute la résolution, qui sembla désertier son âme. Était-ce bien lui qui sentit, un moment, chanceler sa croyance? Derechef, il fait appel au concours vaillant de ceux qui l'entourent. Un enthousiasme vibrant, qu'échauffent les vapeurs du vin, lui répond et l'excite à la lutte.

« Je le sens, s'écrie-t-il, j'ai foi dans ma destinée. Je jette les yeux sur l'avenir avec une certitude aussi entière que dans le lever du soleil, dont les rayons vont dissiper bientôt les ténèbres de la nuit... Oui, notre heure viendra, quels que soient les obstacles; elle ne se fera pas longtemps attendre. »

Des applaudissements éclatèrent. On versa des rasades. On lut, au bruit des verres entrechoqués, les proclamations, qui enflammeraient la France. Il n'y avait plus à en douter. La marche serait triomphale, de Boulogne à Paris.

On remettrait au jour suivant, 6 août, la descente à terre, et les choses n'en iraient pas plus mal. Du reste on profiterait du délai pour informer en douceur le commandant du bord de ce qu'il ignorait, encore, et pour gagner son adhésion au changement de route. Cet Anglais était de bonne composition, ses machines ne refuseraient pas leur service à l'intéressante compagnie.

On connaît le reste : l'opération assez lente du débarquement, à l'aide d'un canot; l'encourageante facilité avec laquelle les garde-côtes avaient laissé passer les

arrivants, sous leurs habits de soldats français; les approches de la petite troupe, à cinquante mètres de la caserne; le cri de la sentinelle appelant aux armes; la réponse par le mot d'ordre, dont les conspirateurs avaient eu le soin de se faire livrer le secret; et l'entrée dans la caserne, en désordre, mais avec une belle confiance, jusqu'à ce que tout se renversât le plus fâcheusement du monde. Les soldats étaient accourus, curieux, sympathiques, prêts à l'acclamation. Comme le prince se préparait à leur dire : « Je suis le neveu de l'Empereur et je viens occuper le trône de France », *quelqu'un troubla la fête*. C'était le colonel Puygellier, survenant, à la tête de ses officiers, le sabre au clair. On le menace, on le supplie, on l'exhorte à la rebellion, pour la fortune du prince et pour la sienne. Le général Montholon s'est écrié :

« — Suivez-nous, colonel, suivez Louis-Napoléon, et vous aurez, demain, ce que vous voudrez, tous les biens, toutes les faveurs. »

« — Prince ou non, je ne vous connais pas, a-t-il répondu en s'adressant à ce prince, en personne. Napoléon, votre prédécesseur, a détruit le principe de la légitimité; comment pouvez-vous l'invoquer, aujourd'hui? Sortez, immédiatement. »

Les voilà hors de la caserne et se hâtant vers les portes de la ville, pour se répandre à l'intérieur de Boulogne. Ne devait-on pas les leur ouvrir, en vertu d'une entente secrète? Mais, les concours attendus ne se sont point montrés. Les portes restent closes et solidement closes, comme ont lieu de s'en rendre compte ceux qui essayent, en vain, de les ébranler. Louis Bonaparte s'y acharne avec fureur. Cet homme, d'or-

dinaire si calme, si tempéré, est dans un état d'exaspération nerveuse indescriptible. Du haut des murailles on le peut voir, spectacle sans grandeur, se cramponnant à la grille entourant la colonne de Boulogne et jurant qu'il veut mourir sur place. Qu'on le tue, que le sang en rejaille sur le front des *usurpateurs* ! Il a fallu l'enlever de force, le sauver malgré lui. De ses hommes l'emportent sur leurs épaules, protestant et se démenant, tandis que le reste de la bande se disperse sous les balles, tirées par les gendarmes, du haut de la falaise. Louis Bonaparte est, enfin, dans la petite embarcation, avec Voisin, Persigny, Galvani, Ornano et Joseph Orsi. Maintenant, il s'apaise et, comme les autres, il pense à se tirer du péril en gagnant promptement le vapeur. Le canot est sur le point d'être mis à flot, lorsque le colonel Voisin, s'avisant de descendre, le fait chavirer. Une balle l'atteint ; Galvani, au même instant, est frappé d'un projectile. Louis-Napoléon et Persigny, jetés à l'eau par le retournement de la barque, nagent avec vigueur vers le navire, y parviennent, y montent et se croient sauvés. Hélas ! les autorités les y attendent, qui les cueillent, à l'arrivée. On les conduit à la prison du Vieux-Château, où vont les rejoindre la plupart de ceux qui se sont associés à la funeste expédition. Deux des conjurés ont été tués, pendant la bagarre.

Quant à l'oiseau symbolique du cortège, pour n'oublier personne, quant à l'aiglon, il fut le premier à se tirer d'affaire ; saisi, emporté, mais mal gardé, il s'envola, dès le lendemain, et prit le large.

En toute cette échauffourée, les amis directs du prince avaient agi avec quelque décision et courage. La

majeure partie de la troupe n'avait esquissé de geste précis que pour s'enfuir. On eut à noter que les trois quarts de ces hommes n'avaient pas été formés pour la carrière héroïque, qu'ils n'étaient point des familiers ou compagnons du prince inféodés à ses vues, à ses desseins, mais des serviteurs passagèrement attachés à sa personne, et qu'il avait suffi d'un simple garçon de bain pour arrêter sept de ces gaillards armés jusqu'aux dents. Et, comment disposés, en quelles conditions morales et physiques, se trouvaient-ils, ceux-là, pour marcher à la bataille! Ivres, non de leurs émotions généreuses mais de tous les vins qu'ils avaient bus, en cours de route, afin de se donner du cœur (1), ils étaient incapables d'aucune énergie combattive, — qui, du reste, ne leur eût servi qu'à se faire tuer.

La justice instruisit sans retard. Sur les soixante-quinze partisans arrêtés, cinquante-deux excipèrent de leur qualité d'étrangers. Les autres, interpellés sur leurs origines, leur état, leur patrie, avaient répondu qu'ils étaient les domestiques du prince Louis et qu'ils l'avaient suivi, à ce titre, sans savoir où sa volonté les entraînait.

Louis Bonaparte, d'abord écroué au château de Ham, puis, transféré à Paris et déposé provisoirement à la Préfecture de Police, avait commencé sa défense par une protestation contre son enlèvement. Car, nous remarquerons qu'il protestait toujours, malgré qu'il fût

1) Le capitaine du vapeur anglais en déposa, de bonne foi : « Ils avaient bu énormément, déclara-t-il : douze douzaines de bouteilles de vins, plus les liqueurs et les eaux-de-vie. Jamais je ne vis (nous le répétons, c'était un capitaine anglais qui parlait) boire autant que ces gens-là. »



CHATEAU DE LIHAM
L'entrée de la forteresse

le troubleur bien volontaire de sa situation; il protestait contre les Bourbons, qui eurent le tort de régner avant son oncle, contre les usurpateurs des deux branches royales, qui ravirent le trône à l'élu de la nation et à ses héritiers, contre les ministres, qui ne le laissaient point, à son gré, changer les institutions du pays.

Pour les témoins de sa déconfiture rien ne s'annonçait dans sa mine ni dans les apparences de sa condition, qui pût leur faire envie. On l'avait mené à la Conciergerie. Les autorités s'occupaient entre elles de la façon dont elles allaient disposer de ce prisonnier encombrant. Quel était, cependant, son état d'esprit? Vraisemblablement rassuré sur l'extrémité de son sort par la faiblesse connue des princes d'Orléans, il ne semblait nullement accablé de sa mésaventure. On aurait pu croire que le diapason de sa confiance n'avait pas baissé de la valeur d'un ton. Tranquillement, attentivement il examinait ses gardiens; et, après quelques minutes de silence, il avait dit avec le plus grand calme au frère d'Odilon Barrot présent à la scène :

« Quand je serai le maître, ici, je changerai des détails à l'uniforme des gendarmes et je reviserai leur constitution. »

Sa foi n'était pas atteinte. Ce serait à recommencer, en troisième lieu, s'il n'y laissait point la vie. Il n'avait pas pris la voie ordinaire des ambitieux pour réussir. Il y parviendrait, quand même; il arriverait, là haut, *de chute en chute*.

Par un manque de clairvoyance, dont on s'étonne encore, et sans se demander si, en le déférant à une juridiction extraordinaire, ils ne s'exposeraient point à faire de son banc d'accusé une tribune retentissante,

les gouvernants de 1840 l'ont traduit, ainsi que ses lieutenants et complices, devant la Chambre des Pairs, transformée en Haute Cour de Justice.

Mais, quelle rare audience ! quelle solennelle enceinte ! Le chancelier Pasquier préside. Le puissant orateur Berryer tient la défense. Louis Bonaparte est l'accusé principal, — un accusé soucieux d'être à lui-même son plus sûr avocat, — car, il a préparé un long discours, dont le texte imprimé passionnera les discussions publiques (1).

Adroit déformateur des faits historiques, il s'attribuera, non pas toutes les excuses, mais tous les droits. Oubliant les causes et ne voyant que les effets des événements qu'il signale, rendant les successeurs de Napoléon responsables des maux dont ils n'avaient été que les héritiers endosseurs, c'est lui qui reprochera à la royauté d'avoir perdu tout honneur patriotique en acceptant de régner sur une nation diminuée... Il avait compté sans la fatalité désastreuse, qui s'attacherait au dernier acte du Second Empire, comme à l'expiration du Premier, et qui grèverait d'un si lourd sacrifice l'œuvre d'unité française accomplie par les rois et la première République.

Présentement, il était le héros, le martyr de l'idée. Il récusait la juridiction politique, qui lui était im-

1. Les questions et réponses avaient été celles-ci, au début de l'interrogatoire du prince :

LE CHANCELIER. — Premier accusé, levez-vous. Vos noms, vos prénoms.

L'ACCUSÉ. — Charles-Louis-Napoléon Bonaparte.

LE CHANCELIER. — Votre âge ?

L'ACCUSÉ. — Trente-deux ans.

LE CHANCELIER. — Votre profession ?

L'ACCUSÉ. — Prince français en exil.

posée, et n'attendait que du peuple, le peuple souverain, qu'il aspirait à gouverner, sa justification et sa revanche.

L'arrêt fut prononcé; par une sanction spéciale n'existant, d'ailleurs, pas dans ce Code et n'entraînant aucune flétrissure (1), il condamnait Louis Bonaparte à l'emprisonnement perpétuel (2) dans une forteresse, située sur le territoire continental du royaume. La même sentence étendait aux autres inculpés des peines variant entre deux et vingt années de réclusion ou d'emprisonnement. Cette fois, la récidive avait entraîné à sa suite des conséquences moins anodines que la précédente affaire de Strasbourg (3).

Fils de roi, neveu d'empereur, apparenté à tous les souverains de l'Europe, il n'était plus qu'un prisonnier d'État, soumis aux rigueurs de la loi, sans que les alliances étrangères, auxquelles il en appela, tentassent aucune démarche, afin de l'en affranchir.

Pour subvenir aux frais de cette étonnante aventure, il avait emporté de Londres tout ce qu'il lui avait été possible de réunir, en papier et en espèces. Au départ, son habit fut entièrement garni d'une épaisseur de

(1) Un seul pair de France, le comte d'Alton-Shée, avait opiné pour la peine de mort.

(2) LE JUGE. — Vous vous appelez prince Louis Napoléon?

LE PRÉVENU. — Oui, monsieur.

LE JUGE. — Vous êtes condamné à perpétuité?

LE PRÉVENU. — Oui, monsieur; mais, comme il n'y a rien de perpétuel, en France...

3 Montholon, Parquin, Fialin de Persigny, les récidivistes de Strasbourg, eurent le maximum: vingt ans de détention. Jean-Baptiste Adenis fut condamné à la peine de la déportation; Voinin, Forestier, Napoléon Ornano à dix années; Henri Conneau, à cinq; Laborde à deux années d'emprisonnement.

billets de banque. Cet habit avait disparu, dans la mêlée, avec sa précieuse doublure. Le prétendant s'était muni, en outre, d'une somme de cent soixante mille francs, dont la justice s'empara, au moment de son arrestation, mais qui lui fut, ensuite, intégralement rendue. Enfin, pour augmenter les ressources d'une telle et si hasardeuse entreprise, il avait vendu une notable partie des biens qui lui restaient. Son insouciance du divin métal et sa générosité naturelle le réduisirent à n'en rien garder. L'argent passa presque en entier à éteindre des pensions dévolues par sa mère à de fidèles serviteurs, auxquels il tint ce petit discours épistolaire ou verbal :

« Je suis condamné à la prison, pour le reste de mes jours. Avec mes habitudes et mon tempérament, l'inaction, que je prévois, me tuera bientôt. Alors, à quoi bon ? Mon testament ne sera pas respecté. J'aime mieux vous donner le capital de votre rente, pendant que je le puis encore. »

Le reste s'en alla, sous forme d'indemnités, aux personnes qui avaient risqué leur vie, compromis leur situation, souffert pour lui. Persigny, entre autres, l'ardent évangéliste de la foi napoléonienne, reçut la forte part. Cela fait, Louis Napoléon eut les mains nettes et se sentit la conscience en repos. Durant la longue phase de sa captivité, on remarqua qu'il fut toujours bien près de ses pièces, comme on le dit vulgairement.

Peu de jours après le jugement rendu de la Chambre des Pairs, les portes de la prison de Ham se refermèrent sur le prince (1). De solides verrous, des fossés profonds,

(1) Coïncidence de dates étonnamment significative ! Le neveu de l'empereur entra au fort de Ham, le 7 octobre 1840, le jour où *la Belle Poutle* arrivait en vue de Sainte-Hélène, pour en ramener les cendres de Napoléon.

d'épaisses murailles le séparaient du reste du monde.

Lourde et cruelle était la chute. Tombé de si haut, il releva la tête, cependant. Se tournant vers ses compagnons de captivité, le docteur Conneau, le général de Montholon et son valet de chambre Charles Thélin, il leur répéta son mot interchangeable, avec le même accent de présomption tranquille que s'il se fût trouvé dans sa villa d'Arenenberg : « Un jour je régnerai sur les Français. » Qu'il en eût ou non la croyance ferme, il soutenait son rôle, avec une dignité d'attitude incontestable. L'indulgence relative, dont s'accompagnait l'application de la sentence des Pairs, l'y aidait, un tant soit peu.

Neanmoins, il se plaignait, et d'une voix très forte, des traitements indignes en tous genres qu'on le forçait à supporter. Aucune espèce de communication directe ne lui était permise avec le dehors. On l'astreignait à un isolement absolu : le zèle de l'unique serviteur, qu'on avait autorisé à le suivre, était entravé de mille obstacles ; une insultante inquisition le poursuivait jusque dans sa chambre, s'attachait à ses pas, lorsqu'il voulait respirer l'air dans un espace étroit du fort, et n'en exemptait pas le secret de ses pensées. Les effusions de son cœur, ses lettres à sa famille, à ses amis, étaient soumises au plus sévère contrôle. Il s'en étonnait et s'en révoltait, ne se souvenant point que, sous le régime de son oncle, les perquisitions du cabinet noir n'avaient pas de limites et, qu'alors, une censure permanente, absolue, pesait sur toutes les consciences, parce qu'un seul homme s'était arrogé le droit de penser pour elles toutes.

Ces mesures prises contre lui et qu'il jugeait, a la

fois, injustes, illégales, inhumaines, n'étaient, en définitive, que des formes de surveillance simple, comme en exercèrent toujours les gouvernements sur la personne de leurs condamnés politiques.

Dans la citadelle de Ham ne sévissait point le cruel régime des forteresses autrichiennes, qu'il s'était exposé à connaître, pendant sa période de carbonarisme. Le système de cette prison n'avait rien de commun avec le *carcere durissimo*, voire même le *carcere duro*, dont la plainte éloquente d'un Silvio Pellico a tracé une si sombre peinture. Même, des esprits impartiaux, entrant dans les détails de sa captivité, ne pouvaient se retenir de les comparer au sort d'un autre insurgé, un sectaire, il est vrai, le socialiste Armand Barrès, condamné, peu de temps avant le prince. Tous deux, quoique pour des visées très différentes, avaient tendu au même résultat : le renversement du gouvernement. Dans l'une et l'autre tentatives le sang des défenseurs de l'autorité, constatèrent des témoins de l'histoire, avait coulé. Le délit était égal, mais combien peu le furent les traitements infligés ! L'un, Barrès, à grand'peine tiré des griffes de la mort, subissait avec la dernière rigueur sa peine de réclusion, dans la maison centrale de Doullens. L'autre, Louis-Napoléon, avait obtenu que la porte de son cachot, c'est-à-dire de l'appartement qu'il occupait malgré lui, demeurerait entr'ouverte, pour y recevoir ses amis. La véhémence de sa protestation n'avait point empêché qu'on mit à sa disposition, dans l'intérieur de la citadelle, une sorte de manège, pour sa promenade à cheval de chaque jour (1). Tous les livres qu'il

1 En la pleine exactitude des choses, il conviendrait d'ajouter que l'espace de cette promenade était bien réduit et qu'elle ne s'effectuait

demandait lui étaient communiqués. Il était autorisé à correspondre avec des hommes politiques, des savants, des littérateurs. Son nom circulait, se poussait au dehors, sous la forme volante d'articles de journaux et de brochures, signés de sa main. Plusieurs personnes étaient admises à se rendre auprès de lui, pour animer sa solitude, et, dans le nombre, se glissait une femme, qui lui apportait en secret, sans qu'on parût en être instruit, les offrandes de l'amour. Il menait, là, une existence ordonnée, presque sans contrainte, sauf qu'il n'y respirait point l'air de la liberté: il l'avait organisée, d'après ses goûts et au moins mal possible de ses convenances quotidiennes.

Depuis l'enfance resté matinal, il se levait à six heures, lisait ou écrivait jusqu'à dix, l'heure réglementaire du déjeuner. Après le repas, il se promenait sur les remparts ou faisait son tour circulaire; puis, reprenait le travail jusqu'au dîner. C'était, ensuite, une partie de whist ou d'échecs avec l'un des habitants volontaires ou forcés de la citadelle: il continuait le jeu tant qu'il lui était agréable et l'arrêtait, quand il lui plaisait de se coucher. Rien de très pénible, en tout cela, sinon qu'il avait perdu son indépendance en essayant de fomentier une crise révolutionnaire. Pour varier l'emploi de son temps, il l'appliquait à des occupations,

pas en des conditions parfaitement hygiéniques. L'un des ministres de Charles X, qui furent emprisonnés à Ham et dans le même appartement, M. de Peyronnet se plaignit, en ces termes, de l'inconfortable logis: «La prison de Ham est fort mal établie et, d'ailleurs, malsaine. Elle est entourée de terres basses et marécageuses. Les brouillards l'enveloppent, la moitié du jour. La promenade consiste en un bout de rempart d'une trentaine de toises, où deux personnes, sans plus, peuvent marcher de front, et du pied duquel s'élevaient continuellement des exhalaisons infectes.» L. du 28 août 1831.

dont aucune ne lui était imposée. Lui adressait-on des envois particuliers, chaque objet lui parvenait, sans arrêt ni détour, fussent des capsules de guerre, comme il en avait demandé, à propos d'études l'intéressant sur les armes à percussion. Le goût des capsules ne le tenant plus, il l'avait remplacé, sans que personne y contrévent, par celui du jardinage. Sur l'une des courtines du château-fort, il pouvait cultiver une espèce de terrain réservé, remuer, à sa fantaisie, quelques mètres cubes de terre, y semer des graines, y planter des arbustes (1).

D'autres passe-temps, d'un caractère aussi intime que possible, et sur lesquels l'honnête gouvernement de Louis-Philippe consentait à fermer les yeux, contribuaient à lui rendre la vie de prison supportable. Dans la maison entrait et sortait une jeune personne du nom d'Éléonore Vergeot, qui, compatissant à l'isolement du prince, voulut bien charmer sa peine. Ce fut une tendre et obscure liaison de plusieurs années, d'où naquirent deux fils. Napoléon ne les oubliera pas, après son avènement, malgré qu'il dût éprouver de sa protection occulte des embarras assez nombreux (2).

En somme, on ne lui refusait rien ou presque rien, hormis les jeux de révolution en plein air. Et, pour sa consolation, paraissaient fréquemment des extraits de

(1) « Je serai très fier de vous montrer mon jardin, quand vous viendrez me voir. » Lettre à M^{me} Salvage, Ham, mars 1811.

(2) Voir les *Papiers secrets et la Correspondance du Second Empire*; et les *Secrets des Bonaparte*, où sont consignés les actes de naissance, les noms, les titres, les mariages contractés, et le sort ultérieur de chacun des intéressés.

sa plume, en des journaux de province, qui lui faisaient une propagande discrète.

§

Un air de littérature régna, de tout temps, dans la famille agissante des Bonaparte. Sans parler des pages maîtresses de Napoléon I^{er}, où respirent, comme dans ses actes, la grandeur et la force, il est à noter que chacun d'eux se piqua d'écrire. Lucien composa de volumineux mémoires. Joseph eut une correspondance abondante, qu'on n'abandonna point à l'oubli. Hortense dictait des impressions et des souvenirs à sa lectrice, quand elle se sentait trop languissante pour les habiller elle-même de sa prose. Le roi Louis montra du bon vouloir imaginaire, lorsqu'il laissa publier, en 1808, un roman sentimental de sa façon, doucement intitulé : *Marie ou les Peines de l'amour*. Mais, certainement, Napoléon III fut le plus adonné de tous aux exercices de la plume. Pendant sa jeunesse d'exil en Suisse, il envoya des articles nombreux à la *Feuille d'avis de Genève* et, volontiers, en percevait-il les honoraires, à la ligne, tel un modeste auteur. Il fût devenu presque un professionnel, s'il n'eût pas mieux tourné; et ce ne sera point sans une raison défendable qu'Alexandre Dumas écrivant, un jour, à Napoléon III empereur, entamera sa lettre par ces mots, qui lui furent une manière de flatterie : *Sire et illustre confrère*. D'ici là, Louis-Philippe lui donnera le temps de mûrir son esprit à l'école de la méditation. Leçon très profitable, et qu'il trouvera seulement trop prolongée, dans l'ombre du château de Ham.

La marche confuse de ses idées cédaît à de curieuses fantaisies d'orientation, pendant cette période d'isolement, toute de désirs incertains et de desseins obscurs.

De loin en loin perçaient, à l'extérieur, des signes de ses travaux de cellule, — déviant et débordant, parfois, sur les sujets les moins attendus de la part d'un prétendant, d'un coureur de trône. « *Être un Bonaparte prisonnier et formuler sur la betterave!* » s'écriait, le 30 octobre 1842, une fougueuse impérialiste, muscadine d'un autre temps (1). Était-ce possible? Par hasard, se trouverait-il associé d'intérêts avec son frère Morny et M^{me} Le Hon (2), pour vouer autant de ferveur au triomphe du sucre indigène. Mais, une meilleure raison personnelle l'y poussait : c'était de fournir à tous des preuves de ses connaissances économiques, pour le bien de la nation, qu'il aurait à gouverner plus tard.

Puis, il revenait à des spécialités politiques et militaires, ou se relançait dans des recherches historiques, dont il eut toujours le goût, sans en posséder autant les aptitudes. Plus riche de bonne volonté que muni d'investigations préalables, il avait conçu l'idée d'une *Vie de Charlemagne*, dont il aurait été l'auteur. Il eût parafé du nom de Napoléon une large toile exposant, dans tout son relief de puissance, le conquérant german, le prince civilisateur, le héros central des chansons de geste, la personnification complète du Moyen âge. Cette pensée lui était venue, dès 1835, à la lecture

1. Fortunée Hamelin, *Lettres*, 30 octobre 1842, édit. Gayot, 1911. Émile-Paul.

(2) Cf. F. Loliée : *F. de l'Empereur, le duc de Morny*, p. 80 et suivantes.

d'une étude originale tendant à démontrer que le grand empereur était passé dans le monde comme un météore inutile. Il aurait autrement compris, autrement traité ce sujet de vaste allure, et qui l'avait séduit. D'ailleurs, il n'en savait pas plus que ce qu'on apprenait dans les écoles, avant le renouvellement à fond des études médiévales. Il ne s'y était pas préparé d'un lent effort et ne l'avait point jugé nécessaire, mais s'était dit que des amis complaisants se trouveraient bien, de côté ou d'autre, pour lui faire parvenir des livres de fond, des notes éparses, des reflets documentaires et l'aider, quant au reste. La tâche commencée n'alla pas aussi aisément. Il ne s'y obstina point. Laissant dormir le grand empereur dans son tombeau d'Aix-la-Chapelle, il reporta son ardeur vers une figure non moindre de proportions et plus claire à ses yeux, plus symbolique à ses idées remuantes : Jules César. Ce sera longtemps après qu'il y travaillera, surtout, quand il aura, depuis des années, quitté la citadelle de Ham et qu'on lui dira : Sire. Alors, avec l'anonymat concours de collaborateurs, tels que : Victor Duruy, Adolphe Régnier, Alfred Maury, Prosper Mérimée, dont le voisinage se trahira, maintes fois, à travers la prose impériale, il pourra plus sûrement édifier son apologie consciencieuse de la dictature et des dictateurs.

Une âme dévouée, que relevait une intelligence supérieure, s'était mise à son service pour élucider, en toute connaissance de cause, les notes d'archives que réclamaient ses labours. L'amie d'enfance, la savante Hortense Cornu, s'était faite son secrétaire, à distance, avec entrain et sans calcul.

Courir de librairie en librairie, à la recherche des

ouvrages de consultation, passer les journées dans les bibliothèques à lui copier des textes, relire ses épreuves, nourrir ses sujets : la tâche était laborieuse. Elle y consacrait son intelligence et son talent d'analyse. Il ne se lassait point d'en tirer parti, mais savait l'en remercier avec une effusion, qui la poussait à persévérer.

« Le sentiment que j'ai pour vous, lui avait-il écrit, dans une de ses minutes d'expansion, vaut mieux que l'amour : il est plus durable; il vaut mieux que l'amitié : il est plus tendre. »

Une autre fois, il prenait la plume pour lui annoncer l'envoi de quelques menus présents symboliques et le disait de cette manière touchante et délicate :

« Je vous envoie, ma chère Hortense, pour le jour de l'an, un souvenir bien modeste, mais qui vous est offert d'un grand cœur : c'est une plume pour m'écrire, un couteau sans tranchant pour lire mes œuvres, un cachet pour sceller, en dehors, dans la cire, ce que le contenu scelle dans le cœur, et enfin un canif pour trancher tous les petits nœuds gordiens de la vie. »

Des visites autorisées le délassaient de ces labours assidus. Curieux rappel de circonstances! Il faillit recevoir, entre autres personnes désireuses de lui apporter des témoignages de leur sympathie, deux dames espagnoles ignorées de sa mémoire et dont l'une était destinée à tenir, dans son histoire comme dans sa vie remplie d'images de femmes, la première et la plus tendre place.

Bien avant qu'un hasard complice de leur bonheur la portât sur le chemin de Louis-Napoléon, nouvellement élevé à la première magistrature de l'État, une pensée, qui tenait de l'instinct, avait tourné l'attention de

cette inconnue vers lui, quand il n'en était qu'à la période d'obscurité relative. Elle entrevoyait le neveu de Napoléon languissant dans l'adversité, captif et opprimé. Avec son imagination vive, elle s'était intéressée d'autant plus, la romanesque comtesse de Téba, à la double entreprise du prince Louis que les suites en avaient été malheureuses. Elle pensait reconnaître, là, les signes d'une foi politique supérieure. Il était, à ses yeux, l'homme du Destin souffrant pour ses convictions. Elle avait proposé à sa mère de se rendre, comme en pieux pèlerinage, à la citadelle de Ham. Les portes du château-fort s'ouvriraient à leur visite consolatrice. Et il en serait réconforté dans son noble courage. M^{me} de Montijo si aisément voyageuse ne s'y était point refusée. Mais, soit qu'Eugénie n'y eût plus songé, après en avoir manifesté le chaleureux désir, — ce qui put bien arriver, avec la mobilité de sa nature, — soit que des complications imprévues se fussent présentées à l'encontre, le projet ne se réalisa pas.

Parmi ceux qui vinrent à lui, les uns étaient de ses amis personnels, soucieux de lui donner des preuves de leur attachement durable, comme le baron Larrey, Vieillard, son ex-précepteur, Fouquier d'Hérouel, un châtelain des environs, auquel on avait permis de rester, auprès du prince, l'après-midi entière du premier vendredi de chaque mois, la baronne du Forget et quelques fidèles. D'autres se sentirent tenus à cette démarche de courtoisie, une fois ou deux, tels que Chateaubriand et Berryer. Avec des vues moins détachées allèrent le voir des hommes politiques, députés, publicistes de Paris ou des départements, comme Louis Blanc.

Capo de Feuillide, Degeorge et Hachet-Souplet. Des étrangers d'importance, qu'il avait connus surtout à Londres, marquèrent de l'empressement à lui porter eux-mêmes leur salut et leurs vœux d'une prochaine libération. Ainsi, lord Malmesbury, qui s'en souviendra très particulièrement, en des circonstances et dans un cadre bien différents. C'était le 16 avril 1850. L'éminent homme d'État sortait d'une entrevue avec le Président de la République. Le ton de leur entretien avait été extrêmement cordial. Saisissant l'occasion de revenir sur le passé, Louis-Napoléon lui rappelait ce qu'il lui avait annoncé, plus d'une fois, dans ses mauvais jours, qu'il gouvernerait la France. « Je vous l'ai dit, quand vous vîntes à Ham; et vous m'avez cru fou, comme tous les autres. » En effet, lord Malmesbury avait pu compatir à l'infortune du prince, entré à trente-deux ans dans une prison d'état, pour y demeurer perpétuellement; il avait pu l'en consoler en lui faisant entendre que la perpétuité des peines était une fiction, en France, qu'il l'éprouverait, sans nul doute, avant qu'il fût longtemps, et que sa condition tendait à s'améliorer, déjà, grâce aux bonnes dispositions connues du gouvernement. Mais qu'il dût obtenir une revanche aussi complète sur les hommes et sur les événements, se voir proclamé en remplacement de celui qui le tenait emprisonné, devenir le bénéficiaire d'un changement complet du personnel gouvernemental et former, autour de soi, une cour nouvelle resplendissante d'éclat et de jeunesse, voilà ce qu'il n'aurait jamais prévu.

Une autre fois, tandis qu'il noircissait des pages blanches pour tromper l'àpre ennui de la solitude, un visiteur du même pays, mais d'une importance non com-

parable, lui fut annoncé, sous le nom de Georges Thomas Smith.

Les audiences s'obtenaient aisément, au château de Ham.

Introduit sans attendre, l'étranger déclina ses qualités et l'objet de sa démarche. Il était le secrétaire intime d'un membre de la Chambre des Communes, populaire en son district et l'un des champions du parti radical, au Parlement : sir Thomas Slingsby Duncombe. Expressément délégué par lui, il venait proposer à l'héritier de Bonaparte une idée d'association politique, le concernant lui-même et un tiers personnage, auquel on n'aurait point songé, en pareille cause : le duc de Brunswick. Il avait pour mission de conclure une transaction entamée, à Londres, auprès de ce duc, par un émissaire du prince et cela dans les circonstances les plus bizarres, les plus feuilletonnesques, dirai-je, qu'on puisse imaginer. Nous y reviendrons, tout à l'heure.

Malgré que le captif du fort de Ham fût profession de stoïcisme, malgré qu'il eût écrit en gros caractères sur le mur de sa chambre l'aphorisme de Guizot : *Pour les peuples, comme pour les individus, la souffrance n'est pas toujours perdue*; et qu'on fût instruit, au dehors, de sa belle parole prononcée devant témoins : *plutôt être prisonnier en France que libre à l'étranger*, il faisait l'impossible pour sortir de sa prison, tout en sachant bien qu'il n'aurait d'autre refuge que le sol étranger.

L'un de ses visiteurs, lord Malmesbury, dont nous parlions, il y a quelques minutes, en avait reçu de sa bouche un témoignage fort explicite. « Quand nous fûmes ensemble, a-t-il raconté, le prince Napoléon m'avoua que, sans avoir rien perdu de son courage et

de sa confiance, il était las de sa prison, d'où il ne voyait aucune possibilité de s'échapper, sachant que le gouvernement lui en fournissait des occasions trompeuses, *afin qu'on pût tirer sur lui.* » Pour la galerie, il protestait qu'on ne le verrait se soumettre à aucune démarche ni à aucune transaction auprès du roi et de ses ministres. En secret, il demandait à des personnages étrangers d'intercéder en sa faveur, de le tirer de là le plus tôt possible.

En 1844, les États de Guatemala, de San Salvador et de Honduras avaient envoyé un ministre plénipotentiaire, du nom de Castellon, à Paris, avec mission de réclamer, pour ces États, la protection du gouvernement français et d'offrir, en retour, de grands avantages commerciaux à la France. En même temps, il devait solliciter de Louis-Philippe que la liberté fût rendue au prisonnier de Ham. L'intention leur étant venue, d'après sa correspondance et ses plans exposés, de le mettre à la tête d'une vaste entreprise dans l'Amérique centrale. Si fort qu'il protestât de son amour exclusif de la patrie française, Louis-Napoléon avait accepté. Le resserrement de son logis, dans une forteresse, ne pouvait qu'encourager son esprit à se lancer dans les espaces imaginaires, sans limites. Sa vision politique s'obscurcissait. Il abandonnerait son idée fixe. Il se résignerait à n'être plus le restaurateur providentiel de l'œuvre interrompue de son oncle Napoléon. Il serait allé là-bas, afin de diriger — précurseur d'un Lesseps — les travaux d'un canal navigable, devant relier l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique, par les lacs de Nicaragua et de Léon. Il aurait fait le serment de ne plus revenir en Europe, — à moins de cas exception-

nels, sans doute, que prévoyaient les arrangements de sa conscience. Justement il avait la tête remplie de plans, de devis, d'observations relatifs au percement de ce canal, dans le Nicaragua. Si la France n'en comprenait pas les immenses profits, en l'avenir, quel surcroît de ressources pour le commerce britannique!

Il insistait beaucoup sur cette idée, dans sa conversation avec lord Malmesbury. Connaissant les rapports d'amitié, qui le liaient au premier ministre anglais lord Aberdeen, il l'avait prié d'obtenir son entremise; et certainement Louis-Philippe, sur son instance, l'autoriserait à réaliser un projet aussi rassurant. Mais, Aberdeen, qui n'avait pas l'esprit romanesque, ne se prêta pas à renouveler en faveur de Louis-Napoléon l'intervention officielle, qu'avait tentée son prédécesseur lord Grey en faveur du prince de Polignac.

Le prince restait en prison. Il dut chercher d'autres voies pour en sortir.

Mais il fallait calculer les chances d'une évasion, et l'élément essentiel, l'argent, lui manquait. Nous avons vu comment il s'était démuné de ses fonds, après sa condamnation, et comment il avait supposé qu'ils lui seraient inutiles, pour le reste de sa vie (1). La nécessité le pressait, à nouveau, de se procurer les moyens

(1) Puis, il avait accepté, sur le produit de ses biens, des charges encore lourdes : « Je regrette beaucoup, écrivait-il le 10 avril 1842, à Vieillard, de ne pouvoir aider la publication, dont vous me parlez, mais mes moyens ne me le permettent pas. J'ai un devoir à remplir, c'est de soutenir tous ceux qui se sont dévoués pour moi, et, malheureusement, les pensions que je paye sont au-dessus de l'état de ma fortune. Je soulage aussi, autant que je le peux, les malheureux qui m'entourent; et, pour faire face à tout cela, je me retranche moi-même sur mes plusiers; car, j'ai vendu mon cheval et je crois que je n'en rachèterai pas...

» J'écris une brochure sur le sucre de betterave. »

indispensables à toute entreprise, dépendant du concours d'autrui. Il se tourna vers d'anciens amis et particulièrement vers les opulents seigneurs d'Angleterre, dont il avait été l'hôte exceptionnel. Une centaine de mille francs : il n'en demandait pas davantage, afin d'assurer sa fuite et les premières exigences de son établissement ultérieur. En son nom, Joseph Orsi frappa à bien des portes ; malheureusement, chacune se referma sur le solliciteur. Il crut être plus heureux en s'adressant à un grand personnage, dont le dévouement lui paraissait à toute épreuve. On le reçut, en effet, mais ce fut pour lui dire : « De l'argent, afin d'aider à l'évasion du prince ! J'en donnerai le double pour redoubler la surveillance dont il est l'objet ! »

Un autre homme que Joseph Orsi se fût arrêté là. Mais le persévérant Florentin voulut tenter une suprême démarche. Il avait demandé une audience, auprès du duc de Brunswick, naguère rejeté de ses états, et qui s'était lié, à Londres, avec le prince Louis-Napoléon ; elle lui fut accordée, pour le surlendemain. Il se rendit, donc, à Brunswick-House, sans guère d'espoir, du reste, et ne comptant, d'aventure, que sur l'originalité et le caractère fantasque du personnage. Toute lueur de chance possible faillit s'évader de son âme, au seul aspect du manoir plus qu'étrange, où il dut pénétrer : une sorte de prison froide et sombre, avec l'agitation en moins des porte-clefs. Dans la cour, attachés au mur par des chaînes, deux mastifs de belle taille défendaient l'escalier. Orsi, qui n'avait pas, à l'exemple du pieux Énée, pris la précaution d'emporter des gâteaux de miel pour apaiser ces cerbères, passa avec quelque émotion entre leurs mâchoires menaçantes. Par des

couloirs ténébreux on le conduisit dans une vaste salle, dont tout l'ameublement consistait en une table, deux chaises et une bougie allumée. On lui laissa le temps d'y méditer, à son aise; quarante minutes d'attente avaient coulé lentement, et le maître du logis n'était pas encore apparu. Dépité, Orsi se préparait à sortir, quand, au fond de la pièce, il lui sembla voir briller deux yeux fantasmagoriques. Un homme avait soulevé la portière. Vêtu d'une robe monacale de velours noir, au collet relevé, au capuchon enfoncé jusqu'aux sourcils, cet homme le fixait. Rapidement, il se glissa dans la chambre, mettant entre son visiteur et lui l'espace protecteur de la table et lui désigna le siège inoccupé. Ému par ces débuts d'audience, Orsi trouva, pourtant, la force d'exposer l'objet de sa requête. Il n'avait pas prononcé vingt mots que son interlocuteur, bondissant à l'extrémité de la salle et rejetant son capuchon en arrière d'un mouvement brusque, se répandit en des paroles de colère, outré qu'on osât s'adresser à lui, un démocrate, un libéral, un pur, depuis qu'il n'avait plus de duché, un antimonarchiste, depuis qu'il ne régnait plus, pour la réalisation d'un projet, dont les fins iraient, peut-être, au rétablissement d'une nouvelle ère de tyrannie, la pire, celle du nombre! L'entretien avait assez duré. Le duc allait agiter la sonnette. Le souple et insinuant Orsi parvint à l'apaiser; il fit du programme, dont il était le représentant, un exposé si rempli d'intérêt que le duc se tint, une heure, tranquille à l'écouter. La confiance lui était revenue; il avait retiré de ses poches ses mains crispées sur la poignée de deux pistolets, dont il s'était armé par précaution. Orsi lui démontra la nécessité d'une révolution en France, au profit d'un

Bonaparte, la certitude de l'acclamation populaire, pourvu qu'on lui prêtât la main, enfin l'avantage qui y serait assuré, de retour, l'appui moral et matériel qu'il recevrait, ensuite du futur empereur pour la réinstallation des Brunswick sur l'un des trônes de la Confédération germanique. Le duc était converti. Il promit l'avance de fonds désirée. Il avait réclamé seulement qu'un contrat fût passé entre lui et le prince Napoléon. Et voilà pourquoi l'envoyé de sir Thomas Duncombe s'était rendu au château-fort de Ham, pour en emporter une seconde signature.

Ce Duncombe avait fait la connaissance, à Londres, de l'étrange duc Charles de Brunswick, chassé de ses états par le peuple, déclaré pour ses extravagances, sa mauvaise conduite, son amour effréné du plaisir, ses attentats contre la constitution, incapable de régner par la Diète germanique et qui, hanté d'une bizarre illusion, était venu quérir en Angleterre les moyens de remonter sur le trône. D'autres hasards propices l'avaient mis en relation avec les comtes de Morny et Walewski. De là s'était formé, dans le cerveau du représentant libéral de Finsbury un amalgame de noms et d'intérêts bien inattendu. Entrevoyant, avec l'avènement possible d'une restauration de l'empire en France, la conception plus singulière d'un renouveau de domination très agrandie en terre allemande pour l'halluciné Charles de Brunswick, il avait composé de cette double vision le plan le plus fol et le plus chimérique du monde. Les deux prétendants unis, grâce à lui Duncombe, dans une pensée commune aux larges ailes, auraient conjugué leurs efforts avec une telle suite qu'ils ne perdissent, jamais, le contact de leurs desseins réci-

proques. On croit rêver en se disant que ce Charles de Brunswick avait pu, un seul instant, s'imaginer qu'il serait de quelque utilité à Louis-Napoléon, hors l'argent, pour rénover la constitution impériale en France et que celui-ci avait pu, de son côté, admettre qu'il aurait chance ou facilité, non seulement de rasseoir sur son trône le plus déraisonnable des princes, mais encore de lui fournir aide et secours pour qu'un tel homme s'instituât le souverain absolu de l'Allemagne unifiée.

C'est de ce plan miraculeux que Georges Smith était venu, au nom de sir Slingsby Duncombe, bercer l'oreille et l'imagination du prisonnier de Ham. Et Louis-Napoléon, dont la cervelle se rendait hospitalière à toute espèce de songes, pourvu qu'ils eussent une apparence de grandeur et d'éclat, ne l'avait point fermée à cette supposition extraordinaire. Il avait écouté, calculé, approuvé et, qui plus était, signé, parafé : un traité formel avait été dûment établi entre les deux prétendants. En vertu de l'article initial de leur contrat d'alliance monarchique passé dans l'intérieur d'une prison, ils s'étaient entre-juré, de loin, sur une Sainte-Bible imaginaire, de s'entr'aider de tout leur pouvoir pour que Charles de Brunswick rentrât en possession de son duché, en attendant qu'il rassemblât l'Allemagne entière sous son sceptre, et pour que Louis-Napoléon parvint à rétablir, de son côté, le plein exercice de la souveraineté nationale, en sa personne représentée.

Celui qui, le premier, serait arrivé au pouvoir suprême, sous quelque titre que ce fût, devait s'engager à fournir à l'autre moins heureux toutes les ressources possibles, tant en hommes qu'en armes et subsides,

pour qu'il réalisât, à son tour, ses légitimes aspirations. Et cela dit, écrit, l'écriture, en sus, ayant été, des deux côtés, reconnue conforme, le neveu du grand homme avait apposé sa griffe au-dessous du nom de C. F. A. G. duc de Brunswick, en présence de G. T. Smith et du comte Orsi. Puis, satisfait d'avoir si exactement rempli sa mission, l'envoyé du leader britannique avait emporté l'un des duplicata de la précieuse pièce.

Est-il besoin d'ajouter que Louis-Napoléon aura parfaitement oublié le bizarre contrat et son co-signataire, en l'an du Coup d'État ?

§

Entre les visites, qu'il était admis à recevoir, et sa promenade journalière, le prince complétait ses études à « l'Université de Ham ». Il composait des articles, envoyait des communications aux journaux du Pas-de-Calais ou du Loiret, traçait des ébauches de livres, corrigeait des épreuves d'imprimerie. Faut de pouvoir manifester son goût pour l'action, il écrivait ou compulsait infiniment. Il paginait sur toutes les idées, qui se poussaient avec quelque tumulte en son cerveau. — sur la traite des nègres, le recrutement de l'armée, l'extinction du paupérisme, l'organisation militaire en France, la paix, la guerre ou le sucre indigène.

A la connaissance du roi parvenaient des détails réguliers sur la façon paisible et laborieuse dont se comportait le prince Louis, en sa prison. On savait que, matin et soir, il remuait des monceaux de volumes et de papiers, griffonnait des notes sans fin et qu'il passait le reste du temps à suivre sa chimère, dans la fumée

de la vaporeuse cigarette. Les choses n'avaient pas changé, depuis cinq années de détention. Le gouvernement finissait par se dire que rien n'était à craindre de ce visionnaire inoffensif et que de relâcher la surveillance, dont il était l'objet, emporterait un faible risque. Des ordres furent donnés en conséquence, dont il agréa l'exécution, sans se croire tenu d'en remercier les auteurs. Il lui fut permis de recevoir des visites journalières, que la curiosité multiplia. Une autorisation du ministère de l'Intérieur suffisait : un chacun était admis à se présenter au château de Ham ; même, sans nécessité d'entrevue, on pouvait visiter la cour close de murs entre lesquels, à une certaine heure du jour, le noble prisonnier faisait un tour de promenade, à cheval.

Le roi et les ministres en étaient arrivés à cette opinion qu'il n'y aurait pas lieu d'éterniser un internement, qui n'était plus une obligation de prudence, qui avait eu sa sanction assez prolongée et qui devenait, avec le temps, encombrant et dispendieux. On voulut bien faire instruire Louis-Napoléon des dispositions, nourries en sa faveur. Il ne dépendrait que de son bon vouloir d'apprendre sa mise en liberté prochaine ; la grâce n'aspirait qu'à descendre : on y mettait une condition, une seule, c'est qu'il la demanderait lui-même.

La démarche n'avait rien de déshonorant. Pourquoi ne se résoudrait-il pas à cet acte simple et nécessaire ? Avec la netteté de son intelligence et la fermeté de son caractère, Hortense Lacroix (1), la fidèle amie de jeunesse dont il avait, tant de fois, éprouvé le zèle indé-

(1) M^{me} Cornu.

pendant, n'aurait pas admis de son prince une défaillance d'âme, une humiliation véritable. Cependant, elle l'engageait à ne point repousser les avances conciliantes du pouvoir. Mais, jouant une indignation qui, par chance merveilleuse, s'inscrivait à son actif, sous la forme d'un mot historique : « Je ne sortirai de Ham que pour aller au cimetière ou aux Tuileries », il s'était retranché dans un refus formel.

Il devait en sortir par des moyens, qu'on n'avait pas prévus, et d'une façon, qui le mènerait, d'abord, à Bruxelles, puis, à Londres.

Durant cinq années révolues d'emprisonnement, sa santé avait été presque parfaite. Son activité mentale ne s'était pas ralentie. Cependant, en la sixième, l'une et l'autre commençaient à décliner. Il jugea que ces raisons exigeaient un changement d'air.

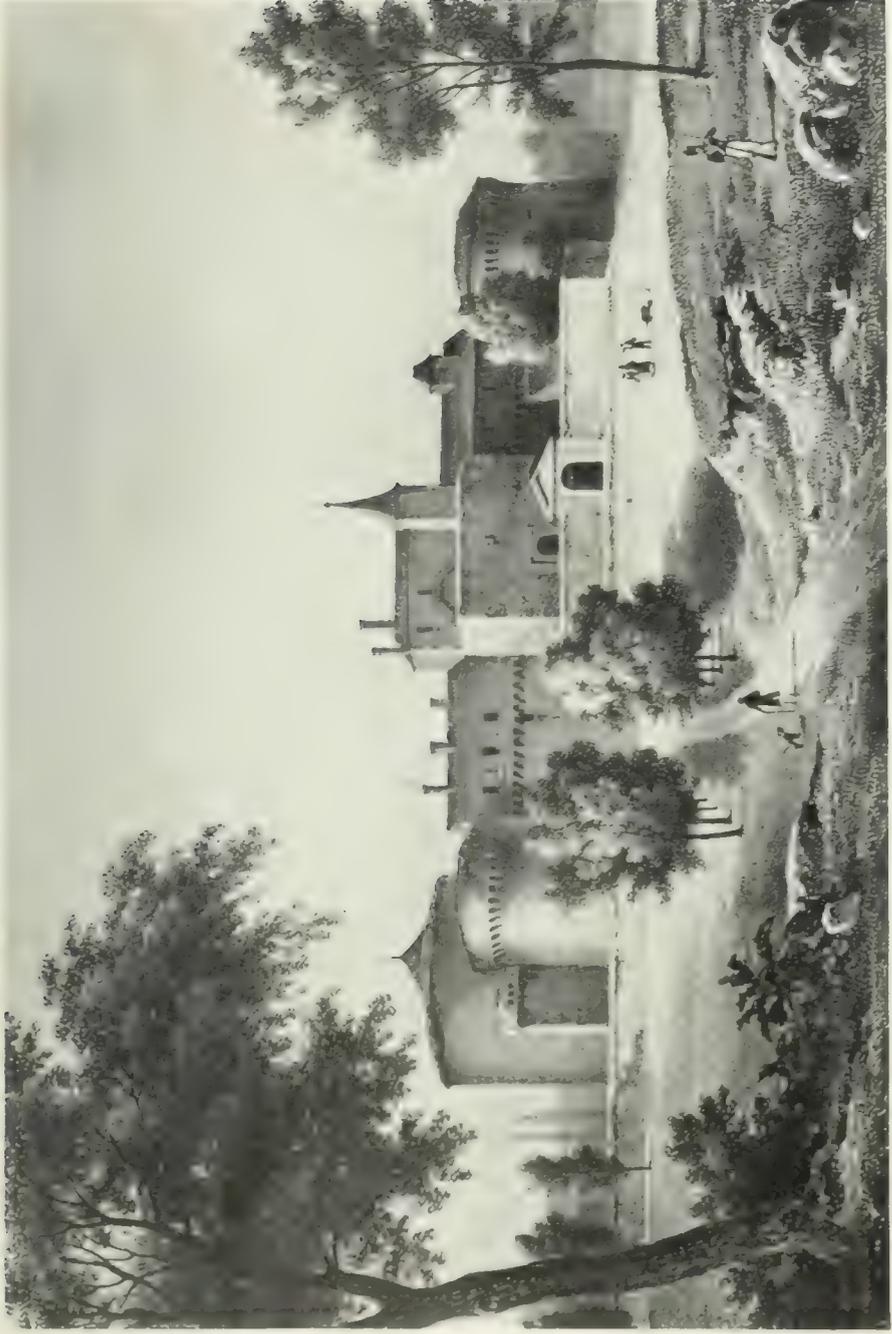
Comme il s'était bien mis en tête de ne point solliciter sa grâce, comme on n'avait point jugé bon de répondre par un oui crédule à sa demande d'aller soigner en Italie un vieux père malade, sur sa foi jurée de réintégrer sa prison, avec la fidélité d'un Régulus (1), seul lui restait pour en finir le grand moyen des prisonniers de tous les temps : l'évasion.

Or, brûler la politesse aux gardiens de Ham, n'était

(1. Exposant au ministre de l'Intérieur, Duchâtel, la situation du roi Louis et son fervent désir d'aller lui porter des consolations, il lui écrivait :

« Je dois faire tout ce qui est compatible avec mon honneur pour pouvoir offrir à mon père les consolations qu'il mérite, à tant de titres. Je viens donc Monsieur le Ministre vous déclarer que si le gouvernement français consent à me permettre d'aller à Florence remplir un devoir sacré, je m'engage sur l'honneur à revenir me constituer prisonnier, dès que le *gouvernement m'en témoignera le désir.* »

Dans sa condition de requérant, il eût peut-être dû dire : *des que le gouvernement m'en rappellera la promesse ou m'en intimera l'exécution.*



CHATEAU DE HAM

Vue d'ensemble.

Intérieur de la Cour de la Grosse Tour.

pas d'une exécution aisée, malgré qu'on eût sensiblement desserré les anneaux de la chaîne, depuis quelques mois. On pourrait même affirmer qu'à moins d'intelligences dans la place, cette évasion n'eût pas été possible.

La topographie du lieu a été faite et refaite, à plaisir. L'appartement était enclos dans une belle épaisseur de murailles, au fond d'une cour. De chaque côté de la porte était posté en permanence un gendarme assis sur un banc. Voilà pour l'intérieur. A la sortie de la forteresse, des factionnaires avaient la consigne rigoureuse de ne laisser personne mettre le pas, dehors, sans appeler le concierge de la prison, chargé de passer au clair l'identité de chacun. Enfin le commandant du fort était astreint à visiter son prisonnier, trois fois par jour. On en peut juger, d'après ces détails : ceux qui soupçonnèrent, plus tard, le gouvernement d'avoir favorisé l'évasion du prince, pour se délivrer des embarras qu'occasionnait sa garde, se trompèrent lourdement.

Il avait eu le loisir, entre ses songeries de puissance et de gloire, d'être instruit de tous les moyens de clôture, qui lui barraient l'horizon. Le fort avait une garnison de quatre cents hommes, qui fournissaient une garde journalière de soixante soldats placés en sentinelle, au dedans et extérieurement. Comment tromper une surveillance aussi bien établie, à moins de posséder le don magique de l'invisible, uniquement réservé pour les êtres et les choses du monde irréel? Un plan original prit forme dans l'imagination de l'ancien carbonaro. Il jugea d'une excellente tactique, tout d'abord, d'opérer le plus de dégâts possibles dans son logement. Et cela pour trois raisons. Premièrement, il aurait un

prétexte de réclamation contre cet état délabré des aîtres ; deuxièmement, on serait induit à venir s'en rendre compte ; troisièmement, point essentiel, on y mettrait des ouvriers. Alors, il aurait des chances. Il se mêlerait à ces gens-là, revêtirait le costume simple de l'un deux, et, à la faveur de l'encombrement que produisent, partout, les plâtriers et leur besogne, il s'en irait.

Les circonstances et incidents de cette évasion célèbre sont assez connus : la patience avec laquelle il sut attendre jusqu'au vingt-quatrième et dernier jour des réparations, afin que les gardes se trouvassent bien accoutumés à voir aller et venir les ouvriers ; son déguisement en manœuvre ; le départ exécuté d'un pas tranquille, une planche sur l'épaule ; le premier frisson senti, en se voyant face à face avec le gendarme de la porte, attentif à le devisager ; la façon dont il déconcerta son examen en le heurtant du coin de sa planche ; l'arrivée dans la cour ; les mots jetés de quelques-uns de ses compagnons le hélant, l'interpellant au passage, du nom d'un de leurs camarades, qu'ils croient reconnaître ; la complaisance successive de deux factionnaires, qui ont parfaitement distingué l'air de son visage et, cependant, lui ont dit : *Passez* ; la mission adroitement remplie de son valet de chambre Thelin, qui l'attend, à deux cents mètres ; la montée en voiture, le trajet accompli en cinq heures jusqu'à la frontière belge ; et, dans l'intervalle, la comédie jouée par son ami le docteur Conneau, déclarant le prince malade, retenant, attardant, occupant la visite habituelle du directeur de la prison ; la discrétion ingénue de ce dernier, pénétrant dans la chambre, à pas assourdis ; s'abstenant, d'abord, de réveiller le pseudo-dormeur, qui, depuis un bon temps, court la

poste; puis, se disant inquiet de ne pas l'entendre respirer: enfin, s'approchant du lit, relevant la couverture et trouvant, au lieu d'un homme, un mannequin.

La pièce avait été machinée et conduite jusqu'au bout fort habilement. Toutes choses avaient été prévues, disposées, arrangées, avec un esprit d'ordre peu ordinaire.

La veille de son évasion, il avait annoncé à sa dévouée correspondante et amie de jeunesse, qu'il lui envoyait tous ses manuscrits sur l'artillerie, qu'il y joignait les épreuves déjà imprimées de cet ouvrage, et qu'il la priait de les lui conserver. Cette dernière recommandation la frappa: ce détail lui fit pressentir qu'elle recevrait des nouvelles plus significatives, avant peu. Elle l'avait dit à son mari plein de doute: « Le prince Louis va s'échapper et il me fait son exécutrice littéraire. » Quelle bizarre idée! Était-ce croyable? Le lendemain, les journaux inscrivaient au plus haut de leurs colonnes, ce fait-divers: « Louis-Napoléon Bonaparte s'est évadé de Ham (1). »

Vraiment, il jouait de bonheur, après avoir mis à l'aventure quelques mauvaises cartes. Deux fois, il avait frisé le ridicule d'aussi près que possible. Il faillit y plonger, s'y noyer peut-être. On avait commencé d'en rire (2). Quoi de plus illogique en soi, quoi de plus

(1) Le lendemain, M^{me} Cornu recevait cette lettre, datée de Londres:

« Je n'ai pas besoin de vous raconter mon évasion; les journaux vous en instruiront suffisamment. Mes mesures étaient si bien prises que, en moins de huit heures, j'étais en Belgique et, douze heures plus tard, à Londres. Cela semble un rêve. Ayez soin de mes manuscrits et de mes épreuves. Le premier volume est fini, et il ne peut être publié, d'après ces épreuves. »

(2) On lisait dans le *Constitutionnel*, au lendemain du débarquement de Boulogne: « Un prétendant est à jamais tombé sous les sillons du pays. »

déraisonnable, à leur départ, se disait-on, que les tentatives demi-folles de Strasbourg et de Boulogne? Entreprises avec de si pauvres moyens! Osées avec une confiance si peu justifiée par des précédents notoires! Et pour quels piètres résultats apparents! Cependant, les idées avaient pris, depuis lors et assez vite, une orientation différente. Les goûts d'opposition aidant, un courant d'intérêt et de curiosité s'était dessiné à son avantage. Avec deux échouffourées manquées et une évasion réussie, Louis-Napoléon s'était acquis un renom d'audace. On eut l'envie de le connaître à des signes nouveaux. Les sympathies populaires s'étaient emparées de sa prison de Ham. La manière dont il en sortit compléta le sortilège. Il était passé au rang des personnages à la mode, Sans qu'il eût besoin de faire un effort beaucoup plus grand, son chemin était à demi-frayé vers les hauteurs.

Le 30 septembre suivant, M. d'Hondetot, pair de France, écrivait à Prosper de Barante : « Notre procès de Boulogne est bien terne, et M^{me} Lafarge a tout fait pâlir. » Venant à la même idée, M^{me} Swetchine détachait, le 22 décembre 1840, cette réflexion dans une de ses lettres : « Louis Bonaparte est atteint, annulé, non pas seulement par l'Orient, mais par le procès Lafarge. »

CHAPITRE SEPTIÈME

En attendant l'appel de sa destinée.

Pendant son adolescence, quand il étudiait au collège d'Augsbourg et que vint l'y toucher la nouvelle de la mort de son oncle, le prince Louis s'était noblement indigné contre les tortionnaires de Saint-Hélène. Il avait juré une haine éternelle aux Anglais. Il ne tendrait jamais la main aux compatriotes d'un Nelson dont la gloire faisait couler ses larmes.

Mais ses idées avaient changé, comme il en arriva de sa part, bien souvent, avec la nécessité d'en pratiquer d'autres.

En janvier 1840, on le vit établir sa demeure sur la place même, où les Alliés dressèrent la fameuse tente, qui leur servit, en 1815, à célébrer Waterloo et la libération de l'Europe. Et, pour la troisième fois, en mai 1846, il était retourné dans ces lieux ennemis, d'où partirent les attaques les plus violentes et les plus continues contre le jacobin couronné.

Il était arrivé, sans crier gare, dans la société anglaise. Le comte d'Orsay fut le premier témoin de son retour fantastique, le soir du 16 mai, où il s'annonça, tout à coup, à Gore-House, chez lady Blessington, au milieu

d'une fête. Le 27 du même mois, le duc de Beaufort donnait un grand diner auquel assistait, entre autres convives, le comte Louis de Noailles, l'un des attachés de l'ambassade de France.

« — L'avez-vous vu ? demanda brusquement, comme on allait passer à table, lord Malmesbury au jeune diplomate français.

» — Qui cela ? interrogea Noailles, un peu interloqué d'une question si précise et si concise, à la fois, qu'elle semblait n'avoir pas besoin d'autre explication.

» — Mais, le prince Louis. Ne savez-vous pas qu'il n'est plus à Ham ? Je viens de le rencontrer, tout à l'heure, en sortant du cercle. Il débarquait, à l'instant, et se rendait droit à l'hôtel de Brunswick ».

La surprise fut si forte et le trouble si grand, dans l'âme du comte de Noailles, qu'il ne prit pas le temps d'en entendre davantage ; mais, oubliant ses obligations mondaines du moment, abandonnant le bras de la belle lady, qu'il conduisait du salon à la salle à manger, il courut précipitamment à l'ambassade. On n'y savait rien encore de cet événement.

Nul, dans la capitale anglaise, ne croyait plus qu'on dût attribuer à « l'échappé de Ham » les proportions d'une personnalité politique dangereuse. Néanmoins, il était tenu à ne s'y montrer que sous le couvert d'une prudence et d'une discrétion extrêmes. Il sentit, ou plutôt on lui fit comprendre l'obligation qu'il aurait d'effectuer de personnelles démarches auprès du ministre de France, s'il voulait que sa présence pût être tolérée diplomatiquement, en Angleterre. Sans réticences aucunes de langage, il dut promettre qu'il se comporterait, sur ce sol hospitalier, de manière à n'être le prétexte

d'aucun trouble capable d'altérer les bonnes relations existantes entre les deux pays, et qu'il vivrait à Londres, en simple particulier (1).

Les promesses lui furent toujours plus faciles à écrire qu'à tenir. A peine les avait-il faites qu'il interrogeait le présent et l'avenir sur les moyens, qui pourraient l'en dégager. Ce fut une période de feinte et de demi-résignation entre-mêlées d'agréables plaisirs, où il joua son rôle en acteur fort habile.

Sa cousine lady Douglas Hamilton, fille de la grande-duchesse Stéphanie de Bade, et dont nous aurons à reparler, au chapitre des mariages, lui gardait ouvertes sa maison, sa table et son amitié. Elle s'attachait à lui faciliter des relations dignes d'elle et de lui, en même temps qu'elle mettait ses soins à le détourner de ses entraînements politiques, de ses coups de tête, où elle ne voyait que déraison et chimère.

(1) Lettre de Louis-Napoléon au comte de Saint-Aulaire, ambassadeur de France, à Londres.

« Monsieur le comte,

« Je viens ici franchement déclarer à l'homme, qui a été l'ami de ma mère, qu'en quittant ma prison, je n'ai été guidé par aucune pensée de renouveler contre le gouvernement français une lutte, qui a été désastreuse pour moi, mais seulement j'ai voulu me rendre auprès de mon vieux père malade.

« Avant d'en venir à cette extrémité, j'ai fait tous mes efforts pour obtenir du gouvernement français la permission d'aller à Florence. J'ai offert toutes les garanties compatibles avec mon honneur; mais, ayant vu mes demandes rejetées, je me suis déterminé à avoir recours au seul expédient adopté par le duc de Nemours et le duc de Guise, sous Henri IV, en pareille circonstance.

« Je vous prie, Monsieur le comte, d'informer le gouvernement français de mes intentions pacifiques, et j'espère que cette assurance spontanée de ma part contribuera à abrégier la captivité de mes amis, qui sont restés en prison. J'ai l'honneur, ... etc. »

» Napoléon-Louis BONAPARTE. »

Peu de jours après son évasion, il était allé la voir.

« Maintenant que vous êtes libre, lui dit-elle, vous résignerez-vous au repos? Renoncez donc, mon cher Louis, à ces illusions, qui vous ont coûté si cher, et dont les déceptions successives ont été si sévèrement ressenties de tous ceux qui vous aiment.

» — Ma cousine, je ne m'appartiens pas. J'appartiens à mon nom et à *mon pays*. Parce que la fortune m'a trahi deux fois, ma destinée ne s'accomplira que plus sûrement. »

Telles de ses anciennes relations avaient modifié les dehors de leurs sentiments. Il fut très bien reçu, en général, dans la société de choix où il demandait à reprendre sa place, après une longue absence, dont on semblait ignorer la cause. Certain soir, dinant sur les bords de la Tamise, dans une villa délicieuse, il ne jouissait pas sans un peu de surprise du plaisir de s'y trouver; car, il se rappelait que, huit jours auparavant, il interrogeait, avec Conneau, sur le haut d'un rempart, les chances de son évasion.

Il possédait, à Londres, des amis puissants. L'un des premiers désirs qu'il leur exprima fut d'employer leur intervention pour qu'on lui permit d'aller à Florence, auprès de son père, dont les jours étaient comptés. Leurs démarches ni la sienne n'eurent le résultat, qu'il en espérait. L'ambassadeur d'Autriche, qui était, en même temps, le chargé d'affaires de la Toscane, refusa nettement de lui délivrer les passe-ports indispensables : « Vous n'êtes ni sujet autrichien ni sujet toscan, lui avait-il répondu, vous nous êtes étranger, ou plutôt suspect, comme ancien carbonaro; ce n'est pas à nous que votre requête doit s'adresser. » Cette requête changea

e voie, sans arriver au but plus heureusement. Elle ne fut pas mieux accueillie du grand-duc Léopold : et Louis-Napoléon n'eut point la consolation d'assister aux derniers instants de son père, qui mourut, le 26 septembre 1846, frappé d'une congestion cérébrale.

Il revint à ses travaux, à ses polémiques, à ses protestations tenaces, à ses démêlés avec la famille régnante, qu'il accusait de l'avoir dépossédé de ses droits, en l'empêchant de recourir au suffrage du peuple souverain, par le journal, par l'action secrète de ses affidés, par l'appât des belles promesses et la libre propagande de ses idées napoléoniennes.

Dans l'entrefaite, il tenait à Londres, un état de maison fort convenable. La fortune dont il avait la disposition, depuis la mort de son père, jointe à ce qui lui restait de l'héritage maternel, lui permettait de soutenir en prince l'orgueil qu'il tirait de ses origines et ses goûts de dépenses larges. Les chiffres importants de ses transactions (des emprunts, le plus souvent), avec les Rothschild, les Lafitte, les Baring et le banquier Farquhar, attestaient que beaucoup de monnaie fluide coulait entre ses doigts, pour ses besoins personnels, pour ses jeux et plaisirs, ou pour alimenter le zèle de ses partisans en France. Il conduisait, montait à cheval, presque chaque jour. Une ou plusieurs liaisons tendres étaient couchées sur la liste de ses agréments et dépens. Enfin, il se répandait dans la meilleure société de la ville et des châteaux d'une façon aussi suivie qu'au temps de son deuxième séjour. Il prenait une part directe aux divertissements et spectacles, dont ces lieux étaient le théâtre, au point même que des rigoristes de son parti jugeaient qu'il s'y prodiguait trop. Telle, en

1839, la fougueuse impérialiste Fortunée Hamelin s'était montrée tout encolérée du rôle que le prince Louis n'avait pas craint de remplir dans les scènes mimiques d'Eglington. Elle en avait parlé fort durement, l'ex-muscadine convertie à l'idolâtrie d'une figure unique : l'Empereur. Lisez plutôt ce fragment de lettre égratigné du bout de sa plume :

« Le prince Louis enchante la Cour, ici (1), par les platitudes qu'il a été faire à Eglington. Concevez-vous ça, grand Dieu ! le successeur d'Alcide allant jouer des scènes mimiques pour divertir la société, qui a tué son oncle, s'y montrant, matin et soir, en baladin provincial ! Rien n'a pu l'arrêter ! Cent lettres écrites par ses amis ! Le sot ! Il a cru que c'était par envie de ses nobles plaisirs et que cela taquinerait fort, ici. Il n'a désolé que ses amis. Voyez donc où conduit une éducation donnée par de méchants artistes. Il sera toujours cabotin (2). »

Mais, c'était en 1839, avant la longue pénitence endurée dans la maison de Ham. Des années sérieuses s'étaient appesanties sur la tête du « successeur d'Alcide ». Il avait, maintenant, d'autres idées en tête que les pantomimes du château d'Eglington, sans qu'il dédaignât, pourtant, là plus qu'ailleurs, la féminine attirance. Ainsi ne causait-il, nulle part, avec autant de chaleur et d'amour de ses vastes projets que dans le boudoir parfumé de miss Howard. De plus, on le voyait assez fréquemment dans les théâtres adoptés par la fashion anglaise et étrangère. On le reconnaissait, au Parc, à

1. A Paris, c'est-à-dire les royalistes.

2. *Lettres inédites de Fortunée Hamelin*, édit. 1911, Émile Paul.

l'Opéra. Lorsqu'il entra dans sa loge, ses aides de camp, avec affectation, se tenaient debout, derrière lui, parlant haut et beaucoup.

Après le spectacle, il regagnait son lodging de King Street, à Saint James Stuart (1), pendant que son ami et compagnon habituel le comte d'Orsay, dont la ruine n'était pas encore prononcée, rentrait à Gore-House; l'un poursuivant en dépit d'obstacles qu'on jugeait infranchissables, sa vision couronnée, l'autre se gardant bien, suivant la fine observation du comte de Contades (2), d'interroger les années futures, par crainte de cauchemars infashionables.

Depuis quelque temps, parvenaient de France au prince Louis des nouvelles, qui lui tenaient la pensée très en éveil. La politique intérieure de Louis-Philippe et de ses ministres obéissait à des oscillations doublement inquiétantes pour son équilibre et sa durée. Continuellement préoccupé de défendre son existence même, placé devant des difficultés parlementaires, qui travaillaient à l'ébranler d'une perpétuelle secousse, le gouvernement de Juillet, malgré tant de services rendus au pays, malgré la dignité de son attitude extérieure, malgré l'immense développement qu'il avait su donner aux principaux éléments de la prospérité publique, semblait, au milieu des passions turbulentes, qu'il n'a-

1. Au commencement de 1847, il était allé habiter l'une des maisons neuves bâties dans King-Street Saint James. Le 15 février, il écrivait à M. Vieillard sur son nouvel appartement : « Je suis installé, depuis quinze jours, dans une nouvelle maison et je jouis pour la première fois, depuis sept ans, d'être chez moi. J'y rassemble tous mes livres, tous mes albums et portraits de famille, enfin tous les objets précieux qui ont échappé au naufrage. »

(2) *Le comte d'Orsay. Papiers. Copie d'un roi de la mode.*

vait pas la force de réprimer, impuissant et stérile. Ce régime de paix et d'abondance n'était pas né sous une heureuse étoile. Le pauvre roi des barricades dépendait trop de ce peuple, auquel il avait dû le pouvoir et qui ne pensait qu'à le lui reprendre.

Il y avait eu, dans Paris, maintes agitations partielles, avant la violente surexcitation, qu'y souleva, en 1848, l'interdiction du banquet réformiste. La Chambre des députés menait grand tapage sur cette question. Les opposants de gauche avaient décidé qu'ils maintiendraient ce banquet, fixé au 20. Ouvertement bravé dans son autorité, le roi l'interdit de nouveau; en outre, défense fut faite aux gardes nationaux de se montrer en uniforme dans la rue. Il n'en fallut pas davantage pour déchaîner la tempête révolutionnaire, dont les contre-coups allaient agiter toute l'Europe.

Brusquement la session parlementaire fut interrompue par les clameurs de la rue. Les questions à l'ordre du jour, le projet de loi à l'étude, la dotation et le brevet de pairie se virent emportés, d'un souffle violent, avec la Chambre et la dynastie.

Le gouvernement avait fléchi devant l'émeute. Par la crainte de verser le sang de son peuple, Louis-Philippe abdiqua, lorsqu'il eût pu facilement encore se rendre maître de la situation. Le flot populaire avait jeté bas d'une seule poussée les digues trop faibles de la monarchie bourgeoise. Tout à l'heure, une foule en délire promenait, à travers les rues, comme un trophée, le trône royal arraché aux appartements des Tuileries. Le monarque et les princes étaient en fuite... Quelle place à prendre!

Il y avait un an, presque jour pour jour, que le pré-

tendant bonapartiste pèlerinait, à travers Londres, diversement hanté de ses amours volages ou de ses appétits politiques, au demeurant bien convaincu que son étoile ne tarderait pas à se manifester par quelque signe éclatant.

Le 25 février, dans l'après-midi, tandis qu'il rentrait, à petits pas, dans King Street, il s'arrêta court. Les voix aiguës ou glapissantes des porteurs de journaux lançaient aux échos de la rue la grande nouvelle arrivée de Paris. La république venait d'y être proclamée.

La ville entière de Londres en avait frémi. Les fonds baissèrent à la Bourse. Des bruits inquiétants avaient passé la Manche.

Louis Bonaparte n'eut pas à chercher, longtemps, son impression. Elle s'éveilla radieuse. C'était, pour le neveu de l'Empereur, la fin de l'exil, la patrie ouverte, ses ambitions désenchaînées! Son rôle enfin allait prendre figure.

Au premier bruit de la Révolution, les Bonaparte, les Murat, tous les membres de la grande famille désargentée, étaient accourus en France, des divers points de l'horizon. Ils apportaient à la République leurs protestations de dévouement. Le 26 février, devançant de deux jours son cousin Louis, le prince Jérôme avait lancé dans le public une lettre fort ampoulée, déclarant que le devoir de tout bon citoyen — comme lui-même, — était de se rallier au principe républicain. Louis-Napoléon comprit qu'il n'avait pas de temps à perdre.

Simplement muni d'un nécessaire de voyage, sans plus d'appareil ni d'escorte, il monta dans un des premiers trains en partance pour le port d'embarquement. Quelques heures plus tard, il foulait les sables de Bou-

logne, où faillit, une fois, s'enliser sa fortune. « Dieu soit loué! je suis sur le sol britannique », s'écriait, tout à l'heure, à New-Haven, Louis-Philippe poussé par la Révolution hors de son royaume « Dieu soit loué! avait dit, au même moment, Louis-Napoléon, je puis quitter l'Angleterre et rentrer dans mon pays, — pour le servir, d'abord, et pour lui faire la loi, sous peu. »

Saisissante leçon des événements! Il était arrivé d'Angleterre sur le bateau même, qui venait d'y mener, incognito, le duc de Nemours. L'exil avait commencé pour Louis-Philippe et les siens par la même cause violente, qui avait brisé celui de Louis-Napoléon. Et, le lendemain, ce dernier se trouva, face à face, dans la même voiture du chemin de fer d'Amiens à Paris, avec deux mystérieux voyageurs, qui n'étaient autres que les compagnons de la veille du prince français, pendant sa fuite douloureuse. A l'aspect du revenant de Ham, leur stupéfaction fut telle qu'ils en étaient restés figés, sans voix et sans haleine. Lui s'en allait d'un air tranquille, le front découvert, à la conquête de l'héritage, que l'émeute avait jeté sur le pavé, pour appartenir au plus adroit. Cependant, le fils du roi, hier, en pleine force et prospérité, se dérobaît par un chemin opposé, sans suite, sans serviteurs, sous un faux nom. Pendant plusieurs jours et plusieurs nuits, il avait enduré les pires détresses jusqu'à ce qu'il parvint à Folkestone. Enfin, il était arrivé au débarcadère de Manchester-Square dans un dénûment si complet que l'ambassadeur de France dut mettre à sa disposition des habits et des vivres (1).

(1) * Le roi n'avait que cinq francs en sa poche, mais la reine avait

Un reste d'espoir subsistait dans l'âme des princes exilés. La duchesse d'Orléans, chaque matin, s'attendait à recevoir une députation l'engageant à revenir aux Tuileries. Pendant que le vieux roi et Leurs Altesses interrogeaient, en vain, l'horizon, par delà les vagues normandes, les Bonaparte prenaient leurs dispositions alertement pour les remplacer, à Paris.

Il en fut parlé, tout à l'heure. Lorsque Louis-Napoléon sollicitait l'autorisation de quitter le logement insalubre de Ham pour aller consoler son vieux père malade, en la Cité des Fleurs, à Florence, il attestait ciel et terre que loin, très loin de sa pensée était l'intention de former aucune tentative nouvelle contre le gouvernement établi. De même, lorsqu'il remit les pieds en France, par l'effet d'une soudaine commotion populaire, jura-t-il ses grands dieux qu'il n'avait et n'aurait jamais d'autre ferveur dans l'âme que le culte du plus pur sentiment républicain. Il en serait le serviteur et le prêtre.

On ne s'en rapporta pas, d'abord, à sa parole. Des gens encore informés de leur histoire contemporaine se rappelèrent un autre Bonaparte, qui, pour sauver la République, avait renversé la Constitution du 18 brumaire.

Lamartine et les membres du Gouvernement provisoire, qu'il avait avisés de son retour, à Paris, l'engagèrent à reprendre, aussitôt, le chemin de l'Angleterre. Pour plus de sûreté un convoi spécial ramena le prétendant à Boulogne, en compagnie d'un ancien aide de

heureusement emporté quinze cents francs, que la famille royale s'est partagés. *Mémoires d'un ancien ministre anglais*, p. 107. Courte disgrâce pécuniaire : la famille d'Orléans ne manquait ni de fonds, ni de biens, à l'étranger non plus qu'en France.

camp du roi Murat, qui se trouva là, par hasard, et qu'on voulut aussi mettre dehors (1).

Si grande fut la surprise de Louis-Napoléon, qu'il entra dans une phase de vrai découragement et que cette impression passa de son âme dans celle de ses affidés, témoins des premières effusions populaires.

Un réel enthousiasme échauffait les imaginations, en faveur des événements accomplis : le renversement d'un trône; la destruction d'une oligarchie sans grandeur, la conquête du suffrage universel et la proclamation de tous les droits du citoyen. Des espérances infinies s'étaient levées. On croyait au dévouement des élus du peuple, à la solidarité des consciences, à la fraternité des cœurs : 1789 avait revécu.

Tous les chefs militaires avaient offert le concours de leur épée à la défense de la République. La flamme du libéralisme s'était communiquée aux esprits dirigeants de l'armée, en même temps qu'elle avait pénétré les masses profondes du peuple. En de telles conditions, sur quelle force appuyer une tentative de restauration impériale? La foi des plus ardents prosélytes vacilla. Persigny, pendant plusieurs semaines, versa dans un républicanisme très coloré (2). Et, tout en exhortant ses amis à ne point délaissier leur œuvre de propagande

(1) V. A. Sarrans, *Histoire de la Révolution de Février*.

(2) « Je pensais que le sang de Napoléon inoculé aux veines de la France pouvait mieux que tout autre la préparer au régime des libertés publiques; mais, après les grands événements qui viennent de s'accomplir, je déclare que la République régulièrement constituée pourra compter sur mon dévouement le plus absolu. Je serai donc loyalement et franchement républicain. » (Fialin de Persigny, *Aux électeurs de la Loire*.)

au sein des classes ouvrières (1), Louis-Napoléon craignait bien d'y perdre et ses soins et son argent.

Les rapports entre l'exécutant du programme napoléonien et les personnages portant les premiers noms de l'Empire se maintenaient à l'état d'extrême froideur. Ses compagnons de Strasbourg et de Boulogne hésitaient. « L'apôtre Persigny avait, pendant un jour, comme l'apôtre Pierre, formellement renié son maître. » Aux élections d'avril, pas une voix ne s'était portée sur le nom de Bonaparte.

C'était à désespérer d'une si longue espérance.

Mais une lumière continuait à briller dans la vie intérieure du fataliste, la flamme amie qui ne l'avait jamais abandonnée, la lumière de son destin. Il se remit de son alarme en pensant que, toute réflexion faite, sa position eût été trop difficile en France, tant que la constitution n'aurait pas été fixée. Il se soumit et attendit.

Sa patience n'eut à supporter qu'une courte épreuve. Aux élections partielles du 6 juin, quatre départements l'éluèrent, sans qu'il se fût présenté à leurs suffrages. Il reprit sa valise de voyage. On menaça de l'arrêter. Un nouveau triomphe électoral le rendit maître d'une situation, qu'il avait l'air de ne pas chercher et dont il affectait de ne tirer aucunement gloire.

On ne le verra pas, en effet, se jeter dans la mêlée avec cette fougue de jeunesse, où l'emportait, en 1836, l'impatience de se produire. Observer le terrain prudemment, se rendre acceptable avant de s'exposer à

1 V. Aristide Ferrer. *Révolutions sur la prépondérance napoléonienne faite en 1848 et 1849*, Turin, 1863.

paraître redoutable, surveiller ses débuts de manière à ne pas inspirer de ces craintes soupçonneuses et de ces inimitiés puissantes, qui l'auraient arrêté, au premier pas : tels étaient les acheminements de son adroite tactique.

Feignant de résister aux premiers appels de la nation, parce qu'il les jugeait susceptibles d'inquiéter les consciences républicaines; se démettant de son mandat de député, à regret, sans doute, mais par abnégation patriotique et parce qu'on le lui avait décerné, peut-être, à la légère; se retirant, dis-je, deux fois de suite, à dessein de se faire désirer une troisième; et semblant n'accepter, enfin, que lorsqu'il ne lui était plus permis de se dérober aux vœux réitérés du pays, il se coulera dans la place avec précaution et lenteur. Par un chef-d'œuvre de savoir-faire, il bridait ses plus vives impatiences et donnait à croire que la France avait besoin de lui.

Il continua d'être habile en jouant d'indécision et de maladresse, pour commencer.

Le 24 septembre, il faisait son apparition à l'Assemblée, bien discrètement. Il était allé s'asseoir, au septième banc de la troisième travée, à gauche, entre son ancien précepteur Narcisse Vieillard et le journaliste, député, homme d'affaires, Joseph Havin. Des tribunes publiques les regards allaient à lui curieusement, interrogeaient sa mine, détaillaient ses apparences. Il avait des moustaches et une royale noires, une raie dans ses cheveux d'un blond foncé, une cravate sombre comme le reste de sa vêtue, un habit noir boutonné; mais, il était ganté de blanc.

Deux jours après, les yeux le suivirent, montant à la

tribune, un papier dans la main droite et venant faire acte de présentation devant l'Assemblée du pays. On remarqua qu'il avait prononcé le mot compatriotes avec un accent étranger, gardé d'Augsbourg (1). Il eut, bientôt, terminé son allocution, dont le trait final fut salué de quelques cris : *Vive la République!*

Il regagna sa place. Son cousin, le prince Napoléon alla le féliciter et il ne se passa rien d'autre, ce jour-là. Simplement l'un des parlementaires, et non des moindres, Victor Hugo, constata qu'il s'était assis sans dire un mot à ses voisins, qu'il ne devait pas avoir reçu le don de l'éloquence et qu'il avait l'air aussi embarrassé que taciturne. Morny était aussi dans l'enceinte. Peu enthousiasmé des débuts fraternels, il avait jugé que Louis-Napoléon n'était pas très fort.

Le 9 octobre, il eut à s'expliquer sur la question des candidatures éventuelles à la présidence de la République. Il s'était absenté, au début de la séance, comme si le sujet n'avait pas eu d'importance particulière pour lui. Néanmoins, par un singulier à-propos, il était revenu, juste au moment où se discutait l'amendement Antony Thouret, qui excluait des conditions d'éligibilité les membres des anciennes familles impériale et royales. Le prétendant avait des raisons de se montrer attentif. Tout à l'extrémité de son banc, il écoutait, en un complet silence, le menton dans la main ou ne changeant d'attitude que pour tortiller sa moustache avec une certaine fébrilité.

(1) « Lord Normanby m'a dit que le premier discours du prince n'avait pas réussi et avait été débité avec un fort accent allemand, que je n'ai jamais remarqué chez lui. » Lord Malmesbury, *Mémoires d'un ancien ministre*, éd. 1885, p. 132

On le vit se lever. Dans la salle bouillonnait une intense agitation. Les uns voulaient qu'on votât sans l'entendre. D'autres lui criaient : *Parlez!* Sarrans occupait la tribune. Il céda la parole à son honorable collègue Louis-Napoléon. Le silence se rétablit, instantanément. On attendait de sa bouche quelque déclaration grave, solennelle, pleine d'importance. Il prononça de courtes paroles, peu significatives, et redescendit de la tribune, selon le mot d'un témoin, au milieu d'un éclat de rire de stupéfaction. Était-ce là ce qu'il promettait de rare, d'extraordinaire, de napoléonien? Les commencements n'étaient pas à la hauteur de ce qui allait suivre. Mais il avait pris connaissance du milieu, où il aurait à recruter des partisans. Il saurait se familiariser par l'usage avec cette atmosphère de parlement. Il y prendrait, peu à peu, toute l'assurance nécessaire pour y marquer sa place et pour que cette place, bientôt, fût la première.

*
* *

Les élans de la deuxième République avaient beaucoup perdu de leur primitive ardeur. On parlait trop, à l'Assemblée, on n'agissait pas assez. C'était une bonne époque pour les faiseurs de harangues. Les roses pourpres fleurissaient, à merveille, dans le champ du socialisme oratoire. On s'enivrait du vin fumeux des promesses. En réalité, la société n'en allait guère mieux. La classe moyenne gémissait sur l'ébranlement de sa sécurité. Le peuple ne démolissait de barricades que pour en redresser. Et les intellectuels d'alors se sentaient étrangement perplexes.

Bien évidemment la France glissait sur la pente, qui

la conduirait à une autre forme de monarchisme. Ou plutôt elle voguait sur les flots en tumulte des passions du jour, sans direction et sans pilote. Les dispositions générales des esprits travaillaient au compte d'un dictateur attendu.

Pour le grand nombre des amis de l'ordre et de la tranquillité publique, Louis-Napoléon incarnait le principe d'une forme gouvernementale nette et précise. Aux gens de parti il apparaissait, avec son embarras factice devant les charges du pouvoir, avec la faiblesse supposée de son caractère et la pauvreté d'esprit que lui attribuaient des témoins sans clairvoyance, il leur apparaissait comme un compétiteur dépourvu d'énergie, qu'ils pourraient, à tour de rôle, gouverner ou renverser. Il leur eût été plus malaisé, pensaient-ils, de s'entendre et de se maintenir avec un Cavaignac qu'avec son concurrent de hasard, un homme faible, dépourvu d'autorité, irrésolu, sans consistance. Celui-ci, puisqu'il faudrait momentanément l'accepter, servirait à ménager la transition. On aurait toujours le temps de lui substituer un vrai prince, un véritable chef d'État. Ainsi, les uns et les autres, avec une réciprocity de complaisances inattendues sablaient la route, sous les pas de Louis-Napoléon, vers l'élection présidentielle.

Il n'aura pas eu à se repentir d'avoir, en toute occurrence, si haut préconisé la doctrine de la souveraineté nationale. Proclamé par un plébiscite président de la République et l'ayant emporté d'un écart énorme de suffrages sur le général Cavaignac, son nom avait bien eu sur les masses l'effet magique espéré.

En regard de cet homme de race, un prétendant et un prince, on n'avait pas manqué, cependant, de can-

didats se réclamant, à des titres moins soupçonnables, d'un égal amour pour le fonctionnement libre des institutions du pays. Cavaignac aurait été le représentant de la république modérée. Bugeaud et Changarnier auraient dignement figuré, surtout le premier de ceux-là, la république militaire. Et pour les démocrates renforcés restait Ledru-Rollin incarnant la république rouge, tandis que, par contraste, Lamartine, le mélodieux Lamartine aurait idéalisé le concept de la démocratie athénienne. Mais, Louis-Napoléon était venu. Il n'avait eu ni le temps, ni l'occasion de s'attester par des actions retentissantes, ni de gagner des batailles, ni de s'imposer par les garanties d'un homme d'État exercé. Simplement il s'était nommé. *Ego nominor Napoleo*. Il avait fourni la preuve d'une confiance en soi pleine d'audace. Et l'immense majorité des voix l'avait élu le Premier de France, croyant à sa parole et faisant crédit à ses actes.

Sans qu'il eût eu besoin de passer par cette école de gouvernement, par cette pratique initiale des affaires, où se mesure véritablement la valeur d'un homme public, il avait été porté, d'un bond, à une présidence républicaine, qui menaçait de ressembler à une dictature. Et il prétendait bien n'en pas rester là.

CHAPITRE HUITIÈME

L'Avènement.

Six semaines seulement s'étaient écoulées, depuis son élection à la Présidence : il songeait au coup d'État.

Le 29 janvier 1849, il avait risqué, sur ce sujet périlleux, de premières ouvertures au plus populaire des généraux. Espérant trouver, auprès de Changarnier, des encouragements et un soutien, il l'avait tiré à part, ce jour là, et commença de lui lire un plan manuscrit du rôle qu'y jouerait l'armée. Mais, dès les premiers mots, ayant pu voir que Changarnier ne le suivrait point, il arrêta la lecture, replia son papier, le mit en poche et ne sortit plus de son silence que trois ans après, — pour agir, sans lui et à ses dépens.

Patient et persévérant, corrigeant le vague d'une imagination éprise d'utopie par la netteté d'une volonté longuement réfléchie, il ne s'ouvrait point de ses projets, pour n'avoir point à les défendre. Des généralités vagues, des phrases nébuleuses, à dessein, lui venaient aux lèvres et sous la plume; il les abandonnait, — tels les oracles ambigus des anciens, — à l'interprétation libre du commentateur.

Se taire n'impliquait, de sa part, ni peine ni effort; en outre, c'était la façon la plus commode d'orienter sa marche, à travers les partis, en laissant à chacun d'eux le droit de supposer qu'il leur était spécialement acquis. Les socialistes le jugeaient un des leurs, d'après des suppositions idéales, qu'ils s'étaient formées de ses anciennes brochures poussant aux réformes démocratiques. Et les conservateurs, retombant à son égard dans l'illusion grossière des royalistes sous le Consulat, attendaient qu'il fût prêt à leur repasser le jeu, avec espoir de récompense.

Un pur monarchiste, tel que le comte de Falloux, aurait levé la main, pour son désintéressement. Ne l'avait-il pas entendu lui faire à lui-même (et avec quel accent de sincérité!) cette déclaration formelle :

« Montrez-moi la maison de Bourbon réunie, vous me trouverez, alors, tout prêt à prendre ma canne et mon chapeau. »

L'ancien ministre constitutionnel s'était hâté d'en transmettre l'écho à ses princes en exil, sans y croire tout à fait, mais presque.

Conspirateur méthodique, Louis-Napoléon ne tenait point, ainsi que nous l'avons remarqué, précédemment, à se découvrir trop tôt; autant qu'il le pouvait, il s'effaçait, biaisait, observait et prenait le vent. Il se hâtait vers son but avec une sage lenteur. Habile expectative, dont il appliquait, après bien des années, l'enseignement, tel qu'il l'avait reçu de sa mère, parmi beaucoup d'autres leçons politiques. Dans un de ses memoranda ne lui avait-elle pas donné ces sages conseils pour qu'il s'en souvint :

« Soyez un peu partout, soyez toujours prudent.



CHARLES-LOUIS NAPOLÉON

Président de la République.

toujours libre, et ne vous montrez ouvertement qu'à l'heure opportune. »

Dans les dîners auxquels il était fréquemment prié, dans les réunions du soir dont il était l'un des hôtes marquants, il se gardait avec tant de circonspection, prenait une part si restreinte et, d'apparence, si détachée, aux propos s'échangeant autour de lui, que l'opinion d'alentour avait grand'peine à se fixer sur ce qu'il pensait et préméditait. Les dehors empreints de dignité, dont il relevait une habituelle froideur, ou les manières déférentes, dont il savait les adoucir, lui conciliaient de l'estime et des sympathies. On n'en tirait que des inductions vagues, à l'égard de ses véritables desseins. Récemment, il dînait chez Odilon Barrot, en une coquette habitation de Bougival. Les convives étaient fort gais et faisaient honneur à la bonne chère, aux vins délicats, à l'esprit de la maison. Lui Napoléon mangeait peu, riait peu et n'échangeait que de simples politesses avec ses voisins et voisines de table. Le comte de Rémusat, qui était assis entre Louis-Napoléon et Victor Hugo, avait dit au poète, entre haut et bas, de manière, cependant, à ce que le prince l'entendit : « Je donne ma voix à Louis-Napoléon et mon vote à Cavaignac. » Le mot n'avait pas eu l'air de frapper celui qu'il visait. Il paraissait n'en rien savoir et continuait, d'un air absent, à faire manger des goujons frits à la levrette de M^{me} Odilon Barrot. Mais, on pourra relever, d'ici peu, cette suite de concordances : en 1852, l'indifférent Louis-Napoléon aura ligoté le Parlement et maîtrisé la République. Victor Hugo et Charles de Rémusat, l'un et l'autre, fouleront la terre étrangère, en exilés.

Vingt années auparavant, Louis-Philippe de Bourbon, duc d'Orléans, au moment de s'installer dans les appartements royaux de Charles X, protestait avec une véhémence singulière qu'on l'avait amené là, par force, et qu'il n'y était venu que pour dégager la place et la restituer à son seul et légitime maître (1). A aucun prix, il ne consentirait à monter sur un trône volé. « Ils peuvent me mettre en morceaux, s'écriait-il, devant le duc de Mortemart, qui n'oubliera point de rapporter des paroles aussi catégoriques, mais ils ne me feront jamais accepter la couronne. »

Tel, le prince-président, avant de s'appeler Napoléon III, jurait et rejurait, *coram populo* : « Je ne suis pas un ambitieux. » Jamais il ne lèverait une main sacrilège contre la noble institution républicaine, objet de ce religieux amour, dont nous parlions tout à l'heure.

Mais il ne déguisait point à ses intimes que ce qu'il en disait n'avait pas d'autre importance ; que l'essentiel était d'arriver au but : qu'on verrait bien, ensuite, à se résoudre sur ce qu'on pourrait ou non garder, des avances faites aux doctrines libérales. Il se sentait puissamment encouragé dans son immense espoir par la prévention de la majeure partie des Français. Encore inexpérimentés à l'idée de république, la plupart ne

(1) « M. de M... dira à Votre Majesté comment l'on m'a amené, ici, par force ; j'ignore jusqu'à quel point ces gens-ci pourront user de violence à mon égard ; mais si, dans cet affreux désordre, il arrivait que l'on m'imposât un titre, auquel je n'ai jamais aspiré, que Votre Majesté soit bien persuadée que je n'exercerai toute espèce de pouvoir que temporairement et dans le seul intérêt de Votre Maison.

« J'en prends ici l'engagement formel envers Votre Majesté. Ma famille partage mes sentiments, à cet égard.

« Palais Royal, juillet 31, 1830.

» Fidèle Sujet. »

pouvaient la concevoir qu'à travers le souvenir malheureux des excès de la première Révolution. Beaucoup de gens craintifs commençaient à se dire, songeant aux entreprises manquées de Strasbourg et de Boulogne :

« Le prince aventureux, qui osa ces coups d'audace, saura nous délivrer du spectre rouge. Donnons-nous à lui, comme au sauveur de notre tranquillité. »

Dans les campagnes, avant qu'il soit longtemps, les paysans iront voter, à bulletins ouverts, au nom de Napoléon, moins pour acclamer un homme, qu'ils ne connaissent point à ses actes, que pour s'associer à une condamnation par le nombre du système républicain.

Enfin le peuple, lui aussi, montrait qu'il en avait assez des rhéteurs grandiloquents, des mâcheurs de paroles à vide, des Jaurès d'alors.

Par moments, des impatiences lui prenaient d'avancer l'heure. Il éprouvait de premiers étonnements à rencontrer des résistances et de ce qu'on voulût établir des distinctions entre sa personne et l'État même. Il en trahissait l'impression, à des détails accidentels, tout à fait secondaires, où l'on n'aurait pas supposé qu'elle pût se manifester. Le 17 avril 1850, ayant invité à déjeuner avec lui, à l'Élysée, lord Malmesbury, il l'avait conduit en voiture à Saint-Cloud, pour une visite d'inspection aux haras. Parmi les chevaux se remarquait un magnifique alezan, que le palefrenier fit sortir, afin qu'on pût l'admirer plus à l'aise, dans l'entière clarté du jour. Après l'avoir longuement considéré en silence, le président ordonna à l'homme de service d'emmener la bête dans ses écuries. « Je ne peux pas, répondit le palefrenier, ce cheval est une propriété de l'État. » Louis-Napoléon fronça le sourcil.

Lorsqu'il fut remonté dans le phaéton où lui tenait compagnie le diplomate anglais, ses premiers mots furent pour dire à Malmesbury : « *Vous voyez ma position. Il est temps d'en finir.* » Tout le long de la route, il ne lui fit pas mystère de la ferme intention où il était de ne point se laisser distancer par ses adversaires et d'employer, pour cela, le bon moyen.

Ceux qu'il appelait ses adversaires et qui étaient, en réalité, les mandataires d'une constitution établie, ajoutaient, malheureusement, presque chaque jour, quelque maladresse nouvelle aux précédentes. Il n'était pas exposé à leur rendre la pareille, parce qu'il avait le geste rare et le discours peu compromettant. S'il faisait un mouvement, s'il lançait une parole étudiée ou de ces mots à fracas, qui, aujourd'hui, retentiraient dans le vide, mais produisaient, alors, leur grand effet, c'était pour hausser la gamme de sa popularité. Il y réussissait, chaque fois. Ainsi, lorsqu'il posa devant l'Assemblée législative la question de la loi du 31 mai, restrictive du droit de suffrage, et qu'il s'y montra le champion du libéralisme contre les libéraux.

Depuis quelques mois, il avait revêtu des aspects d'initiative et de résolution, qu'on ne lui connaissait pas, auparavant. Des dissentiments éclatèrent entre l'Assemblée et le Président, qui n'allèrent qu'en s'aggravant, de jour en jour. Les paris étaient ouverts. Qui l'emporterait de celui-ci ou de celle-là, de la force personnelle ou de l'autorité collective? Le dénouement de la comédie menaçait de ne pas tourner à l'avantage de ceux qui en avaient escompté la solution heureuse. Louis-Napoléon, ainsi que nous le disions, tout à l'heure, avait permis, d'abord, à chacun des partis en présence

de le considérer comme le défenseur de leurs intérêts; puis, il avait trouvé plus ingénieux de les tromper les uns par les autres, de sorte qu'avertis, un peu tard, de leur commune illusion, ils se liguèrent, à présent, pour le renverser. Sur ce terrain, il se montrera le plus habile en ne les attendant pas. La Chambre avait la majorité. Elle eût pu disposer, en s'y prenant à temps, des forces administratives et militaires réunies. Elle avait le pays et, dans le pays, le souvenir des sanglantes journées de Juin pour faciliter sa tâche de réaction contre les tendances démagogiques. Aussi incapable que le sera celle de 1870, elle gâcha toutes ses chances, ne sachant ni se servir du Président pour en faire le chef du parti conservateur ni le combattre assez énergiquement et par un geste prompt, urgent, refermer sur lui les portes de la prison de Vincennes, pendant qu'elle en avait encore les clefs. Elle y pensa, trop tard.

Sûr d'avoir derrière soi des chefs militaires éprouvés, qui sauraient, au besoin, le soutenir, l'épée à la main, il entama la bataille par un grand coup.

On en était aux premiers jours de l'année 1851. L'Assemblée, dans un geste de mauvaise humeur, avait forcé le ministère à se retirer. Tout était hors des gonds en France (1); et les chefs de parti n'étaient pas moins désorientés que leurs troupes. Parmi les spectateurs intéressés au dénouement de la crise, les uns tremblaient, les autres se réjouissaient de voir s'écrouler ce qu'ils n'aimaient point à voir debout. Louis-Bonaparte était le plus calme de tous, parce qu'il était aussi le plus

(1) V. les *Souvenirs* du comte de Hübner.

décidé. Sa résolution était bien prise et il en informa les principaux représentants de la majorité (1). Leurs observations n'y changeraient rien : par un décret de sa plume il allait enlever le commandement de l'armée de Paris au général Changarnier. Et il le fit, comme il l'avait dit. Le soir, il y avait foule à l'Élysée. Louis Bonaparte accoste, entre les membres du groupe diplomatique, le comte de Hübner, ambassadeur d'Autriche, et l'entretient en allemand de la destitution du plus gênant de ses adversaires. Il avait trouvé, sur son chemin, l'embarrassant Changarnier. Le général avait l'appui de la majorité parlementaire : il devait donc le briser ou être brisé lui-même. « Pour un aventurier, remarqua le diplomate à part soi, c'était simple comme bonjour. »

L'excitation fut à son comble sur les bancs et dans les couloirs de la Chambre. Le flegmatique Napoléon ne s'était ému ni de la démission des ministres ni du blâme des personnages les plus remuants de la ruche parlementaire. Aujourd'hui qu'il pouvait parler clair, qu'il n'était plus, pour personne, l'homme effacé, pusillanime, qu'on avait cru voir en lui, dans les débuts de la présidence, il ne craignait point d'affirmer et de maintenir le droit dont il avait fait usage, ce droit d'un chef d'État de relever un officier de son commandement. L'Assemblée ferait ce qu'elle voudrait, pour ce qui regardait sa dotation (2) : il pourrait s'enfermer à

(1) Thiers, Molé, Dupin, le duc de Broglie, Berryer, Montalembert, Daru et O. Barrot.

(2) Le 10 février, l'Assemblée nationale rejetait, à une majorité de cent deux voix, la dotation du président. A la suite de ce vote, Louis-Napoléon supprima les bals et les grandes soirées, mais continua de recevoir, le

l'Élysée, dans une seule chambre, restreindre l'office et renvoyer ses serviteurs, mais il ne souffrirait pas d'être dépouillé des privilèges de sa situation.

Il restait provisoirement le maître du terrain disputé. Changarnier avait échangé son quartier général, aux Tuileries, contre le modeste appartement qu'il occupait dans un petit hôtel garni de la rue Saint-Honoré (1). Paris était indifférent. Et la Bourse avait monté.

La lutte continua, pendant tout le cours de l'année 1851, entre les deux pouvoirs ennemis.

De temps en temps, le gardien de la citadelle lançait des avertissements significatifs pour les oreilles intéressées à les ouïr, mais qui, bien à tort, s'obstinaient à rester sourdes. Le 23 novembre 1851, en distribuant des récompenses aux exposants français de Londres, il s'exprimait assez nettement pour que de bons entendeurs en fissent leur profit :

« Comme elle pourrait être grande, la République française, s'il lui était permis de vaquer à ses véritables affaires et de réformer ses institutions, au lieu d'être sans cesse troublée, d'un côté, par les idées démagogiques et, de l'autre, par les hallucinations monarchiques! »

Naturellement il ne comprenait pas au nombre de ces chimères les belles visées impérialistes, qui hanterent son cerveau, depuis qu'il sut raisonner.

Le Président voyait grossir avec rapidité le nombre

lundi, à l'Élysée, ceux dont il sentait avoir besoin. beaucoup de militaires surtout.

(1) Quelques jours plus tard :

« Ce matin j'ai rencontré Changarnier dans le jardin des Tuileries. Il est dans un état de surexcitation indescriptible. Il me disait : « Je me fais tort de faire échouer le coup d'État. » *Souv. du comte de Hübnér*, t. I^{er}, p. 27.

Des mots!

de ses amis ou des aspirants à l'être. Les gens prudents, de ceux qui hésitent, à deux fois, avant de sauter le pas, traduisaient le fort et le faible de leur opinion par ces simples mots : *Il faut attendre et voir venir*. Baroche, le futur président du Conseil d'État, était des plus fermes à pratiquer la conduite expectante. Manœuvre agréable et facile, où l'on gagne du terrain sans bouger de place. Plusieurs pensaient à faire leur nid, dont l'hésitation ne tenait plus qu'au bon endroit à choisir. Quant aux adroits, aux clairvoyants de la première heure, méprisant une Assemblée, dont les éléments disparates se confondaient en un vain bruit de paroles, ils avaient prononcé, d'avance, leur *Ave, Cæsar*. Ce n'étaient encore que des adhésions partielles. Soucieux de fortifier des concours isolés par le mouvement large, expansif, des sympathies populaires, Louis-Napoléon se mit à parcourir la France en grand appareil officiel. On le vit planter, de tous côtés, les jalons de sa grandeur future et lui donner pour principe l'exaltation du sentiment national.

Le champ d'opérations était tout indiqué, sinon tout prêt. Il ne lui restait plus qu'à choisir des hommes qui, par leur caractère et leur audace fussent capables d'y faire triompher sa cause. Il travaillait, depuis des années, à ce recrutement. Nous savons s'il eut la main heureuse. Il n'aura pas besoin de pousser à l'action ses instruments : ce seront eux, plutôt, qui l'entraîneront à réussir et plus hardiment et plus vite qu'il ne l'aurait osé lui-même.

Puis, à travers le vague des phrases à principes, où tiennent tant de place, à si peu de frais, les vocables salutaires : Dieu, la liberté, le bien public, le *vox populi*,

se dénonçait la menace, presque sans déguisement, du coup de force opportun et prochain :

« Ne redoutez pas l'avenir. La tranquillité sera maintenue, quoi qu'il arrive. Un gouvernement qui s'appuie sur la masse de la nation, qui n'a *d'autre mobile que le bien public* et qu'anime cette foi ardente, qui vous guide sûrement là où il n'y a pas de route tracée, ce gouvernement, dis-je, saura remplir sa mission; car, il a en lui le droit, qui vient du peuple et la force qui vient de Dieu. »

La force qui vient de Dieu... et des fusils. On avait réservé ces derniers mots.

Comme tous les ambitieux, dont les principes sont à la base du moi et pour qui tout auxiliaire est bon, pourvu qu'il soit utile, Louis-Napoléon était de composition accommodante. Il n'avait pas de parti pris, à l'encontre des gens, autant que le jeu de ses combinaisons lui permettait de s'accorder avec eux. Les républicains, dont il avait si ouvertement recherché les bons offices, eussent été ses meilleurs amis, pour peu qu'ils s'y fussent prêtés. Il les attira au miel de ses discours, les assiégea de ses blandices et caresses, en un mot, fit tout pour les séduire. Il ne se décida aux actes de guerre que lorsque Morny, Persigny, Saint-Arnaud, lui eurent démontré qu'il ne pouvait plus temporiser, sous peine d'être envoyé par eux où il les envoya, lui, c'est-à-dire à Vincennes. Que les Tuileries lui parussent préférables, il n'y avait pas à s'en étonner.

Des esprits judicieux et fermes avaient été frappés du péril pressant de la situation. Mais, pour le conjurer, leurs ressources étaient si limitées, si faibles, après avoir tant tardé à en prévoir l'emploi!

C'était aux approches de *la grande journée*, comme on l'appellera, dans le style des vainqueurs.

Une réunion avait été convoquée, d'urgence, chez le général Le Flô, au Palais-Bourbon. Le questeur Baze lui demandait de quels moyens de défense il disposait pour la sauvegarde de l'Assemblée, en cas de péril.

« Le bataillon de garde, répondit simplement le général.

» — Mais, j'ai vu de l'artillerie dans les cours.

» — Oui, j'ai une section d'artillerie. »

C'était tout.

« Eh bien, s'écria le député plein d'émoi devant cette insuffisance de troupes, il faut faire tirer le canon d'alarme, de minute en minute, pour appeler les faubourgs, au secours de l'assemblée. »

« Quand j'entendis cette proposition, — nous disait à nous-même, trente ou quarante années plus tard, un député orléaniste, qui fut de la conversation, — et que je vis comment tous les projets des grands politiques conservateurs venaient échouer à cette détermination d'appeler, au son du canon d'alarme, les faubourgs, afin qu'ils fussent, eux les débris de l'insurrection de juin, le suprême secours de l'Assemblée, je n'eus pas la curiosité d'en entendre davantage, je pris mon chapeau et allai me coucher, ne doutant point de ce qui allait éclater, peu de jours après (1) ».

Tandis que l'Assemblée législative perdait le temps, en des conciliabules inutiles, et que ses orateurs le reperdaient en des discours dénués d'action sur la fibre populaire, pendant que des théoriciens éblouis lançaient

(1) Estancelin. Voy. notre ouvrage sur *la Comtesse de Castiglione*, 1912.

les métaphores d'une phraséologie creuse au pays plein d'angoisse, qui, derrière la statue de la Liberté, venait de voir apparaître les emblèmes menaçants de la révolution et de l'anarchie, il fallait appartenir, certes, à la catégorie des âmes crédules pour ne pas voir que la République de Louis-Napoléon serait infailliblement l'Empire (1).

La machine de guerre fut mise en mouvement, le 2 décembre 1851.

La journée historique a commencé par un grand mouvement de troupes.

Vers dix heures du matin, la cour d'honneur de l'Élysée, d'où Louis-Napoléon était sur le point de sortir afin de parcourir, à cheval, les rues de Paris, s'est remplie d'un grand tapage. Les chevaux du Président et les montures d'une quarantaine d'officiers généraux piaffent d'impatience. Mais, le prince a quitté ses appartements. A sa vue les cuirassiers de l'escorte ont tiré leur sabre en criant : *Vive l'Empereur!* C'était un peu tôt. On leur a donné l'ordre de modérer l'éclat trop retentissant de leur zèle. Toute la suite militaire du Président est en selle, éclatante de broderies d'or et de chapeaux à plumes. En tête, une avant-garde de cavaliers prend la marche, le pistolet au poing.

On s'éloigne du palais, à petits pas, pour tourner sur la droite et enfler la direction conduisant à la rue Royale et à la place de la Concorde. Louis-Napoléon est placé seul, en avant des généraux, très découvert.

1. Il y avait déjà plus de deux ans que Persigny prophétisait tout haut dans les salons de l'Élysée : *L'Empire se fera, ou plutôt il est fait.*

Un peu en arrière, à sa droite, se tient le roi Jérôme, frère de l'Empereur, et, sur le même alignement, à gauche, le général et ministre de la Guerre Saint-Arnaud. Tout près, on reconnaît le ministre de la Justice, Charles Abbatucci, qui, dès les premières lueurs du jour, avait dit au prince-président, en italien : « Monseigneur, ce n'est pas tout que de commencer, il faut finir. » Le maréchal Exelmans, les généraux Magnan, Daumas, l'Estang, d'autres encore frappent les regards, dans ce groupe chevauchant de grosses épauettes, tandis qu'on voit les colonels Edgard Ney et Fleury, aller et venir, portant des ordres. Jusqu'à la place de la Concorde s'échelonne une brigade de troupes à pied formant la haie. Sur les trottoirs vague une foule surprise et ne comprenant pas. Des vivats traversent l'air, à l'adresse de celui qui passe, sur son cheval anglais, imperturbable et sans tourner la tête ; des cris de protestation, au nom de la République, s'élèvent aussi ; mais, il n'a entendu ni les uns ni les autres.

Il avance, comme suggestionné par une volonté supérieure, réprimant sur son visage et dans son être tout signe d'émotion décelateur de joie, d'orgueil ou de crainte. Dans le moment où il a débouché sur la place de la Concorde, le général de Cotte, emporté d'un élan subit, crie de toute la force de ses poumons : *Vive l'Empereur!* Et, fidèle à la voix de son chef, la brigade entière a répondu par le même cri, de la première à la dernière file. Les excitations de l'enthousiasme en plein air sont promptes à se propager. Un bataillon de gendarmes mobiles, encouragé par son commandant, a rompu les rangs pour se précipiter au-devant du prince, entourer son cheval, multiplier les *Vive l'Em-*

peureur! et pousser, tout à coup, cette clameur : *Aux Tuileries!* Cette fois, le calme qui n'avait pas, un seul instant, quitté Napoléon, va l'abandonner. Un éclair d'impatience traverse son imagination. Il a pensé qu'il pourrait en finir, d'une seule fois; car, il a fait ouvrir les grilles du jardin et s'y jette, accélérant la course de son cheval. Mais quelqu'un l'a rejoint, son oncle Jérôme, qui le modère et lui glisse à l'oreille cette recommandation prudente : « Louis, tu vas trop vite. Crois-moi, n'entre pas encore au château. » Et il s'est arrêté, près du grand bassin, pour reprendre une allure tranquille, presque au pas, jusqu'à la place de la Concorde.

Un instant, on fait halte; il décerne quelques félicitations au marquis de Löwenstine, commandant en chef des gardes nationales de la Seine. Puis, l'état-major passe devant le front des troupes de la brigade de Bourgon, traverse le Pont-Royal et gagne la place du Palais-Bourbon. Plusieurs compagnies sont massées sur les côtés et en face du palais Législatif. Des hommes de la gendarmerie mobile, qui, dès l'aube, arrêtaient quarante représentants du peuple et sont encore tout chauds de cet exploit, ont poussé des acclamations de : *Vive l'Empereur!* Des groupes populaires ont riposté par une clameur plus forte de *Vive la République!* Louis-Napoléon a senti le danger d'une manifestation prématurée. Inspiré d'une adroite manœuvre, il a fait signe à l'un de ses aides de camp; un ordre est donné; et les mêmes soldats de s'écrier aussitôt : *Vive la République!* Leur poussée de voix formidable a réduit les opposants au silence (1).

(1) Cf. Baron du Casse, *les Dessous du Coup d'Etat*.

Le Président avait achevé sa démonstration militaire et publique. Passant enfin devant la brigade de lanciers du général Rewbell rangée en bataille sur l'avenue, il rentra par le pont de la Concorde, à l'Élysée, qu'il avait quitté, depuis une heure et demie. L'action appartenait, maintenant, à son ministre de l'Intérieur Morny et à ses généraux.

On n'en était qu'aux préliminaires de ce drame politique. Il faillit reculer devant les responsabilités de ce qui lui restait à faire contre son serment et la Constitution. Il eut le frisson de crainte et la pâleur anxieuse de Bonaparte, quand Lucien vint à son aide, le 18 Brumaire. On a su, plus tard, que, le soir du Deux-Décembre, après l'effort de la journée et dans l'incertitude tragique du lendemain, le Prince-Président se montra entièrement démoralisé. Morny et Persigny, inquiets de cette défaillance, lui conseillèrent de se mettre au lit, pour calmer la migraine qui lui tenaillait les tempes et pour détendre ses nerfs. Ils se chargeraient de la suite, pendant ce temps-là.

L'indécision était permise à sa pensée. Le geste qu'il allait risquer avait des conséquences graves. Il lui faudrait jouer, tout à l'heure, la suprême partie. Il s'était mis en révolte ouverte contre les institutions de son pays, des institutions libérales qu'il avait juré solennellement de défendre. Suivant que l'emporterait le droit républicain ou la force militaire, il serait traité en criminel d'État ou proclamé *imperator*. Car, telles sont les contradictions des jugements humains que le succès des événements en est la règle et la loi.

Il s'est enfermé dans un de ces salons de l'Élysée, où le premier Napoléon, frappé du coup fatal, s'était

retiré pour signer son abdication. C'était là que le vaincu de Waterloo avait apposé, d'une main fébrile, sa signature au-dessous de cette phrase arrachée par la défaite à sa frénétique ambition : « Je renonce au trône. »

Et, maintenant, le troisième fils d'un de ses frères se voit, à la même place, porté par le flot populaire au sommet de la puissance et décrète des mesures d'énergie pour reconstituer son œuvre détruite. Celui-ci n'assumera pas, sans trouble, la responsabilité morale d'une résolution, dont le principe est un parjure. Son âme est encore vacillante que l'action est déjà commencée, que déjà le colonel de Rochefort, à la tête de ses lanciers, charge sur les boulevards.

Peut-on jamais être sûr des circonstances finales, d'où dépendra le sort d'une conspiration, d'un coup de main politique? Il suffit d'une précaution omise, d'un contre-temps imprévu, de moins encore pour en déterminer la déroute. L'histoire en est remplie d'exemples célèbres. Tel, celui-ci : Charles I^{er} d'Angleterre eut la tête tranchée, pour n'avoir pas voulu prendre un autre cheval que la monture, qui lui était destinée. Qui de nous n'en a lu les détails aux conséquences si promptes et si funestes? Le roi avait été ramené prisonnier, de l'île de Wight à Londres; c'était encore un prisonnier royal, escorté d'égards, quoique gardé. Pendant qu'il déjeunait au château et que les hommes se rafraîchissaient aux cuisines, on avait arrangé, pour le prince malheureux, un projet de fuite. Il devait, à une minute convenue, sortir par une porte dérobée et trouver, dehors, l'attendant un cheval connu par sa rapidité et qu'on appelait Ralph. Charles I^{er}, confiant dans la vélocité de l'animal, se sentait sûr d'échapper à la

poursuite de ses ennemis. Au moment d'exécuter la première partie du plan arrêté, quelqu'un vint lui apprendre que Ralph, en sortant de l'écurie, avait eu l'une de ses jambes brisée par le coup de pied d'un cheval voisin, mais qu'un autre coursier, presque aussi bon, était prêt. Le roi refusa de tenter l'aventure et cette minute d'hésitation le perdit. Il fut conduit à Londres et décapité.

Toutes chances secondaient l'entreprise bonapartiste. Un hasard malencontreux, la défection d'un général, un revirement provoqué dans l'esprit des soldats, eût pu réduire à néant les mesures les mieux combinées. L'une de ces éventualités contraires faillit se produire. Elle est inconnue, d'ailleurs, et il nous est intéressant de la révéler.

Au matin du Deux-Décembre, un général de brigade, dont on veut taire le nom, occupait le Luxembourg. Il n'avait pas été mêlé directement au projet du coup d'état; il était placé sous les ordres du ministre de la Guerre et ne savait rien de plus.

Le lendemain, l'un des rares hommes d'énergie du groupe monarchiste, le député Louis Estancelin, était allé le trouver et lui avait tenu ce langage :

« — Comment pouvez-vous souffrir que vos amis et vos anciens chefs d'Afrique : Changarnier, Lamoricière, Bedeau, soient enfermés à Mazas, dans une prison de droit commun, où ils ont été conduits ainsi que des voleurs et qu'on ait vu les représentants du pays, défenseurs de la Constitution, jetés et enlevés dans des voitures cellulaires ?

« — Sans doute, c'est déplorable, abominable, tout ce que vous voudrez ; mais je n'y puis rien.

« — Vous vous trompez; il vous suffirait de le vouloir. Faites prendre les armes à votre brigade, allez droit à Mazas, en tête de vos régiments; rouvrez-en les portes aux généraux, ramenez-les à la Chambre : la population entière de Paris vous suivra. Vous serez le maître de l'heure. »

Le général interroge sa conscience, reste un temps perplexe; enfin, il va se décider et répond : « J'irai ». Il commence à boutonner son uniforme, quand une ordonnance du ministre de la Guerre arrive, avec un pli contenant cet ordre :

« Général,

» Des barricades s'élèvent dans les rues Saint-Martin et Saint-Denis; vous allez occuper les boulevards, en face de ces deux rues, et faire attaquer et détruire les barricades. »

« — Vous voyez, reprit le chef de troupes, — aussitôt ramené sous la loi hiérarchique, — dans une situation pareille mon devoir est tout tracé, je dois me rendre à mon poste. »

Il s'y rendit, en effet, et, quelques heures après, sa brigade ouvrait le feu sur les boulevards. La toilette militaire, commencée pour aller à Mazas délivrer les généraux, fut terminée pour monter à cheval et tirer à mitraille dans les rues de Paris.

Ce coup de main militaire, dont nous avons, autre part (1), détaillé l'organisation savante et l'accomplissement rapide, aurait pu n'avoir d'autres et de plus funestes conséquences que le fait d'un certain nombre

1 Voir : *Frère d'Empereur, le duc de Morny*, chap. IV : le Coup d'État. Émile Paul, édit.

d'arrestations parlementaires, sans le hasard d'une erreur, aux effets sanglants : un coup de pistolet tiré par un nommé Lagrange sur le bataillon du 14^e de ligne. D'où la riposte affolée des hommes, un coup de feu, puis deux, puis le feu de peloton et la panique de la foule, laissant sur la chaussée nombre de morts et de blessés.

Il y eut d'autres incidents regrettables s'ajoutant à celui-là pour grossir le martyrologe tant exploité par les historiens de parti des victimes du Deux-Décembre. En première ligne, la mort du représentant Baudin, se faisant tuer sur une barricade pour prouver aux gens, qui n'y croyaient pas, la sincérité de son républicanisme (1).

Il n'en était pas moins évident que l'opération n'avait pas eu toutes les suites violentes, qu'on aurait eu lieu de craindre d'une révolution militaire menée, à grand renfort de bataillons, contre la représentation nationale et la liberté. Que dis-je ! Aux premières minutes de ce déploiement de forces, Morny, Saint-Arnaud, Persigny, s'étaient sentis presque embarrassés de ne trouver, pour ainsi dire, pas d'ennemis en face d'eux. Leur situation de combat risquait d'être compromise par le ridicule. Enfin, quelques pavés étaient sortis de terre. Et Morny avait pu répondre aux alarmistes de son camp : « Vous vouliez, hier, des barri-

(1) Baudin, dont le sacrifice eut une récompense de célébrité légendaire, ne donnait pas à pressentir qu'il possédât une âme de héros. Beaucoup de gens, d'après l'impression qu'inspirait sa physionomie, l'une des plus laides figures du monde, disaient de lui : « Il a une tête de policier ! » Sa mort attesta le contraire et prouva, une fois de plus, qu'on risque toujours de juger mal ceux qu'on condamne sans les connaître.

cados; on vous en fait et vous vous plaignez! (1) »

Si les désordres des départements n'avaient pas provoqué des scènes affligeantes et des représailles sans pitié, les seuls événements parisiens (à part les tristes fusillades de la nuit du 4 ou du 5 décembre) se fussent passés comme une secousse un peu bien rude, mais de courte durée.

Les circonstances même les plus regrettables et du caractère le plus funeste conspirèrent à l'absolution du coup d'état. Lorsque le ministre de la Guerre eut réalisé dans Paris, point par point, le plan des Cinq (2) et que, tout à coup, se déchainèrent, dans la province, des scènes de Jacquerie effrayantes, on vit trop ce qui serait arrivé si le mouvement socialiste, au lieu d'éclater, à l'improviste, par suite des mesures extra-légales du Deux-Décembre, s'était manifesté, à une date ultérieure, préparée, calculée, si l'anarchie avait pu commencer, à son jour, à son heure prévue, la guerre sociale dont elle menaçait le pays. La France presque entière accueillit comme une délivrance l'acte énergique, parce qu'il répondait à ses vœux d'ordre et de calme bienfaisant.

§

Progressivement le prince-président s'entoure de tout l'appareil d'un souverain. Sa maison se monte. Les appétits financiers des dignitaires se développent avec autant de promptitude. La curée promet d'être bonne, disent

(1) « C'était l'absence d'un ennemi, qui rendait la situation de l'Élysée plutôt *austère* et *dangereuse*. » Hübner, I, p. 38.

2. Louis-Napoléon, Morny, Persigny, Saint-Arnaud, Maupas.

déjà les ennemis ou les jaloux. « La meute a soif », insinue Vieil-Castel.

Louis-Napoléon ne couche pas encore, aux Tuileries, par un peu d'hésitation calculée, et aussi parce que le rez-de-chaussée est en réparations; mais, dès à présent, il reçoit et donne des fêtes dans les grands appartements du premier étage. Les fonctionnaires sont venus lui présenter leurs hommages déférents, le 1^{er} janvier. Le même jour, un *Te Deum* est annoncé à Notre-Dame; Louis-Napoléon n'omettra pas de s'y rendre, escorté jusqu'aux portes de la cathédrale par de nombreux escadrons de cavalerie. Le 7, il assistera à une représentation de gala, à l'Opéra, où l'orchestre saluera son entrée en entamant la marche du *Prophète*. C'est l'apothéose de la Chance couronnant l'adresse et la puissance du nom.

Le 14 janvier 1852, pourra sortir de son cabinet, tout armée, la nouvelle Constitution enlevant au Corps Législatif le droit d'initiative et le droit d'interpellation et mettant entre les mains du président de la République, nommé pour dix ans, avec une liste civile de douze millions annuels : le commandement suprême des forces de terre et de mer, le pouvoir de conclure les traités de paix, d'alliance, de commerce, et les règlements nécessaires pour l'exécution des lois, dont il aura seul l'initiative, la sanction et la promulgation. Seul encore, il aura le droit de faire grâce. La justice se rendra en son nom. Les fonctionnaires lui prêteront serment. Enfin, il sera investi du privilège d'ouvrir, à son gré, des crédits extraordinaires, en dehors du budget voté par ministère. Quant au Sénat, placé en face du chef de l'État pour consacrer

ses actes, il sera conservateur par essence et de fait nommé par lui.

Les triomphateurs n'eurent pas, à vrai dire, la main clémente. Napoléon, malgré sa réputation de bonté, avait approuvé le conseil de ses moniteurs politiques, pour que la répression fût, d'abord, terrifiante. Des milliers et des milliers d'emprisonnements (1); trente-deux départements mis en état de siège; des commissions mixtes investies du pouvoir de statuer sommairement et arbitrairement sur le sort d'une foule de républicains arrêtés; les tribunaux armés de pouvoirs discrétionnaires pour frapper sans miséricorde: la manière fut rude de travailler au maintien de la tranquillité générale.

En 1836, Louis Bonaparte, qui n'était, alors, qu'un prétendant plus riche d'espérances que de ressources, disait à sa mère :

« Si nous allons à Paris et que je voie sabrer le peuple, devant moi, certainement je n'hésiterai pas à me mettre de son côté. »

Mais, c'était en 1836 : il ne s'agissait de rien de plus que de Louis-Philippe et des assauts livrés à son autorité paternelle. En 1851, les termes de la proposition s'étaient renversés. De sa place de témoin, intéressé au spectacle, Louis-Napoléon était passé au premier plan de l'action. Les soldats, qui sabraient et fusillaient, étaient les siens. Il n'avait plus cette tendresse et cette chaleur combative pour les héros de la rue. Il estimait juste et salubre qu'on châtiât exemplairement les émeutiers.

1 D'après le témoignage non suspect de Granier de Cassagnac, les arrestations, pour Paris seulement, dépassèrent 26.000.

L'ensemble du pays réclamait un maître. Le plébiscite des 20 et 21 décembre le lui donna. Sept électeurs sur huit validèrent en sa personne le vieil adage établissant que possession vaut titre. La République n'existait plus que de nom.

Cette constitution l'avait fait empereur, avant qu'il eût senti le besoin d'en revêtir l'appareil et d'en porter le titre. Son pouvoir était immense. Il en usa, sur-le-champ. Chaque jour, on voyait paraître un décret nouveau de l'Élu du peuple. En effet, il n'avait pas été pris au dépourvu. Pour employer les expressions d'un diplomate étranger, il était arrivé au palais de l'Élysée avec un sac de voyage tout rempli de projets élaborés, pendant de longues années d'exil et de prison, par cet esprit inquiet, rêveur, fantasque : projets de loi de tout genre, les uns imbus de traditions impérialistes, les autres puisés dans les sectes secrètes dont il avait fait partie et dont il ne s'était pas encore entièrement détaché. Une confiance hardie inspirait ses desseins. A ses premiers actes il s'était fait juger en bien et en beau. Si les moyens, qu'il avait employés avec ses collaborateurs du Deux-Décembre pour se hausser à ce point culminant, avaient porté de graves atteintes aux pures règles du droit et de la conscience, on n'y pensait déjà plus. Mais ce n'étaient que louanges pour sa fermeté contre les agitateurs et les gens de désordre (car tous ceux qui ne pactisaient point avec le gouvernement dictatorial, par opposition de principes ou par rivalité d'intérêts, étaient inévitablement qualifiés de révolutionnaires et de factieux). Enfin, il avait dégagé la France des ténèbres d'un parlementarisme sans unité de vues et sans direction. Tant qu'il tiendrait concentrés entre

ses mains les pouvoirs nécessaires, on n'aurait plus à craindre « les envahissements d'une barbarie nouvelle » ; ce n'était pas encore l'enthousiasme que provoquera, tout à l'heure, son voyage triomphal dans le Midi, mais de la confiance propagée, de la soumission facile, un commencement de sympathie admirative, dont le succès était la justification.

À ce degré de faveur il faillit abuser trop tôt de son omnipotence. Un mouvement de sa part, qui ne fut pas très noble, un acte d'autorité, qu'il décida sans en fournir d'assez justes raisons : la confiscation des biens d'Orléans, en vertu des décrets du 22 janvier 1852, causèrent une certaine émotion dans les classes élevées. Cette mesure illégale et qui ne répondait pas généreusement à l'indulgence dont avaient, à plusieurs reprises, bénéficié Hortense de Beauharnais et les Bonaparte, sous le règne de Louis-Philippe, révolta la conscience de quelques gens. La protestation des princes avait amené la démission de Morny (1) et la retraite passagère de quelques diplomates. En réalité, le sentiment public n'en avait été touché qu'à la surface et légèrement. Aussi bien, la fortune des princes n'était pas considérée, dans le peuple, comme une partie de la fortune nationale : on y voyait, à bon escient, des privilèges de possession ou d'origine, qui cessaient de la rendre intéressante pour le grand nombre. De sorte que la mesure arbitraire de Napoléon III put confiner dans une opposition personnelle tous les amis des princes, creuser un abîme entre l'Empire et les chefs du parti orléaniste :

1 Il n'y eut pas que cette raison prétextée. Voir *France à l'époque*, le duc de Morny.

elle n'exerça aucune influence sensible sur l'opinion de tous.

Les membres de cette grande famille royale, du reste, n'en sortirent pas appauvris, au point d'émouvoir la pitié générale. Une centaine de millions insaisissables et des ressources supplémentaires, qui n'étaient point à dédaigner, leur demeuraient aux mains pour affronter les disgrâces de l'avenir. L'existence très honorable et très considérée qu'on menait à Claremont, resté, après la mort du roi jusqu'à celle de la reine, le centre de la vie des princes : Joinville, Nemours, Aumale, avait bien ses douceurs. La duchesse d'Orléans, presque toujours à Eisnach, y coulait des jours attristés mais supportables, au sein de l'abondance. De même, la princesse Clémentine, en Hongrie; le duc et la duchesse de Montpensier, en Espagne. Le duc de Montpensier, particulièrement, avait trouvé sur la péninsule espagnole, grâce à son mariage avec l'infante, les conditions intérieures et extérieures d'un état presque souverain. Des honneurs royaux, la garde à son palais, l'escorte quand il la demandait et les respects officiels des officiers généraux, qui se rendaient chez lui, en grand uniforme; un palais admirable, à Séville, des appartements d'une somptuosité rare, et dont les fenêtres ouvraient sur des jardins de paradis, avec des jets d'eau, de toutes parts jaillissant dans des bassins de marbre, pour tempérer la chaleur du soleil d'Andalousie : c'était de quoi lui rendre légère, vraiment, à lui comme aux siens, les rigueurs distantes du « parvenu ».

La politique du moment de ce « parvenu » était de se montrer, en toute occasion, de paraître. On l'avait acclamé à Versailles, où il s'était fait conduire en pleine

affluence populaire, un dimanche de grandes eaux. Par les revues et parades militaires, il reprenait contact, fréquemment, avec les sympathies de la foule. On le voyait, à la plupart des grandes premières de l'Opéra et de la Comédie-Française. Ainsi venait-on de constater sa présence, aux débuts des *Filles de marbre*, la pièce à thèse et à succès du Vaudeville. Les gazetiers d'alors s'étaient empressés d'en tenir état, comme, en 1913, les rédacteurs parisiens diront leur ineffable contentement d'avoir reconnu le nouveau président Poincaré aux *Éclaireuses* de Maurice Donnay.

Il soignait, chemin faisant, sa popularité. Tantôt, il se promenait, à Longchamp, sans escorte, en voiture découverte, pour qu'on s'accoutumât à voir l'homme nécessaire, l'élu des suffrages de la nation. Tantôt, il allait par les rues de la ville, en cabriolet ou, quelquefois, à pied, avec une quiétude parfaite témoignant de sa confiance et de son courage. Aucune menace, aucune protestation ne se levait sur son passage. Il façonnait à l'habitude de le contempler les regards de la population. Sous son calme, qui en imposait, il préparait les voies et les moyens logiques de son avènement.

En effet, l'empire s'annonce avec une évidence, qui perce tous les yeux, et qui fait tressaillir d'impatience la tribu des Bonaparte. Car, le plus pressé d'entrer en jouissance de l'héritage dynastique interrompu n'est pas celui que « les oncles » incriminent si fort d'y avoir prétendu, mais le turbulent fils de Jérôme, le cousin Napoléon.

Que tardait Louis-Napoléon Bonaparte? Sans doute, les membres de l'illustre famille ont eu leur part, déjà, des douze millions de sa liste civile. Lorsque le président

renonça, pour eux, aux répétitions qu'ils parlaient d'introduire contre l'État, il avait cru leur devoir une indemnité. Jérôme n'eut qu'à étendre la main pour toucher un capital de deux millions. Murat avait reçu la bonne nouvelle qu'il aurait son million, aussi bien que la princesse Camerata. Mais les princes de fortune sont les plus difficiles à rassasier. Ceux-ci aspirent à d'autres faveurs, titres, dotations; chacun d'eux a grande hâte d'être qualifié *Altesse Impériale*. Quant aux familiers comme Edgard Ney, Fleury, les hautes charges honorifiques et lucratives, qui leur sont promises, ne seraient pas moins chères à leur désir immédiat. Le premier serait grand-veneur et le second grand-écuyer. Mais, il était un homme plus napoléonien que Napoléon, plus impérialiste que le futur empereur : nous avons nommé Fialin de Persigny. La République n'avait plus qu'un souffle à exhaler. Encore le nouveau promu au Ministère de l'Intérieur trouvait-il qu'elle durait trop. Les symptômes de son extinction vitale étaient, pourtant, assez nombreux et significatifs. Des officiers, aux revues, sur le passage du chef de l'État, recommandaient à leurs troupes de crier : *Vive l'Empereur!* Les Élyséens chantaient leur joie par les fenêtres ouvertes du palais. La ville en répétait les échos et la France provinciale se mettait à l'unisson.

Nous sommes en juillet 1852. Le Président vient de faire une entrée triomphale, à Nancy, où il s'est rendu avec l'intention d'inaugurer le chemin de fer de Paris à Strasbourg. (Strasbourg... Quelles réminiscences et quels contrastes!) Les aigles s'éploient, de toutes parts, dominant d'un essor superbe le fronton des édifices et les plis

flottants des drapeaux. De magnifiques défilés de troupes ont provoqué, pendant le jour, l'enthousiasme populaire ; et les illuminations du soir, les prestiges de Ruggieri, ont inondé la ville de clartés et de joie. Des cris nombreux de *Vive l'Empereur!* frappent les airs, — acclamations anticipées de trois ou quatre mois, seulement.

Que lui manque-t-il encore? La couronne? Il la sent prête à tomber sur son front. Une compagne digne de son rang? Il y songe et l'espère. Une cour? Le spectacle en fait défaut à ses yeux chercheurs d'élégance et de beauté.

A vrai dire, on avait bien pris quelques doux passe-temps, sous l'ancienne Présidence, pour se distraire des soucis politiques du jouret de ceux qui pourraient survenir. Dès les débuts de cette installation, quand il y avait encore une Assemblée, sans en faire éclat dans les journaux, sans en instruire l'opinion jaseuse, on s'y était amusé franchement, comme si l'on eût voulu gagner du temps sur le ton de cérémonie, qu'imposerait, assez tôt, le décorum des résidences officielles. Il fut même trouvé que les officiers d'ordonnance du Prince-président en prenaient trop à l'aise avec les strictes convenances, lorsque, allant chasser à Fontainebleau, ils y conduisaient, non leurs sœurs ou leurs femmes, mais, avec une affectation Régence, des habituées de Cythère, et qu'à l'ombre du château royal, ils organisaient, non pas en catimini, mais à la façon discrète d'un porte-voix, de petites orgies aussitôt connues de la ville entière.

Les soirées élyséennes, quoique le choix y fût moins abandonné, laissaient grandement à désirer, pour peu

qu'on eût le goût difficile. Exception faite de la princesse Mathilde, déléguée aux honneurs du palais, avec l'aide de M^{me} de Contades, les femmes de bon ton appartenaient presque exclusivement à la colonie étrangère ou au monde diplomatique... Un monde obligé par état à bien des concessions extérieures, qui ne lui rendaient pas plus indulgentes les réflexions d'entre soi.

A la suite du coup d'État, la vraie société déjà restreinte aux soirées de la Présidence, avait cessé d'y paraître. Tout épris qu'il fût de luxe et de gala, Louis-Napoléon ne s'était pas senti très encouragé à grossir la liste de ses invitations, l'élite féminine à laquelle il aurait voulu les étendre s'abstenant d'en user.

L'élément parisien, qui paradait à ces défilés de toilettes claires, avait de quoi charmer les yeux. Il ne satisfaisait les délicats ni par les titres ni par la qualité. La fleur de la distinction, dont on eût souhaité la présence, pour en être l'ornement principal, exigeait trop qu'on l'y cherchât.

Au dernier bal du mois de février, on avait critiqué fort la tenue générale des invités. Par comble, un très fâcheux esclandre avait éclaté, qui eût été mieux à sa place entre les murs d'une caserne. Deux officiers eurent une altercation suivie de voies de fait, à l'entrée de la seconde galerie. Le prince en avait ressenti une humiliation égale à son mécontentement. Étaient-ce là les commencements de sa cour, la cour superbe, impériale, qu'il aspirait rétablir ? Il se jura de tenir la main plus fermement à l'étiquette, aussitôt qu'il serait en situation d'y veiller.

Il pouvait patienter, jusque-là. Les compensations ne

lui étaient pas ménagées. Sa situation personnelle progressait avec une célérité surprenante. Trente-trois mille francs par jour lui étaient alloués pour sa dépense, sans frais ni charges, avec la jouissance de tous les palais et domaines de l'État. Encore jugeait-on, parmi les siens, qu'il avait usé de modération à n'en point demander davantage.

Depuis le Deux Décembre, il a reçu le million mensuel par anticipation. Il a pu clarifier le passif des heures désargentées d'autrefois, régler les dettes qu'il avait contractées pour l'entretien de sa politique, assoupir les plaintes et les réclamations qui auraient pu se produire, de ce chef, mettre de l'ordre dans ses affaires et sa conduite (1), enfin donner l'impression, malgré ses largesses coutumières, d'un comptable aussi exact qu'avisé. Il s'était libéré complètement des gênes du passé; il n'aurait qu'à envisager, maintenant, d'un esprit tranquille le cours de ses prospérités croissantes.

La stabilité publique ne laissait poindre aucune inquiétude. Rien de sérieux ne pouvait être entrepris ni seulement envisagé contre le pouvoir, qui venait de se constituer dans la manière forte. Le peuple français, en général, sympathise aux manifestations d'énergie. Le président avait le pays derrière lui; de puissantes raisons l'autorisaient à n'en pas douter. Aussi ne se pressait-il point d'arriver à la solution définitive. Il se sentait le maître de fixer l'heure; et, pour le plaisir de

1. Une vieille chaîne anglaise gênait la liberté de ses mouvements dans l'intime de sa vie. Au commencement de juin, il congédia sa maîtresse miss Howard, en lui donnant le titre de comtesse de Beauregard et après s'être acquitté, en généreux seigneur, de dettes anciennes contractées envers elle.

se jouer, en quelque sorte, avec des combinaisons cauteleuses, dont les feintes l'amusaient, il ne marchait à l'empire que par de lents détours. Il affectait une attitude presque détachée sur le point qui l'intéressait le plus, au monde. Sa volonté n'était pas de contraindre les vœux de la nation ou de les tromper, peut-être, en les précipitant. Il faisait graver son effigie sur l'avvers des monnaies républicaines; il avait rétabli l'aigle sur les drapeaux; mais, il exhortait les municipalités à ne pas le traiter en souverain, au cours de ses voyages présidentiels à travers la France; il les engageait à restreindre leurs munificences trop coûteuses, en son honneur, et à consacrer, plutôt, l'excès de la dépense aux œuvres charitables.

Des pétitions secrètement encouragées circulaient, qui demandaient comme une grâce qu'on revînt au régime absolu de Napoléon I^{er}. Des délégations étaient envoyées auprès de ce président-dictateur trop modeste, afin qu'il cédât au désir d'un peuple entier, avide de s'appeler son peuple. La Providence empruntait leur voix, pour le conjurer de ne plus reculer le terme de la mission, qu'elle lui avait confiée.

Il se laissait porter à ce but magnifique avec une aisance et une modération d'allures, dont le calme irritait presque les alliés, oncles et cousins, de la future dynastie. Que n'avait-il encore pris acte de la manifestation nationale proclamant l'hérédité du pouvoir dans sa famille! Quel motif de lenteur le retenait sur le seuil de cette dernière formalité? On l'en priait. Il y opposait des demi-résistances; ou plutôt, il n'y mettait pas une hâte, qu'il jugeait inutile dans les formes. Son oncle Jérôme, admis au franc-parler, lui

en faisait de véritables reproches (1). Tant de discrétion indisposait les Bonaparte. Quand se résoudrait-il à sortir du provisoire ?

Plein d'artifices en ses discours, Louis-Napoléon semble vouloir éloigner de lui, à mesure qu'il s'en rapproche, à pas prudents, l'image pleine de périls. Quelque jour, il se dévouera, s'il le faut absolument, à prendre la couronne ; ce ne sera que pour obéir à l'appel du pays. On devra l'y forcer, presque, tant est grande sa circonspection, tant est pur d'alliages égoïstes son désintéressement d'homme public, tant est vif son désir de s'effacer toujours devant le libre suffrage du peuple.

« Résolu, aujourd'hui comme avant, de faire tout pour la France, rien pour moi, je n'accepterai de modifications à l'état de choses présent que si j'y étais contraint par une nécessité évidente. »

Il l'avait dit, en mars 1852, il le répétait en septembre, deux mois avant le couronnement prémédité :

« Si le titre modeste de Président pouvait faciliter la tâche, qui m'incombe, ce n'est pas moi qui, par intérêt personnel, désirerais changer ce titre contre celui d'Empereur. »

Tout en berçant les âmes simples de ces fallacieux propos, il reconstituait, pièce à pièce, suivant la théorie plus ou moins élastique, qu'il s'en était formée, la syn-

(1) C'est à cette occasion que furent échangées entre l'oncle et le neveu des mots bien connus. — Vous n'avez rien de l'Empereur, lui cria Jérôme, bien imprudent d'évoquer la comparaison. — Hélas ! avait répondu le Président, de cet air résigné qu'il savait prendre, j'ai quelque chose de commun avec lui. — Et quoi donc ? — J'ai sa famille. » Cette famille tumultueuse, qui devait lui peser lourdement, pendant ses dix-huit années de règne.

thèse gouvernementale du jacobin casqué et couronné, qui fit de la Révolution le marche-pied de son absolutisme.

Enfin, il se décida à frapper le coup décisif. A son retour de Bordeaux, et au lendemain de la réception d'enthousiasme préparé, qu'il reçut dans la capitale, en cette journée fameuse où se mêlèrent aux démonstrations des corps constitués les accents des musiques militaires, où la voix puissante des canons alternait avec les sonneries joyeuses des cloches, il avait prononcé le grand mot. La France, il était obligé de le reconnaître, la France voulait l'Empire. Son devoir était de consulter le Sénat, dont la réponse lui était connue avant qu'elle se fût exprimée. La haute assemblée avait déjà déposé un projet d'absorption de la république dans le sein de la monarchie impériale (1). Et le ministre d'État avait eu la bonne grâce de répondre que le gouvernement, sensible à sa démarche, ne s'opposait point à la prendre en considération.

Le plébiscite du 22 novembre vint à propos confirmer les termes du sénatus-consulte, consacrant au triple point de vue politique, économique et financier, l'omnipotence de Louis-Napoléon Bonaparte. Peu de jours auparavant, une foule immense et tranquille avait assisté à son entrée pompeuse aux Tuileries. Le Deux-

(1) « La monarchie impériale a tous les avantages de la République sans en avoir les dangers. Les autres régimes monarchiques ont été accusés d'avoir placé le trône trop loin du peuple. Mais l'Empire, plus fort que la République sur le terrain démocratique, a été le gouvernement le plus énergiquement soutenu et le plus vivement regretté par le peuple. C'est le peuple surtout, qui l'a retrouvé dans sa mémoire pour l'opposer aux rêves des idéologues et aux expériences de perturbateurs. » Troplong *Rapport au Sénat*, 6 novembre 1852.



Gravure allemande représentant
CHARLES LOUIS NAPOLEON
dans une attitude napoléonienne qu'il affectionnait ;
la main passée dans le gilet, à la manière de son oncle.

Décembre 1852 (Louis-Napoléon était superstitieux et il avait choisi l'anniversaire du Coup d'État) inaugura, dans la magnificence, les débuts de sa dignité suprême. Il allait, disait-il, « inaugurer sous les auspices d'une vaste acclamation populaire, les prémisses d'un règne qui n'avait pas eu, comme tant d'autres, pour origine la violence et la ruse ».

C'était le dénouement de la pièce artistement machinée, dont les actes s'étaient enchaînés avec une logique dans les faits, où presque pas un détail ne serait à reprendre. Depuis sa rentrée à Paris, en 1848, Louis-Napoléon avait conduit d'une manière supérieure sa marche ascendante jusqu'au trône. Il avait vu s'effectuer la complète réalisation du plus invraisemblable désir. Il était, maintenant, comme il l'avait voulu, le maître, exclusivement le maître.

CHAPITRE NEUVIÈME

Au plus haut du rêve accompli.

Devenir empereur avait été sa marotte peu commune, dès avant qu'une apparence de moustache ombrât sa lèvre. Beaucoup de ceux qu'il initiait au secret de son fol désir s'en amusèrent, dans ce temps-là (1). Le ministre anglais Malbesbury se rappelait avoir vu la duchesse de Saint-Leu rire, avec ses convives, d'un si beau rêve, quoique au fond du cœur elle le partageât et que, dans le seul à seul, elle le fortifiât de ses encouragements, parce qu'elle ne le trouvait point si chimérique.

Il avait marché, depuis lors, et d'un bon pas. Hier encore, il se sentait si certain d'en posséder, à court terme, le titre et les honneurs qu'il ne se pressait point d'y atteindre. C'était lui qui retenait les impatients de la famille. Le manteau impérial était entre les mains des brodeuses. Il mettait de la coquetterie à ralentir le zèle des ouvrières. C'était une douceur pour lui que de se faire prier dans un cas si désirable.

Louis-Napoléon avait singulièrement dérangé l'opinion, que s'étaient formée, à son sujet, des esprits très

(1) « Ses prétentions étaient un sujet de risée, je n'ai jamais rencontré personne qui prit la peine de les discuter. » Sainte-Aulaire, *Mémoires*.

sûrs de la force de leurs jugements. Thiers, qui caressait l'idée d'être son mentor et dont il avait reçu les bons avis, sans en tenir compte (1), disait de lui : *il ne comprend et n'entend rien : c'est une tête de bois*. Un peu plus tard, pendant un dîner chez les Disraeli, il glissait à son voisin de table, le ministre de Grande-Bretagne, cette appréciation complémentaire : « *Je l'ai beaucoup étudié, de près et de loin, c'est un homme absolument nul.* » Et son interlocuteur, malgré qu'il fût un vieil ami du prince, avait conclu dans le même sens : « *M. Thiers, pensa-t-il, me paraît être la vérité incarnée.* » Telle encore la turbulente princesse de Lieven, fort dépitée que le Prince-Président ne l'eût point, à l'instar du grave et tendre Guizot, choisie comme Égérie, prononçait, un soir, chez elle, la condamnation péremptoire de ses capacités : « *Je ne pourrai jamais rien faire de cet homme* », déclara-t-elle (2).

A son tour, le sublime poète des *Chants du crépuscule*, qui, le 3 décembre 1848, à la veille de l'élection pré-

(1) Le 21 février 1851, le nouveau cabinet, celui qu'avait appelé le président de la République, ayant été battu, sur un vote de confiance, par 415 voix contre 286, donnait sa démission, sans qu'il jugeât bon de l'accepter. Thiers, que tourmentait la nostalgie du portefeuille, s'était rendu en ambassadeur, auprès de Louis-Napoléon. Avec beaucoup d'animation, il lui avait représenté — éloquent et jaseur, comme il savait l'être — que le vote de l'Assemblée n'était pas dirigé contre lui, mais contre ses seuls ministres. Que le président voulût bien l'écouter, et les difficultés seraient bientôt aplanies. Un cabinet différent, fût-il pris dans la minorité, se maintiendrait devant la Chambre; et lui, Thiers, se chargerait d'obtenir le vote de la dotation, sans embarras. Le président l'avait remercié de ses intentions excellentes, mais en l'informant qu'il ne voyait pas de raison pour changer ses ministres et que, par conséquent, il regrettait de ne pouvoir utiliser ses offres ni ses conseils.

(2) Ce qui ne l'empêcha pas, le lendemain, de se métamorphoser en fervente élyséenne.

sidentielle, s'écriait, dans son langage hiératique : « Le nom de Napoléon Bonaparte veut dire : ordre, force et gloire », et qui, le 10 décembre, le jour même de cette élection, exaltait son vote, en ces termes : « Il est un nom qui résume tous les souvenirs du passé, toutes les espérances de l'avenir : c'est le nom de Napoléon, de l'homme qui a le plus aimé le peuple », pourra, à peu de temps de là, profondément déçu dans ses ambitions personnelles (1), qualifier le parvenu des épithètes cent fois répétées de Napoléon le Petit et d'Augustule (2) : l'indiscutable, maintenant, c'est qu'il régnait.

Tranquille et dédaigneux, il avait laissé tous ces jugements opposer leurs vaines contradictions. Quelques semaines plus tard, amis et adversaires surpris, à leur réveil, par la rapidité des événements, apprenaient, coup sur coup, qu'il avait décidé ces choses : la dissolution de l'Assemblée nationale et du Conseil d'État; l'abolition de la loi du 31 mai; le rétablissement du suffrage universel, qu'il craignait et détestait, mais dont il avait besoin pour parvenir au pinacle; la convocation des collèges électoraux, au 14 décembre; et, afin d'apprendre à vivre aux Parisiens, la déclaration de l'état de siège.

Premier avertissement bientôt suivi d'un autre non

1. Victor Hugo, en veine d'éloquence, exhalait un dithyrambe passionné contre le dictateur. Odilon Barrot l'interrompit, pour lui renvoyer cette réplique : « Le prince aurait continué à être un grand homme, s'il vous avait appelé au ministère de l'Instruction publique ».

(2) Quelques autres douceurs du même au même :

Tu dis dans ton orgueil : « Je vais être historique ! »
 Non, coquin, le charnier des rois t'est interdit.
 Non, tu n'entreras pas dans l'Histoire, bandit !
 Haillon humain, hibou déplumé, bête morte
 Tu resteras dehors et cloué sur la porte !

moins clair, leur faisant savoir à eux et à tous que l'Assemblée, ayant eu le tort de contrevenir aux bonnes intentions du Président, il se passerait, désormais, de son concours; qu'un nouveau gouvernement sortirait de l'Élysée conditionné de toutes pièces: que ce gouvernement serait composé de l'élu du peuple, d'abord, pour une période de dix ans renouvelable, d'un Conseil d'État adapté à ses desseins, d'une Assemblée législative, après revision des listes électorales, et d'un modérateur unique: le Sénat, asservi d'avance aux inspirations de Celui qui en aurait choisi les membres (1).

Il avait réservé ce dernier délai à ses contradicteurs pour les convier au dénouement de la pièce, qu'il avait machinée avec tant d'art.

L'empire était rétabli. Le rêve du prétendant Louis Bonaparte, tant de fois condamné par les siens, était couronné. Et cette restauration d'un régime aboli s'était levée dans une atmosphère politique tellement claire et sûre (2) que, si en de pareils moments, un voyant de l'avenir avait pronostiqué, sans date, l'écou-

1 « Des le 26 janvier, 72 sénateurs avaient été choisis. C'étaient d'anciens ministres du Président, d'anciens membres de l'Assemblée législative, d'anciens pairs de France, d'anciens parlementaires laïques, jusque-là, au second rang, des généraux, en outre quelques magistrats, et, parmi eux-là M. Troplong... Aux 72 membres nommés par le président s'ajoutèrent les quatre cardinaux et les huit maréchaux ou amiraux, qui faisaient partie de droit de la haute Assemblée: on arriva ainsi à un chiffre total de 84 sénateurs. On n'atteignit que plus tard le nombre maximum de 150 fixé par la Constitution. » P. de La Gorce, *Histoire du Second Empire*, t. 1^{er}, p. 58.

2 « Selon mon habitude, vers la fin de la journée, promenade à cheval au Bois. Le nombre d'équipages élégants, de cavaliers montés sur des chevaux pur-sang, est inimaginable. Le luxe et le bien-être sont revenus, comme par enchantement. La veille du coup d'État, la France avait peur; la veille de l'Empire, elle a confiance. » Hubner, *Neuf ans de souvenirs d'un ambassadeur*.

lement de cette puissance appuyée sur l'expression presque unanime du sentiment national, on aurait plaint cet homme, en disant qu'il avait perdu l'usage de sa raison.

* * *

Le rêveur, le visionnaire, a rempli sa mission.

Sa ferme certitude est qu'il n'en a pas d'une ligne outrepassé le principe ni altéré le caractère. Tant de puissance ravie à l'impuissance parlementaire émane de ce peuple, dont il a parlé avec un tel amour dans ses proclamations et dans ses livres. Il en a fait le serment : s'il perdait sa confiance il n'aurait plus une heure à vivre. En attendant, il se propose d'en user pleinement et de bien vivre. Un seul regret habite son âme, c'est que sa mère n'ait pas assez vécu pour voir de ses yeux où il est arrivé. Des retours inévitables l'amènent à comparer l'autrefois avec le présent. Il a revécu dans sa mémoire les jours brumeux d'Arenenberg, quand la reine Hortense souhaitait comme un bienfait inestimable, pour son fils, une vague sous-lieutenance en quelque régiment français. Il n'a pu se défendre d'évoquer, par un étrange contraste de situations, les cruels instants de sa fuite, en Italie, son désespoir profond, à l'auberge de Camoscia, tandis que, tout accablé de sa douleur fraternelle et de son extrême fatigue, encore souffrant et n'espérant plus rien du sort, il s'était endormi sur un banc de pierre, dans la rue. Avec moins d'amertume il s'est rappelé ses illusions passagères de grande culture en Amérique, ses temps d'exil et de prison... Et, cependant, on regarnissait, à sa destination, le château des Tuileries des insignes impériaux, qui n'y figuraient

plus, depuis 1814. Du garde-meuble on avait tiré le sceptre emblématique qu'avait, un demi-siècle auparavant, béni le pape Pie VII. Vingt-cinq millions de francs de liste civile et la jouissance de tous les palais, sous la seule condition de subvenir à leur entretien : c'était encore un des menus présents de la nation. L'Église n'avait pas attendu plus tard que la veille de son avènement pour lui prodiguer l'encens des pieuses flatteries (1). Déjà les préfets et les grands dignitaires rivalisaient, à son égard, de zèle adulateur. Et le peuple, par besoin d'enthousiasme, acclamait son passage.



Il ne lui restait qu'à faire accepter par les puissances étrangères, le nouvel état de choses, né d'une conspiration militaire et d'essence doublement suspecte, il ne lui restait que cette dernière chance à courir, pour que son ambition eût tout obtenu.

La partie avait été gagnée, à l'intérieur, d'une manière plus complète qu'honnête, mais positive. A l'extérieur, le nom de Napoléon portait en soi une signification belliqueuse sur laquelle il importait, d'abord, de rassurer l'Europe. Il y rencontra des difficultés sérieuses.

(1) « ... Des lèvres consacrées au service de Dieu et de la vérité n'appréhendent pas, au jour d'hui, le langage de la flatterie... mais, quand l'Éternel, après des jours d'angoisse, donna au monde un Constantin, un Charlemagne ou j'en Louis-Napoléon, il faut dire, au *libérateur*... (Allocution de l'évêque de Fréjus.)

* A l'heure de la grande crise, un homme, que Dieu tenait en réserve, parut... Jamais le doigt de Dieu ne fut plus visible que dans les événements qui ont amené ce grand résultat... etc. » (Allocution de M^r Sibour, archevêque de Paris.)

Une hostilité manifeste s'était traduite, dès le premier jour, dans les journaux anglais. Des soupçons exagérés avaient pris corps chez les hommes politiques de la Grande-Bretagne. Le Neveu ne voudrait-il pas, un jour prochain, venger l'Oncle? Des mesures de défense s'imposaient. Sans retard, il fallait aviser à raffermir les moyens de résistance nationale, depuis longtemps négligés par les ministres whigs. Récemment un demi-Français, lord Hertford envoyait, de Paris, des avertissements fort pessimistes. On lui avait confié que Louis-Napoléon tenterait, sous peu, une démonstration contre l'Angleterre, que cette guerre était non seulement souhaitée de lui, appelée de ses vœux, mais qu'elle était une conséquence inévitable de sa position et qu'un débarquement sur les côtes britanniques lui serait inspiré par les tendances françaises et l'ardeur de l'armée. Sans qu'aucun indice valable justifiât leurs appréhensions, des gens autorisés à se croire bons prophètes, en leur pays, se prétendaient certains des intentions sinistres, que nourrissait contre la puissance anglaise le nouveau maître de la France. Une panique véritable s'était répandue, à travers Londres. Les ministres des départements de la Guerre et de la Marine se montraient fort préoccupés du manque d'artillerie et de l'insuffisance du nombre des vaisseaux. Ces angoisses se calmèrent. On avait pu constater que, jamais, les arsenaux français n'avaient été aussi inactifs. De son côté Louis-Napoléon prodiguait des assurances, chaque jour plus vives, de ses sentiments pacifiques et de ses désirs d'amitié durable avec la nation, qui lui avait été si hospitalière, en des temps moins favorisés du Ciel... et de la politique. Il ne demandait

du Foreign Office que de reconnaître, dans son titre de « Napoléon le troisième », le principe d'hérédité rétrospective et future, que comportait cette désignation.

Mais là justement gisait l'obstacle. L'appeler Napoléon III, lorsqu'on n'avait jamais reconnu Napoléon II, paraissait aux ministres londoniens un cas inadmissible. Comment accepter ce chiffre trois, dont l'idée seule provoquait tant d'agitation dans les chancelleries, aussi bien à Vienne, à Berlin, à Saint-Petersbourg que dans la capitale de la Grande-Bretagne (1)? Comment les puissances européennes voudraient-elle se déjuger, donner un flagrant démenti à l'histoire, considérer comme non avenu tout ce qui s'était passé, depuis une quarantaine d'années, dans la succession des familles régnantes françaises? Après bien des démêlés courtois et, néanmoins, pressants, après bien des démarches du comte Walewski, bien des réponses contradictoires du cabinet de Saint-James, le gouvernement anglais, de guerre lasse, avait abandonné son opposition sur des mots. La Russie et l'Autriche y apportèrent moins de bon vouloir; elles persistaient à ne point laisser passer ce terrible numéro trois. Les empereurs Nicolas, François-Joseph et Napoléon eurent beaucoup de peine à s'entendre, pour l'adoption d'une formule.

Sans qu'il eût aimé grandement les Bourbons, avec les alternatives de coups d'état et d'abdications, qui, de 1815 à 1830, caractérisèrent leur politique, le tzar, par son tempérament de dominateur comme par son état

1. — Les grandes puissances paraissent résolues à ne pas reconnaître le numéro. Elles en font une question personnelle, particulièrement la Russie et l'Autriche. — Lord Malmesbury, à lord Cowley, ambassadeur à Paris, 4 décembre 1852.

de puissance illimitée, tendait à une naturelle prédilection pour la monarchie de droit divin. La chute de Charles X lui fut une personnelle douleur, une douleur de principe. Quand vint le tour de la branche cadette, lorsqu'il sut l'avènement de Louis-Philippe, toutes ses convictions s'étaient révoltées contre cette usurpation de famille. Il avait failli se lancer dans une guerre, de peuple à peuple, pour son refus d'admettre dans le concert européen une royauté, suivant lui, sans tradition, un gouvernement de hasard, sorti des barricades. La chute de la maison d'Orléans lui parut un coup de la Providence. Il s'était résigné à voir sortir d'entre les pavés la République, parce qu'il avait la certitude qu'elle ne serait qu'« un songe passager, un accident de la politique intérieure des Français ». Mais, lorsque, soudain, se releva le symbole aboli des aigles impériales, il l'accueillit, d'un front maussade, comme un problème inquiétant pour l'Europe, pour la Russie, pour l'avenir de ses projets politiques. Idéalement il avait partagé l'admiration de son frère Alexandre envers leur grand ennemi Napoléon I^{er}. De plus, des liens de famille l'attachaient aux descendants de la période épique. Sa fille, la grande-duchesse Marie avait épousé un fils du prince Eugène; et la princesse Mathilde, nièce du premier empereur des Français, était parente, au même titre, du tzar de toutes les Russies. Enfin, Louis-Napoléon personnellement ne lui était pas indifférent. Le lendemain du coup d'état, il avait tenu ce langage, en sa faveur, à l'un des envoyés du Prince-Président : « Dites-lui, dites-lui bien, de ma part, tout ce que vous pourrez trouver de plus affectueux. Ce n'est pas d'aujourd'hui que j'ai des sentiments d'amitié pour lui; en présence du peu de sym-

pathie que l'Allemagne a pu éprouver pour le nom de Napoléon, j'avais déjà su deviner la personnalité du prince Louis-Napoléon et sa valeur. Je l'ai défendu, alors qu'on ne voulait pas lui rendre la justice, qui lui était due ». Seulement, ce prince demandait trop, maintenant qu'il ne se contentait plus de cette amitié et qu'il revendiquait, en outre, les titres d'égal et de *frère*. A la rigueur, on aurait passé condamnation sur le fait d'un empire viager; mais une dynastie nouvelle, mais un empire héréditaire s'introduisant, de son seul arbitre, dans la famille royale de l'Europe, voilà ce qu'il ne pourrait jamais accepter de bon cœur.

Puis, sur quel ton de réciprocité, par quelle appellation de convenance monarchique répondre à la présentation de ce nouveau venu dans l'aréopage des souverains?

La discussion en fut vive entre les cours de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg. L'Autriche opposait mille embarras. Pas de Napoléon III, pas de numéro dynastique, pas d'affiliation entre le premier et le second empereur, mais une ferme résistance aux retours d'emploi d'une politique impérialiste. Pas de « Monsieur mon frère », surtout, qui lui vaudrait trop de présomp-

1. A propos de ce chiffre tant discuté, le même diplomate relevait, un jour, dans ses notes, une anecdote explicative plus ingénieuse que déterminante, au sens où il l'entendait. Lord Cowley la lui avait racontée, à peu près dans les termes qu'on va lire. Le préfet de la ville de Bourges, où le Président avait couché, le premier jour de son voyage de consultation impérialiste, en France, avait donné des instructions pour que l'on criât : *Vive Napoléon!* Mais il avait écrit : *Vive Napoléon!!!* On prit les trois points d'exclamation pour un chiffre. En entendant crier : *Vive Napoléon III*, le Président fit demander des explications par le duc de Mortemart, et, les ayant reçues : « Je ne savais pas, remarqua-t-il en souriant, que j'eusse un préfet si machiavélique. »

tion, à peine le « Sire et bon ami » trouvé par le comte de Buol et adopté par le tzar.

Les trois cours du Nord s'étaient promis de tenir bon sur ce chapitre essentiel. Il fallut, pourtant, en finir. L'Angleterre n'avait pas attendu, pour faire défection à l'entente, le dernier mot de cette triplique. La Prusse, par crainte d'une guerre continentale, dont elle aurait eu à subir le premier choc (1), se ravisa en faveur du « Monsieur mon frère ». L'Autriche, pour ne point se détacher de son alliée prussienne, en vint là, elle aussi. Seul l'intransigeant et omnipotent Nicolas I^{er} ne voulut pas modifier sa formule de courtoisie : « *Sire et bon ami* » (2). Une nuance, une restriction, dont se souviendra la susceptibilité de Napoléon, au moment de la querelle des Lieux-Saints. Quoi qu'il en fût, cette malheureuse et un peu ridicule campagne pour le maintien des distances avait pris fin (3). Les difficultés extérieures

(1) Frédéric-Guillaume, le personnage inquiet et fantasque, qui régnait à Berlin, ressentait une sorte d'aversion superstitieuse contre le revenant d'Empire. Louis-Napoléon lui apparaissait comme la révolution incarnée. (V. Léopold de Ranke, *Aus dem Briefwechsel Friedrich-Wilhelms IV mit Bunsen*, p. 295.)

2 Feignant, au premier abord, d'en éprouver une satisfaction suffisante. Napoléon avait dit assez spirituellement à l'ambassadeur du tzar, M. de Kisseleff, qui lui présentait sa lettre de créance : « Vous remercierez beaucoup l'empereur Nicolas du nom qu'il veut bien me donner ; j'en suis particulièrement touché ; car, on ne choisit pas ses frères, et l'on choisit ses amis. » Il avait fait bonne mine à mauvais jeu, mais ne s'y était pas trompé.

3 Le premier gouvernement, qui reconnut le nouvel Empire fut celui des Deux-Siciles, où, entre parenthèses, régnait un Bourbon ; vinrent, après, la Suisse, le Piémont, le roi de Wurtemberg, plusieurs États confédérés de l'Allemagne et Léopold, roi des Belges dont les sentiments personnels étaient fort hostiles à la personne de Napoléon Bonaparte. Il le craignait et, en même temps, l'appréciait avec une extrême rigueur, comme on l'aurait pu savoir, si l'on eût été au courant de ses lettres particulières à la reine Victoria.

étaient aplanies, l'Europe rassurée pour quelques mois, la France tranquillisée, l'atmosphère sans nuages, le ciel d'azur et d'or. L'empereur pourrait à son aise organiser les cadres de son gouvernement, régler l'appareil de sa cour et bientôt unir à la jouissance de ses prospérités la femme, qu'il avait choisie par amour, ayant été empêché de le faire par politique.

Ce dernier point n'était pas celui qui l'intéressait le moins, étant le premier à se rendre compte qu'il n'avait pas de temps à perdre, s'il voulait laisser un héritier en âge d'homme.



Une femme jeune et brillante était nécessaire aux Tuileries pour amener, sur ses pas, une suite désirée de tous les yeux et faire, au bras du maître, les honneurs du palais.

On pressait Napoléon de se marier. Il y pensait, depuis qu'il s'était senti mariable, c'est-à-dire depuis fort longtemps, sans qu'il eût trouvé la solution du problème. A l'exemple de son frère aîné (1), il en avait éprouvé le désir, de bonne heure, quand il n'était encore que le capitaine Bonaparte et que les mœurs austères du pays de Thurgovie n'offraient à son jeune âge d'autre choix d'autre dérivatif acceptable, veux-je dire, que de légitimer par de justes noces un penchant de nature très prononcé chez lui. Aussi bien avait-il eu quelques fantaisies thurgoviennes, dans cet ordre d'idées, et l'on

1. Le jeune Napoléon avait épousé la princesse Charlotte sa cousine, seconde fille du roi Joseph et qui mourut, en 1839, sans laisser d'enfants.

sut qu'il proposa sérieusement le mariage à une dame d'origine créole en visite au château d'Arenenberg. Plus tard, à travers les séductions d'une existence libre et voyageuse (nous ne parlons pas de Ham) il faillit serrer les nœuds de l'hyménée, en deux ou trois occasions, comme en Angleterre, lorsqu'il demanda la main d'une miss Emmy Rowles. l'obtint et se la vit retirer, sur le bruit de sa liaison avec miss Howard, future comtesse de Beauregard.

Nous avons raconté (1) de quelle manière se dénoua le roman d'amour, qu'il avait noué, sur les bords du lac de Constance, avec sa cousine Mathilde, fille de Jérôme Napoléon. Elle avait été la confidente de ses hautes visées politiques. Il était envers elle démonstratif et tendre. A ses ardeurs concentrées elle ne répondait que par une affection tranquille et sans élan. Toutefois, elle lui avait promis davantage, malgré l'évidente incompatibilité de leurs deux natures. Jérôme, après quelques menues discussions d'intérêt, parlait d'arrêter la date heureuse et définitive. Les deux cousins Napoléon et Louis allaient devenir presque frères. L'affaire de Strasbourg dérangerait toutes ces bonnes dispositions. Le coup de main manqué souleva les anathèmes de Joseph et de Jérôme contre le prétendant injustifié, qui, si mal à propos, avait jeté l'inquiétude et le désordre parmi la tranquillité, dont ses oncles commençaient enfin à jouir. Les Beauharnais et les Bonaparte avaient ravivé leurs anciennes brouilles. Mathilde, malgré qu'elle inclinât à prendre en grâce le courage

1 V. les lettres de la reine Hortense à la comtesse Le Hon, publiées pour la première fois, dans notre volume des *Femmes du Second Empire*.

malheureux, ne donnait plus signe de son ancienne affection. Il le constatait avec tristesse, pendant son voyage forcé en Amérique : « Toutes mes cousines m'ont écrit des lettres charmantes, excepté Mathilde. » Mais n'avait-il pas eu, bien avant, le pressentiment de la rupture ? Un soir que, reconduisant Mathilde, il était rentré dans le parc d'Arenenberg, il avait remarqué, tout près de la maison, un arbre rompu par l'orage, et s'était dit à lui-même : « Notre mariage sera rompu par le sort. » Ce qu'il supposait et craignait s'était réalisé fâcheusement. Il en soupirait, sur le pont de l'*Andromède* : « Ai-je donc épuisé en 1836, s'écriait-il, toute la part de bonheur qui m'était échu ? »

Ses yeux juvéniles et son cœur à placer n'avaient pas trouvé moins souhaitable une autre de ses parentes, Marie de Bade, future duchesse de Hamilton. Cette dernière avait été élevée à Carlsruhe et à Baden-Baden, aux côtés de sa mère, la grande-duchesse Stéphanie de Beauharnais. Un réel attachement s'était formé entre elle et le prince Louis. Il en avait témoigné des signes, en plus d'une occasion, et son cœur à elle paraissait y répondre avec intérêt. On a conté, par exemple, un trait de galanterie romanesque, tout à l'honneur de celui qui l'avait accompli, et dont elle avait été l'objet de la part de son généreux cousin.

On se promenait, à plusieurs : elle, ses sœurs Louise et Joséphine et lui-même, sur les bords du Rhin. Leur conversation s'était animée, aux environs d'un sujet toujours attrayant pour des imaginations féminines. En des termes enthousiastes, Marie vantait l'exaltation pure et la vaillantise des anciens preux, qui subordonnaient tous leurs sentiments, tous leurs intérêts au



AUTRE PORTRAIT DU PRINCE-PRESIDENT

culte de cette trinité : Dieu, leur roi, leur dame. Certainement, on n'était plus capable, en des temps dépouillés d'abnégation, de tels sacrifices et d'une telle foi. Louis-Napoléon avait protesté. Les âmes bien trempées n'avaient rien perdu des vertus d'antan. Comme il s'échauffait, sur ce thème, un coup de vent enleva du chapeau de Louise ou de Marie, une fleur, qui s'en alla au fil de l'eau.

« Quelle belle occasion, s'était écriée la turbulente Marie, pour un chevalier digne des anciens jours, de montrer son dévouement et son courage! »

Il était jeune et, de plus, amoureux. Il releva le défi et plongea dans le fleuve, avant que les jeunes filles saisies de frayeur eussent eu le temps de l'arrêter. La fleur fragile, emportée par le courant, était sur le point de disparaître. Il lui fallut nager avec une rare vigueur pour enfin l'atteindre, triomphant à la fois du péril et de la difficulté; il revint vers la rive, la tenant à la bouche, pour la reprendre entre ses doigts et l'offrir à sa cousine Marie émue, déconcertée, mais heureuse :

« Je vous ai prouvé, lui dit-il, la sincérité de ma conviction. Voici la fleur, ma belle cousine; mais, pour l'amour du ciel, ne pensez plus, désormais, à vos anciens chevaliers. »

On était dans le plein de l'hiver; ses vêtements étaient trempés d'une eau glacée. Il avait fait acte d'héroïsme. Marie de Bade ne fut pas admise à le récompenser de tant de mérite par le don légitime de ses charmes. La princesse Stéphanie était ambitieuse; elle tenait à l'éclat, à l'argent aussi, n'en ayant pas beaucoup plus que le nécessaire; elle aspirait, pour ses filles, à des alliances

sérieuses. Or, elle doutait que Louis Bonaparte, son neveu, parvînt jamais à une position vraiment digne de l'une d'elles.

Après avoir formé de grands projets, qui n'aboutirent point, en faveur de la princesse Marie, et vainement essayé de lier partie avec le duc d'Orléans, elle pensa très bien faire d'écarter son neveu et d'agréer pour gendre un viveur anglais fort opulent, le duc Hamilton.

Au reste, Louis-Napoléon s'était épris de sa cousine, comme il se fût amouraché d'une autre, du même âge, pourvu qu'on la nommât princesse. Marie de Bade n'était pas jolie; la baronne du Montet, qui fréquentait chez la grande-duchesse sa mère, en a parlé, de mémoire : elle avait de la dignité sans grâce, de la politesse sans bienveillance, c'est-à-dire des qualités neutres et faiblement attractives.

Au mois de novembre 1831, une tentative matrimoniale, qu'il n'avait pas cherchée, cette fois, s'était tournée vers lui, de la manière la plus inattendue. Une jeune fille de la haute aristocratie, estimant que de s'élever d'un coup de hardiesse, et par chance, jusqu'au trône, ne lui laisserait pas à regretter les fiers salons de la vieille noblesse, lui avait écrit le billet suivant :

« Prince, j'ai dix-sept ans, on me dit jolie, j'ai quinze cent mille francs à moi; tout cela est à vous, si vous le voulez. »

On le sut, on en fit bruit, autour d'elle, assez maladroitement. Son espérance, d'ailleurs, n'avait duré que le temps de la traduire, dans une lettre demeurée sans réponse.

Hasard et contradiction de la destinée! Cet homme,

qui devait régner sur une nation puissante et riche, loger dans un des plus beaux palais du monde, en posséder dix autres, disposer en maître d'une liste civile de trente millions. à l'année, et, aux meilleurs jours de son histoire, apparaître comme l'arbitre du continent, ce parvenu extraordinaire, ce rénovateur de la dynastie napoléonienne, n'avait rencontré que des obstacles à la réalisation du simple vœu matrimonial.

Il y avait longtemps de cela, le prétendant aventurieux, le rêveur utopique, qui marchait dans la vie, les yeux fixés sur un astre imaginaire, s'était efforcé sans succès d'inspirer des sentiments de confiance un peu haut placés. Et, quand il fut devenu par un entraînement de circonstances inouïes, le chef d'un empire, les familles régnantes, quoique tenues à le reconnaître en qualité de souverain, s'entendirent, comme si elles se fussent donné le mot d'ordre, à décliner ses offres d'alliance.

On avait arrêté, d'une manière, pourtant, bien catégorique, aux Tuileries, que la diplomatie française emploierait son art et ses ressources à se mettre en quête d'une princesse royale.

Divers partis furent proposés, — chacun des personnages appelés au conseil ayant ses vues particulières, ses préférences intéressées ou raisonnées. Un moment, on avait porté les yeux du côté de l'Espagne; il s'était agi de l'infante Christine, à peine âgée de dix-sept ans, d'une beauté relative et d'un apanage modeste. Mais, ce moment passa vite : aucune demande en forme ne fut transmise à Madrid.

La princesse Marie de Bade engagea vivement son cousin, alors président de la République, à tourner le

regard vers sa nièce Carola, née du prince Wasa, le fils sans gloire de Gustave IV, l'ancien roi de Suède chassé de ses États et mort obscurément, en Suisse, sous le nom de colonel Gustafson. Il aurait semblé qu'une telle alliance dût aboutir, sans difficulté ni gêne, et que tout l'honneur vint de la proposition française. Napoléon allait gravir les marches du trône impérial. Le prince Wasa, dénué de fortune et en exil, n'avait de titre positif que son grade de feld-maréchal, au service de l'empereur d'Autriche. Et, cependant, des hésitations, des tiraillements s'étaient produits sur un point, d'où l'on n'aurait pas dû les attendre. Il y avait toute apparence que la grande-duchesse Stéphanie s'offrirait à dégager le terrain. S'emparant d'une circonstance favorable : l'inauguration du chemin de fer de Strasbourg, Louis-Napoléon avait poussé le voyage jusqu'à Bade.

Le véritable motif du déplacement avait transpiré dans l'opinion. Des journaux étrangers ébruïtaient déjà ce qui n'était que conjecture. Aux mois de juin et de juillet 1852, c'était une opinion faite à Paris que le mariage du Président avec la petite princesse Wasa ne tarderait point et servirait de prélude à la proclamation de l'empire.

Or, si la princesse Carola, malgré qu'elle n'eût rien de romanesque dans l'imagination, malgré qu'elle fût, en ses goûts, d'une simplicité de ménagère allemande, envisageait d'une âme satisfaite la perspective d'être impératrice, ses parents et alliés n'encourageaient que faiblement un aussi vaste espoir. On négociait, à Vienne, à Munich, laborieusement; la conversation traînait en longueur; la volonté molle du prince Wasa attendait

que le mot d'ordre lui fût donné de la Cour d'Autriche.

Aussi altière était la vanité de ces petites princesses allemandes que minces étaient leurs titres et faible l'étendue de leurs possessions. Telle de leur caste avait manifesté ses hauteurs, jusque devant Napoléon I^{er}. Lorsque le vainqueur d'Iéna parla, pour la première fois, à la margrave née princesse de Darmstadt de marier son fils à la gracieuse Stéphanie de Beauharnais, parée de ses seize ans et très protégée de l'Empereur, la fière descendante de la maison de Zähringen se redressa : « — Quoi! s'écria-t-elle, d'une voix presque indignée, Votre Majesté me propose de donner cette petite fille pour femme à mon fils! — Mais, ajouta Napoléon, presque intimidé des éclats de sa morgue, si je l'adoptais pour ma fille, si j'assurais au grand-duc l'intégrité et l'agrandissement de ses états? — Alors, répondit la margrave, sur un ton de résignation douloureuse, alors *je sacrifierais mon fils au bonheur de ses sujets!* »

La force d'illusion est grande sur les âmes orgueilleuses et faibles.

On se retourna du côté de l'Angleterre. La rupture avec la princesse Wasa était connue à Londres, lorsque l'ambassadeur de France Walewski demanda, pour l'empereur, la main de la princesse Adélaïde de Hohenlohe, nièce du prince consort Albert. L'offre fut accueillie sans enthousiasme dans l'entourage de famille. D'Allemagne le prince de Hohenlohe commença par écrire à la reine Victoria que cet établissement ne lui paraissait pas satisfaisant, au double point de vue de la religion et de la moralité. De leur côté Victoria et le prince Albert, ayant pesé le pour et le contre d'un tel mariage, ten-

daient plutôt à en voir les inconvénients. Ils craignaient que la princesse ne fût éblouie par l'éclat de la position et ne se souvint pas assez du sort de toutes les souveraines de France, depuis 1789. On n'osa point répondre par un refus. Mais l'acceptation tardait assez longtemps pour qu'on se fatiguât de l'attendre.

La bonne volonté de Louis-Napoléon et ses ambitions conjugales se lassèrent de n'être pas mieux comprises. Il changea de tactique et d'objet. Habilement, il eut l'air de repousser ce qui ne lui avait pas réussi. Puisque tant de défiance s'attachait à l'idée de partager le sort d'un Napoléon, puisqu'on n'arrivait pas à sortir de ces atermoiements et de ces trainasseries indignes d'un nom tel que le sien, et que, d'autre part, le temps pressait pour un prétendant au mariage, ayant ses quarante-quatre ans bien sonnés, il annonça qu'il renonçait à des alliances princières plus ou moins embarrassantes, et qu'il entendait choisir, librement, à son goût, la compagne de sa vie privée et publique.

Il l'avait élue, d'avance. Chacun savait son nom et la place qu'elle tenait dans un cœur fort épris. Chacun avait pu remarquer, avant le coup d'État, les empressements dont il entourait une belle étrangère, de famille andalouse, aux réceptions de l'Élysée, aux grandes chasses de Fontainebleau et de Compiègne. Et l'opinion était faite que s'il n'avait pas vu, tout d'abord, en elle, la fiancée prédestinée, il s'y était décidé peu à peu, que sa résolution était prise, et qu'il irait jusqu'au mariage d'amour.

En réalité, Eugénie de Montijo, comtesse de Téba, pour n'être pas une fille de reine, était autrement belle et captivante que cette princesse Carola, dont on avait

tant parlé, qui eût été une excellente épouse, sans doute, mais dont l'intelligence ne se haussait que très légèrement au-dessus de l'art domestique de préparer des confitures. D'une façon plus royale, elle saurait porter la couronne, descendue du ciel sur sa tête.

Étonnante contre-partie des événements ! La première fois qu'Eugénie de Montijo avait eu l'occasion d'entrevoir Louis-Napoléon, présentement le maître de la France et son époux, c'était en 1836, sous des aspects beaucoup moins éclatants. La conspiration de Strasbourg avait lamentablement échoué. Le prince, amené à Paris, avait été laissé, pendant deux longues heures, dans la salle à manger du préfet de police Delessert. Or, M^{lle} de Montijo était en rapport de gaie camaraderie avec la fille et le fils du préfet ; elle put apercevoir, ce jour-là, la triste mine du prétendant, sans guère se douter qu'elle tiendrait du même homme un sort bien supérieur à tout ce qu'aurait imaginé son amour secret des grandeurs.

Les consolations étaient faciles à l'amour-propre désabusé de Napoléon. Aucune des fiancées, qu'il avait vu passer dans ses désirs d'union de couronne à couronne, n'avait le charme ni l'attraction de la grande dame espagnole, qu'il voulut ceindre du diadème. De plus, — ainsi qu'il le reconnaissait tardivement — les mariages princiers avaient beaucoup perdu de leur ancienne importance. Pendant plusieurs siècles, il fut d'expérience que les familles royales tendaient à s'allier par des préférences continues à celles qui leur offraient les affinités politiques les moins trompeuses. La Révolution avait renversé cette vieille tradition, avec beaucoup d'autres. De longue date, malgré que Napoléon I^{er}

eût tenté d'y revenir politiquement, les vieux cadres étaient brisés. Et les marchés matrimoniaux passés entre les cours européennes n'avaient plus la valeur que leur accordèrent, par exemple, la France et l'Autriche, historiquement. Il en raisonnait, maintenant, le mieux du monde.

Toutes ces hautes considérations mises à part, le certain est qu'il avait le cœur bien touché et les sens très épris.

Peut-être, aux premiers signes de sa passion naissante, ne s'était-il pas attendu à porter si avant la démarche de son amour. On laissait supposer qu'il n'avait pas cru, tout d'abord, que, pour arriver au cœur de la place, il dût forcément passer par la chapelle (1), comme avait eu soin de l'en avertir M^{re} de Montijo, et, comme il s'y décida. Mais, il en accepta la condition et jugea que ce n'était pas trop que de lui offrir, en échange, le rang suprême.

L'incertitude ne dura pas longtemps sur les desseins de l'empereur. Avec la soudaineté d'une résolution de

1) Le mot célèbre de la future impératrice (détail généralement ignoré) n'était que la répétition d'une répartie de la comtesse de Brienne à Louis XV. Restée veuve de très bonne heure et dans tout l'éclat de sa beauté, on ne lui connaissait aucune liaison capable d'adoucir l'amertume de ses regrets. Le trop galant monarque l'apercevant, un jour, à sa fenêtre — c'était au château de Versailles. — après lui avoir adressé quelques propos cajoleurs, lui demanda : « Par où va-t-on chez vous, madame ? — Par la chapelle », répondit-elle, sur un ton de fermeté, auquel n'était pas habitué le sultan de Versailles.

Encore n'en eut-elle pas la primeur, s'il est vrai qu'elle y pensa. Le mot revenait de loin. Il y avait longtemps de cela. Henri VI avait posé la question à une jeune dame de sa cour. Il était extrêmement desirieux de savoir par quel chemin le plus sûr on pouvait pénétrer dans sa chambre : « Par l'église, Sire — avait-elle dit, sans avoir le profit de la réponse, au même titre qu'Eugénie de Montijo.

tête, n'admettant aucune opposition, aucune entrave, il réunit ses ministres, au commencement de janvier, et leur notifia ses fiançailles. Le 22 du même mois, le Conseil d'État, le bureau du Sénat et du Corps législatif ayant été convoqués dans la salle du trône, il leur annonça souverainement qu'une jeune Espagnole, réunissant sur sa tête trois grandesses de première classe, d'ailleurs française par le sentiment, par l'éducation et par la force du souvenir, était l'objet de sa préférence et que, bientôt, en se rendant à Notre-Dame, il présenterait au peuple et à l'armée celle qu'il considérait déjà comme l'Impératrice.

Il y eut quelques contestations de dignitaires, quelques velléités de désapprobation respectueuse vite ramenées au silence par la volonté fermement exprimée de l'empereur. « Messieurs, il n'y a pas de discussion à entamer; ce mariage est chose arrêtée, j'y suis résolu. » Qu'y avait-il à dire, après cela? Rien de valable, assurément.

A part quelques clabauderies intimes, dont ne fut pas indemne le salon d'une personne de la famille qui avait eu le tort (nous parlons de la princesse Mathilde) de laisser passer l'heure, pour son propre compte, chacun se rangea de bonne grâce ou par sagesse au fait accompli. On ne discerna plus, à travers le bruit flatteur des compliments et des hommages, d'autre murmure que la plainte maussade du prince Napoléon, bien fâché (et ne le déguisant point) d'un mariage, qui, à la première naissance d'un fils, le déposséderait de ses espérances de succession.

A sept jours de là, le 22 janvier, pour célébrer le mariage civil, les Tuileries remettaient en vigueur, sous les aspects d'une majesté imposante, les formes tradition-

nelles de l'ancienne monarchie; et, le lendemain, Notre-Dame réunissait, en sa vaste enceinte, toutes les pompes sacerdotales pour consacrer le mariage religieux avec une magnificence sans pareille. Spectacle cent fois décrit et qui produisit sur l'imagination des témoins, par l'importance des personnages, par l'éclat des costumes, par l'enchantement des fleurs et de la musique, l'effet d'une représentation théâtrale extraordinaire.

L'incroyable s'était réalisé et pour elle et pour lui — pour Louis-Napoléon, parce qu'il était venu de si loin sur le trône de France; pour Eugénie de Montijo, parce qu'elle avait eu si peu de chemin à faire, au matériel du mot, pour arriver de son modeste appartement du 12 de la place Vendôme au palais des Tuileries.

Elle avait été comblée de présents magnifiques; elle en refusa même, tel le somptueux collier de perles, que voulait lui offrir la Ville de Paris, mais dont elle abandonna le prix aux pauvres, sans trop en ressentir le sacrifice, du reste, quelle que fût la sincérité de son cœur. On devait le lui remplacer, à si court délai! Elle aurait tant d'autres bijoux pour en recouvrir splendidement l'absence! N'est-ce pas l'occasion de rappeler un mot bien touchant de Marie-Antoinette, concernant ces libéralités de princes? La duchesse de Luxembourg s'exaltait, devant la reine, sur les bienfaits qu'elle venait de répandre, à l'occasion de la naissance de Madame Royale. Marie-Antoinette l'écoutait avec un peu de tristesse. « Il n'y a de mérite à faire le bien que lorsqu'on s'impose des sacrifices et vous savez bien, madame de Luxembourg, que c'est une sorte de jouissance, que nous ne pouvons avoir. »

La « maison » de la souveraine était constituée, ses

dames d'honneur et du palais choisies; une organisation de luxe et de parade allait revivre sur le modèle hiérarchisé d'autrefois. L'empereur avait magnifiquement réparti les dignités et les charges. C'était la Cour en activité de service, avec son cortège, ses chambellans, ses titulaires fastueux et le flot enrubanné de ses dames en place. Et la jeune impératrice avançait radieuse, parmi tant de joies rassemblées. La bienvenue lui souriait dans tous les yeux. Elle céda, sans dissimuler son bonheur, à l'éblouissement des premiers soirs.

Lui, se modelant sur une habitude qu'avait sa mère d'exposer un noble détachement philosophique, au sein des grandeurs, affectait de ne jouir que très modérément de son triomphe. Il feignait de n'y goûter que l'impression d'un devoir accompli. La puissance a ses embûches et ses périlleux retours. « Les Tuileries sont encore une prison », écrivait-il à sa confidente des mauvais jours. Des mots de circonstance, et qui n'empêchaient point son âme et ses sens de baigner dans l'orgueil de vivre le plus complet. Il avait donc saisi l'insaisissable. Il était arrivé là. Et par quelle suite d'événements ou par quels détours invraisemblables! Anciennement, alors que d'en concevoir la seule espérance apparaissait comme de l'ultra-folie, il avait bien pu dire qu'il aurait préféré à l'empire l'existence calme et salubre du gentilhomme campagnard. Les opinions ne sont que le reflet des occasions. Il bénissait les dieux et lui-même d'avoir atteint au suprême de ses désirs.

CHAPITRE DIXIÈME

Les grandeurs et les prospérités de l'Empire.

Le rétablissement de l'Empire avait rappelé en France les membres épars de la famille Bonaparte, ceux du moins, qui n'en avaient pas, déjà, repris le chemin, depuis le 24 février 1848 et sous la présidence.

Ces visages étaient nouveaux. On se plaisait à les considérer, un à un, puis à les comparer entre eux, puis encore à les rapprocher de l'effigie du grand homme, qui leur avait créé tant de titres ou de prétentions. Dans le nombre, Napoléone Élise Bacciochi, une femme de tête, au visage accentué, aux traits virils, était la plus vivante image de l'empereur-roi. Sans parler du comte Walewski, dont la physionomie trahissait l'origine assez visiblement pour qu'il ne fût pas besoin de la dire, le prince Jérôme-Napoléon et sa sœur Mathilde accusaient une ressemblance, dont ils s'enorgueillissaient d'autant plus qu'ils en refusaient la moindre trace à leur cousin et maître. En effet, de tous les Bonaparte l'homme qui s'éloignait davantage, physiquement, de l'Archétype, c'était bien celui qui rouvrit en son nom le Livre du Destin et fit sortir de son sépulcre « le Lazare de Sainte-Hélène ». Mais, au fond,

que lui importait ce détail extérieur? Il pensait, parlait, agissait en César. Il en détenait l'autorité reconquise. Il s'appelait bien Napoléon III. De jalouses revendications n'y pouvaient rien changer.

Fort de la sanction de sept à huit millions de voix, qui avaient approuvé le passage de la présidence à la dictature couronnée, entouré d'hommes d'État dévoués, pour leurs intérêts propres, à ses vues, d'ailleurs capables de le seconder avec intelligence et compétence, Napoléon expérimentait son rêve devenu réalité, depuis le 22 novembre 1852.

La période d'imagination théorique était définitivement révolue. Le voilà bien au sommet. Parvenu à cette sphère d'altitude, il devra n'en pas déchoir, mais donner toujours à ceux qui l'environnent l'impression de connaître avant d'avoir appris; il devra, dès les premiers jours, régner avec l'aisance, que donne la pratique d'un long privilège royal. Les difficultés de l'action gouvernementale se dénoncent en l'exerçant. Elles le troublent et l'inquiètent. Il se sent aux mains des politiciens, qu'il redoute, tout en ne pouvant se passer d'eux. Cependant, il ne voudra pas trahir le souci de l'homme préoccupé d'une tâche trop lourde et doutant de soi, au début d'une expérience trop neuve. Plus attentivement que jamais il s'attachera à voiler son regard. Il se mure, en quelque sorte, et vit cette vie intérieure cachée, qui sera la sienne jusqu'au bout et trompera tant de gens sur le degré de sa force morale.

Une heureuse constatation le rassure.

Le courant politique allait d'un large flot vers l'absolutisme. Si profondément atteinte en ses œuvres vives,

la foi républicaine s'est vu condamner à une longue léthargie. Des oppositions tenaces derrière les portes closes, des groupements hostiles incapables de désarmer, dans le secret de leurs desseins; des haines comprimées, des irritations jalouses, qui ne supportaient pas sans aigreur d'avoir été si brusquement renfoncées dans l'ombre et condamnées au silence, essayaient de se traduire par des épigrammes de salon, formant, au dehors, leurs circuits ou leurs ricochets, ou de reprendre contact en des réunions de comités obscurs, entretenant les dernières lueurs des idées libérales. Les Tuileries en étaient, à peine, instruites; il n'en parvenait, jusque-là, presque rien, sinon des échos vagues et méprisés. Le pays semblait baigner dans les ondes d'un calme parfait. Tout au moins, les représentants du pouvoir le donnaient à entendre, autant qu'ils en avaient occasion.

Il est vrai que les arrestations, pour cause politique, étaient encore bien nombreuses; qu'une inquiétude trop justifiée alarmait les cours de la Bourse et qu'on n'avait jamais été plus près de la guerre qu'en ces heures tranquilles. Mais la majeure partie de la population, essentiellement occupée des moyens d'accroître ses aises matérielles et de s'enrichir, ne se ressentait guère du vide de la Liberté. Napoléon prodiguait les assurances d'ordre intérieur et de prévoyance gouvernementale au peuple, qui l'avait élu; chacun lui prêtait confiance et crédit. Sans contrôle ni partage accepté d'opinions, l'empire autoritaire dominait, dans toute la force d'un pouvoir politique absorbant en soi l'organisme entier du pays, n'admettant d'action intermédiaire que celle de ministres sans responsabilités, enfin sachant, pour se faire obéir, déployer une capacité d'é-

nergie, que Napoléon III ne conservera pas, toujours, au travers de difficultés agrandies.

Il avait conspiré manifestement, et plusieurs fois, contre des gouvernements réguliers, par la ferme ambition qui le poussait de se substituer à ceux-là. Maintenant qu'il détenait l'autorité suprême, elle avait, pour lui, l'inviolabilité d'une religion. Quant aux journaux, qui auraient voulu lui en contester l'exercice et les droits, ils étaient entre ses mains, comme toutes les autres forces de la nation, à l'état *d'instrumenta regni*.

Pour la sérénité de son âme, pour la gloire de son nom, se dégageant seul de l'œuvre collective et en recueillant l'honneur entier, des intelligences de premier ordre, au Conseil d'État, unissaient leurs efforts à ordonner et à discipliner les institutions du pays sous une loi unique. Aux yeux de la foule il n'y avait pas de ministres, il n'y avait que des ministères; et, au-dessus de tous, le troisième Napoléon.

Les partisans de l'ancien régime, les irréductibles se dédommageaient, comme ils le pouvaient, en leurs propos de salons, de ce départ dans le luxe et la magnificence d'un état de choses plus envié (1) que haï. Ils s'emparaient des menus griefs du jour, tels qu'ils se présentaient, quelconques, à leurs yeux ou à leur connaissance, en attendant qu'ils en pussent découvrir de plus sérieux. « L'empereur, disaient ces mécontents, traitait avec un sans-gêne inouï les fonds de l'État. Comment endurer de pareilles dépenses pour l'organisation de la musique des guides? Et quels frais excessifs

(1) « Le régime actuel est le paradis des envieux. » (Tocqueville, *Nouvelle correspondance*, p. 356.)



CHARLES-LOUIS NAPOLÉON,
à la veille du plébiscite impérial.

assumés pour l'établissement de la maison impériale! Où mèneraient cette profusion des deniers publics et tant de prodigalités partout étalées? »

Les Tuileries rouvertes aux rites somptuaires d'un autre âge; le palais des rois remis dans un état de confort et d'élégance tout à fait digne de sa vieille illustration; des écuries admirablement montées, des voitures de gala splendides; un personnel de serviteurs aussi nombreux que le pouvaient permettre les attributs d'une domesticité de cour : en effet, tant d'éclat matériel répondait bien à l'idée la plus brillante qu'on pût concevoir d'un vrai décor monarchique. Au milieu de cette pompe renouvelée du premier Empire, un homme se tenait debout, donnant plutôt l'impression, avec son attitude pleine de calme, d'un maître revenu chez soi que d'un Élu fraîchement sorti du scrutin populaire.

Très promptement, la cour napoléonienne avait revêtu sa physionomie attrayante et diverse, réglée sur le ton et modelée suivant les formes d'un strict cérémonial. Dès à présent, l'étiquette étendait sa loi aux mille détails des présentations, des audiences, des fêtes, des réceptions de cour; elle n'en exceptait rien; ainsi ne veillait-elle pas avec moins de sollicitude qu'au temps d'un Louis XIV à ce que fussent observés les offices religieux destinés à l'édification de Leurs Majestés et de leur cortège (1). Enfin, la manœuvre, qui avait si

(1) Les dames, disait-on, se montraient, parfois, moins empressées à pratiquer les cérémonies d'église qu'à se rendre toutes parées de leurs fanfreluches aux lundis de l'impératrice ou aux bals de gala. Napoléon en recevait quelque vague avertissement, mais observait, à cet égard, autant d'indulgence qu'en montrait dans un cas pareil l'empereur d'Autriche

bien réussi à Napoléon I^{er} pour attirer à sa cour, peu à peu, bon gré mal gré, les gentilshommes et nobles dames de la pure aristocratie, des ennemis-nés de la Révolution et de l'Empire, se répétait avec un succès moins affirmé peut-être, mais sensible encore par le nombre et la valeur des ralliements, autour des nouveaux maîtres du château.

Napoléon III n'ignorait point (l'histoire des Césars avait pu l'en instruire) de quelle force d'illusion agissant sur l'esprit des foules s'accompagne le déploiement des formes souveraines. Un jour, on aura sujet de regretter amèrement que l'armée française n'ait point possédé des cadres mieux remplis, un organisme plus résistant, une composition plus forte et des régiments plus nombreux. Mais, la puissance des effectifs, qui ne fut qu'un leurre, au temps où elle aurait été si nécessaire, n'emportait pas la condamnation des troupes de parade et de gala dans les démonstrations d'un luxe d'empire. L'éclat des uniformes et l'apparat militaire eurent leur prix, aux jours de prospérité. Ils rehaussaient la majesté du trône, donnaient au peuple ces impressions de grandeur, qu'il aime, et portaient les multitudes à l'enthousiasme. Quant à la Cour, par l'éclat de ses fêtes elle donnait l'exemple d'une belle émulation de dépenses, que ne jalouaient pas les classes moyennes, parce qu'elles en étaient enrichies.

François II. Son grand-chambellan se plaignait à lui nous parlons du monarque autrichien, d'une solennité pieuse où s'était trouvé trop peu de monde. « Il y a presse pour devenir chambellan, disait-il, et lorsqu'il s'agit du service, personne ne se présente. » « Laissez-les tranquilles, avait répondu François II : si je n'étais pas forcé de m'y trouver, je n'y viendrais probablement pas non plus. » Or, on célébrait ce jour-là, des vigiles pour une des arrière-grand-mères de Sa Majesté viennoise.

A tous les degrés, chacun s'estimait tranquille, rassuré dans la suite de ses affaires ou de ses plaisirs. La société bourgeoise cédait sans contrainte à l'accroissement de son bien-être et de ses profits. Les ouvriers se résignaient, dans l'abondance du travail et l'augmentation des salaires, à n'être plus les maîtres de la rue. Les habitants de la campagne n'étaient que satisfaction et soumission; on les appelait « l'armée civile » de l'empereur. Enfin, « dans le grand chômage de la politique », la littérature et les arts avaient repris un nouvel élan. Les théâtres n'accusaient plus cet état de vague abandon, qui trahit la crainte d'un bouleversement intérieur. La salle de l'Opéra continuait à se remplir de monde. Naguère, on aurait pu remarquer, très en vue, aux premières loges de l'Académie de musique, « Thiers et ses femmes », en deuil de la duchesse d'Angoulême; ou, non moins reconnaissables aux avant-scènes des baignoires, la comtesse Le Hon et son assidu voisin, Auguste de Morny. Indistinctement, sur le front des loges, ruisselaient les diamants entremêlés des mondaines et des demi-mondaines. Et, sur une autre scène, aux Tuileries, passait la belle Doña Eugenia, gracieuse et fière, Eugenia de Montijo si bien entrée dans son rôle de reine, après quelques mois seulement d'exercice, qu'elle avait fait accepter de tous et de toutes son élévation extraordinaire.

Combien de temps se prolongerait dans les douceurs d'une paix active l'éveil d'un règne si rempli de promesses? Humain et généreux de nature, idéalement sensible au rêve d'un accord parfait entre les peuples et d'une justice supérieure présidant à leurs destins mutuels, Napoléon n'oubliait pas, cependant, qu'il avait

hérité d'un nom belliqueux et que cette condition d'hérédité lui imposerait, tôt ou tard, l'obligation d'adjoindre à tant de gloire quelques lauriers complémentaires. En de certaines heures, tout à ses projets de remanier la carte de l'Europe, il ne songeait que de guerres et de conquêtes. Il serait un second Napoléon I^{er}. Puis, il se reprenait à ses théories généreusement illusoire en faveur de la civilisation et de l'humanité. Les bienfaits d'un règne paisible et producteur d'éléments de richesses, sans retour funeste aux causes de mort, lui apparaissaient comme le but le plus noble, le plus souhaitable, auquel pût tendre un grand prince, voire même un grand homme. Cependant, un souffle guerrier agitait les plis du drapeau impérial. Depuis son avènement, il semblait que les sabres de l'armée traînaient sur le sol plus bas et avec plus de bruit que d'habitude. Les aspirations de gloire militaire, de suprématie européenne, hantaient, de nouveau, cette imagination instable. Napoléon III, empereur des Français, devait faire la guerre; et comme dans l'état de l'Europe, les raisons de conflit et « les aigreurs dont on pouvait le mieux se servir existaient du côté de la Russie, ce fut contre elle qu'il se tourna d'abord (1) ». Ajoutez qu'il avait le secret désir de se venger des hauteurs de Nicolas; que, sans se l'avouer à lui-même, il voulait aussi, et surtout, empêcher la France de penser à ses libertés perdues; qu'il jugeait utile et politique de l'en distraire par le fracas des armes; et qu'enfin le gouvernement créé par le coup d'État sentait le besoin de trouver en Europe une source d'alliance, qui le rele-

(1) Théod. Duret.

vât en force et en considération. Autant de raisons, autant de prétextes. De là l'importance qu'il fit prendre en 1853, à l'insignifiante querelle des Lieux Saints et la facilité avec laquelle il se laissa entraîner par l'Angleterre dans une action commune contre l'empire des tzars (1).

§

Pendant les jours d'avril de l'année 1855, encore attristés des derniers feux de cette interminable guerre, désolés, à l'intérieur, par les maux répétés des inondations fluviales, appauvris par les disettes et l'épidémie, mais ayant conservé un éclat de surface, qui recouvrait d'espoir l'ombre de ces misères momentanées, Napoléon III voulut visiter, en souverain, des lieux où il s'était montré, trois fois, en exilé. Avant

1 Une querelle de moines, engagée, au mois de mai 1850, entre les Grecs et les Latins, à l'occasion des Lieux Saints; la question de savoir si le droit de possession d'une partie de l'église du Saint-Sépulchre appartenait à ceux-ci ou à ceux-là; l'intervention de la Légation française, se réclamant de l'article 33 des capitulations de 1740, en faveur de l'Église latine; le prompt élan avec lequel l'Espagne, le Piémont, Naples et la Belgique s'étaient mis à la suite de la France; les contre-projets de la Russie, profitant de la circonstance pour transformer complètement les rapports établis entre elle et la Turquie et pour y découvrir une occasion, peut-être, de démembrer, à son profit, l'empire ottoman; les contestations accessoires surgies entre Musulmans, Grecs et Latins, à propos d'une chapelle du rite orthodoxe, construite dans un quartier de Galata; la note intransigeante du prince Menschikoff, exigeant, au compte de la Russie, une sorte de protection universelle des Grecs, dans l'empire turc; l'ultimatum envoyé, un mois plus tard, à la Porte, par M. de Nesselrode; tels furent les préliminaires d'une guerre, modeste à l'origine, et devenue, par l'effet des alliances contractées, comme par l'extension des démêlés primitifs, un immense carnage. Du côté des Français, 95 000 hommes tués par le feu et par la maladie; du côté des Anglais, 20 000; des Turcs, 30 000; des Russes, plus de 110 000; au total, 300 000 êtres vivants, pleins de jeunesse et de force, anéantis dans cette funeste et inutile guerre d'Orient.

d'inaugurer l'exposition universelle de l'industrie et des arts, il avait décidé de traverser le détroit, en compagnie de l'impératrice, pour resserrer les liens entre les deux nations anglaise et française, combattant sous les mêmes drapeaux. Il y eut de grandes réjouissances, au palais de Windsor et dans la ville de Londres. La reine Victoria, assistée du prince Albert, avait eu la courtoisie d'attacher elle-même au genou de Napoléon III, l'ordre de la Jarretière, que lui présentait le roi d'armes et de lui passer, de sa main, le collier au cou, en lui donnant l'accolade. Puis, le lord-maire le recevait au Guildhall et lui remettait solennellement le diplôme de bourgeois de la cité. Sur son chemin, il avait eu la satisfaction non moins flatteuse de recueillir les acclamations et les hurrahs populaires. Ses hôtes n'avaient rien négligé pour qu'il fût charmé, d'abord, et qu'il lui restât dans l'esprit, en outre, une haute idée de la puissance britannique.

Tandis qu'il traversait à découvert, en l'une des voitures de la reine, des rues qui lui avaient été familières, au temps où il les parcourait, souvent à pied, ses regards se promenant, parmi la foule, semblaient y chercher des visages anciennement connus. A deux ou trois reprises, il avait montré à sa jeune compagne des maisons qu'il avait habitées ou qui lui furent hospitalières, aux époques où le sol de la patrie se refusait à ses pas. De son côté, la reine Victoria n'avait pas été sans réfléchir sur les vicissitudes étonnantes du sort, qui avaient élevé au rang des premiers potentats de l'Europe le prétendant d'autrefois, sans fortune et, supposait-on, sans avenir, et qui faisaient, en l'an de grâce 1855, de l'héritier du plus implacable adversaire

de la nation britannique, son visiteur, son allié, son ami. Une fois seule avec elle-même, elle n'avait pas manqué d'en noter la remarque sur son journal :

« N'est-il pas extraordinaire, se demandait-elle, que moi, petite-fille de Georges III, je danse dans la salle de Waterloo avec l'empereur Napoléon, neveu du plus grand ennemi de ma patrie, aujourd'hui mon intime allié, et qui, il y a huit ans, vivait dans ce pays exilé et inconnu? »

Dans le revirement des hommes et des opinions, en effet, que de rencontres et de contrastes saisissants! Quels effets caractéristiques de ces jeux de la fortune! Napoléon III, plus qu'aucun autre, en pratiqua l'expérience et, puisque le hasard du sujet s'y prête, nous voulons en rapporter une circonstance curieuse et tenant, comme la précédente, aux alternatives de sa destinée.

Lors d'un de ses déplacements officiels, dont l'essentiel objet était de se montrer aux provinces occidentales de la France, Napoléon avait dû s'arrêter, à Dieppe, avec l'impératrice Eugénie. Entre les personnages qui lui furent présentés, à la sous-préfecture, figurait un magistrat de haut caractère, de conscience intègre et réputé pour son austérité de principes. Du nom de Franck-Carré, il occupait les fonctions de premier président à la Cour de Rouen. Une situation plus considérable lui avait été conférée, sous Louis-Philippe, à la Cour de Paris. C'était ce Franck-Carré qui porta la parole contre Louis-Napoléon, à la suite d'une de ses échauffourées : « le hasard de Boulogne ». Et, maintenant, le sujet insoumis, le politicien rebelle contre lequel il avait requis, avec tant de véhémence, l'application entière de la loi, était le maître

couronné du pays. Il le voyait, à quelques pas de lui, dans une même salle, entouré des marques de respect et de soumission, qu'on prodigue à la toute-puissance. On dansait. L'empereur prenait plaisir au bal. Cependant, Sa Majesté avait remarqué l'ancien procureur général, avec sa figure pâle, son front barré d'un pli d'inquiétude. Par une malicieuse inspiration (ce fut là toute sa vengeance), il exprima le désir ou plutôt la volonté que le premier président fit partie de son quadrille. Le grave magistrat eut beau se défendre, protester qu'il ne dansait pas, n'avait jamais dansé : le chambellan de service ferma l'oreille à sa plainte; l'ordre était donné, il dut céder à l'invitation, entrer comme on l'avait exigé dans le quadrille, se mouvoir en cadence avec une inexpérience de cet exercice, qui le rendait étrange à voir, et faire face, dans la contredanse, à l'épouse du triomphant dictateur que, de tout son pouvoir de juge, il avait désigné jadis, pour la détention ou le bannissement perpétuels!

Quel renversement des situations! Le prévenu de 1840 n'était plus responsable de ses actes et de ses décisions que devant le pays, c'est-à-dire devant personne. Il statuait, légiférait en toutes matières. La France était le domaine de sa juridiction incontestée. Et, sous sa loi, les événements, au point où nous les avons laissés, continuaient à progresser vers la pacification des peuples et l'amélioration du bien-être général.

Malgré la guerre et la disette, le mouvement ne s'était point ralenti. Le produit des impôts directs, signe certain de la richesse publique, dépassait, d'année en année, les évaluations les plus optimistes. Le crédit de la France allait s'élever à des hauteurs de prospérité

inconnue. Jamais l'empereur ne posséda de jours aussi pleins, aussi florissants qu'en 1856, l'année du Congrès de Paris et de la naissance du prince impérial.

Des calamités cruelles, quoique passagères, s'étaient appesanties sur la France, en 1853 et 1854; des inondations effrayantes avaient dévasté les campagnes, en 1855, tandis qu'une guerre longue, coûteuse et meurtrière sans raison, affligeait l'humanité. Une large traînée de sang s'était étendue comme une tache lugubre sur les brillants préludes de l'empire. Au printemps de 1856, il ne restait que le souvenir de ces tristesses. La nature avait arrêté le cours de ses débordements. Le bruit des canons ne retentissait plus douloureusement dans les cœurs. Pas une ombre ne voilait l'atmosphère ensoleillée de la vie nationale. La paix avait rendu ses bienfaits au continent. Et Napoléon III, plus ambitieux de gloire ou de gloriole que de profits certains et durables, triomphait. Il eut, pour unique objet d'une prise d'armes formidable, la neutralisation de la mer Noire. Il l'avait obtenue, sans que s'y ajoutât rien de plus tangible ni de plus profitable pour lui-même ni pour son peuple. Mais il avait fait de la France l'arbitre de l'Europe. Ce résultat théorique l'avait contenté. Il n'en souhaita pas davantage.

L'effondrement de Sébastopol, sous une lueur d'incendie terrible et grandiose, avait été suivi d'une immense lassitude dans les armées ennemies. Malgré les dispositions belliqueuses du ministre anglais Palmerston, malgré l'obstination dans la résistance des champions du slavisme, les vues pacificatrices de l'Autriche et de la France s'étaient fondues avec les désirs d'apaisement du nouveau tzar Alexandre II. Paris fut

désigné afin d'être le siège du Congrès, qui discuterait le traité définitif, ou plutôt un traité bien provisoire en l'espèce, puisque si peu d'années devaient suffire pour défaire ce qu'on avait cru gagner, à coups de millions et d'existences humaines, et pour ramener les choses exactement, comme l'avait prévu le comte de Beust, au *statu quo ante bellum*.

Par l'importance des négociations engagées, par l'éclat des réceptions de jour ou des galas du soir, le Congrès de Paris rappelait les aspects animés et festoyants du fameux Congrès de Vienne, mais sans le revers de ces convoitises encore inassouvies, sans l'accompagnement de cette envie fiévreuse de spoliation, qui travaillaient, en 1814 et en 1815, les puissants aux dépens des faibles.

Les séances d'affaires n'avaient lieu que tous les deux jours; chaque soir, dans les sphères officielles, c'était le retour d'un grand dîner, suivi de bal, voire même de cotillon. On n'y ménageait rien; et, quand ces fêtes avaient commencé, elles ne voulaient plus finir.

Tous les vœux des peuples étaient tournés vers l'espérance; tous les sentiments des princes ou de leurs ambassadeurs allaient à la joie. Le comte Walewski, pour clore ces assises diplomatiques où, à vrai dire, il ne fut pas toujours à la hauteur de son rôle présidentiel, donna un festin superbe, au ministère des Affaires étrangères; et, sous la douce influence du vin pétillant, il éleva un toast généreux à la durée de la paix. « Elle sera durable, prononça-t-il, parce qu'elle est honorable pour tous. »

A quelques instants de là, le 1^{er} avril 1856, bénéficiant de la gloire dont ses armées s'étaient couvertes, Napoléon III passait une grande revue sur le Champ de

Mars, sorte de démonstration forte en l'honneur des lauriers pacifiques. Sous l'impassibilité de ses traits se devinait une impression d'orgueil froidement exalté. Il était accompagné des représentants des premières puissances du monde. Ces délégués de l'Europe venaient, à une dizaine de pas derrière lui, témoignant par leur seule présence des sympathies que l'héritier du conquérant s'était acquises et qu'il avait inspirées à ses ennemis de la veille. On y remarquait, avec une prédilection des yeux qui répondait au sentiment général ou à un simple effet de curiosité individuelle, le comte Orloff et le prince de Reuss, le marquis de Villamarina, ministre de Sardaigne, le maréchal espagnol Narvaez, le général Prim, enfin la suite des attachés militaires, tout en aiguillettes, broderies et plumes. L'effet d'ensemble avait l'éclat des plus belles fêtes militaires et rayonnait du plaisir de tous ceux qui en contemplaient le spectacle.



Mais, dans l'intervalle de ces belles journées, Napoléon avait éprouvé une félicité plus intime et plus complète.

Depuis plusieurs mois, l'impératrice annonçait et, au dire de ses dames et de ses médecins, supportait d'une manière satisfaisante les signes précurseurs de la maternité. L'empereur aurait un fils pour le mois (1)

(1) « Chaque matin, le docteur Dubois fait prendre à l'impératrice une dose de laudanum destinée à empêcher que l'accouchement n'arrive avant le 20 mars. » (*Journal du docteur P. Menière*, p. 249.)

de mars : c'était chose prévue, décidée; nul n'aurait osé mettre en doute que ce ne fût un prince. L'événement était attendu avec désir et crainte, de la part de l'impératrice, qui appréhendait, en femme soumise aux grièves douleurs, de n'avoir pas assez de courage, quand le moment serait venu; avec une émotion partagée d'impatience et d'inquiétude, chez l'empereur; avec une curiosité vivement intéressée, dans le peuple. Tous les jours, une foule de visiteurs se portait à l'Hôtel de Ville pour admirer le berceau en argent offert à l'impérial poupon par la Ville de Paris.

Les premières nouvelles parvinrent au milieu d'un grand dîner d'ambassadeurs. Le soir du 15 mars, il y avait gala diplomatique, chez Baroche, président du Conseil d'État. C'était la dix-septième réception d'inauguration de cette abondante série. Le comte Orloff, le porte-parole de la Russie et le héros habituel des réunions dont le Congrès était l'occasion ou le prétexte, avait produit, là, son effet accoutumé, avec sa haute prestance, ses décorations étalées sur sa tunique vert sombre et les portraits entourés de diamants des trois tzars : Alexandre I^{er}, Nicolas, Alexandre II, dont il plastronnait sa poitrine. De la façon la plus amène, il avait longuement tenu la partie de conversation, ce géant russe, d'un homme de petite taille et de mine austère, l'ambassadeur de la Porte ottomane, Ali-Pacha, simplement vêtu d'une noire redingote boutonnée jusqu'au col, et n'ayant, pour signe distinctif de son orientalisme, que le rouge éclatant de son fez. M. de Cavour, moins sérieux d'apparence, pendant tout le repas, avait fait la cour, tantôt à sa voisine de gauche : lady Clarendon, tantôt à sa voisine de droite : la marquise

d'Ély (1). Le représentant de l'Autriche, le comte de Buol, s'était montré, comme on le retrouvait, partout, suffisant et hautain, pendant que le délégué de la Prusse, Manteuffel, avait rendu particulièrement appréciables, ce soir-là, sa simplicité de bon goût, sa courtoisie naturelle et l'élévation de son intelligence. Les causeries étaient au plus haut de leur animation; on venait de sortir de la salle à manger pour savourer en conversant, dans un salon voisin, l'arome pur du moka et la délicatesse des fins cigares.

Tout à coup, parut un officier d'ordonnance. Il était arrivé en grande hâte. Baroche était mandé immédiatement aux Tuileries : on y attendait, d'une minute à l'autre, la naissance d'un prince ou d'une princesse. Dans la chambre de l'impératrice se tenaient, depuis le matin où s'étaient fait sentir les premières douleurs : la comtesse de Montijo, la princesse d'Essling, l'amirale Buat, les docteurs Conneau, Dubois et Jobert de La Salle. Auprès de cette chambre tendue de bleu, c'est-à-dire dans un cabinet contigu, attendaient d'être appelées : les princesses Mathilde et Murat. A de fréquents intervalles, venait l'empereur, tendre et encourageant. La terminaison s'annonçait longue et laborieuse. Les médecins parlaient de recourir aux moyens extrêmes, du moins les docteurs Dubois et Conneau. Car, le troisième d'entre eux, Jobert de La Salle, s'était trouvé mal,

(1) Cette marquise d'Ély, honorée de la confiance entière de la reine Victoria, jusqu'à vaquer, pour elle, aux soins de sa correspondance privée, était venue à Paris, chargée d'une mission très intime : celle de tenir au courant sa souveraine et son amie du bulletin de santé quotidien de l'impératrice. Il fut connu que l'illustre ministre italien Cavour s'empressa fort auprès de la blonde lady, afin d'obtenir sa main, et qu'il n'eut pas la satisfaction de l'y décider.

non d'émotion, mais des suites d'un repas trop copieusement apprécié : de sorte qu'il avait fallu le soigner lui-même, l'emmener dans une pièce voisine, d'où il était rentré, la mine filarde, les traits décomposés et peu en mesure d'aider efficacement, en cette grave circonstance, son collègue Dubois.

Les crises se succédaient pénibles, sans résultat. L'empereur était dans un état nerveux indescriptible : il ne cessait de verser des larmes et de sangloter. Enfin, ces angoisses purent se convertir en des transports de joie. Vers trois heures du matin, le désir vint au monde. Les gouvernantes le présentèrent à Napoléon, qui, passant d'un extrême à l'autre, ne put contenir les effusions de son ravissement paternel. Il s'était précipité hors de la chambre en s'écriant : *c'est un fils ! c'est un fils !* Et, dans son exaltation momentanée, si contraire à sa froideur coutumière, il n'avait pu s'empêcher (détail bien connu), d'embrasser, pour ainsi dire sans les voir, les premières personnes qui s'étaient trouvées devant lui.

Les Tuileries avaient revêtu, d'un moment à l'autre, un air de troisième ciel. Une émulation fiévreuse s'était emparée des habitants du palais à traduire leur allégresse en des félicitations ardentes. Un seul, en cette foule agitée de bonheur, gardait une physionomie sombre et maussade. N'était-ce pas dans le caractère de celui-là, parce qu'il avait de l'ambition, de l'intelligence, des mérites, et que les occasions lui manquèrent toujours de les appliquer, n'était-ce point dans son caractère aigri de jalouser et de haïr? (1) Le prince

(1) Il possédait, avec tout son esprit, un cœur aimable et séduisant. Ce n'était, malheureusement, pas son habitude, parce qu'il s'en était fait un parti

Napoléon ne cachait point sa déconvenue amère; de ce jour étaient renversés ses calculs d'héritier présomptif. Chacun pouvait lire sur son visage les signes de la déception, qui troublait les profondeurs de son âme. A plusieurs reprises, on l'avait prié de signer, d'abord, en sa qualité de premier prince du sang, l'acte de naissance de Louis-Eugène Napoléon. Il avait commencé par rembarquer fortement Fould et Baroche, qui lui présentaient, officieux et empressés, le papier et la plume. D'autres s'entremirent. La résignation ne lui était pas venue; il persistait à s'y refuser. De trois heures et demie du matin jusqu'à la huitième heure, les membres de la famille, les officiers de l'état-civil se trouvèrent dans un étrange désarroi, par le fait de ce mauvais vouloir aussi imprévu qu'inexplicable. L'obstination d'un prince du sang allait-elle mettre en défaut le cérémonial prescrit? Enfin, lassée d'attendre, impatiente d'en finir, la princesse Mathilde, sa sœur, qui avait avec Jérôme son franc-parler, l'interpella en ces termes, que chacun entendit : « Il y a vingt-sept heures que je suis là. Combien de temps nous faudrait-il encore y rester? A quelles fins peut aboutir ce refus de signer? L'évidence n'en restera pas moins ce qu'elle est; et la mauvaise humeur, que tu laisses trop voir, ne fera de tort qu'à toi-même. » Jérôme-Napoléon prit la plume, d'un geste rageur. Son Altesse signa.

La ville n'était pas encore instruite de l'heureux événement. Pendant toute la journée du 15 mars, l'impatience populaire s'était manifestée pleine d'agitation

pris de n'en donner l'impression que le moins possible. On connaissait de ce prince du sang bien davantage son impertinence voulue, sa dureté, son mépris systématique des hommes et des choses.

et de fièvre, comme si le hasard de cette nativité eût dû gratifier, au même instant, chaque habitant de Paris de biens personnels et durables. Enfin, le 16, à sept heures du matin, résonnèrent les premières décharges d'artillerie, jetant à tous les échos la grande nouvelle. Au vingt-unième coup s'était produit un arrêt. Le vieil adjudant, qui commandait le feu aux canonniers des Invalides et qui était un vétéran de cet exercice — ayant annoncé, tour à tour, la naissance du roi de Rome, du duc de Bordeaux, du comte de Paris et de Napoléon IV, tous les dauphins promus au trône et dont aucun ne régna — avait voulu ménager son effet et préparer une surprise, tout à coup, ébranlant les airs comme une explosion triomphante. Pendant plusieurs secondes, les Français de la capitale purent croire qu'une fille avait vu le jour et non pas un fils héritier impérial. Soudain éclata la vingt-deuxième détonation, puis, la vingt-troisième et le feu continua jusqu'à la cent-unième. Des acclamations retentirent. La rumeur de la foule enthousiaste monta jusqu'aux fenêtres du palais. Et le langage des dieux se mêlant aux vivats de la multitude, des poésies, des cantates surgirent, instantanément, des meilleures plumes pour célébrer l'entrée, dans le monde de *cet enfant de France*, ainsi que l'empereur s'était plu à le qualifier, par une habile adaptation au présent des mots et des usages de l'ancienne monarchie (1).

1 * L'empereur Napoléon, mon oncle, qui avait appliqué au nouveau système créé par la Révolution tout ce que l'ancien régime avait de bon et d'élevé, avait repris cette ancienne dénomination des Enfants de France. C'est qu'en effet, Messieurs, lorsqu'il naît un héritier destiné à perpétuer un système national, cet enfant n'est pas seulement le rejeton d'une



NAPOLÉON III
Sous le manteau impérial.

Qui douterait, maintenant, de la durée de l'empire? L'homme d'aventure, le coureur de trône, que les gens de sa famille avaient considéré, dans les heures troubles, comme un chimérique souffleur de bulles, pouvait contempler l'horizon avec confiance et sérénité. Il pouvait d'autant mieux croire en l'avenir de sa dynastie que ce fils lui était né justement en la phase de son règne, qui en marqua l'apogée.

Il y a de l'orgueil et du contentement dans le royal pourpris. Hier, c'était cette « naissance de miracle », objet d'illusions sans bornes. Aujourd'hui, c'est l'acte final du Congrès des nations, restituant à l'Europe, hélas! pour de trop courtes années, les salutaires douceurs de la concorde.

Quelles coïncidences de dates et quelles oppositions dans les événements! A la même date printanière de 1814, Paris subissait la loi de la force, que les généraux de la Révolution et de l'Empire avaient imposée, tant de fois, aux capitales étrangères. Ses portes avaient cédé à la poussée de l'invasion. Les troupes prussiennes, autrichiennes et russes foulaient le territoire français et le rançonnaient avec une âpreté chargée de rançunes. Mais la victoire a changé de couleurs. Les vainqueurs de 1814 consentent à recevoir, aujourd'hui, la paix d'un Napoléon; ils sont devenus ses hôtes et ses alliés. Il y avait de quoi troubler une tête plus forte que n'était celle de Napoléon III. La revanche était complète pour la France et son dernier empereur. Aussi

famille, mais il est véritablement encore le fils du pays tout entier, et ce nom lui indique ses devoirs. » *Réponse de l'empereur aux félicitations du Sénat sur la naissance du prince impérial*, Palais des Tuileries, 19 mars 1856.)

bien, pensait-il à de tels rapprochements historiques, pendant que se préparaient les magnificences baptismales ?

L'Église, dont la mise en scène sacerdotale, les hymnes, les parfums et les lumières rehaussèrent d'un éclat si impressionnant le faste monarchique, n'avait pas déployé plus de pompe et de magnificence, en ses basiliques pour le sacre des rois, qu'elle n'en dépensa dans la nef de Notre-Dame, pour célébrer devant Dieu et devant les hommes la venue d'un enfant enveloppé dans ses langes et qu'on espérait appeler Napoléon IV.

Le 14 juin 1856, une joie diffuse rayonnait des fenêtres du Château dans les rues et sur les places publiques. Au repas de gala, en la salle des fêtes où la nappe fut mise, les vœux pleins d'éloquence des principaux personnages de l'Etat avaient ouvert à une existence commencée de la veille des perspectives indéfinies de bonheur et de succès. Les réjouissances populaires ne le cédaient point en sincérité débordante aux transports du monde officiel. La joie de vivre était dans tous les cœurs. Les acclamations enthousiastes montaient dans les airs avec les fusées du soir, avec les gerbes éblouissantes des feux d'artifices prodiguant leurs motifs lumineux, aux regards d'une foule extasiée.

Les sentiments étaient à l'image de la situation générale et de la satisfaction qu'elle inspirait.

A l'intérieur, on n'avait nul besoin d'appeler les médecins politiques en consultation. La France se portait fort bien. Au dehors, les peuples sans prévention

accueillaient les idées françaises avec élan, avec sympathie, comme des idées d'ordre, de culture et de progrès.

Le parvenu du Deux-Décembre avait réellement le droit de se dire qu'il venait de toucher au summum des félicités humaines, — au moins de celles qu'il était en mesure d'atteindre, n'ayant plus en possession, outre la fortune, l'autorité, la gloire, le don par excellence de la jeunesse. Encore essayait-il de s'en donner l'illusion, dans la compagnie des femmes, qu'il aima beaucoup, qu'il aima trop.

Quarante années plus tard, l'un des familiers de la maison d'Orléans, un adversaire, par conséquent, et qu'on n'aurait su soupçonner de complaisance, à l'égard de l'impérialisme, me rappelait, de vive voix, toute son impression d'alors, mêlée d'admiration et de crainte, d'admiration pour la beauté du spectacle et de crainte pour sa fragilité.

« Quand je passai, nous disait-il, sur la place du Carrousel, encombrée d'équipages, devant le palais des Tuileries, quittant l'hôtel de M. Thiers et une demi-douzaine de fiacres, à la porte, pour me rendre chez la duchesse de Galliera, rue de Varennes, où quelques voitures mieux attelées attendaient les maîtres en visite, je ne pouvais m'empêcher de réfléchir avec tristesse sur l'étrange affaiblissement de la cause des Princes, en comparaison de tant de prospérité matérielle. »

Seuls, au milieu de ces apparences de force et de sécurité, de rares esprits, tels que le duc d'Aumale, intéressés à être clairvoyants, présentaient que les catastrophes de la guerre ruinaient, un jour, le magnifique établissement impérial.

Mais, comment prévoir, alors, que ces recommencements de Brumaire auraient pour épilogue des désastres et des ruines sans nom ?

La France était riche, heureuse et respectée. Les princes étrangers multipliaient les visites à l'empereur, attirés par les démonstrations d'une hospitalité noble et cordiale. Le premier d'entre eux, en 1856, le prince royal Frédéric-Guillaume s'était mis en route pour Paris, accompagné du baron de Moltke. On ne fut qu'attentions et prévenances, aux Tuileries et à Compiègne, pour l'héritier du trône de Prusse. Il avait eu des succès de courtoisie parfaite dans la haute société française. Nul plus que lui ne se montrait empressé envers l'empereur, nul plus attentif envers l'impératrice, à laquelle il prodiguait les marques d'une pure admiration. Après la visite du futur empereur d'Allemagne à Napoléon III était venue celle du grand-duc Constantin, frère du tzar et grand-amiral de Russie, hier, le plus acharné partisan de la guerre contre la France, maintenant le messager de paix le plus désireux d'apporter en personne le gage d'une réconciliation complète entre les deux puissances. D'autres personnages du même rang suivirent. L'opinion allemande s'était, longtemps à l'avance, préoccupée, avec cette pointe d'orgueil et de susceptibilité qu'elle découvre si aisément, de l'accueil que recevrait le roi de Bavière Maximilien, à la Cour de Napoléon III, lorsqu'il aborderait ce théâtre éblouissant et voudrait affronter la grandeur, qui environnait le trône de l'empereur des Français. L'étiquette bavaroise put se déclarer, de tous points, satisfaite. Napoléon III avait monté sa maison sur un pied qui lui permettait de recevoir les souverains des différents

degrés, *majores vel minores*, avec l'éclat convenant à chacun d'eux.

De temps en temps, revenant à l'habitude qui lui avait été si utile, pendant les derniers jours de la Présidence, pour affermir sa fortune et étendre sa popularité, il renouvelait, en personne, ses démonstrations officielles, sur les différents points de la France. Ces voyages, à travers les départements, n'étaient qu'une suite d'ovations, de ville en ville, chauffées, d'abord, par le zèle d'une administration habile, mais qui trouvaient des échos sincères, au cœur des populations.

Le 8 avril 1858, à Cherbourg, l'empereur, accompagné de l'impératrice, montait à bord du vaisseau de guerre la *Bretagne*, pour se diriger sur Brest, avec une flotte entière comme escorte. Les souverains français venaient de recevoir, dans le fort de Cherbourg, la visite en grand apparat naval de la reine d'Angleterre. Maintenant, ils voguaient vers le pays d'Armor, magnifiquement convoyés par les vaisseaux d'escadre (1). Sur la *Bretagne* se déployait le pavillon de l'amiral commandant Pothuau.

D'autres navires plus légers suivaient le sillage de la noble frégate. Le département de la marine avait apporté un soin extrême à trier l'état-major de ces bâtiments, tandis que l'élite de la cour, désignée d'après l'ordre des fonctions, avait l'honneur et le contentement d'accompagner Leurs Majestés dans un voyage, qui allait bientôt revêtir des aspects de triomphe.

Aux côtés de l'empereur se voyaient les généraux

(1) On a gardé les noms de ces bâtiments : l'*Arcole*, l'*Austerlitz*, l'*Eylau*, le *Napoléon*, le *Donawerth*, l'*Union* et l'*Isly*.

Niel et Fleury, le secrétaire intime Mocquard, puis les barons de l'Isle et de Bourgoing, l'un écuyer de Napoléon, l'autre préfet du palais, enfin le chambellan marquis de Chaumont-Quitry et deux officiers d'ordonnance (1).

Le 9, à une heure de l'après-midi, après avoir franchi par unités, les passes étroites du goulet, l'escadre évolua majestueusement, la *Bretagne* en tête, dans l'immense rade de Brest. Des volées de canon, venant du port, saluèrent son entrée; elle y répondit par les décharges répétées de toutes ses pièces, qui l'envelopèrent, pendant quelques minutes, d'une blanche fumée traversée d'éclairs. Aux détonations de l'artillerie se mêlaient, dans une clameur de fête, les cris enthousiastes de la foule régionale, accourue en ses habits de dimanche, et qui, massée sur les points les plus propices à la vue, applaudissait à la magnificence du spectacle.

Une yole très élégante de construction s'était détachée du port; trente rameurs, d'un mouvement égal, la conduisaient vers le vaisseau amiral. On s'émerveillait à considérer le luxe de sa décoration, pendant qu'elle rasait légèrement la surface des eaux. Deux statues dorées, de figuration mythologique, supportaient, à l'arrière, une tente de velours écarlate, où scintillaient les abeilles comme des gouttes d'or, et que surmontait la couronne impériale avec l'aigle aux ailes éployées. Comme entraîné par les néréides et les tritons

(1) Au service de l'impératrice étaient attachés, outre les d'ames du palais — les comtesses de Lournel et de La Bédoyère, future princesse de la Moskowa, son chambellan le comte de Marmesia, son écuyer le baron de Pierres et le docteur Jobert de La Salle.

sonnant de la trompe, qui en complétaient l'ornementation extérieure, ce canot de gala eut bientôt abordé la *Bretagne*. L'empereur et l'impératrice y prirent place pour être menés à terre, et l'esquif léger repartit, suivi d'une flottille d'embarcations.

Le maître de la ville attendait, au débarquement, les personnages souverains, pour leur présenter en cérémonie les clefs de la ville. Mais, déjà les équipages officiels s'étaient avancés. Le cortège fut promptement arrivé à l'église Saint-Louis, où vibraient les éclats triomphants du *Te Deum*.

Un spectacle aimable et joyeux s'offrit au regard des heureux princes, en sortant de l'édifice sacré : ce n'étaient, partout, dans la ville, que banderoles au sommet des mâts vénitiens, bannières, guirlandes, arcs de triomphe improvisés. Les drapeaux aux couleurs nationales flottaient ; sur le passage des voitures, du haut des balcons, se répandaient les fleurs, ainsi qu'une pluie embaumée. L'enthousiasme était général. Les Bretons, au fond de leur cœur, étaient flattés de la visite d'apparat qu'on rendait à leur pays. Depuis la célèbre Anne de Bretagne, au xvi^e siècle, aucune princesse de France, en particulier, n'avait eu la gracieuse inspiration de les venir voir chez eux, et leurs sentiments s'avivaient d'une personnelle gratitude envers la jeune impératrice, qui réveillait en eux, par sa présence, l'un des plus chers souvenirs de leur histoire.

Sur deux points différents de leur parcours, Napoléon et la compagne de ses félicités avaient reçu les bouquets, que tendaient à leurs mains des délégations de jeunes filles. Ils s'arrêtèrent, à la préfecture, pour y demeurer trois jours. Le dîner de gala fut somptueux au-

tant qu'il devait l'être. A travers les fenêtres de la salle passait le reflet des illuminations embrasant la ville entière.

Le 12, au matin, des voitures de poste à la livrée impériale emportèrent l'empereur et l'impératrice, poursuivant leur course en Bretagne, au milieu de l'empressement inouï des populations armoricaines.



Dans le même temps, on commençait à célébrer, du dehors, le Paris de Napoléon III, si animé, si brillant. L'éblouissement de ces choses nouvelles, devenues pour nous si simples et si courantes, provoquait une admiration, dont nous n'avons pas idée, de nos jours.

Déjà régnait, à la préfecture de la Seine, en tête d'une administration organisée comme un ministère absolu, le principal instaurateur du Paris moderne : le baron Haussmann. Aucun des grands fonctionnaires de l'empire ne devait conformer plus hardiment sa propre initiative à la pensée du maître, qui était de voiler la compression morale sous les signes extérieurs de la fortune publique. Nouvellement arrivé de la Gironde, où il avait été l'un des premiers à saluer le lever du soleil napoléonien, il avait dit, un jour d'audience, à l'impérial parvenu : « Sire, j'ai rêvé d'accomplir de larges desseins, des plans grandioses ; ne bornez pas mon effort, et votre capitale sera la capitale du monde ; et la Rome d'Auguste n'aura pas eu de splendeur comparable au Paris de Napoléon III. » A ces paroles, qui flattaient une ambition déjà née, les yeux brumeux de l'empereur s'étaient animés d'un regard

plus chaud qu'à l'ordinaire. Un éclair avait passé sous ses paupières alourdies. Il répondit : « Faites. » L'œuvre de transformation commença.

L'heureux préfet ! Il avait su grouper, autour de lui, pour le succès de ses visées audacieuses, pour leur gloire aussi, ces maîtres ingénieurs, ces embellisseurs par excellence : les Belgrand, les Alphand. Rien ne faisait obstacle à ses projets. Il avait, à souhait, sous la main, l'autorité qui ordonne, règle et décrète, les hommes de mérite, qui mènent et dirigent, en seconde ligne, l'argent qui rend l'exécution facile. Il pouvait tailler en plein drap et puiser à pleins coffres, jusqu'à épuisement de crédit, après de longues années d'usage. Le trésor national s'appelait, à présent, le trésor du prince. La caisse publique n'était autre que la corbeille de César. A coups de millions, il allait changer, de fond en comble, la physionomie de l'immense cité.

On a la nette souvenance de ces jeux formidables du pic et de la truelle. Il s'agissait d'ouvrir des tranchées profondes à travers les amas d'habitations insalubres, de faire passer de larges sillons de lumière par le noir dédale des ruelles, des carrefours propices aux barricades ou des impasses étranglées, et de rejoindre, au moyen de communications rapides, les quartiers excentriques au cœur de la ville. Ces plans, on les avait formés, étudiés sous les administrations précédentes ; mais, ils semblaient n'avoir de chances d'être tirés des cartons, où ils dormaient, que dans des délais assez longs, un à un, pour ainsi dire, au fur et à mesure de la disponibilité des ressources. Soutenu par les complaisances prodigieuses de Napoléon III, l'entrepreneur préfet, à qui ses prédécesseurs Frochot, Chabrol, Rambuteau, Berger,

avaient préparé des combinaisons pratiques, les attaquèrent tous à la fois, et mit en chantier, simultanément, les énormes travaux qu'ils nécessitaient. Ce fut une sorte de remue-ménage universel.

Tel qui croyait connaître Paris s'étonnait de ne plus retrouver son chemin dans l'embrouillement des voies improvisées de la veille. C'était, à chaque pas, un changement de perspective et des aspects inattendus. Des îlots de maisons disparaissaient, comme par enchantement. On n'apercevait, aux angles des rues, qu'échafaudages aériens et compliqués, où circulaient, parmi les charpentes, des équipes pressées de travailleurs. De l'effondrement des murailles, tombaient et remontaient sur la ville des tourbillons de poussière. L'ombre et la clarté se jouaient, tour à tour, en effets pittoresques dans l'obscurité des ruines, sur la blancheur des assises nouvelles ou dans la profondeur des maisons éventrées, qui découvraient, à l'improviste, par des baies violentes, le mystère des habitations intimes (1). La métamorphose de Paris prenait, sous la baguette du tout-puissant administrateur, un entrain qui tenait du prodige.

Cependant, des critiques s'élevaient, des oppositions voulaient se dresser à l'encontre de ces bouleversements à outrance. Les amis du passé se lamentaient de voir périr tant d'édifices, d'habitations, d'hôtels, où des séries de générations avaient vécu, qui étaient, en quelque sorte le cadre, le théâtre, la mise en scène des âges disparus et dont chaque pierre en tombant émiettait un morceau d'histoire. Les fervents de l'art pur

(1) V. le *Paris de demain*, d'Ed. Fourmies.

dénonçaient des impiétés commises, des actes de vandalisme regrettables, qui faisaient s'abîmer, parmi les plâtras vulgaires, tantôt un joyau d'architecture, tantôt un bloc inconnu, que le génie avait touché. Les amateurs de constructions originales se révoltaient contre l'uniformité, la monotonie plate de ces innombrables trouées qui, dépeçant obliquement les murailles de la vieille capitale de nos rois, en revenaient toujours à la même inflexibilité géométrique, au même culte exclusif de la ligne droite. Enfin, les humanitaires, les socialistes se récriaient contre les abus d'un régime d'expropriation brutale, qui chassait les artisans du centre, anéantissait le Paris artiste et philosophe, le Paris historique et penseur de jadis, pour l'unique triomphe d'un luxueux matérialisme (1).

Vaines réclamations, plaintes inutiles. Les démolisseurs, encouragés de haut, allaient leur train. La rue de Rivoli poursuivait son sillon envahisseur, balayant les ruelles et les masures, qu'elle coudeyait au passage, et renversant tout devant elle comme un torrent. L'inauguration des quartiers neufs allait de front avec la transformation radicale des anciens agglomérats. Sans entendre la voix effarée des archéologues, à chaque menace du marteau, qui se levait sur un souvenir, ni les doléances des économistes plaidant le pour et le contre par théorèmes, Haussmann continuait son œuvre de défrichement avec obstination, engloutissant, parfois, dans des travaux d'une utilité douteuse et passagère, des témoins précieux d'une autre époque et le patrimoine des générations futures, mais aussi répandant à

(1) V. *le Paris démoli*, d'Ed. Fournier.

flots la lumière et la santé, au plus noir des quartiers lépreux et malsains; accomplissant de hardies conceptions architecturales, rendant possible, en quelques années, l'achèvement de ce plan gigantesque du Louvre, qui avait effrayé plusieurs dynasties, multipliant les débouchés de la civilisation moderne, les voies amplement aérées, où circule, aujourd'hui, sans encombre, le flot des activités parisiennes, dressant, dans des conditions inouïes de luxe et de dépense (1), des monuments grandioses; et combinant, à merveille, avec l'élégance de la toilette extérieure les intérêts d'utilité publique par la création de marchés, d'hôpitaux, d'institutions de crédit et de prévoyance.

L'empereur n'avait pas borné à l'embellissement de la capitale son attention et ses vœux. Lyon, Bordeaux, et d'autres grands centres connurent les bienfaits de son initiative. Lors de son premier passage officiel dans l'antique Lugdunum, il s'était entretenu avec le préfet Chevreau, longuement, des différentes mesures d'utilité, qu'il désirait y voir mettre en œuvre. L'un des premiers actes de son gouvernement fut de réunir, à Lyon, la Guillotière, Vaise et la Croix-Rousse (2). En fondant l'agglomération lyonnaise, en lui donnant un seul administrateur, en la plaçant sous le même régime municipal, il avait voulu faire tomber les dernières barrières, qui séparaient des populations si étroitement liées par la solidarité de leurs intérêts. Et, partout, il en était de même; partout, l'empire édifiait, cons-

1. Des gens d'esprit se demandaient comment on pouvait trouver assez d'argent dans les caisses de la Ville pour *faire face à toutes ces façades*.

2. Paris, 20 février 1855. Lettre de l'empereur au ministre de l'Intérieur.

truisait, jetait fondations sur fondations, comme s'il se fût jugé lui-même indestructible. Les villes se couvraient de monuments. L'industrie prenait un essor fébrile. La France attirait sur son marché les capitaux de l'Europe entière.

*
* *

Une ombre fâcheuse, une pensée inquiète, gênaient ce grand essor. Souventes fois, Napoléon songeait qu'il n'avait pas rempli identiquement les deux clauses fatidiques de ses serments de jeunesse. Il avait reconstitué l'empire. Il n'avait pas libéré l'Italie.

Quoique l'idée de l'unité italienne n'eût jamais quitté son esprit et qu'elle lui fût restée chère, entre toutes, il n'était point sans en appréhender, comme chef d'État et pour les intérêts du pays dont il avait la garde, les contre-effets lointains. Il tardait par un scrupule de légitime prudence à se lancer dans le vaisseau de Cavour.

Le rappel de ses souvenirs, les insinuations diplomatiques et les motifs pressants du ministre piémontais, la contenance mélancolique et digne d'un peuple exprimant par des vœux, des plaintes, des allusions de chaque heure, ses espoirs dans la justice de l'Europe et l'aide particulière d'un grand prince : que de raisons pour l'y conduire ! Mais des considérations de sagesse politique, qui avaient bien aussi leur force et leur valeur, le retenaient, hésitant.

On sait comment une série d'attentats répétés contre sa vie, contribuèrent à l'y lancer, presque de force.

Sa propre existence se trouvait engagée dans la solution de ce problème si compliqué devant l'histoire et

la diplomatie. D'anciens partisans du carbonarisme, dont il avait eu le temps d'oublier le nom et de perdre la trace, depuis qu'en des jours de jeunesse follement aventureuse et romanesque, il s'était affilié à des sociétés secrètes italiennes, s'étaient rappelés à lui, mais sous quelle forme ! Par des moyens hardis, violents, par des tentatives d'assassinat. C'était leur manière rude de peser sur la marche trop lente des négociations diplomatiques. Ils lui remettaient en mémoire, brusquement les promesses qu'il n'avait pas tenues, l'engagement solennel qu'il avait contracté jadis dans l'ombre des conspirations et n'avait pas rempli, de coopérer, de tous ses moyens, aussitôt qu'il en aurait la puissance, au relèvement de l'Italie.

La question, de générale qu'elle était en son essence politique et religieuse, lui était devenue comme une affaire personnelle à régler.

Toutes les haines rassemblées contre le fils de la reine Hortense, depuis le succès inouï de l'audacieuse aventure politique des deux frères Louis Napoléon et Auguste de Morny, s'étaient rencontrées sur ce terrain, où les avait rejointes, en outre, pour les servir ou les venger, des agents capables de recourir aux pires expédients.

L'année 1855 avait vu le premier attentat commis contre la vie de Napoléon III. Un Italien, du nom de Pianori, en fut l'auteur et le paya de son sang. Suivant la version restée inédite d'un témoin de l'acte, et qui, en homme prudent, soucieux de n'être impliqué, de quelque façon que ce pût être, aux suites d'un procès périlleux ; suivant cette version inconnue, disons-nous, la balle avait porté.

L'empereur allait à cheval et au pas. Un homme

s'avança, du bord du trottoir où il s'était rangé et, prompt comme l'éclair, très en face, braqua son arme, pressa la détente : Napoléon III fut presque renversé sur sa selle. Le meurtrier demeura, quelques secondes, comme figé d'étonnement, qu'il ne fût pas tombé sous la balle, qui l'avait dû frapper en pleine poitrine. Une cotte de mailles l'avait protégé, le mouvement qu'il avait fait en arrière ne laissant pas de doute sur le fait qu'il eût été touché.

Peu de mois après éclatait la machine d'Orsini.

Une sorte d'ascendant superstitieux poussa certainement Napoléon III à marcher. L'Autriche allait fournir d'elle-même un prétexte à l'ingérence étrangère. L'empereur s'en saisit et brusqua la scène d'explications avec l'ambassadeur autrichien, le baron de Hübner, la fameuse scène, d'où sortit la guerre.

Par la logique de l'histoire, par les nécessités de la géographie (deux forces plus puissantes que les troupes de l'Autriche), les peuples italiens étaient poussés invinciblement à se serrer entre eux pour ne former qu'une seule nation, sous un sceptre unique.

Napoléon III ne fit qu'avancer l'heure.

On avait bien déclaré, avant que la guerre éclatât contre l'Autriche, que la Lombardie, leurrant les vœux de ses libérateurs, ne demanderait qu'à retourner aux mains de ses maîtres, par indifférence patriotique ou par un long usage de la soumission. On avait annoncé que les Toscans repousseraient loin d'eux l'idée d'obéir à un principicule de Sardaigne. Des esprits sérieux avaient cru ne pas se tromper en prédisant que l'anarchie serait le résultat le plus certain de cette levée de boucliers en faveur d'un peuple turbulent et sans

aucune fixité d'attachement. Mais, il ne fallut pas beaucoup de temps pour s'apercevoir que des différences de climat, de costume et de mœurs, que des particularités distinctives dans le langage et l'accent, n'empêchaient pas l'âme italienne de se retrouver pareille, en tous lieux, et qu'il n'y avait, en réalité, qu'un seul peuple dans la péninsule.

Par le secours puissant et par la faute politique de Napoléon III allait s'élever, grandir et se coller au flanc de la France une nation homogène, ambitieuse et jalouse, dont l'extension devait lui créer, dans l'avenir, un voisinage fort embarrassant. Mais l'empereur, ses ministres et son peuple ne voulurent voir, tout d'abord, outre les avantages immédiats de l'annexion des deux provinces : Nice et la Savoie, que le fracas des victoires, le flottement des drapeaux et le retour, dans la capitale délirante d'enthousiasme, des troupes françaises victorieuses.

Parmi les journées à grand spectacle du règne de Napoléon III s'inscrivirent ces deux dates, au plein de sa force : le 25 décembre 1855, où défilèrent devant le chef de l'État les bataillons rappelés de Crimée, et le 14 août 1859, où l'enthousiasme populaire confondit dans une immense rumeur ses vivats au couple impérial et ses démonstrations passionnées en faveur des troupes rentrant d'Italie.

La première de ces manifestations publiques avait été moins grandiose, mais aussi très impressionnante. La guerre n'était pas terminée, quoique la prise de Sébastopol en eût fait espérer la fin prochaine. L'empereur avait décidé le rappel des quatre régiments de ligne les plus éprouvés par le feu de l'ennemi, ainsi que le retour



LE MARIAGE
(L'Empereur et l'Impératrice.)
Image populaire.

de sa garde. Une foule énorme débordait, par les rues, avide de fêter les vainqueurs. La température hivernale s'était réchauffée aux rayons d'un clair soleil. Sur le parcours des boulevards les maisons étaient pavoisées de drapeaux, à toutes les fenêtres. La place Vendôme apparaissait encerclée de tribunes. En avant de l'estrade, rehaussée de tentures d'or et de velours, qu'on avait adossée au ministère de la Justice, se trouvait l'impératrice ayant, auprès d'elle, la princesse Mathilde et attendant, le cœur battant, l'arrivée des Criméens.

Précédé du général Magnan, très représentatif, en sa haute taille, avec son uniforme resplendissant et son escadron de chasseurs à cheval; annoncé par l'escadron des guides, Napoléon s'était porté, d'une allure vive, au-devant des régiments massés sur la place de la Bastille. Et, après une allocution aux chefs et aux soldats, il avait repris, au galop de son cheval, le chemin des boulevards, pour s'arrêter, place Vendôme, droit en face de l'impératrice, lui adresser un salut de la main et attendre le passage des troupes. Elles se montrèrent, ayant à leur tête le général Canrobert et attendant assez par le délabrement des habits, par l'état amaigri des visages, qu'elles avaient fourni une dure, très dure campagne. Derrière les musiques des régiments suivaient des blessés, dont la vue grandissait encore l'émotion populaire. Les mouchoirs s'agitaient; des cris fervents s'échappaient des poitrines; des mains féminines lançaient des bouquets. L'impératrice battait des mains, les yeux humides d'attendrissement et de joie.

Quatre années se passèrent. Ce fut, alors, la mise en scène plus imposante du 14 août 1859, jour de la rentrée dans la capitale des troupes d'Italie couvertes des

trophées de Magenta et de Solférino. L'empereur, qui les avait commandées, était de retour, depuis le 17 juillet. En ses loisirs de Saint-Cloud, il avait combiné, pour cette grande circonstance, concordant avec la veille de sa fête, l'une des superbes cérémonies de plein air, dont il eut toujours l'à-propos.

La journée fut magnifique, l'enthousiasme général, et le spectacle grand comme les triomphes de l'ancienne Rome. Quelles minutes inoubliables ! L'impératrice assistait à cette solennité militaire : elle en suivait tous les détails, les yeux brillant d'un légitime orgueil ; on la voyait, de tous les points de la place Vendôme, assise sous un dais superbe aux franges d'or, gracieusement entourée des dames de sa cour. On avait affecté à cette décoration toute une galerie construite à hauteur des derniers étages du ministère de la Justice, tandis que, remplissant les abords de la place, à droite et à gauche, s'élevaient de spacieuses tribunes chargées de plusieurs milliers de personnes. De riches draperies, des guirlandes, des couronnes de laurier, rejoignaient les balcons de la place et de la rue de la Paix. Les femmes du monde avaient saisi cette occasion patriotique d'arborer leurs plus élégantes toilettes. Tous les visages souriaient, tous les cœurs se sentaient emplis d'allégresse. Pendant que défilaient les divisions, les aigles victorieuses, les canons et étendards enlevés à l'ennemi, une pluie de fleurs tombait des fenêtres ; les airs en étaient embaumés ; et les applaudissements, les cris, les vivats n'avaient plus eu de mesure, lorsque était apparu l'empereur, tenant sur le pommeau de sa selle le prince impérial vêtu de l'uniforme bleu et rouge des grenadiers de la garde, et qui n'avait que trois ans. « La

scène, rapporte l'écrivain qui rédigea les *Mémoires d'Evans*, fut indescriptible. Les mouchoirs s'agitaient, les drapeaux s'abaissaient, les épées étincelaient; les officiers, les soldats, le public des tribunes et toute la foule acclamaient le petit Prince, à sa première apparition en public; c'était une tempête de cris enthousiastes; et toutes ces manifestations se prolongèrent au point qu'il semblait qu'elles ne prendraient jamais fin. Cette association de l'enfant, qui représentait (on le croyait, du moins) l'avenir de la nation, aux victoires de Solférino et de Magenta, devant le monument commémoratif des triomphes du fondateur de la dynastie, toucha le cœur de la foule. Elle avait été mise en contact avec les grandes forces humaines, qui gouvernent le monde; et la contagion de cette émotion fut si forte, si irrésistible que, même les ennemis les plus irréconciliables du gouvernement se laissèrent gagner par elle; prenant part aux démonstrations du peuple, eux aussi jetaient des fleurs aux pieds de l'empereur et de son fils en criant de toutes leurs forces : « *Vive l'armée! Vive la France!* »

Vraiment, en de telles minutes, l'Empire put se croire à son apogée de puissance et d'éclat. Cependant les échos de ces acclamations duraient encore, que des dérangements s'annonçaient dans la carte de l'Europe, — modifications graves de conséquences, lourdes de périls, que Napoléon III n'avait pas su prévoir et qui allaient causer les plus sérieux embarras à la mobilité irréfléchie de sa politique.

CHAPITRE ONZIÈME

Les derniers beaux jours.

**Un parallèle : les fêtes comparées du Congrès
de Vienne, en 1814,
et de l'Exposition universelle de Paris, en 1867.**

Entre les années de grâce, que nous décrivions, tout à l'heure, et les désenchantements de la période finale, dont nous exposerons les causes, il y eut, encore, une heure de bénédiction pour l'Empire, où les nuages en formation s'étaient comme effacés, perdus, sous un voile radieux. Mil huit cent soixante-sept et l'Exposition universelle furent ce point d'arrêt dans la lumière.

On ne saurait mieux comparer 1867 et ses « embarras de roi » qu'à la grande époque viennoise de 1814-1815. Exposition et Congrès : les termes du parallèle semblent fort éloignés. Pourtant, que d'analogies dans les détails par l'importance des allées et venues internationales, se concentrant sur un même point de l'Europe, par le nombre et l'éclat des galas officiels, par la diversité des spectacles présentés à la foule et par l'abondance des plaisirs en circulation ! De les rapprocher seulement, au hasard d'un éclair traversant notre pensée, nous inviterait à en justifier l'impression d'une manière plus complète et plus précise. La double image ne pourrait qu'augmenter d'attrait reflétée dans

un miroir unique. Sans abandonner la suite de notre récit ni perdre de vue la figure centrale, l'étrange physionomie dont nous avons entrepris l'analyse intime qui nous empêcherait, pour varier nos impressions, de nous arrêter, au passage, sur cette vision simultanée des mouvements de fête dont Vienne et Paris furent, tour à tour, le brillant théâtre?

Pendant l'hiver de 1814 et le printemps de 1815, la capitale de l'Autriche offrait un aspect d'animation étrangère et de fièvre heureuse, chez les habitants, qu'on ne lui avait jamais connue aussi intense. L'Europe avait envoyé chez elle non seulement tous les rois, mais une élite incomparable d'hommes et de femmes appelés à s'y rejoindre par un concours de circonstances inouïes.

Il y eut, dans le Paris de 1867, moins de personnalités illustres qu'au Congrès de Vienne. Le terrain de fête n'y découvrait point des effets aussi resplendissants. Il s'y vit autant de séductions, autant d'agréments aimables, avec moins de magnificences. De même que la ville de Metternich, en 1815, ne s'était point laissé submerger par le flot international, de même, en 1867, la grande cité parisienne avait su demeurer fidèle à son esprit, parmi tant d'influences, qui s'étaient emparées de son sol et de ses habitudes; et ce furent ses hôtes, qui, par une attraction subie sans résistance, s'étaient pliés à ses goûts, à ses passions, à ses plaisirs.

Dès les premiers jours de février, Paris s'est mis en frais pour recevoir le monde. Il se pare, s'embellit, fait des avances à ses hôtes attendus et sourit au succès. En ses atours de circonstance prématurément revêtus, la Ville ressemble un peu, suivant un mot d'Henri Rochefort, au maître d'hôtel ayant dressé sa table trop

tôt et qui, les bras croisés, guette, sur le pas de sa porte, un peu inquiet, l'arrivée des consommateurs. Légère alerte vite dissipée. Déjà, le flot s'annonce abondant et pressé, à travers les promesses des journaux. De mille points surviennent les amis inconnus qu'on espérait. On a prévu de la confusion dans le nombre et compris qu'il faudrait d'abord les aider à se reconnaître parmi les méandres des rues inconnues. Des guides imprimés en profusion sont lancés sur le marché de la librairie, qui se complètent, s'ils ne se contredisent. Un subtil industriel a trouvé mieux. Il a inventé la boussole de l'Exposition. La foule des naufragés de la rue s'arrachent l'utile objet. Sa fortune est faite.

Tout Paris respirait la plus franche allégresse, le jour de l'inauguration de ce grand concours international, qui marquait un progrès immense sur l'Exposition de 1855. Heure de triomphe pour Napoléon et si bien faite pour lui ouvrir des perspectives illimitées sur la durée de son œuvre ! Une magnifique assemblée s'était réunie dans la vive lumière du Palais de l'Industrie. Le chef de l'État présidait à la cérémonie, en habit noir et la poitrine ceinte du grand cordon de la Légion d'honneur ; à son côté, sa blonde compagne attirait les regards de la foule des invités ; elle charmaient tous les yeux, avec sa robe de couleur changeante et sous son élégante coiffure entourée d'une couronne de violettes, d'où s'élançait une aigrette effilée.

On n'avait oublié personne, dans les invitations officielles adressées aux souverains. Ils mirent quelque lenteur à faire les premiers pas, chacun attendant de son voisin qu'il lui donnât l'exemple. Victor-Emmanuel

avait commencé par faire savoir qu'il resterait à Turin : sérieusement malade à ce que disait son ambassadeur, le chevalier Nigra, il appréhendait le voyage de Piémont en France, mais celui-là seulement ; car, on avait appris, presque aussitôt, qu'il était allé chasser dans la montagne. En revanche, à Saint-Pétersbourg, le chancelier Gortschakoff, désireux d'un séjour de plaisirs et d'affaires, à Paris, pressait son maître. Il avait de grands projets en réserve. Le tzar se décida à ne point laisser languir l'invitation de Napoléon. Aussitôt qu'on fut informé, dans les autres Cours, des dispositions de l'empereur de Russie à se mettre en route, chacun voulut hâter ses préparatifs. Le roi de Prusse activa son départ, emmenant avec lui deux hommes de son choix : Otto de Bismarck et le comte de Moltke.

Un demi-siècle auparavant, à Vienne, on avait vu se succéder exactement les mêmes alternatives d'empressement à accepter et d'indécision à venir. La fraternité des rois et des princes, le doux spectacle de cette heureuse communion d'âmes sœurs et rivales, à la fois, était plus imaginaire qu'on ne le supposait. En vérité, si les maîtres de l'Europe avaient uni leurs efforts pour renverser le dominateur des trônes, leur belle entente se dérangerait, aussitôt qu'il se fut agi de répartir entre soi les bénéfices du partage. Le tzar Alexandre et le roi de Prusse, les deux bons frères, dont le second n'eût point fait un seul pas sans le mettre exactement dans la trace du premier, avaient bien failli ne pas se rendre à l'appel de l'empereur d'Autriche. Ils n'auraient envoyé que leurs ministres. Par bonheur, on avait trouvé des voies accommodantes, qui permirent de remettre sur pied les projets du voyage. On reprit en

grande diligence les travaux d'aménagements, suspendus, pendant trois semaines, à la Burg. Et, dès qu'on eut la certitude, dans les cours du second ordre, que les fiers potentats s'étaient annoncés, les retardataires n'eurent plus que le désir impatient de se faire voir. Personne n'aurait voulu manquer au rendez-vous des têtes couronnées. Il n'était pas jusqu'au roi de Naples, l'excommunié de l'Europe monarchique, qui n'eût eu l'envie de courir à Vienne, tout au moins pour y défendre, en personne, sa cause si menacée. Les rois de Wurtemberg et de Danemark, entre autres, avaient été des plus diligents à toucher au port. On remarqua que le second de ces princes avait été si pressé de rendre sa visite à l'empereur, qui tenait à le recevoir, comme il convenait, dans la lumière et solennellement, qu'il était arrivé dans le salon de réception, dès avant que les bougies fussent allumées. Quel dérangement imprévu pour les lois de l'étiquette! François II, voyant ses serviteurs vaquer à leur office d'éclairage avec une extrême agitation, comme des gens très en retard, avait eu la bonhomie de leur prêter la main; et le blond monarque du Nord s'était annoncé juste pour le surprendre en cette occupation domestique.

A Paris, comme à Vienne, les plus hautes couronnes furent les premières à se montrer. A leur suite s'étaient portés les princes de moindre étage. C'étaient les rois de Wurtemberg, de Bavière, de Belgique, le vice-roi d'Egypte, le prince Antoine de Hohenzollern et de tous les souverains celui qui excita le plus d'intérêt, après le tzar, c'est-à-dire le sultan Abd-ul-Aziz.

Il y eut des manquants, des princes exotiques qu'on

attendait et qui ne se présentèrent pas à l'appel de leur nom. L'imagination populaire eut quelque déconvenue d'apprendre, après des annonces fallacieuses de journaux, que l'empereur de Chine était un peu jeune pour se mettre en voyage, n'ayant pas plus de dix ans, et que le sultan du Maroc avait trop à faire, avec ses tribus en perpétuelle révolte, pour s'exposer à ne plus retrouver son trône en revenant de Paris (1). Mais, sur tant d'autres points et par tant d'autres gens d'importance sollicitée, distraite, captivée, elle s'en était consolée très vite...

Vienne, en 1814, avait fait d'immenses préparatifs d'hospitalité royale. Le luxe qu'on y dépensa étonnait et ravissait les yeux, en même temps, par la richesse et la distinction réunies. Si Leurs Majestés tzarienne et prussienne s'efforçaient de masquer leur surprise sous un air de dignité imperturbable, elles n'en furent pas moins saisies de la magnificence du spectacle. Tout le long des allées du Prater s'alignaient des régiments d'élite habillés de neuf et dont un beau soleil d'automne avivait les brillants uniformes. Des musiques nombreuses égrenaient dans les airs les marches et les chants nationaux propres à redoubler l'allégresse générale. La population entière de la ville et des faubourgs s'était répandue par les rues, en costumes de fête. Ce fut une merveilleuse journée.

Très simple en ses habitudes, l'empereur d'Autriche s'était promis de ne pas compter avec ceux qu'il avait priés d'être siens, autant qu'il leur plaisait de l'être. A chaque souverain, prince régnant ou prince royal,

(1) Il envoya, pour l'y représenter, son frère Muley-Abbas.

c'est-à-dire en espérance de régner, il voulut attribuer, pour leur service quotidien, des chevaux de race, des voitures de cour et une escorte de gardes à cheval. L'organisation en avait été réglée d'une telle manière qu'on ne vit jamais aucune confusion se produire sur ce qui revenait de droits ou d'égards à chacun; et le grand écuyer comte de Trauttmandorff y donnait ses soins avec une si parfaite exactitude et tant de sûreté que pas une erreur, pas un accident, n'arriva dans le mouvement de tous ces équipages princiers.

Pareillement une belle ordonnance présida, dans le Paris de Napoléon III, à la réception des rois et aux honneurs rendus. Sans égaler l'éclat de cérémonie avec lequel l'empereur François II, à la tête d'un superbe cortège, avait salué l'entrée des monarques du Nord, en sa noble ville, il y eut, pour accueillir le nouveau tzar et le nouveau roi de Prusse, en la capitale française, de vastes déploiements de troupes, des parades superbes, des alignements de fantassins et de cavaliers sur leur passage, autant qu'on en pouvait souhaiter, et d'autres spectacles militaires, opéradiques ou de pur cérémonial, organisés en leur honneur avec une remarquable entente de la mise en scène.

Les grandes figures retenaient, surtout, l'attention publique. Au premier plan se détachait le tzar. Une stature imposante, un visage agréable, quoique d'expression sévère, des gestes dignes, des mots heureux et le renom de sa générosité (1) : tout concourait à

1. On disait merveilles des libéralités russes, sans compter celles qu'on prêtait au tzar et à sa suite, dont ils n'avaient jamais eu le mouvement ni l'idée. L'œuvre de Napoléon III avait sauvé la vie du tzar Alexandre II en interposant son cheval entre le poitrail du souverain et le pistolet de

faire d'Alexandre II, malgré les élans fraternels de la France d'alors vers la malheureuse Pologne, un favori du peuple parisien. Le premier Alexandre s'était dépensé avec plus d'entrain et de gaité dans la haute société viennoise, où l'amour et l'ambition se disputaient, à l'envi, ses préférences. Mais on n'en voulut pas longtemps au nouvel autocrate de ses airs un peu moroses. On lui savait gré de ses longues promenades à travers la ville, de l'intérêt qu'il témoignait à en visiter les parties essentielles, sauf à laisser de côté le Sénat et la Chambre, qui ne disaient rien ou peu de chose à ses goûts césariens. On lui était reconnaissant d'avoir compris le charme et la grandeur de la capitale française et d'apprécier, d'une si bonne grâce, les plaisirs d'art qu'elle offrait à ses yeux. N'avait-il pas dit, en présence de Napoléon III et s'adressant au préfet Haussmann : « Devant cette reine qu'est Paris, nous ne sommes plus que des bourgeois. »

Dans une occasion analogue, mais ayant à l'âme et aux lèvres des sentiments bien différents, le roi de Prusse admirait, du haut des Buttes-Chaumont, le panorama circulaire du nouveau Paris. Ses yeux cherchaient, au loin, l'un des points d'accès de l'enceinte. L'ayant reconnu, il le désignait au même fonctionnaire : « C'est par cette porte, lui dit-il, que nous entrâmes en 1815. — Oui, répliqua Haussmann, avec plus de noble fierté que de bonheur justifié dans la réponse ;

Berezowski. Il fut dit que la reconnaissance de l'empereur moscovite s'était exprimée grandiosément. La vérité, si on l'eût connue, aurait appris que Rambaux n'avait reçu ni titres de noblesse pour soi, ni diamants pour sa femme, ni remerciements des villes russes, mais plusieurs centaines de lettres lui demandant des secours à prélever sur une fortune imaginaire.

mais, depuis lors (et il lui montrait des constructions s'érigeant, de place en place, autour de la ville) nous avons construit quelques forts. »

La France n'avait conservé qu'un souvenir de gloire des sanglantes hécatombes amoncelées sous les murs de Sébastopol. Une mutuelle estime de leurs qualités de courage et de générosité animait les deux nations, France et Russie. En outre, comme pour renforcer leurs sentiments réciproques, une légende inaltérable s'attachait au nom du premier Alexandre, à la mémoire de son beau rôle, à Paris, en 1814, aux jours de popularité universelle, où l'on faisait de lui le recours unique de toutes les grandes infortunes, où l'on avait oublié le vainqueur pour ne voir qu'un protecteur inspiré des plus nobles sentiments.

Si le Paris de 1867 acclamait l'empereur de Russie, il n'accueillait que d'un salut sans chaleur le monarque régnant à Berlin. A bien des détails s'accusait l'écart très large, qui s'était marqué, dès le premier jour, entre les sympathies réservées aux deux souverains. Les couleurs slaves et britanniques flottaient abondamment dans les airs. Les drapeaux allemands étaient rares, aux fenêtres parisiennes. Pendant un bal, qui se donnait à l'Hôtel de Ville, les prévenances à l'égard de Frédéric-Guillaume n'excédaient pas la courtoisie purement officielle. Plusieurs fois, l'orchestre avait repris l'hymne russe, tandis que, par une négligence involontaire et regrettable en l'espèce, on avait omis complètement le *Heil dir o Sieger Kranz*, dans le programme de la soirée. Avec ses allures militaires, sa physionomie énergique et dure, Frédéric-Guillaume ne gagnait pas les cœurs. Ses apparences raides n'invitaient pas aux gestes em-

pressés. Des gens se chuchotaient à l'oreille que, fort heureusement pour lui, le roi de Prusse n'avait pas oublié d'emmenner ses aides de camp : sans quoi, il se fût trouvé bien seul dans la foule ! Son ministre Bismarck, tout en provoquant une curiosité plus générale, n'eut pas, lui non plus, les honneurs de la fête. A vrai dire, à la cour et dans le peuple, on s'entretenait beaucoup du personnage. Aucun des mouvements de Bismarck ne passait inaperçu. Un jour, on avait remarqué que, dans sa politesse exagérée de formes, lui, si sceptique et si dédaigneux au fond, s'était incliné jusqu'à terre en saluant Napoléon et que l'Impassible avait souri. On commentait chaque circonstance, chaque menu détail de ses apparitions en public (1), soit en bien, soit en mal, mais trop rarement avec la juste opinion de ce que représentait en force, en intelligence active pour son pays, en menaçantes perspectives pour les autres nations, sa personnalité supérieure et funeste.

Dans le seul à seul, le roi et son ministre se revanchaient, à leur aise, de la pénurie des applaudissements du peuple français. En tête à tête, ils échangeaient leurs observations recueillies, jour par jour, sur les vices d'organisation intérieure, l'état défectueux des forces militaires et les éléments de faiblesse, qu'ils avaient su pénétrer, à travers une surface aussi brillante. Ils n'avaient pas perdu leur temps et se promettaient bien d'en utiliser les enseignements, plus tard.

(1) Un soir qu'il était aux Variétés, la curiosité des spectateurs l'avait poursuivi jusque derrière les draperies de sa loge. De la sympathie presque lui était venue de ce qu'on l'avait vu sourire aux cascades d'Hortense Schneider, et l'impression finale, ce jour-là, fut qu'il n'avait point l'air méchant et que, même, il avait une bonne tête.

Guillaume avait pris son parti de la froideur de ses hôtes et n'en instruisait point les gazettes allemandes. Tout au contraire, celles-ci, stylées de la bonne façon, n'enregistraient que d'excellentes nouvelles sur les succès du roi et de ses ministres, à Paris. Dans les termes les plus flatteurs les journaux d'outre-Rhin rehaussaient, à grand fracas, l'impression de respect et de crainte, qu'avait produite sur l'état d'esprit d'un peuple frivole, la belle et fière tournure de leur Frédéric-Guillaume (1). Au lendemain d'une solennelle revue, passée au Champ de Mars et qui avait tenu, par une chaude après-midi, les souverains à cheval, pendant plusieurs heures, Berlin fut ravi d'apprendre que le tzar et l'empereur des Français avaient paru terriblement affaissés, tandis que le roi de Prusse, toujours à l'aise et dispos, faisait avec ces pauvres monarques un contraste réconfortant.

Paris avait appris très vite à reconnaître les personnages étrangers, d'après leur façon de vivre et de dépenser.

Le tzar jouissait d'une réputation de munificence, qu'on aurait été fort embarrassé de porter au crédit du roi de Prusse. Sans prendre la peine de se demander d'où vient à de certains princes leur aisance à puiser des deux mains dans les coffres de l'État, on était émerveillé, confondu d'admiration de savoir que les trois millions apportés dans les valises de l'empereur de

(1) Les journaux anglais en donnaient une version bien différente. On lisait dans le *Star* de juin : « Il y a eu à leur arrivée (celle de Guillaume et de Bismarck) un mouvement de curiosité tôt dissipé : en somme le maître et le serviteur ont fait fiasco. »

(2) *Preussische Zeitung*, juin 1867.

Russie, pour son séjour à Paris, s'étaient volatilisés, en fort peu de temps, et que le tzarevitch, à lui seul, en avait absorbé presque neuf cent mille francs. Les nouvelles ne manquaient point l'occasion de comparer, sur cette base, le train des maisons régnautes, ils s'égayaient, plume en main, des malheureux trente mille francs alloués par la générosité paternelle au prince royal de Prusse. Et la critique mise en verve daubait ferme sur la parcimonie de Frédéric-Guillaume, qui réduisait au strict minimum la liste de ses menus frais et s'était juré, sans doute, de ne laisser en France que le moins possible de son bel argent prussien. C'était l'économie sage et prudente d'un roi moins soucieux de ses plaisirs et de l'opinion des étrangers que du bien véritable de son peuple, mais qui n'inspirait, évidemment, point des impressions de magnificence.

Que les Parisiens et surtout les Parisiennes appréciaient mieux la noble émulation des princes exotiques à semer les perles et l'or! Avec Abd-ul-Aziz et le khédive d'Égypte, ils eurent vraiment l'impression de l'Orient à Paris. L'Opéra-Comique et ses légers décors, ses costumes de rêve et ses visions pittoresques, se trouvaient transportés dans la vie réelle.

Les préparatifs de voyage et le départ de Sa Hauteesse ne s'étaient pas effectués sans hésitations ni complications. Des difficultés d'exégèse émanant de la loi du Prophète, des entraves attenantes au protocole traditionnel, et des embarras éprouvés dans la question budgétaire, avaient fortement gêné le bon vouloir d'Abd-ul-Aziz. En premier lieu, il eut à mettre sa conscience en repos avec les versets divins interdisant au Commandeur des Croyants d'égarer ses pas au pays des infidèles. Napo-



LES TROIS SOUVERAINS 1867

L'Empereur des Français. — La Reine Victoria. — Abdul Aziz.

l'éon dut l'aider, en la circonstance, par une espèce de convention fictive, qui permit de tourner l'obstacle; il dut lui céder son empire, ni plus ni moins, sous une forme imaginaire et provisoire. La France étant devenue province turque, rien n'empêchait plus le calife d'en faire l'objet et le but d'une visite à longue distance.

Cependant le trésor des Osmanlis, lourd surtout de son passif, n'aurait su tirer de ses profondeurs les millions nécessaires aux frais de route d'un tel et si puissant monarque. Des banquiers européens s'offrirent à propos, qui les lui cédèrent, à gros intérêts. D'autre part, Abd-ul-Aziz, conscient dans sa sagesse, du service qu'il allait rendre à son peuple, en donnant aux étrangers une idée imposante de sa grandeur, jugea qu'il était parfaitement en droit de retenir, en échange, la moitié du traitement de ses fonctionnaires. Enfin, ne voulant rien laisser au hasard, par une dernière précaution avant de s'engager d'une manière définitive, une correspondance fut établie entre Constantinople et la capitale franque, réglant toutes les conditions de son séjour. Lui ménager de ses fenêtres une vue panoramique, qui ne lui parût pas trop misérable, en comparaison des magnifiques perspectives du Bosphore; installer devant la salle à manger de l'immeuble parisien un moucharabieh aux larges dimensions, qui lui permit de tout voir sans être aperçu; expressément préparer un ample réservoir, destiné à contenir les barils d'eau, qu'il ferait venir du Nil pour ses ablutions de chaque jour (tel Alexandre I^{er}, pendant le Congrès de Vienne, voulait qu'on lui envoyât pour sa toilette des morceaux de glace de la Néva) : ce furent autant de recommandations spéciales, qu'on eût à remplir, au pied de la lettre. Il

vint et se déclara satisfait. Monté sur de magnifiques chevaux, avec la haute selle orfèvrée des califes, le manteau de pourpre flottant sur les épaules et marchant en tête de son cortège très décoratif, le sultan produisait une grande impression, aux fêtes et aux cérémonies publiques.

D'un autre côté, le vice-roi d'Égypte ne restait pas en arrière de son suzerain, ni par le faste des apparences, ni par le chiffre de ses largesses. Lorsque son darabieh, poussé par des rameurs superbement vêtus, filait souple et rapide sur la Seine, mille et mille curieux, du haut des parapets, le suivaient du regard, avec admiration. De la rive, on distinguait l'heureux Ismail étendu sur un long siège moelleux, fumant à l'orientale, buvant le noir breuvage, au milieu de ses dignitaires, amis et serviteurs. Trois esclaves allaient et venaient, remplissant les tasses, rallumant les chibouques. Debout, un majestueux Libyen dirigeait le léger esquif. Une vision des « Mille et une nuits » glissait sur les eaux pailletées d'étincelles, aux chauds rayons d'un soleil d'été. Le commerce et les femmes bénissaient Ismail-Pacha. Partout où il passait, ce dilapidateur magnifique des finances égyptiennes laissait une traînée d'or pour qu'on se souvînt qu'il fut là.

Entre 1814 et 1815, plusieurs des nobles visiteurs de l'empereur d'Autriche avaient mis leurs soins à se faire bien venir, dès leur entrée dans sa maison. Par exemple l'abondance des cadeaux apportés dans les malles du roi de Wurtemberg avait provoqué un gros effet de surprise admirative et jalouse. On en estima la valeur

à plus d'un million de florins. N'était-ce pas excessif et presque inconvenant, demandait le roi de Danemarck, qui s'était senti tout formalisé de ne pouvoir égaler, encore moins surpasser, sur ce terrain de luxe, son « bon frère » de Stuttgart?

Les augustes commensaux de Napoléon III ne s'étaient pas crus obligés à des démonstrations aussi coûteuses de leurs sentiments. La plupart ne prodiguèrent que leurs remerciements et l'échange de leurs invitations. Ainsi le roi de Prusse exprima-t-il le désir que Napoléon III, s'il ne se jugeait pas trop grand seigneur, vint lui rendre sa visite, à Berlin.

L'indiscrète chronique savait, à peu de chose près, l'état de leur budget parisien, c'est-à-dire les sommes approximatives que chacun d'eux s'était proposé d'y affecter, les voies et moyens de crédit, que les uns et les autres se réservaient d'employer pour cette même destination. Pareillement, l'opinion viennoise aurait pu fixer en 1815 d'après les rapports au ministère de l'Intérieur (1), le bilan exact non seulement des rois et des princes, mais des principaux personnages hospitalisés en ces lieux, soit qu'ils usassent de leurs seules ressources, soit que la cour d'Autriche vint à leur aide pour en étendre les disponibilités. En général, les banques de Vienne avaient ouvert aux souverains des crédits considérables : illimités pour le roi de Prusse, qui n'y recourait, d'ailleurs, qu'avec crainte et parcimonie; quelques cent mille roubles complémentaires, à la disposition du tzar; cent mille florins pour le prince de Wrède représentant de la Bavière, et seulement cin-

1 *Oberste Polizei Hofstelle*, Archiv. des ministérium des Inneren, 1815.

quante mille à l'intention des ducs de Weimar, Oldenbourg et Mecklembourg. En se renseignant aux mêmes sources, on aurait eu connaissance que le maréchal de la cour de Danemarck était accrédité, pour plusieurs millions, auprès d'une des premières banques de Vienne; que l'ex-roi de Westphalie, Jérôme-Napoléon était compris sur la liste des générosités impériales pour une somme de trois cent mille florins, et que le prince royal de Wurtemberg y était inscrit de son côté pour un prêt de vingt-cinq mille thalers. En outre, beaucoup de princes taillaient sur les finances autrichiennes, aussi abondamment qu'on leur en laissait la liberté, ce qui ne les empêchait point, à l'occasion, de faire parade d'une certaine vanité généreuse et théâtrale.

Si, pour employer les termes d'une épigramme courante sur la collectivité des monarques en résidence à Vienne, l'empereur de Russie aimait pour tous, si le roi de Danemarck très causeur parlait pour tous, alors que le roi de Bavière et celui de Wurtemberg mangeaient pour tous, il fallait bien confesser que l'empereur d'Autriche payait pour tous. Et comme ils en usaient! Tous ces rois, hier, bien meurtris, avaient pansé leurs blessures dans les délices de Vienne. Ils n'eurent jamais la contenance plus décidée et l'air plus content de vivre sur les biens et l'amour de leurs sujets ou sujettes.

C'eût été jouer de malheur, disait une grande dame de l'aristocratie française séjournant, alors, à Vienne, que de ne pas rencontrer, en des lieux choisis ou simplement à la promenade, un empereur, un roi, un prince régnant ou de ne pas heurter, quand on courait à son but, un grand général, un diplomate fameux, un ministre célèbre. Pareilles, sans être égales, étaient les

chances, en cette belle année crépusculaire du Second Empire. Il y avait réellement aussi fête royale à Paris, comme il y eut des embarras de Majestés, à Erfurt.

Le mouvement de société ne fut jamais plus séduisant ni plus varié que pendant les deux périodes impériales, l'une de 1815 en Autriche, l'autre de 1867 en France, dont nous nous plaisons à noter les ressemblances, bien qu'elles se fussent manifestées en des occasions très différentes. Dans la seconde comme dans la première, mais surtout à Vienne on vit des personnages prépondérants par leurs titres et par leur autorité, céder avec un fol entrain à la griserie des plaisirs de jour et de nuit.

Il y eut plus d'amours en campagne, à la Cour de Vienne qu'en celle de Paris ou de Compiègne, et les princes en humeur de fête y trouvèrent un cadre plus romanesque, plus divers et plus propice aux galantes intrigues.

Quel délicieux chapitre de mœurs à conter, si l'on ne craignait point de s'égarer, trop loin de son sujet!

La dissipation était générale, pendant le fameux Congrès. Alexandre, le roi des rois, « l'Ange », « le Bon Chevalier », « le Libérateur. » l'irrésistible Alexandre, que d'autres moins prompts à l'enthousiasme appelaient simplement « une bonne tête de fou », le tzar, avec ses succès sans nombre, donnait le mouvement. Il en voulait à chacune et toutes étaient désireuses de ses hommages. Ainsi les deux déités voisinant au 59 de la Schenkenstrasse, les princesses Bagration et de Sagan se sont fait une guerre ouverte par l'envie jalouse de ses préférences. Mais son attention était si tiraillée, si distraite de vingt côtés! D'une heure à l'autre, il hésitera entre

la si désirable princesse Esterhazy, la riante Sophie Zichy et la belle princesse Auersperg. Il ne saura vraiment pas non plus à laquelle de ses deux dernières danseuses : la jeune comtesse Szechnyi et la non moins attirante Monz Lichtenstein, il offrirait la palme de son admiration ; car, il voudrait inviter l'une et l'autre. Cependant, il a des propos commencés avec d'autres charmeuses. Julie Zichy ne lui semble pas moins séduisante que sa sœur Sophie, ni Léopoldine que Monz Lichtenstein. Puis, comment oublier celle qu'il remarqua si visiblement à l'une des récentes fêtes du soir, une Marie Kleinhart, fille d'un major de la place ?

Dès son arrivée, il s'était exalté sur la beauté des Viennoises. Sans oublier ses intérêts ni le souci de sa grandeur, il accordait beaucoup de temps à ses plaisirs et il n'en avait pas de reste pour mener par deux ou par quatre ses amours voyageuses. De ce genre d'intrigues il avait noué des fils de tous côtés. Aussi ne manquait-il aucune redoute, aucun gala. On l'y reconnaissait entre tous, à sa dignité élégante et gracieuse, à sa tournure pleine de distinction et à la manière, qui lui était propre, à la fois respectueuse et vive, d'aborder les femmes. Tout à l'heure, il avait une conversation, qui paraissait l'intéresser fort avec un certain domino noir, qui n'était autre que la princesse Esterhazy-Raisin. On l'a vu, néanmoins, se détacher de cette aimable causerie et chercher aventure. Il n'a pas fait deux pas qu'il est déjà très entouré. La Bigottini en domino bleu le serre d'un peu bien près. La triomphante Morell, à son tour, voudrait attirer son regard. Le grand-duc de Bade, qui la recherche furieusement ne lui en laissera pas la liberté. Mais l'énumération

serait trop longue des objets de son inconstance. Et comme si ce n'était pas l'excès du bien que la surabondance des plaisirs de choix offerts à ses appétits lassés, des femmes légères par état, des amuseuses de la scène et de la galanterie avaient trouvé quelque faveur, auprès de lui, avec leurs grâces savantes et leurs sourires marchandeurs.

Nul des souverains n'échappait à l'influence de cette atmosphère de volupté, qui troublait les plus sages. On avait remarqué que le roi de Prusse lui-même, si méthodique en ses habitudes, les avait un tant soit peu dérangées, depuis quelque temps. On avait cherché, du côté des femmes, la personne qui avait eu ce pouvoir. C'était une transformation imprévue dans tous les détails : il soignait ses formes, assouplissait ses allures, et, ce qui ne s'était jamais vu, de sa part, il se rendait aimable, entreprenant avec les femmes masquées.

On s'égayait du roi de Prusse et de la manière grave, empesée, cérémonieuse, dont il donnait le bras à la belle Julie Zichy, depuis qu'il se croyait fortement épris d'elle. Mais on admirait les grâces mondaines du beau Charles de Bavière, aussi dangereux pour la réputation des jolies femmes que les princes de Dietrichstein et de Metternich. Son Altesse Sérénissime le vice-roi Eugène de Beauharnais était certainement aussi l'un des plus gâtés de la troupe, si l'on ose ainsi parler de ces nobles personnages en tournée de fêtes diplomatiques. On le voyait toujours très entouré des frais et gracieux visages, dans les soirées et dans les bals.

Avec sa physionomie pâle et son teint d'albinos, le roi de Danemark ne le cédaient point en galanterie à ses

collègues couronnés du Nord et du Midi (1). Presque dès l'arrivée, il eut son aventure. Il s'était passionné follement pour une jeune fille de la classe ouvrière, au teint de pêche, aux cheveux de la couleur des blés, en un mot une jolie grisette. Usant de cette aptitude extraordinaire qu'ont les femmes à sortir de leur condition pour s'habituer, sans plus d'apprentissage, aux airs et commodités d'un état supérieur, cette favorite de la veille avait manifesté le désir de changer d'habitation, ainsi qu'elle avait changé de toilettes, mais richement et comme il convenait à une maîtresse royale. Sans s'émouvoir, elle allait prendre, à son compte, je veux dire au compte de Sa Majesté Scandinave, un logement superbe, dans le fastueux et vaste hôtel de la princesse de Paar. Elle n'avait fait difficulté sur rien, meubles ni loyer, dont le prix était énorme. Il ne lui restait plus qu'à se nommer. « Qui aurais-je l'honneur d'annoncer à Madame la princesse? » demanda respectueusement l'intendant ou concierge. « Écrivez, écrivez, lui répondit-elle, que vous avez loué cet appartement à la reine de Danemarck. » Le serviteur s'inclina jusqu'à terre. Il n'eut rien si pressé que de faire tenir la grande nouvelle à la princesse de Paar. Celle-ci mieux informée, quoique absente, entra dans une violente colère et défendit de passer l'accord.

Mais, qu'importait à cette reine de cœur le sentiment jaloux, peut-être, de la grande dame? Elle était, désormais, bien connue, à Vienne. On ne la nommait plus que la reine de Danemarck, ce dont elle ne s'étonnait ni

(1) Le roi de Danemarck, au dire de M^{lle} du Montet, dormait avec toute les petites demoiselles *les plus jeunes et les plus couleurs de rose*.

ne se fâchait; elle n'y voyait pas d'ironie; elle se croyait bien telle, au moins pour deux ou trois mois.

Avec plus d'intelligence et de finesse, une actrice de Paris, en 1867, s'était attribué le titre de *grande-duchesse* et en avait arboré les droits d'une manière aussi hardie qu'amusante.

Curieux rapprochement de deux caprices : le même cas s'était produit, en 1814, dans la ville du Congrès, de la part d'Alexandre et de son compagnon Frédéric-Guillaume. Impatients, comme des écoliers en vacances, d'oublier les affaires sérieuses, le tzar et le roi de Prusse, le soir même du premier jour, s'étaient rendus au Kärtner-Theater, pour y contempler, dans le ballet *Zéphir*, les grâces mouvantes d'une danseuse à la mode. Tel, en 1867, un autre Alexandre, maître du plus vaste empire du monde, à peine entré dans Paris, n'avait pas attendu plus tard que l'heure du théâtre pour aller applaudir la diva de la musique bouffe : M^{lle} Hortense Schneider.

Tel était le train de la fête, chez ces aimables conducteurs de peuples. Encore ne parlons-nous pas d'une catégorie de princes et de grands-ducs, qui poussaient jusqu'à l'extrême désordre la licence, qu'ils s'étaient accordée, de satisfaire leurs appétits, sans choix ni mesure, et qui perdaient le respect d'eux-mêmes dans les plus basses compagnies. « Il y a une canaille de rois, comme il y a une canaille de faquins », disait Christine de Suède, laquelle fut à bonne école pour en juger. Mais, entre les uns et les autres, la distinction s'établissait d'elle seule, à Vienne, et on n'eut pas besoin de la signaler, à Paris.

Le goût de la société intime des femmes et le senti-

ment de la galanterie déclarée occupèrent beaucoup moins de place dans les passe-temps des visiteurs couronnés de Napoléon III, qu'ils n'en eurent, parmi les récréations des Altesses et des Majestés en rupture de Congrès. En pleine séduction cythérée, la vertu de quelques princes germaniques, put se maintenir, hors d'atteinte. Irréprochables époux, ils s'étaient sentis de force à s'abstenir du fruit défendu, dont la tentation leur était de chaque moment et leur venait de partout.

Naturellement, tous les invités de haute marque, à ce banquet des nations, ne se montrèrent pas aussi rigoureux contre eux-mêmes. Ils auraient cru faire injure à leur hôte en ne se réglant pas sur son appétit. Car, ils avaient de qui tenir, auprès de Napoléon III, quant à la manière de prendre les choses de la vie par le côté le plus agréable. Et, puisque nous en effleurons le sujet, nous devons le dire, une fois, fût-ce en y insistant un peu : le fils d'Hortense avait fait une belle part, une très grande part, dans son « Rêve d'Empereur » à des visions de sultan occidental.

§

Comme tous les hommes élevés par des femmes, il s'était montré des plus sensibles à l'acuité de l'impression féminine. L'inclination avait été précoce en lui et le goût lui en dura fort longtemps. Il était prompt aux romans de tête. Il eut toujours l'imagination prête à étreindre le fantôme.

Son idéalisme n'empêchait point qu'il eût l'expérience connaisseur en la féminine matière. Bien que l'essaim des belles fut d'une abondance incroyable, en sa jeune cour, il ne voyait jamais indifféremment se mouvoir

dans la clarté quelque jolie apparition. La physionomie unie, détachée, sans avoir l'air d'y prendre garde, il suivait le glissement de sa silhouette, il réservait une partie d'attention à sa démarche, à la manière dont elle appuyait sur le tapis moelleux son pied flexible; il avait une minute d'intérêt vrai, quoique secret, pour la façon dont elle s'arrêtait et prenait place; pour la façon aussi dont elle tournait le visage, saluait, souriait et mêlait sa grâce à tout l'éclat environnant.

D'ailleurs, peu difficile à séduire, chacune parlait à ses désirs, autant qu'elle était prenable. Toute femme jeune et d'un peu d'attraits pourvue, toute personne honnêtement follette, comme l'eût dit Tallemant des Réaux, pouvait s'offrir (1) l'orgueil même éphémère de connaître l'empereur.

L'impératrice Eugénie eut beaucoup à se plaindre de cette propension trop générale et trop persistante.

Le sentiment de la famille était en lui vif et tendre. Le bonheur qu'il y goûtait, après ses échappées au dehors, il le disait préférable aux calculs de l'ambition, malgré qu'il ne méprisât point non plus des parures de luxe qui servent à enchâsser brillamment les joies intimes.

Il gardait à sa femme un attachement de cœur, qui ne se démentit jamais; il aurait voulu l'associer en toute circonstance, à chacune des impressions choisies, à chacun des spectacles de beauté, d'éclat, de grandeur, dont ses regards étaient les témoins. D'une plume familière et simple, il lui écrivait, s'il était éloigné d'elle, des lettres qu'on aurait pu trouver un peu bour-

(1) C'était le témoignage du chevalier Nigra.

geoises d'accent, mais qui étaient, surtout, humaines et vraies (1).

C'était bien là le fond invariable de ses sentiments d'époux et de père.

Sa religion était en ordre, de ce côté, toutes les fois qu'une naturelle faiblesse ne l'entraînait point à suivre l'occasion passagère et changeante. N'avoua-t-il pas à l'un de ses confidents que sa période de fidélité n'excéda pas les six premiers mois de son mariage, qu'il avait besoin de petites distractions particulières et que, toujours, du reste, il revenait au nid avec contentement?

L'inconstance était une tradition de famille. On en aurait des exemples à citer jusqu'à la fin du livre. Pour ne point passer sous silence tous ceux que nous pourrions dire, nous en relèverons un trait, un seul, bien curieux : l'histoire d'un certain médaillon.

C'était un bijou superbe, ayant appartenu au premier empereur et qui portait sur l'une de ses faces l'effigie de l'impératrice Marie-Louise. Comment était-il passé aux mains du prince Demidoff, à Florence? La question est sans importance. Ce qui en eut davantage, c'est qu'un jour, l'un de ses nombreux serviteurs, un jeune groom, en remuant le précieux bijou en avait ébranlé la glace, et que le portrait de l'impératrice en se détachant, avec le verre, avait révélé qu'il n'était que

1 « Toi et le petit, vous êtes tout pour moi... Je vois avec bonheur approcher le moment où je vais te revoir, ainsi que notre cher enfant, et j'en suis si heureux que je me tourmente, craignant que, d'ici-là, toi et lui, vous soyez malades. Ainsi, prends bien garde à toi et à lui. Que dans ses promenades, on n'aille pas près de l'étang. Ne te fatigue pas, non plus. Toutes ces recommandations sont bêtes, peut-être; mais, quand je suis heureux, j'ai peur. »

Lettre de Napoléon à l'impératrice Eugénie, juillet 1856.

la doublure d'une autre figure, l'image de M^{lle} Georges, que celle-ci couvrait un troisième visage : la douce et tendre physionomie de M^{me} Walewska et que la belle Polonaise n'était pas la dernière de la série. Toute une nichée d'amours impériales encloses dans un seul médaillon. Napoléon III aurait pu s'offrir, avec l'aide de son orfèvre, un pareil luxe; mais il aurait éprouvé plus de difficultés en la circonstance; certainement, il l'eût emporté sur son maître et modèle par l'abondance des figures à renfermer dans un cadre unique, aux compartiments variés.

Chez son oncle, les gestes de la galanterie étaient rares et distants; pour lui l'attirance était continuelle. De temps en temps, il se rangeait, promettait de ne plus troubler la tranquillité de l'impératrice, puis retournait à la tentation. Ces éclipses de la vertu conjugale se répétaient avec trop de fréquence pour qu'on pût les déclarer simplement accidentelles. Malgré ses bonnes intentions d'un retour fidèle, il n'était pas assez maître des occasions, qui le guettaient. Ces occasions étaient fort belles, fort intéressantes; elles avaient le tort et le danger de se réitérer à l'excès. Contraint de jouer un rôle, du matin au soir, il devait encore être de gala, la nuit. Qu'il fût exposé, parfois, loin du grand jour ou de l'éclat des lumières, à manquer son effet, c'était l'inévitable contingence. Les titres les plus relevés ne préservent point la condition humaine de ses défaillances; au reste, il y persévérerait avec une ténacité bien téméraire. Trop aisément cédaient-il à des regains que lui déconseillaient l'âge et la raison (1). Tel

1) V. sur ce sujet, les piquantes révélations de la marquise de Taisy, un peu arrangées par l'imagination de l'auteur.

un sultan blasé, lui-même se plaignait du surcroît des bonnes fortunes.

Il est connu que les femmes sont avant tout curieuses *d'éprouver* par comparaison. Les amies du jour ou les passantes souhaitées, qui se trouvèrent invitées par l'empereur à des entrevues plus intimes, n'y retrouvèrent pas, chacune, leur sensation. Il y eut des mécomptes, de ce côté, et toutes n'en gardèrent pas le secret (1).

Napoléon III n'avait pas, comme un Alexandre ou un Nicolas, autocrates de Russie, cette belle prestance physique ni ces lignes droites et hardies du visage, ni cette démarche ferme et décidée, qui semblent indiquer, au premier aspect, que la nature, la naissance et l'éducation réunies, ont créé de certains hommes, pour être des dominateurs. Le tzar Alexandre I^{er}, qui fit tant parler de lui, dans les coulisses et boudoirs du Congrès de Vienne, eut l'ambition amoureuse plus exigeante encore que ses appétits d'autorité. Il eût voulu être adoré de toutes, heureuses ou non, couronnées ou ne portant pas couronne, princesses de préférence, artistes à l'occasion, pourvu qu'elles se montrassent à lui auréolées de jeunesse, d'élégance et de beauté. Son bonheur était si complet qu'il en devenait inquietant. Mais il fondait en lui deux qualités extérieures, qui vont rarement ensemble : il apparaissait, à la fois, majestueux et

1 Un détail amusant. M^{me} de Bauffremont nous le conta, au hasard d'une conversation pleine de souvenirs. Une charmante artiste, M^{me} P^{***}, aux yeux très bleus, avec des cheveux très bruns, simple, sans embarras, mais attractive et douce, avait été priée d'une entrevue particulière, en haut lieu. Elle en sortit faiblement impressionnée des facultés amoureuses du prince et se disant *que le pouvoir ne donne pas toujours la puissance*.

charmant, ce qui n'était pas le privilège de Napoléon III.

Le zèle des panégyristes put choisir, pour en avantager son portrait, des couleurs bien flatteuses, le représenter avec amour et lui créer des séductions. Le signalement pur et simple de sa physionomie n'indiquait point ce qu'on appelle, en général, des traits de beauté. Si on le prend à sa quarantième année, tel que le dénonçait à l'attention des préfets le ministre de l'Intérieur de la nouvelle République (c'était avant qu'il eût fait lever les mesures d'interdiction prises contre lui), si on s'en tient à ce document, pour le considérer au naturel, il avait les yeux petits et gris, un nez grand, des lèvres épaisses, un menton pointu, le teint sans couleur, la tête enfoncée dans les épaules et, dès lors, le dos voûté. Ajoutez qu'il avait, comme le grand Napoléon, la taille petite et mal proportionnée (1). La distinction n'était point le trait saillant de ses apparences. Il acquit en ceignant la couronne une dignité de maintien incontestable. Mais, vraiment, pour toucher les yeux et les cœurs féminins il n'avait d'attraits visibles que la douceur de son regard, la bienveillante expression de sa figure et le talisman par excellence : son état d'empereur. Il avait le charme suprême, le rayonnement de sa couronne.

« Les bras de la femme, a dit l'Écclésiaste, sont semblables aux filets des chasseurs, *luqueus venatorium*. » Maintes fois, il aurait désiré s'y soustraire. Il n'en était pas le maître. Le démon juvénile tarde longtemps à se consumer dans la maturité de certains hommes, que

(1) Chez « l'oncle » comme chez « le neveu », un buste trop long raccourcissait le reste du corps.

leur nature propre, leur excès de fortune ou l'éclat de leur condition exposent à une tentation perpétuelle (1). Imprudemment, il continuait à mener une existence sultanesque peu conforme à sa santé (2), très affaiblissante, au moral, pour son autorité d'époux et de maître. On sait combien se ressentit fâcheusement des fautes privées de l'empereur la politique de l'empire.

*
* *

Pour en revenir à nos princes étrangers en vacances, il est certain que la plupart d'entre eux, à l'instar de Napoléon III, aimaient le cotillon autrement que comme une figure de danse. Les idées et les mœurs se montraient fort tolérantes, autour d'eux. Ils auraient trop perdu de n'en point profiter. Dans le Paris d'alors, comme à Vienne, au temps du Congrès, régnait sur ce chapitre, une complaisance générale, autorisant à bien des folies; par la raison qu'on les savait d'espèce occasionnelle et temporaire, on se hâtait de les commettre.

Exactement aurait-on pu redire les mots, qui servaient à M^{me} Du Montet pour exprimer ce qui se passait sous les regards des Viennois, en 1814 : l'histoire se repose,

1 Laisse-t-il errer dans l'aimable cercle sa prunelle naturellement imprégnée d'une douceur tendre, aussitôt chez l'une ou chez l'autre, au hasard de la rencontre, joie, orgueil : « Quoi ! l'empereur m'a distinguée, m'a regardée, lui qui voit autour de lui tant de femmes admirables ! Je suis donc belle à ses yeux. » C'était une compétition nouvelle qui naissait, un éveil de sympathie qu'on aspirait à provoquer plus complète.

2 « Je suis sans nouvelles de Paris, depuis quelque temps et un peu inquiet d'un bruit, qui s'est répandu, ici, que l'empereur avait eu une attaque. Bien que j'attache peu de foi à cette nouvelle, j'en suis un peu ému; car, la vie qu'il mène n'est pas trop bonne pour un homme de cinquante-six ans, si j'en ouïs des rapports malheureusement trop certains. » *Merimée, Lettre à Panizzi* 24 décembre 1864.

les souverains s'amuse et jouissent sans gêne de leur congé. Avec une égale aisance, en 1867, chacun a fait deux parts de son existence parisienne : l'une pour le monde officiel et la dignité du dehors, l'autre pour soi et ses très chères faiblesses.

Bien des visiteurs royaux et princiers de l'Exposition semblaient moins curieux d'examiner attentivement le concours des industries nationales que d'en saisir le prétexte pour aller voir les « acteuses » en vedette, et pas seulement les voir au théâtre. C'est en ces moments-là, sans doute, qu'ils se plaisaient à dire : *Combien nous aimons la France!* Le demi-monde avait augmenté ses effectifs d'une légion de beautés arrivées de Londres (1), de Vienne ou d'ailleurs, avec une faim extrême de ravager les cœurs et les portefeuilles. Rarement avait-on connu, parmi les créatures de luxe et de joie, des temps aussi prospères.

Dans le vrai monde on ne savait qu'inventer à dessein de rendre plus divers les jeux et les spectacles. En 1814, Vienne avait raffiné, pour le plaisir des yeux de ses hôtes, princes et diplomates, l'intérêt des tableaux vivants. Ce fut, par exemple, une soirée délicieuse et rare vraiment que celle donnée par Julie Zichy aux potentats, dont les visites étaient le privilège de son salon. Sa sœur, la comtesse Sophie Zichy et le comte de Wogna chantèrent ce qu'on appelait des romances figurées. Et, derrière une gaze, le sujet de chacun des couplets auxquels ils prêtaient le charme de leur voix, prenait une forme visible : tels, des rêves

(1) Au début de l'Exposition, on remarqua que les Anglais avaient envoyé, en hâte, leurs célébrités de boudoir, et que celles-ci, encore fatiguées du voyage, s'étaient trop pressées de sortir.

d'opéras. La société parisienne en avait renouvelé la mode. Les tableaux vivants faisaient fureur sous le Second Empire.

On y goûtait extrêmement aussi, tout comme à Vienne, les libertés appréciables et le charme secret des redoutes, où s'échangent, sous le masque, des vérités qu'on n'oserait pas s'entre-dire, à bouche découverte; où les curiosités de l'intrigue sont rendues plus vives par la difficulté d'y découvrir une inconnue, son nom, ses titres ou sa beauté (1).

C'est ainsi que, chaque jour, on se retrouvait en des réunions exquises par la musique, la danse, les aimables propos. Il n'y avait pas de soir qu'il n'y eût bal, redoute ou gala dinatoire. Que des artistes séduisantes, que des femmes jolies et peu sages se fissent un sort dans ces mêlées aristocratiques et princières, que les grands et les petits se confondissent, plus d'une fois, aux étages mitoyens où l'on avait occasion de se rencontrer : ce n'était pas un détail dont il fallût s'effaroucher. Mais nul ne se plaignait trop de ces confusions de rangs, qui avaient bien aussi leurs agréables surprises.

Parmi tant de politesses de cour facilement échangées, princes et rois s'abandonnaient à cette quiétude dans le plaisir, qui fut si douce à leurs prédécesseurs, pendant les journées historiques du Congrès. Les imaginations étaient de mille manières distraites. Chacun s'en donnait à cœur joie. Et tous ceux-là prenaient du bon temps, jetaient leur gourme et ne regrettaient qu'une

(1) V. les *Femmes du Second Empire*, les détails concernant les redoutes données avec tant de succès, à l'ambassade d'Autriche, par la princesse de Metternich.

chose : c'est que la fête ne durât pas davantage.

Il faudra, cependant, quitter cette vie de délices et s'en retourner, chacun en son palais, pour y reprendre la tête de son gouvernement et la conduite de ses affaires. Le lien qui réunissait tant de personnages, d'origines diverses, peu à peu, se desserre, se relâche. Enfin, il s'est rompu, tout à fait.

Les feux d'artifice étaient éteints. Les musiques internationales avaient cessé leurs accords. Tous ces rois étaient rentrés chez eux, les uns charmés d'un voyage conçu sans arrière-pensée, les autres mécontents de n'en avoir pas rapporté plus et mieux que des impressions d'entrevues manquées et des souvenirs jaloux. L'empereur des Français, tout au plaisir d'être le maître de la maison n'avait pas eu l'idée de creuser les intentions et l'âme de ses hôtes. Il était ravi de son succès; fidèle à sa hantise dynastique, il se flattait d'avoir récrit une page, une très belle page de l'histoire de son oncle.

Néanmoins, il n'était pas fâché que tant de galas eussent pris fin. Il l'expliquait avec cette simplicité au prince Napoléon, fraîchement revenu d'Italie : « C'est bien ennuyeux, par moments; on ne sait que se dire; et toujours en uniforme et en fête, à mon âge! Quelle fatigue! » Mais, cette fatigue, demandait Jérôme, avait eu ses compensations avantageuses, ses résultats durables? Sans doute, le tzar et le roi de Prusse voulurent, chacun pour soi, un peu causer politique, traiter d'affaires? « Non, répondit l'empereur, qui ne les avait pas compris, à demi-mot, ni eux, ni leurs ministres, non, pas une demi-heure. Ils ne sont venus que pour visiter Paris et s'amuser. » Une intelligence, qui se croyait

sagace, pouvait-elle s'abuser à un tel point? Hélas! Une note sombre avait traversé l'harmonie de la fête, et il ne l'avait, non plus, discernée : l'apparition du trio prussien, qui fut si justement comparée à celui des trois masques, dans la sublime finale de *Don Juan*.

CHAPITRE DOUZIÈME

Vers la chute et la fin

Exactement comme en 1813, aux heures charmantes où le Congrès des nations, tiré de son assoupissement politique, se réveillait au bruit de la musique, aux accords de la danse, il semblait qu'en cette aimable société du Second Empire, on faisait de l'histoire avec des « charades à spectacles, en paillettes, en jupons roses et en dominos ». Les fêtes de la Cour conservaient la fréquence et la vivacité qu'elles eurent, pendant la majeure partie d'un règne brillant, prospère, coûteux et finalement malheureux.

Toutefois, malgré l'insouciance générale, ces aspects exceptionnellement fortunés tendaient à s'assombrir. Depuis quelques années, on était tenu de s'apercevoir que la dissipation de l'esprit et des sens, les appétits de la richesse et l'intérêt des affaires n'étaient pas les seules raisons d'être, au monde, que des difficultés sérieuses s'accusaient, au dedans et au dehors, chaque jour plus marqués d'inquiétudes, surtout à l'extérieur, et qu'il était regrettable qu'on ne s'en fût point mis en peine, avec plus de suite et de fermeté dans les sphères du pouvoir.

Comme l'établissait un observateur étranger, après 1860, Napoléon III avait enrichi la France au delà de toute vraisemblance et fait de Paris la reine incontestée des capitales. Mais, tout le bien dont il avait favorisé l'éclosion et soutenu les développements, se trouva stérilisé par les contre-effets de la plus notoire incapacité diplomatique.

Il fut un moment de l'histoire moderne, où la France de Napoléon III occupait réellement la précellence en Europe. Ses voisins l'enviaient, la respectaient et la craignaient. Au lendemain de la guerre d'Orient, cette suprématie projetait un éclat d'évidence universel. Elle était acceptée ou subie par toutes les autres puissances.

Alors, le comte de Bismarek et son maître, loin de prétendre à bouleverser le continent, sans la permission de Napoléon III, assiégeaient l'empereur des Français de leurs sollicitations pour qu'il fit une place au représentant de la Prusse dans le Congrès de Paris. Alors, les deux grandes forces rivales de la Confédération germanique rivalisaient d'adroites prévenances et de promesses insidieuses pour qu'en faveur de l'une ou de l'autre penchât la faveur de ses sympathies. Que de fois on avait fait passer devant ses yeux, tel un espoir de récompense, l'appât des provinces rhénanes !

L'arrêt de Villafranca consenti en pleine course victorieuse, sur une injonction étrangère, ce demi-triomphe suivi d'un retour en arrière visiblement imposé, porta une première et grave atteinte au prestige de l'empire français.

L'intervention funestement prolongée des troupes françaises au Mexique, la ruine du projet ambitieux que Napoléon, d'accord avec l'impératrice et Morny, avait

roulé dans sa tête, de fonder, au delà des mers, un empire latin capable de suspendre la marche envahissante des États-Unis, contribuèrent plus sensiblement encore à amoindrir l'opinion qu'avait eu le monde de sa force. La secousse de Sadowa, les duperies de l'affaire du Luxembourg et les provocations successives de la Prusse achevèrent de blesser au cœur cette suprématie passagère.

Cependant, Napoléon III ne doutait pas qu'il ne fût un très habile homme d'État, quant à la manière d'engager, de nouer et de dénouer les combinaisons de la politique extérieure.

A la façon de Louis XV et de Louis XVIII, il lui plaisait de tenir en bride par une diplomatie occulte les instructions et la marche de ses ambassadeurs; mais, ce qui était plus périlleux, parce qu'il n'en résultait que méfiance et confusion, il lui arrivait de substituer au sens de leurs déclarations une volonté d'agir et de conclure tout à fait différente. Leur rôle en était singulièrement embarrassé; ils s'immobilisaient dans une situation fautive, que les cabinets étrangers ne manquaient pas d'exploiter contre la nation française.

Pour l'unique satisfaction d'intervenir dans les affaires de l'Europe, alors même qu'il n'y était pas directement intéressé, il embarquait son action personnelle et le drapeau de la France, en bien des complications inutiles, où il usait son effort sans profit, comme dans la malheureuse question romaine.

Dès les débuts de son audacieuse montée vers les Tuileries, il avait jugé d'une politique excellente d'appuyer son bras sur celui de l'Église. Lorsque, président temporaire de la République, héritier d'un nom qui l'appe-

fait au trône, il avait affermi la restauration du pape, son calcul s'était trouvé juste à supputer que cette restauration lui vaudrait un million ou deux de suffrages catholiques.

L'opération faite, le résultat obtenu d'une intervention fructueuse, à son heure, il crut à la nécessité de poursuivre une politique à double face, dont les premiers effets seraient de lui aliéner la majeure partie des Italiens, sans lui garantir, en échange, la reconnaissance toute platonique de ceux qu'il protégeait, le Saint-Père et les cardinaux (1).

Napoléon connaissait Rome, pour l'avoir habitée, et les traditions oppressives, pour les avoir vues à l'œuvre, d'un état de choses gouvernemental, où toutes les affaires étaient réservées exclusivement à des prélats, à des moines. Il ne fut pas sans se demander, lui qui conspira contre Rome en sa jeunesse, si les biens mêmes, les biens temporels de l'Église n'eussent pas fructifié avec plus d'abondance en des mains plus actives. Toutes les exhortations, qu'il put lui-même adresser pour atténuer des abus flagrants par la mise en vigueur d'un code d'égalité, par l'adoption d'une large mesure d'amnistie, par les sages pratiques d'un gouvernement libéral, demeuraient sans effet. Il le savait et, parfois, il voulait retirer la main généreuse, dont il soutenait un édifice vermoulu. Sa foi première mollissait. Mais, pendant qu'il cherchait un biais opportun, une voie détournée pour sortir d'encombre, et

1 * Les cardinaux répètent tout bas et, quelquefois, tout haut qu'ils n'avaient pas besoin de notre armée, que nous les gênions beaucoup et qu'ils sauraient bien se protéger eux-mêmes, avec l'aide de quelques régiments autrichiens. — E. About, *La question romaine*, p. 231.

semblait ne désirer rien tant que de mettre fin à l'occupation française des États pontificaux, survenait la croyante et turbulente impératrice. En l'ardeur de sa dévotion espagnole, qui mêlait, tout ensemble, le spirituel et le temporel, la religion et ses ministres, la puissance territoriale de l'Église et l'autorité du dogme, Eugénie retournait à l'assaut des tiédeurs, des hésitations de son mari. Avec une chaleur irritée elle plaidait la cause de Pie IX, pontife et roi. Très différente en ses façons de raisonner de sa rivale de beauté, la comtesse de Castiglione qui, dès lors, prévoyait le bouleversement radical de ces antiquités si bien gardées et le disait secrètement à l'empereur, elle tournait en querelle d'épouse ses arguments pleins de chaleur sur la prépondérance et la pérennité des institutions romaines. Alors Napoléon, un peu par une obstination de caractère, tendant à ne pas abandonner une entreprise commencée, beaucoup par le désir de garder la paix du ménage, que troublaient assez, déjà, ses inconstances conjugales, obtempérait aux vœux exaltés d'Eugénie; il raffermissait ses instructions à ses agents diplomatiques, pour la conservation d'un protectorat coûteux, équivoque et mal assis, dont la France seule, entre tous les pays catholiques, avait à supporter les frais, à encourir les responsabilités, à subir les rancunes, reprenait aux Italiens les promesses qu'il leur avait données, la veille, de ne plus opposer ses régiments à leur naturelle envie de rentrer dans leur capitale; se préparait un nouvel amalgame de complications stériles; et, sans y prendre garde, amassait contre lui, contre la France, les inimitiés d'un peuple qu'il se croyait attaché par les liens d'une indéfectible reconnaissance.

Des gens attribuaient à Pie IX une vague réputation de jettatore; on prétendait, dans le peuple, qu'il ne portait pas chance, autour de lui. Napoléon le savait-il, lui qui tenait de sa mère une certaine propension superstitieuse? Le vrai, c'est que Rome lui fut politiquement fatale.

Rarement l'échiquier européen se montra plus embrouillé, plus malaisé à faire mouvoir ou à remettre en ordre, que pendant la période coexistante du Second Empire. Sur une foule de points se hérissaient des questions épineuses pouvant devenir, d'un moment à l'autre, prétextes de heurts, sujets de conflits à main armée, occasions de guerre.

Comme nous l'exposons, à l'instant même, la politique extérieure de Napoléon III, avec ses points de vue souvent utopiques, était loin d'aider aux transactions de ses ministres. Depuis 1857, il caressait un projet d'humanité magnifique, une belle conception idéaliste aux vastes lignes, mais qu'il eut le tort de vouloir faire entrer dans l'application positive, quand les temps n'en étaient pas venus. Nous voulons parler de ce principe des nationalités, qui triomphe, aujourd'hui, devant nos yeux, sous la poussée incoëreible des races, mais qui encourageait, alors, trop d'espérances pour ne pas déranger bien des calculs et ne pas contrarier ouvertement bien des possessions acquises. Il put donner

1. Le cardinal Antonelli, le Mazarin de Pie IX, fut magistrat, préfet, secrétaire général de l'intérieur et ministre des finances, en même temps qu'occupe vaguement de son sacerdoce. D'ailleurs, comme l'insinuait ce voltairien d'Edmond About, ses goûts étaient parfaitement simples : une robe de soie rouge, un pouvoir illimité, une fortune énorme, une réputation européenne et tous les plaisirs à l'usage de l'homme : ce peu lui suffisait.

une formule à ses tentatives bien ingénument désintéressées, de la part d'un chef d'État et leur imprimer un commencement d'exécution. Elles n'aboutirent qu'à de demi-résultats pour les autres et se retournèrent finalement contre lui, parce qu'il n'avait pas prévu les inconvénients d'un tel système, c'est-à-dire les résistances, qui l'empêcheraient de le pousser à fond, lui tout seul en Europe. Telle, la guerre d'Italie, entreprise pour l'affranchissement complet de la péninsule, et qu'il dut arrêter court, à Villafranca, devant les menaces peu déguisées de la Confédération germanique de grossir les bataillons autrichiens. Il n'était allé que jusqu'à mi-route, mécontentant ceux-là mêmes, qu'il espéra servir et qui devaient, un jour, le contraindre à regretter son œuvre libératrice.

En 1863, obéissant à la pression du sentiment public, il soutiendra de son influence morale le patriotisme polonais soulevé contre l'oppression de la Russie; cependant, il n'ira point jusqu'à l'intervention précise et résolue, de sorte qu'il n'aura fait que froisser les sentiments personnels du tsar, sans améliorer le sort de ses protégés. L'insurrection polonaise éclatera. Les gouvernements européens auront à s'en émouvoir. La France, moins que toute autre puissance, ne pourra s'en désintéresser. Une fois de plus, elle prendra le parti du sentiment. Bismarck, lui, travaillant pour les intérêts matériels de la Prusse, saisira l'occasion propice de se ranger du côté de la force. Par une convention spéciale il se rapprochera de la Russie; il prêtera son appui moral (n'osant pas davantage) à l'écrasement du faible. Il se sera concilié définitivement le bon vouloir du cabinet de Saint-Petersbourg; et l'on sait quel fructueux

parti il lui sera permis d'en obtenir, aux jours sombres de notre histoire, tandis que la France se sera séparée avec éclat de la politique russe (1).

De loin en loin, Napoléon voulait bien faire quelque retour sur les fautes du passé. Il sentit et il avoua qu'il s'était grandement trompé en contribuant par l'appui de ses armes à l'établissement d'un empire homogène et fort, sur la frontière française et sur la Méditerranée; mais, il continuait de n'observer les forces menant le monde qu'à travers le prisme de ses songes. Les yeux à demi-fermés sur les réalités trop immédiates, il laissera, en 1864, se consommer la spoliation des duchés, premier encouragement à d'autres abus de la force. Et par la même abstention impolitique, en 1866, quand il tenait la clef de la situation européenne, à condition de s'en servir promptement, il semblera mettre de la complaisance à déblayer les chemins, qui conduiront les armées de la Prusse jusque dans le cœur de son empire.

Aussi bien les temps difficiles étaient venus pour le gouvernement impérial, dans la politique intérieure comme dans les affaires étrangères. L'opposition, hier sans organe et sans voix, se faisait très bruyante, depuis que, par générosité, par raison ou par lassitude, l'empereur avait rendu libres à son action la tribune et le journal.

Napoléon s'employait, du mieux qu'il lui était possible, à remédier aux embarras les plus urgents, abandonnait aux Chambres une partie de son autorité, dans l'espérance de reconquérir une popularité compromise,

(1) Alphonse de Courcel. Cf. notre ouvrage sur *le Duc de Morny*.

élargissait les premières concessions accordées aux doctrines parlementaires et tentait d'un esprit sincère, mais d'une volonté affaiblie, l'expérience de l'empire libéral. A l'extérieur, il liquidait, non sans peine, les difficultés issues de la période précédente, comme celles de la malheureuse affaire du Luxembourg, se préoccupait, entre temps, d'obvier aux périls d'une guerre, qu'il sentait inévitable contre l'Allemagne et tendait à s'y préparer, mais avec mollesse, incertitude et sans être assez secondé par ses ministres, par le Corps législatif et par sa propre énergie, pour se mettre en état d'en sortir victorieusement.

Ce n'était pas qu'il n'eût compris le besoin d'une réorganisation complète de l'armée et du matériel de guerre, autant que la nécessité du service obligatoire et des contingents nationaux. Il avait mis en avant des idées justes, dès avant la guerre d'Italie; ainsi lorsqu'il projetait de répartir l'organisation militaire en cinq grands commandements. A maintes reprises il parla d'augmenter considérablement les forces combattives d'une nation trop riche et, partant, enviée, menacée. On se rappela, longtemps après, que son cabinet aux Tuileries était rempli de spécimens d'artillerie, de mémoires ou d'épures de balistique et de coupes d'engins de guerre. En outre, il est connu, aujourd'hui, par les pièces tirées des archives, que les avertissements ne lui avaient pas manqué, du dehors, sur l'urgence d'une préparation forte. Dépêches et instructions du département des Affaires étrangères, rapports des agents français dans toute l'Europe : baron de Talleyrand, à Berlin; duc de Gramont, à Vienne; comte de Maignan, à Saint-Petersbourg; insistances des diplomates, qui reprirent

la suite de leurs observations ; lettres de l'attaché militaire de Prusse ; avis répétés de la reine Sophie de Hollande, une femme de tête plus au courant des affaires européennes que bien des ministres ; impressions rapportées du pays brandebourgeois par ceux qui l'avaient visité dans la fièvre de son organisation militaire et de ses armements : en un mot, rien ne lui avait fait défaut des renseignements capables de lui ouvrir les yeux, d'éclairer son esprit.

Plusieurs fois, il avait tenté le bon effort, fait appel au pays, invoqué par la voix de son ministre de la Guerre, le maréchal Niel, le patriotisme des Chambres, afin qu'elles s'associassent à son désir de relever la défense nationale. Les députés des gauches, qui ne voyaient qu'un seul danger, le danger politique, protestèrent ; quelques-uns, loin de lui prêter aide, réclamaient la suppression des armées permanentes ; d'autres n'avaient en vue que la réduction des dépenses militaires ; tous opposaient aux raisons impérieuses d'alors la même résistance aveugle, systématiquement fermée à l'évidence, qu'essaieront d'élever, en 1913, les radicaux-socialistes de la Chambre républicaine contre les nécessités brusquement survenues du renforcement des effectifs, pour la sauvegarde d'une paix armée et forte.

Les vieux impérialistes se refusaient à sortir de leur illusion confiante. Les adversaires du régime napoléonien s'obstinaient à ne reconnaître d'autre ennemi, dans le monde, que le pouvoir dont ils dépendaient. Et l'empereur se rebutait à des oppositions, qu'il n'avait plus, comme autrefois, la puissance de comprimer ; il abandonnait la lutte et se laissait aller au fil de l'eau. Imprudemment, il avait fait l'Italie pour la jeter dans

les bras de la Prusse. Maintenant, il voyait périlcliter son armée, il en avait l'impression et, néanmoins, il permettait aux événements qu'ils vinssent le surprendre, malade et défaillant.

Qu'étaient devenus les jours d'autorité où, plein de constance et de ressort, n'attendant point, pour agir, les conseils de ses ministres, il imprimait à tout ce qui l'environnait une impulsion maitresse, ou qui paraissait telle? On s'exagérait plutôt, alors, la force de sa volonté. On le jugeait évidemment supérieur au niveau de ses facultés réelles. Il inspirait le respect et la crainte. Il avait traversé des péripéties inouïes, lutté, vaincu, et pleinement joui de son triomphe. Cependant, la lassitude physique et morale était venue. Elle était perdue, dorénavant, cette vigueur persévérante de l'homme, qui voulut régner et qui, en effet, régna. Sa ténacité originelle ne s'était pas écartée de certaines formules enracinées dans son esprit; il s'y tenait en principe aussi fermement que jamais; mais, fallait-il en arriver à l'application, ce n'étaient qu'hésitations et tiraillements de tous côtés. Sa capacité de décision, de commandement, qui s'était révélée devant l'obstacle, somnolait dans l'abondance, la fatigue ou l'ennui. Par des compensations d'amour-propre accordées à la souveraine, en échange des torts causés à l'épouse, il avait permis que l'impératrice exerçât une action personnelle de plus en plus entreprenante dans les Conseils du gouvernement. Des opinions différentes de celles de l'empereur, des desseins tout opposés, des façons de voir, qui ne correspondaient point aux préférences de sa politique se réclamaient d'un autre patronage que le sien... D'une manière trop visible il n'était plus

le maître dans sa maison. Quelle influence prédominerait, tantôt, sur celle de la veille ou du matin, quel ascendant occasionnel imposerait la note du jour sous le prétexte opportunément saisi de son mauvais état de santé? On n'en était jamais bien sûr. Serait-ce une impulsion de l'impératrice, une suggestion de Rouher ou une incartade du prince Napoléon? Les rivalités de personnes ajoutaient au désordre de tant de vues contradictoires, que ne gouvernait plus une direction unique.

Peu de gens connaissaient les conditions malades où il se traînait, depuis quelque temps, et l'apathie morale qui en dérivait. Il dissimulait son mal, il n'en exprimait aucune plainte; mais les facultés combattives ou le pouvoir de froide résistance, qu'il avait manifesté pour conquérir un trône et s'y maintenir, le hasard aidant, s'étaient séparé de lui.

Plusieurs raisons l'avaient conduit à donner à la France un régime constitutionnel : le désir sincère de frapper l'opinion par la beauté de ce mouvement, auquel aucune obligation ne paraissait le contraindre, la pensée, chère à son âme, qu'il y gagnerait un redoublement de sympathie et surtout l'impression quotidienne que son réel affaiblissement physique et moral l'obligeait d'y recourir.

Il n'avait pas eu à le regretter, d'abord. De même que, souvent, dans la nature, un calme trompeur précède la violence de l'orage, il y eut, avant l'effondrement du deuxième régime napoléonien, une dernière saison ensoleillée, une période de douceur et de clarté crépusculaire pouvant inspirer encore de riants espoirs. Quoique très diminué d'autorité, l'Empire, devenu libéral d'absolutiste qu'il voulut être afin de prendre pied

fortement, semblait reparti en course pour un long avenir. Le crédit, qu'on accorde si volontiers, d'habitude, à un jeune gouvernement, s'était reporté vers celui-ci, abondant, généreux. On aurait cru voir, selon la juste pensée d'un historien, non pas un règne déjà vieux, mais un autre règne, qui s'inaugurait. Lorsqu'en 1869, pour la troisième fois depuis la fondation de l'Empire, le Corps législatif fut appelé à se renouveler par l'élection et que, chose inconnue jusque-là, il avait, à chacune des sessions précédentes, atteint la limite légale de son mandat, Napoléon, qui en faisait la remarque avec une satisfaction rendue publique, ne doutait point que la nouvelle législature n'en conservât, elle aussi, la belle durée. Les suites de la grande consultation du 8 mai 1870 n'allaient-elles pas lui en offrir la plus encourageante garantie?

Sur la question posée : le peuple français approuvait-il les changements apportés à la Constitution? la réponse eut l'éclat d'une consécration triomphante. Les dépêches annonçant les résultats des votes départementaux parvenaient aux Tuileries avec la précipitation heureuse des bulletins de victoire. Ironique et fallacieuse promesse d'un jour! Toutes les vapeurs douteuses, qui embrumaient l'horizon politique, semblaient avoir été balayées du ciel par un souffle libérateur.

Aussi, quel sujet d'effusion vive et douce pour la famille impériale réunie, sans témoins étrangers à son bonheur!

C'était en l'après-midi du 9 mai. Le jeune prince était enfermé dans sa chambre d'étude. Un silence favorable l'encourageait à mettre en forme les précédentes

leçons de ses maîtres. Il s'y appliquait avec une belle ferveur écolière. Tout à coup, il dut tourner la tête et se lever de sa place. La porte s'était ouverte à deux battants. L'empereur et l'impératrice venaient du salon voisin, se tenant par le bras, l'un l'autre, et ayant peine à garder l'habituelle gravité de leur démarche, alors que tant d'impatience les pressait de lui crier ces mots : « Louis, regarde, voici les derniers chiffres du plébiscite ! » Le prince a déjà vu le nombre écrasant des oui, sur la liste que lui tendait la main de son père. Dans un élan gracieux, il se jette à son cou. Une ombre de mélancolie voile encore les yeux de la souveraine, comme un doute obstiné qu'elle ne parvient pas à chasser de son âme. Mais le visage de Napoléon rayonne d'une allégresse sans mélange. Au regard d'un spectateur, qui rapporta la scène, toute l'âme de sa physionomie parut se traduire en ces paroles à son fils : « Toi-même tu as reçu, dès aujourd'hui, la consécration du plébiscite national. L'empire, tel qu'il vient d'être acclamé, se survivra dans les jeunes et durables espoirs. » Tous deux se regardèrent longuement, comme pénétrés d'une extase, qui leur aurait entr'ouvert les rideaux de l'avenir.

Cette vision prolongée ne devait pas dépasser le terme très court de deux mois, au bout desquels la plus violente des catastrophes arracherait du sol français cette dynastie, qui s'y croyait enracinée, désormais, par des attaches indestructibles.

L'empereur, après la première explosion de sa joie, était resté vaguement soucieux d'une ombre projetée sur ce bonheur : les cinquante mille votes négatifs de l'armée. Ce détail l'avait touché d'une impression, qu'il

ne s'attendait pas à ressentir. Dans un dîner offert, aux Tuileries, le 19 mai 1870, en l'honneur du nouveau ministre des Affaires étrangères, le duc de Gramont, il n'avait pu s'empêcher d'en faire l'aveu à un diplomate anglais. Et le disant, il avait laissé tomber une révélation, dont son interlocuteur demeura tout saisi. « Au moins, ajouta-t-il, trois cent mille soldats m'ont gardé leurs fidèles suffrages. » C'était donc, là, l'effectif réel de l'armée française, gardienne d'un territoire si convoité, si surveillé du dehors ! Elle ne comprenait réellement que trois cent cinquante mille hommes, quand on aurait eu lieu de supposer qu'elle en comportait six cent mille et davantage ! Malmesbury lui en fit l'observation. Ils étaient plus nombreux beaucoup plus nombreux, les gens en armes campés de l'autre côté de la frontière. Napoléon n'avait pas répondu. Un voile passa sur ses yeux et sur son front. Mais ce nuage s'effaça trop vite de sa pensée. Quelques minutes plus tard, avec une obstination malheureuse dans l'optimisme, il parlait de la tranquillité de l'Europe. On aurait eu tort de s'alarmer. Les vents étaient au calme. Bismarck n'oserait. Frédéric-Guillaume n'avait en rien changé ses sentiments d'un « bon frère ». Le désir de la paix était dans tous les cœurs. L'observateur étranger put s'en convaincre : l'empereur des Français n'avait aucune prévision de la tempête, dont les signes se rapprochaient. Jamais il n'avait délibéré avec plus d'abandon paisible sur les théories spéculatives, qui lui étaient familières. La candidature éventuelle d'un Hohenzollern au trône d'Espagne, préparée dans le silence par le comte de Bismarck et le parti militaire prussien, était si loin de son esprit qu'il n'au-

rait eu garde d'en trahir seulement la supposition.

Comment éclata la crise fatale? Nous n'avons à l'apprendre à personne.

Toutes les puissances, sauf la Prusse, tendaient à maintenir la tranquillité du continent. Napoléon III appelait de ses vœux le jour béni où les questions, qui divisaient les peuples, pourraient être résolues par un accord européen. L'Angleterre, quoique sa reine n'éprouvât, au fond du cœur, que peu de sympathie pour la France, n'avait aucun intérêt à voir troubler la situation générale. Mais, depuis que, le 24 décembre 1863, fut commise la grande iniquité historique, dite « l'affaire des duchés »; depuis que Napoléon III et ses ministres, malgré les conseils prophétiques de Thiers, avaient laissé passer l'occasion d'étouffer dans leur germe les visées de l'hégémonie prussienne, les hommes d'État de Berlin avaient préparé, disposé, leurs plans, avec le dessein formel que la guerre éclatât. Comptant sur l'incurie du gouvernement impérial, ils avaient résolu de faire aboutir l'inévitable choc pour une époque indéterminée, mais certaine. On n'avait, de l'autre côté du Rhin, aucune raison d'inimitié contre la France. On se piquait même d'en admirer, idéalement parlant, la belle activité intellectuelle, artistique et sociale. Seulement, une considération l'emportait sur toutes les autres : à savoir que la guerre contre cette voisine intéressante et embarrassante, était un mal nécessaire; qu'elle était le seul moyen de créer l'unité allemande; et que cette unité devrait être faite contre les voisins de l'Est et avec leur argent même, s'il était possible. La France était l'obstacle, on ten-

drait de toute son énergie à briser une barrière qu'elle oubliait, d'ailleurs, de fortifier.

Et le gouvernement impérial commit toutes les fautes que ses ennemis pouvaient souhaiter, pour leur en fournir l'occasion, les y aider, au besoin, et leur faire la partie belle.

Le duc de Gramont, l'un des auteurs responsables par sa turbulence et sa témérité de la plus grave décision, qui eût été prise, depuis 1815 (1), a raconté la scène dont fut précédée la déclaration de guerre du 14 juillet 1870.

Tout semblait s'être apaisé dans le différent surgi autour de la monarchie d'Espagne. L'empereur se sentait soulagé d'apprendre que les Hohenzollern n'insistaient point, que la querelle allait prendre fin et qu'il en sortirait, non pas amoindri, mais avec les honneurs d'un demi-succès diplomatique. Par malheur, son entourage avait trop parlé de « l'injure » sanglante infligée à l'honneur de la France. Avec les habitudes si funestes au repos des peuples, qu'ont les journaux de tout exagérer, de tout amplifier, la presse française (comme essaieront de le faire, à plusieurs reprises en 1912 et 1913, désireuses de provoquer une nouvelle conflagration, les feuilles pangermanistes de Berlin et de Cologne) avait surexcité jusqu'à la déraison les colères publiques. Quoi qu'en ait dit et écrit Adolphe Thiers, la nation elle-même, ignorant l'inégalité des forces militaires en présence, réclamait la guerre. Napoléon III, sur le bord du gouffre, hésitait; il cherchait une dernière issue pour échapper à la fatalité des évé-

(1) Malmesbury.

nements. On en était à la phase aiguë, non plus de la question elle-même, puisque le désistement de la candidature Hohenzollern avait supprimé la cause du conflit, mais d'un double orgueil national porté au paroxysme.

Du Conseil, hâtivement réuni à Saint-Cloud, devait sortir le mot définitif : paix ou guerre. Le Président du Conseil, Emile Ollivier, n'avait pas été convoqué à cette séance grave entre toutes. En revanche, les représentants les plus exaltés de la droite impérialiste se serraient autour de l'impératrice, animés de son esprit téméraire. Celle-ci, très surexcitée, déclarait avec véhémence que la mêlée des armes était inévitable, pour peu qu'on eût le souci de la dignité de la France. Et les autres juraient sur le même ton. Le ministre de la Guerre, l'incapable Lebauf, emporté par un mouvement de violence, avait jeté son portefeuille sur le sol en jurant que si le gouvernement se dérobaît à ce parti suprême, il ne le ramasserait point et renoncerait à son bâton de maréchal. Hélas ! que n'en avait-il eu plus tôt l'inspiration ! Le parti de la guerre l'emporta. Alors, le duc de Gramont put envoyer sa fameuse demande de garantie pareille à un ultimatum, dont le premier effet fut d'aliéner à la France les sympathies des autres puissances (1). Le Parlement français, Bismarck et la dépêche tronquée d'Ems firent le reste.

Cependant, la certitude de la victoire s'était emparée de l'imagination populaire. En pouvait-elle douter ? Pas un détail ne manquait à l'organisation des troupes

1. En apprenant cette déclaration comminatoire, le czar Alexandre, l'aveu du roi Guillaume, avait dit : « Je ne puis rien faire de plus pour la paix. La fierté du roi de Prusse est blessée. »

bien armées, bien équipées, disciplinées et vaillantes. Ses chefs l'avaient affirmé hautement. Comment ne pas les croire? On répétait le mot de l'impératrice, acceptant avec tristesse mais d'un cœur ferme les responsabilités du sang versé. Les premiers choes, inévitablement, causeraient des victimes. Mais on serait si tôt, ensuite, arrivés à Berlin! L'un des membres du Gouvernement n'avait-il pas promis que les soldats de la Prusse seraient dispersés, comme la paille au vent, au premier souffle de la bataille? En ces premières heures d'une confiance ingénue, nul ne pensait à faire un crime au chef de l'État d'une résolution belliqueuse, qu'avaient encouragée les ministres et les Chambres. Malgré qu'on eût dû se souvenir des hécatombes de Sébastopol, la guerre n'inspirait pas cette sorte de crainte universelle, que causent à l'ensemble des peuples les perfectionnements actuels de l'art de tuer. Elle fut acceptée en 1870, délibérement, avec entrain : elle fut, à ses débuts, réellement populaire. Plus conscient de la faiblesse de ses armes, Napoléon se portait au-devant de l'ennemi, le cœur anxieux, les épaules alourdies d'inquiétude, le corps et l'âme malades.

Il n'y eut qu'un jour, un seul jour de joie et d'illusion pleine, au cœur de la famille impériale, pendant cette désastreuse campagne. A Sarrebrück, le jeune Louis avait reçu le baptême du feu. Et son père écrivait, de confiance, à l'impératrice, exaltée d'une double flamme castillane et française, qu'il avait fait l'admiration des vieux soldats. Sarrebrück! une escarmouche d'apparences heureuses, qui fut saluée comme l'aurore des grandes victoires. Peu de jours après, Napoléon cédait à la nécessité d'abandonner ses fonctions de

généralissime. Il avait emmené avec lui le Prince impérial, à Verdun, puis, à Châlons, pour se séparer de lui à Rethel, le 28 août, pendant que l'armée reprenait si malheureusement la route du nord.

Tant que dura le court délai de la régence, l'impératrice, dont la première influence avait été bien pernicieuse, dépensa beaucoup de patriotisme et de personnelle énergie. Mais, qu'elle eût ou non dépassé, comme le lui reprocha Napoléon par la plume d'un confident, le comte de La Chapelle, les pouvoirs qui lui avaient été confiés, elle s'était condamnée à l'effort impossible. Elle ne sut que précipiter le désastre suprême, suivi de la Révolution, en empêchant l'empereur de rentrer dans Paris, quand la situation de ses armées n'était pas encore désespérée.

Le 1^{er} septembre, à Sedan, pendant qu'une confusion lamentable régnait dans le haut commandement; pendant que les troupes françaises enfermées dans l'espèce de champ clos où les avait resserrées le double mouvement tournant des armées allemandes, usaient en vain leur élan contre les décharges continues, effroyables de cinq cents canons, vomissant leur mitraille du haut des crêtes environnantes, Napoléon, quatre heures durant, avait erré sur ce terrain de massacre, où ce n'était plus une bataille qui se poursuivait entre des adversaires animés de la rage du combat, mais une œuvre de destruction méthodique. Il s'était montré, aux endroits les plus périlleux avec un simple, modeste et inutile courage. La mort n'avait pas voulu de lui dans cet enfer de feu et de sang. De ses pleins pouvoirs, il ne lui restait que le triste droit de capituler, pour arrêter les horreurs du carnage. Il

avait espéré qu'une tentative suprême de sa part auprès du roi de Prusse, le « bon frère » et le souvenir de leur ancienne amitié lui permettraient de se soustraire aux sommations d'une autorité militaire brutalement triomphante. Mais les raisons de sentiment, sur lesquelles il avait fondé ce fragile espoir, n'adoucirent point les termes d'une capitulation sans merci. Toute l'armée, maintenant, était prisonnière, tout le matériel de défense était livré; et Napoléon n'était plus le maître ni d'un peuple, ni d'un régiment, ni de lui-même.

Le 4 septembre, trois jours après la défaite inouïe de Sedan, dont les longues conséquences auront fait dévier l'histoire de France et l'équilibre du monde, c'en était fait du second Empire. Le trône volcanique, où s'était assis dix-huit années auparavant, Louis-Napoléon avec une confiance qui semblait défier l'avenir, volait en éclats.

Lorsque Napoléon I^{er} tomba des plus hautes cimes qu'ait touchées l'orgueil d'un homme, la joie d'être délivré de ce pouvoir exterminateur fut si grande dans les âmes que beaucoup de Français en oublièrent le sentiment de la patrie et qu'une foule de gens, par les rues de Paris, criaient, indifféremment : *Vivent les Alliés! Vivent les Bourbons!* L'équilibre moral n'était pas, à ce point, renversé dans l'esprit du peuple, qui fit la révolution du Quatre-Septembre. Il n'était personne, alors, comme en 1815, pour crier : *Vive l'ennemi!* Mais les colères, qui grondaient contre le nom de Napoléon III, quatre fois acclamé par les plébiscites antérieurs, étaient d'autant plus tumultueuses qu'elles étaient avivées des éclats d'un patriotisme aux abois. Les âmes, qui s'étaient endormies sur une fausse joie : la nouvelle

d'une prétendue victoire de Mac-Mahon, à Landau, avaient dû se réveiller brusquement en face du fait brutal et précis : la déroute de Sedan. Ce fut un déchainement inouï. Les journaux avaient donné le ton de l'invective. Dans les réunions exubérantes des clubs et dans les rues sonnait rude et grossier le langage des jours de barricades. L'impératrice ou plutôt l'Espagnole, comme on se contentait de l'appeler, avait la plus abondante part des injures déversées à tout le régime déchu : on la rendait directement responsable de la guerre et de ses désastres.

Chacun avait oublié que, deux mois auparavant, moins de deux mois, une explosion d'allégresse avait salué le résultat du vote de la Chambre appelant la France aux armes; que jamais enthousiasme ne fut plus débordant qu'à la minute d'émotion intense, où l'on vit s'embarquer, à la gare de l'Est, les premières troupes lancées à la frontière; et que, selon le mot d'un témoin, Paris, à ce moment-là, ronflait d'ardeur guerrière, comme un tambour immense (1).

Maintenant une haine infinie contre tout ce qui évoquait l'idée de l'Empire et rappelait la personne de l'Empereur s'était étendue sur le pays entier.

Des visages aux traits contractés par la violence de leur sentiment s'amassaient devant les vitrines des libraires; des regards indignés s'arrêtaient longtemps à considérer le dessin d'un journal illustré, qui leur représentait l'Empereur en calèche, la cigarette aux lèvres, la cigarette légendaire de Sedan, allant rendre son épée au roi de Prusse, parmi les morts et les mou-

(1) L. Bergerat, *Souvenirs d'un enfant de Paris*.

rants. Les poings se tendaient contre cette fantasmagorie, cruelle imagination de l'artiste.

Et lui, là-bas, en sa douce prison de Wilhlemshöhe, perdu dans les nuages de sa pensée, il se doutait, à peine, qu'il pût inspirer tant de ressentiment.

Avec une sorte d'inconscience voulue, il préparait les matériaux de sa réhabilitation devant l'histoire, devant le peuple; et il était si persuadé de gagner sa cause qu'il entrevoyait, dès lors, les voies d'un retour possible en France, à Paris, aux Tuileries encore debout. Des haines violentes, tout à coup sorties du sol, poursuivaient son nom, son image. Il ne les voyait, ni ne les entendait, sous le ciel gris et froid de Cassel; ou, si, par hasard, quelques échos lui en revenaient bien diminués, bien assourdis, il se contentait de faire cette observation que les Français sont un peuple d'humeur vraiment mobile et singulière.

En effet, il ne se plaignait pas, à Wilhlemshöhe, son séjour de captivité, en terre allemande.

Le soir du 4 septembre 1870, le premier président de la ville de Cassel recevait, daté du quartier général de son roi, à Varennes, et signé de l'aide-de-camp Treskow, un télégramme annonçant la capitulation de l'armée française, la reddition de l'empereur et la désignation de la résidence, qui lui était imposée, comme prisonnier de guerre. Des égards étaient recommandés envers lui, dans Cassel et Wilhlemshöhe. Sa Majesté prussienne avait choisi, pour abriter la défaite de son ancien hôte de Compiègne, l'un des plus beaux châteaux de l'Allemagne, l'ancienne habitation royale de Jérôme

de Westphalie, toute remplie encore de souvenirs napoléoniens. Des officiers hessois, de hauts dignitaires du pays en avaient appris la nouvelle sans enthousiasme. Dénués de largeur d'âme, dans le succès, ils auraient souhaité que le vainqueur se montrât moins chevaleresque. Les casemates de Graudenz leur eussent paru bien suffisantes pour loger le souverain déchu, dont les princes allemands, en visite, adulaient, naguère, le faste et le bon goût hospitaliers. Le gouverneur partageant, au premier abord, les préventions des gens de Cassel, avait répondu, quand on lui demanda sa voiture pour conduire le prisonnier impérial, de la gare au château : « *Qu'on prenne des voitures de louage!* » C'est qu'à vrai dire cet homme avait l'âme blessée d'une douleur profonde, et qu'il en rendait l'empereur des Français responsable : la mort de son fils Paul de Monts, officier du 7^e régiment d'infanterie de la garde, frappé d'un coup mortel à la bataille de Saint-Privat. Mais, il avait reçu des ordres. Il avait, au surplus, de la dignité dans le caractère. Sa pensée s'éleva à des sentiments plus nobles, qui devinrent de la compassion, presque de la sympathie, lorsqu'il eut éprouvé la résignation bienveillante de Napoléon, l'aménité de ses façons, la douceur de ses traits et de sa voix. Frédéric-Guillaume, disions-nous, n'avait pas perdu la souvenance de l'accueil si large dont son fils et lui-même avaient été l'objet, pendant leur temps de séjour, trois années auparavant, dans le palais de l'empereur. Il lui convint aussi d'agir royalement. D'autre part, la reine Augusta, que le hasard des alliances princières avait amenée sur le trône de Prusse et qui se flattait d'aimer la France, l'esprit et l'art français, avait adressé des recommanda-

tions vives, pour que l'Allemagne n'abusât point de la supériorité, que lui avait conférée le sort des armes.

Le 5 septembre étaient arrivés, par deux trains spéciaux, Napoléon III et sa suite composée de cinq généraux, de plusieurs officiers d'ordonnance, de deux écuyers, de deux médecins et du secrétaire du cabinet. Piétri. Une centaine de subalternes, laquais de haute livrée, domestiques, valets d'écurie, soldats au service des officiers, s'y étaient mêlés, à la faveur de leur situation réelle ou de la confusion des rangs. On amenait, en outre, un nombre égal de chevaux.

Le serviteur prudent et économe qu'était le comte de Monts, gouverneur de Cassel, eut une impression peu régalante à voir débarquer ensemble tant de gens et d'êtres, qu'il lui faudrait entretenir, sustenter, aux frais du roi. Il ne présentait point que, bientôt, des fourgons remplis d'or, envoyés de France en Allemagne, la lourde indemnité des milliards, rendraient au budget prussien ce sacrifice proportionnellement bien léger (1). Comblés dans leur victoire au delà de ce qu'ils avaient pu espérer de plus extraordinairement heureux, Frédéric-Guillaume et son ministre, eurent la plume facile, en vérité, pour signer l'ordre qu'on satisfît aux désirs de l'empereur vaincu, dans la mesure du possible, ainsi qu'à la commodité de son installation et aux besoins de ses officiers. Un bureau télégraphique et postal fut disposé au château, dont les prisonniers auraient le libre usage. Les appartements étaient larges et meublés luxueusement. La table devait être abon-

1. Le train de la cour française, à Wilhelmshöhe allait coûter de 10.000 à 12.000 thalers par mois, c'est-à-dire environ 40.000 francs.

dante et choisie. Tout le train de la maison reçut un caractère princier.

Avec son admirable exposition, sa haute colline verdoyante dominant le château, d'où la vue s'étendait sur les montagnes et les forêts de la Thuringe, ses massifs d'arbres majestueux, les ruisseaux parcourant le parc et les jardins pour aller se répandre dans une vaste pièce d'eau centrale, avec ses espaces découverts se prêtant aux exercices les plus variés, le domaine de Wilhelmshöhe eût offert à ses hôtes de nombreux agréments, sous les auspices d'une saison plus élémentaire. Parfois, quand le ciel s'éclaircissait, l'empereur faisait de longues randonnées à cheval et restait en selle, deux heures durant, pour son plaisir. Mais les distractions de plein air étaient le plus souvent supprimées par la faute des nuages, qui se résolvaient en des ondées incessantes. Lorsqu'un frisson humide secouait la terre, il restait, la journée entière, enfermé dans ses appartements. A l'intérieur du château, une bibliothèque très remplie d'ouvrages français, aurait offert à ses officiers comme à lui-même, de belles compensations intellectuelles pour les plaisirs, qu'ils n'avaient point, de chasser et de chevaucher. Mais l'entourage militaire du souverain n'en appréciait que faiblement les avantages. La plupart d'entre eux eurent tôt épuisé les plaisirs de l'esprit. Les journaux de France suffisaient à leur appétit de lecture. Ils passaient le reste du temps à fumer, en échangeant des propos sur les faits du jour, ou à pousser des boules d'ivoire sur le tapis du billard. Seul l'empereur savait occuper des loisirs monotones. Il méditait à travers les événements et les livres, recommençait, éternel songeur, à échafauder des plans d'a-

venir, retrouvait, pour écrire des brochures sur l'armée prussienne ou des adresses au peuple français, l'ardeur des anciens jours de Ham, et se détendait, ensuite, dans les jeux consolants de la conversation. Comme s'il n'avait plus eu les mêmes raisons, en ces lieux, de paraître, ainsi qu'aux Tuileries, toujours absorbé en des réflexions profondes, il s'abandonnait à l'émotion communicative qu'inspire, souvent, l'adversité. Oubliant les hauteurs de prospérités, de puissance et de bonheur, d'où l'avait précipité la poussée rude de ses ennemis, il n'avait à la bouche que des expressions de gratitude envers eux, pour lui avoir assigné, dans son infortune, une aussi belle résidence. S'il ne cédait point à des accès de désespoir, qui n'auraient pu que le diminuer, aux yeux et dans l'esprit de ses gardiens, il exagérait presque, d'autre part, la placidité de son attitude. Cet air de stoïcisme, cette sérénité trop parfaite ressemblaient, presque, à de l'indifférence; et l'on aurait souhaité, pour lui-même, que la force du sentiment national, si douloureusement éprouvé, retint sur ses lèvres, de certaines effusions de langage inattendues de la part de ce taciturne et qui durent paraître, un tant soit peu, déplacées dans sa situation. La parole et le rire (1) ne lui étaient rien moins que des habitudes courantes, en son temps de splendeur et de domination. Il avait mis à l'aise cette froideur de commande, en la prison royale de Wilhelmshöhe. Chose singulière

1. De M^{me} Bazaine il dit, en riant, qu'elle était une petite croûte assez évaporée. On lui avait raconté qu'elle traita son mari de *traître* et de *lèche*, qu'elle avait violemment blâmé la reddition de Metz et le rôle qu'y avait joué Bazaine. Napoléon s'amusa beaucoup de ces menus traits et fut aux éclats en me les rapportant à General comte de Monts. *La captivité de Napoléon III*, p. 97 éd. franç. »

chez cet homme plein de contrastes, il n'avait jamais eu l'expansion plus facile que pendant les mois de l'hiver 1870, lorsqu'il s'entretenait, dans la province allemande de Hesse-Nassau, avec le gouverneur militaire de Cassel.

Ses discours portaient fréquemment sur l'organisation défectueuse de l'armée, qu'il avait menée au combat. De sang-froid et comme s'il eût été un tiers arbitre dans la cause, il exposait des considérations sur le système comparé de la mobilisation française et de la mobilisation allemande, trouvait que l'une ne valait absolument rien et ne pouvait amener que de la confusion, estimait que la seconde répondait excellemment à une conception pratique intelligente et rapide. « La preuve, disait-il au gouverneur de Cassel, c'est que vous étiez prêts, alors que les Français manquaient encore du nécessaire. » Il en parlait avec une impartialité froide, tranquille et vraiment inconsciente, à la façon d'un appréciateur anglais ou russe jetant son mot dans la balance des opinions. Il voulait bien ajouter que la méthode d'instruction donnée aux officiers français n'était pas comparable à la supériorité de la méthode allemande. Le comte de Monts eut encore la satisfaction de l'entendre critiquer très sévèrement les vices du système français d'informations, qui, dans la guerre actuelle, n'avait rendu aucune espèce de services. « Du côté français, déclarait-il (il ne disait pas : de notre côté) on avait été dans une complète ignorance des mouvements des armées ennemies. » Quels aveux, et de sa bouche !

Il disait en avoir connu les défauts, sans expliquer assez les raisons qui l'empêchèrent d'y porter remède. Il rappelait que les Chambres avaient repoussé son pro-



NAPOLEON III
Portrait par Flandrin.

jet d'introduire en France le service militaire obligatoire, sans justifier, pourtant, l'incroyable abandon, dont ses ministres et lui-même se rendirent coupables dans le recrutement et l'appel insuffisant des réserves, dans le service de l'intendance et du train des équipages. Des influences malheureuses, disait-il, avaient paralysé ses intentions. Mais les étrangers, qui l'écoutaient, ne parvenaient pas à comprendre comment l'homme qui, au péril de sa vie, avait mis à exécution des entreprises étonnamment audacieuses et opéré d'un tour de main, Morny l'aidant, la révolution militaire du coup d'État, eût pu condescendre, vers les derniers temps de son règne, à d'aussi complètes défaillances. Le comte de Monts, par exemple, avec lequel il lui plaisait de s'entretenir, jugeait inconcevable le rôle d'un souverain dépouillé de son commandement et de son influence, chevauchant derrière son armée et se laissant dicter sa conduite par ceux qu'il avait laissés, pour le représenter, en sa capitale. Cependant, il blâmait les fautes de ses officiers (1), des *sabreurs*, refaisait sur le papier les plans des batailles, qu'il avait perdues, récrivait des pages didactiques sur la composition et la technique des armées allemandes, entretenait dans son âme la faculté, qui fut toujours en lui inépuisable, d'espérer quand même, envers et contre tous, se révélait, en ses propos, parfaitement convaincu qu'il verrait son pouvoir rétabli, chargeait de missions quelques-uns des siens, comme Pietri et Clément Duvernois, pour en préparer les moyens, essayait d'intéresser, de loin, au

1. « Ce qui paraissait étrange à un officier prussien, c'est la franchise avec laquelle l'empereur critiquait des officiers de son armée. » (C. de Monts, *Napoléon III en captivité*, p. 97, éd. française.)

retablissement de sa maison, la sympathie des victorieux, et se reposait, quant au reste, sur la Providence du soin de le rendre à son peuple. De lui-même, il demandait à connaître l'état d'opinion du pays. Par intervalles, lui en revenaient de fâcheuses impressions. Il n'en était pas affecté, outre mesure. Uniquement se montrait-il sensible aux traits hostiles visant la personne de l'impératrice. Quant aux attaques, dont il était l'objet, il n'avait pas l'air de s'en soucier plus que si elles ne fussent adressées à des personnes mortes depuis longtemps, ou à des gens ne l'intéressant en rien. Des lettres de menaces, des articles de journaux lourds de réprobation, arrivaient sous ses yeux. Simplement, alors, il pensait au jour de son départ, où il avait eu tant de peine à se dérober aux ovations impétueuses de la foule. Maintenant, il était chargé de tous les maux d'une guerre, dont on le disait avoir été l'instigateur. Quelques semaines s'étaient écoulées depuis qu'il avait quitté Saint-Cloud, pour aller se mettre à la tête des armées de l'est. Alors, on l'aimait, on l'acclamait, on lui voyait des triomphes anticipés. Il restait sur ce souvenir et portait, comme sans avoir l'air de se douter qu'elles existassent, le poids des rancunes populaires.

Le 30 octobre, pendant qu'on attendait l'arrivée des maréchaux Canrobert, Bazaine et Leboeuf, à Cassel, était survenue, à l'insu de tous, même de l'empereur, l'impératrice, accompagnée du comte Clary et de M^{me} Lebreton. Elle avait voyagé, nuit et jour, d'une seule traite depuis Chislehurst. Elle venait se concerter avec Napoléon, sur ce qui pouvait encore être tenté pour signer la paix et remettre l'ordre en France, à présent que

Metz était tombé au pouvoir de l'ennemi, que tous les maréchaux, quarante généraux et l'armée du Rhin étaient internés en Allemagne, et que Paris était investi complètement. Pendant qu'elle se rendait auprès de l'empereur, à son air, aux paroles qu'elle lui adressa avant que les témoins se fussent retirés, leurs esprits et leurs regards purent se rendre compte du rôle très personnel, qu'elle avait dû tenir dans les derniers conseils de l'Empire. Au dire du général de Monts, elle marquait une grande assurance, en chacune de ses affirmations, affectait, à l'égard de Napoléon, une certaine supériorité et une sorte de tutelle, enfin donnait l'impression qu'elle était habituée, non seulement à se faire écouter, mais à avoir le dernier mot. Elle resta à Wilhelmshöhe, jusqu'au 1^{er} novembre, au soir. Le train, qui l'emmena, partit dans la direction de Hanovre. L'impératrice retournait en Angleterre. Des deux côtés, Leurs Majestés séparées purent continuer à suivre le cours des événements presque uniformément malheureux pour le pays, autant que funestes à leur ambition de retour.

On avait cru, en France, qu'il était encore possible d'en changer la face. Tandis que Paris retenait sous ses murs le gros de l'armée allemande, bravant les effets du bombardement et les angoisses de la famine, un double effort diplomatique et militaire était tenté. D'une part, c'était Thiers, accomplissant son pénible voyage à travers les cours de l'Europe, Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg, Florence, afin d'amener les grandes puissances à intervenir. D'autre part, c'était Gambetta, se constituant, à la fois, le tribun et l'organisateur de la défense nationale, réalisant d'indéniables prodiges dans les départements, relevant les esprits abattus, créant des

armées, nommant des chefs, achetant, au nom de la nation, des munitions et des fusils, rendant la confiance aux troupes et leur faisant croire au succès, qu'elles rencontrèrent d'abord, pour retomber, bientôt après, dans le plus profond découragement. La victoire de Coulmiers, qui laissa entrevoir aux âmes patriotes que la capitale et la province pourraient se donner la main n'avait été qu'une éclaircie dans un ciel chargé de teintes lugubres. Paris restait livré à lui-même et n'ayant à compter que sur ses seules ressources. Un moment, les grandes sorties de la fin de novembre avaient exalté l'esprit public. On s'était imaginé que Paris briserait par ses propres forces le cercle de fer qui l'étreignait. Vain espoir, courte illusion ! Il fallut lâcher les armes, parce qu'on n'avait plus de pain. Les forts, les redoutes furent évacués, le chemin de ronde abandonné, les bouches à feu traînées hors de l'enceinte, les casernes délaissées et les barricades extérieures, l'une après l'autre, démolies. Paris avait capitulé. La guerre était finie. Les préliminaires de la paix étaient engagés. A quel prix elle fut conclue, nous n'avons pas à le rappeler.

Le 13 mars, le comte de Monts fut annoncer à Napoléon III sa libération imminente. Un train spécial lui serait accordé jusqu'à la frontière belge. Ses officiers rentreraient en France. Il rejoindrait les siens à l'étranger. Le 19, après la messe célébrée dans la chapelle du château, il quittait Wilhelmshöhe, vers la chute du jour, passait à Cologne, où, malgré l'obscurité naissante, ses yeux purent distinguer, aux alentours de la gare (on attendait l'empereur Guillaume), des banderoles immenses et des écussons blancs, où se lisaient en carac-

tères énormes les noms de Wœrth, de Wissembourg, de Metz, de Sedan, et continua sa route sans encombre jusqu'à Herbesthal, à neuf heures et demie du soir. Le gouverneur de Cassel, qui lui faisait escorte, avait terminé sa mission. Napoléon III continua son voyage par Verviers et Malines. Le lendemain il débarquait à Douvres, pour se rendre de là dans sa nouvelle maison de Chislehurst. L'ex-impératrice et son fils s'étaient portés à sa rencontre. Sur le chemin qu'il suivait une foule énorme, sympathique à son malheur, lui témoignait par l'intérêt même de son accueil que l'Angleterre n'avait pas oublié les vingt années de rapports amicaux entretenus entre son ancien gouvernement et celui de la reine. La Grande-Bretagne voulut montrer qu'elle n'avait, non plus, perdu la mémoire de la rude campagne, où la France avait uni ses armes aux siennes, pendant la guerre de Crimée. Enfin, d'autres détails du règne de Napoléon III étaient restés dans le souvenir du peuple anglais : son heureux voyage à Londres, en 1855; les bienveillantes dispositions qu'il n'avait point dissimulées envers la puissance britannique, au moment de son conflit avec les États-Unis; enfin l'aide efficace, qu'il lui avait prêtée, lors de la révolte des Cipayes, en offrant à ses troupes le passage par la France, de manière que ces renforts destinés à l'armée des Indes pussent y gagner du temps et des facilités. Napoléon trouva sur le sol de la grande nation une bienvenue consolante.

Le lendemain de son arrivée à Camden-Place, il recevait déjà la visite de lord Malmesbury. Tous deux se connaissaient, depuis un bien long temps. Que de faits signalés, que de circonstances singulières n'eus-

rent-ils pas à se remémorer, durant une conversation de plus d'une heure ! Et quels contrastes saisissants dans les images évoquées par ce retour sur l'autrefois, par ces comparaisons avec le présent douloureux ! En peu d'instants, ils revécurent leur jeunesse à Rome, vers 1829 ; les rêves ambitieux dont Louis-Napoléon avait commencé d'entretenir son interlocuteur incrédule ; les suites malheureuses et que l'un avait prédites à l'autre, de l'aventure de Boulogne ; la visite rendue entre les murs de Ham ; le séjour du prétendant à Londres, parmi les fêtes mondaines, traversées d'un effort quotidien de propagande extérieure ; le sursaut d'étonnement et de joie, qu'éprouva le prince, lorsque, exerçant dans la noble Cité, la fonction de constable spécial, comme un sujet anglais, il apprit la révolution parisienne du 24 février 1848 ; son départ de conquête, son élection à la Présidence ; son avènement extraordinaire à la dictature impériale, et la part qu'avait prise à la reconnaissance en Europe, de ce nouvel état de choses, son ancien ami devenu le ministre des Affaires étrangères, dans le cabinet de lord Derby ; enfin l'éclat inouï des premières années de son règne. Et maintenant, lord Malmesbury voyait devant lui cet homme, dont la carrière avait été si aventureuse et si prospère, hier encore le maître d'une des premières puissances du monde, et, aux environs de 1856, l'arbitre reconnu du continent, il le revoyait sans couronne, sans armée, presque sans fortune, rejeté de sa patrie par la haine de tout un peuple ; et, cependant, ayant gardé l'aspect tranquille des meilleurs jours, causant sans amertume, n'ayant pas cessé d'espérer ni de rêver. Car il ne croyait pas, même après un pareil écrasement, que la fatalité

dont il fut, tour à tour, l'élu et la victime, eût dit son dernier mot. Il tablait encore sur l'impossible chance.

§

Momentanément, la journée courante, pour lui comme pour les autres habitants de Camden-Place, s'écoulait assez uniforme. Il avait accepté sa nouvelle existence, comme un passage transitoire. S'il ne lisait ou n'écrivait, il partageait le meilleur de son temps entre l'instruction du prince et des promenades bourgeoises, aux environs, soit seul, soit accompagné de sa femme et de son fils. Parfois, on le voyait s'arrêter devant la vitrine d'un magasin modeste ou prêter une oreille amusée au babillage d'un oiseau de perchoir.

De retour, il continuait, la plume en main, un ouvrage commencé. Avec cette obstination théorique, grâce à laquelle il trouvait toujours des raisonnements pour les substituer à des faits, il poussait devant soi et se proposait d'envoyer bientôt à Paris un ouvrage important sur les forces militaires de la France, en 1870, d'après les notions acquises, lorsque le temps fut passé de s'en servir. Ou bien il se reprenait à une autre forme d'apologie. Il voudrait dire la vérité tout entière sur les hommes d'État, qui l'avaient entraîné dans l'abîme, sur les intrigues de la conspiration systématique, ourdie à l'ombre de la régence, pour lui barrer la route du retour à Paris et brusquer son renversement. Certes, il se séparerait de ceux-là; il rallierait autour de lui des hommes nouveaux, indépendants, qui ne se croiraient pas tenus, avant tout, de regagner des situations perdues, mais de se créer des titres par leur

dévouement à la France et à l'empire régénéré. Sur ce thème il adressait des instructions à ceux qui ne désespéraient pas de la revanche du régime aboli.

Il n'était pas rare que, revenant d'une sortie un peu prolongée, il trouvât des visiteurs l'attendant, les uns, comme le duc et la duchesse de Mouchy ou le duc de Bassano conduits par le seul désir de reconforter son âme; les autres, des personnalités agissantes, comme Rouher (dont il se défiait, du reste) accourus auprès de lui, afin de ranimer son énergie, rallumer ses espoirs, et l'exciter à tenter, une quatrième fois, la grande aventure. Il y aurait songé sans eux. A l'Élysée, dans le palais historique, d'où il avait envoyé, vingt-deux années auparavant, généraux et commissaires faire la conquête de l'Assemblée nationale, l'un des vaincus de cette journée de décembre, Thiers, devenu le personnage unique, le Libérateur, donnait ses réceptions présidentielles. La foule avait repris le chemin des mêmes salons, complimenteuse, empressée, pour y saluer le chef de l'État. Cependant, l'hôte de Chislehurst se disait qu'il reconstruirait les Tuileries, dont il ne restait que des décombres à terre, des plafonds enfumés, des crevasses béantes, et qu'il logerait, de nouveau, là, à moins que la Cour ne se reformât, comme le souhaitait l'impératrice, dans les appartements du Louvre.

Souvent, sur ce sujet, des conversations intéressant le présent et l'avenir s'échauffaient, autour de sa table. De 1871 à 1873, des plans furent réellement élaborés en vue d'une restauration impérialiste. Le prince y prêtait une attention excitée. Que ne pouvait-il, aussitôt, s'élancer à la conquête du trône paternel? Eugénie mêlait sa voix aux airs de vaillance de son fils; elle

y passionnait sa fougue habituelle. Napoléon III placidement laissait dire, parlant peu, sinon pour reprendre son thème favori, l'irresponsabilité devant l'histoire des conséquences d'une guerre que ni lui ni sa compagne, peut-être, surtout lui, n'avaient recherchée, comme on les en accusait, pour un intérêt dynastique. Quand on le pressait davantage, il berçait d'un vague consentement le zèle de ses partisans en appétit d'agir. Mais, il avait prononcé ces mots, un soir du mois de janvier 1872 : « Je sais que je suis l'unique solution. » Et il avait fait cette autre déclaration, peu de temps après. « Dans un mois, nous serons à cheval. »

Sans se dire qu'il y a des événements qui ne se répètent point, dans l'histoire, il avait adopté l'idée ferme qu'il accomplirait, lui aussi, son retour de l'île d'Elbe. Tandis que la majeure partie du pays, d'ailleurs mal instruite des événements précurseurs de la guerre, aussi bien que des responsabilités multiples encourues dans les conditions où elle fut préparée, conduite, vouait le nom de l'empereur à une exécration sans fin, bonnement il se croyait attendu. Jusqu'à la dernière minute, l'illusion tenace hanta le cerveau de ce rêveur. L'organisation pour la rentrée en scène était complète, malgré qu'elle ne fût connue que d'un très petit nombre d'initiés, malgré que les chefs habituels du parti eussent été tenus à l'écart et que l'impératrice n'eût pas été mise au courant des points essentiels du projet héroïque. De grandes lignes avaient été tracées d'un programme de gouvernement capable de satisfaire, à la fois, le besoin croissant d'autorité et le sentiment national.

La propagande bonapartiste aurait donné de toutes ses forces, avant le vote d'une Constitution dont le premier

article, pour plus de sûreté, aurait enjoint aux partis la défense absolue de poser légalement la question de la forme gouvernementale. « Depuis plusieurs mois, écrit un historien de la Troisième République, les fers étaient au feu. Des hommes politiques importants, des généraux, des préfets, des prélats entraient dans la conjuration. Rouher, à plusieurs reprises, traversa le détroit pour voir si l'Empereur était en état de monter à cheval ».

Malheureusement, le mal dont le professeur Germain Sée avait rédigé un pronostic détaillé, le 3 juillet 1870, et qui, si on l'eût connu, avant la déclaration de la guerre, eût inspiré sans doute, des mesures toutes différentes, ce mal avait pris un caractère alarmant.

Il dut se résigner à subir l'opération de la lithotritie, qu'il appréhendait, et se livrer aux chirurgiens anglais, dans l'espoir qu'il en sortirait guéri, c'est-à-dire capable de tenter ce « retour de l'île d'Elbe ».

Sa maladie, en l'état d'aggravation où elle était arrivée, était du nombre de celles qui laissent peu de chances de salut. Cependant, l'opération, pratiquée le 2 janvier par sir Henri Thompson, avait obtenu un succès apparent, sur lequel se fondaient les meilleurs présages. L'état du malade était annoncé par les bulletins de santé du docteur comme satisfaisants; il n'avait pas de fièvre; et l'on attendait de bons résultats de la troisième opération définitive, qui devait avoir lieu le 18 janvier. Pour calmer ses souffrances et lui assurer le sommeil, le docteur Gall prescrivit de lui donner, dans la soirée, des potions de chloral.

Par une sorte de pressentiment et parce qu'il déclarait n'éprouver aucune douleur momentanée, Napoléon écartait le breuvage de ses lèvres. Il en redoutait

les effets accablants. L'impératrice intervint; elle jugea de son devoir d'épouse de l'y décider; tant elle insista, pria, qu'il consentit, après beaucoup d'hésitation, à absorber — selon le dire d'un témoin, le comte de La Chapelle, dernier secrétaire de l'Empereur — la dose fatale, qui lui donna non pas le repos d'une nuit, mais le repos éternel. Il s'était endormi, à neuf heures du soir, et ne devait plus se réveiller, sinon l'espace de quelques secondes, le lendemain, à dix heures du matin après lesquelles il rendit le dernier souffle. Il allait atteindre sa soixante-cinquième année.

Dans les commencements de l'année 1873, qui verra se succéder, à travers les luttes des partis convoitant une succession aussi disputée qu'incertaine : le renversement de Thiers, sous la coalition des droites, l'avènement de la présidence militaire de Mac-Mahon, les allées et venues des princes en instance de couronne, la visite mémorable du comte de Paris au comte de Chambord, avec le vain espoir de réaliser la fusion monarchique attendue depuis un quart de siècle; en cette année si remplie d'événements s'était close, avec la vie de Napoléon III, l'une des destinées les plus étonnantes qu'aient enfantées les hasards de l'histoire.

CHAPITRE TREIZIÈME

L'Ame et le Destin de Napoléon III

Longtemps, cette figure fut un problème et cette vie parut être une énigme. Elles échappaient à l'analyse et provoquaient les opinions les plus divergentes par la violence ou l'inattendu des contrastes. On est parvenu, cependant, à définir sans trop de mystère la personnalité intellectuelle, morale et politique de Napoléon III, à laquelle un enchaînement de circonstances imprévues, comme on en vit peu d'exemples, à travers le temps, imprima un caractère si exceptionnel, et qui, pour le dire en peu de mots, fut la synthèse de plusieurs physionomies fondues en une seule par le hasard et l'artifice.

Romanesque, en vertu de l'hérédité maternelle; tout de premier mouvement, quand, au contraire, il n'immobilisait point sa raison et ses moyens actifs en des hésitations sans fin; à la fois emporté de passions vives et secret, renfermé, taciturne; inégal au travail, déconcertant, tour à tour, avec les à-coups de ses déterminations trop ralenties ou trop hâtivement prises; pardessus tout ambitieux, il n'eut de fixe, de persistant, dans son évolution totale, qu'une idée seule : la concep-

tion de son droit à incarner le principe de la légitimité impériale, la certitude d'une sorte de désignation providentielle, qu'il aurait à remplir dans la marche de son époque.

Tel le vainqueur d'Italie et le captif de Sainte-Hélène se disait convaincu que chaque être a « sa mission », ici-bas, et doit la remplir, jusqu'au bout, tel l' élu du 21 novembre 1852 et l'exilé de Chislehurst s'était considéré, dès sa jeunesse, comme un prédestiné du sort, désigné pour la réalisation d'un lourd et magnifique héritage. Né près d'un trône, bercé dans l'admiration religieuse d'un nom retentissant, devenu le sien, il s'était juré d'appartenir, corps et âme, au sentiment de cette mission. Volontiers, il se comparait à l'un des héros de la tragédie antique, marqué d'un signe fatal ou encore à quelque Hernani moderne poussé d'un destin ineluctable. Il en avait fait son dogme exclusif, mais en joignant à l'absolu de sa foi beaucoup de calcul, de finesse et d'astuce.

Une après-midi, quand il était empereur, sa confidente de jeunesse qui, après douze années d'absence, avait repris le chemin de sa maison (une maison qui, pour quelques années encore, s'appelait les Tuileries) le trouva, tenant en main l'un des volumes du théâtre de son impitoyable adversaire : Victor Hugo. Une fois encore, il s'était arrêté, songeur, à la quatrième scène du troisième acte d'*Hernani* : il en relisait la tirade amoureuse et en admirait d'autant plus les élans inspirés qu'il en retrouvait les effets très agrandis dans sa propre existence (1).

1

. Tu me crois, peut-être,
Un homme comme sont tous les autres, un être

Sa correspondance journalière de Ham avec Hortense Lacroix et quelques lettres retrouvées de sa main à de rares dépositaires de ses pensées, de ses desseins, découvrent bien ce mélange de conceptions nuageuses et de goûts positifs, d'espérances raisonnées et d'illusions tenaces, qui, de tous temps, furent sa double croyance et son double jeu.

A force d'en remuer dans son imagination le système spécieux, il en arrivera à se créer un idéal de royauté fait pour lui seul et pour sa suite : l'idéal du souverain missionnaire, à la fois l'élu de Dieu et l'élu du peuple. Si bien l'incarnera-t-il en soi que non seulement il en repassera tout l'esprit, longtemps après, à son fils, qu'une éducation plus pieuse étroitement liée à sa doctrine pénétrera d'une sorte d'illuminisme spécial.



Le sang coulait lentement dans les veines de ce flegmatique; il battait, à petits coups, aux portes de ses artères. Le neveu eut cela de commun avec l'oncle, qui, par contre, avait des nerfs intraitables, le savait et s'en servait. Mais à la différence du premier Napoléon, dont c'était une des habiletés de mettre à profit des colères artificielles, le troisième bénéficiait de la permanence d'un calme appris.

Intelligent, qui court droit au but qu'il rêva.
Détrompe-toi, je suis une force qui va...

Où vais-je? Je ne sais, mais je me sens poussé
D'un souffle impétueux, d'un destin insensé.
Je descends, je descends et jamais ne m'arrête.
Si parfois, haletant, j'ose tourner la tête,
Une voix me dit : *Marche!*...

Il y a des gens, selon le mot de M^{me} du Montet, qui ont le talent de se draper d'un nuage. Napoléon III était de ces nébuleux, à qui le clair-obscur prête des proportions agrandies.

Quoique bienveillant de nature et facile d'approche, il conservait toujours cet air de physionomie inexpressive, qui ne se laissait pas surprendre et dont il avait fait l'attitude bien jouée de son maintien, l'enseigne fuyante de sa personnalité. Une telle impassibilité de surface, qu'on prenait, à tort ou à raison, pour de la profondeur, le défendait mieux que toute autre barrière contre les interrogations, qu'il ne lui plaisait pas de satisfaire, ou, par un avantage plus précieux, déguisait ou compensait des qualités essentielles, qui n'étaient point les siennes. Il tirait un voile sur son visage, comme Talleyrand, et nul n'y pouvait lire ce qu'il n'avait pas l'intention de traduire, au dehors, ni troubler, ce qui était le cas souvent, le calme d'une pensée vagante.

En de rares occasions, le reflet d'une joie interne effleurait son teint mat. L'œil voilé d'ombre s'éclairait d'une courte flamme. C'était presque un événement parmi ses entours politiques. Le jour où il avait reçu la dépêche émouvante et si ardemment désirée, qui lui annonçait l'acceptation par la Russie des préliminaires de la paix, cinq ou six personnages de haute importance (Morny était de ceux-là) dinaient à sa table, tenant les yeux fixés sur son visage, très curieux d'y découvrir quelque indice des grandes nouvelles attendues. Une lueur de satisfaction, qu'il n'avait pu voiler, était passée dans son regard. Elle n'avait pas échappé à l'attention de ses convives. Ceux-ci se disposaient à quitter la salle à manger, pressés d'en traduire l'impression à des intimes

ou d'en tirer un profit personnel immédiat, dans les sphères de la finance. Mais l'empereur les pria de rester, auprès de lui, comprimant une impatience, dont il ne lui avait pas été difficile d'interpréter les causes. Pendant ce temps, sur son ordre, on avait affiché, à la Bourse, la fameuse dépêche, qui devait y exercer une influence énorme. Savait-il que ses familiers avaient pris position sur le marché des valeurs, qu'ils s'y étaient maintenus, la veille encore, avec une persistance qu'ils espéraient lucrative? Les titres remontèrent, découvrant un écart considérable. Le comte de Morny, son fidèle ami de Montguyon et le financier Mirès furent de ceux qui subirent un choc d'autant plus rude qu'ils avaient eu lieu de se croire, étant à la source des informations politiques, les plus sûrement instruits de la situation extérieure.

Morny s'était fait violence pour garder son sang-froid, comme aux jours ordinaires. Les spéculateurs éprouvés se résignèrent malaisément à leur déconfiture. L'empereur avait passé outre. Tout en servant, au mieux, dans la circonstance, l'intérêt général, il avait donné une preuve de plus du pouvoir qu'il avait de renfermer le secret de ses résolutions.

Il avait des accès de bonne humeur, où, contre son habitude, on le trouvait expansif. Loin de l'étiquette, il pouvait être gracieux et souriant. Le souverain redevenait homme, dans l'intime; il prenait part aux jeux des siens, causait, riait, parfois, et de bon cœur. Sa conversation, alors, sans être jamais abondante, se rendait agréable et instructive. Des vellétés lui remontaient de gaieté franche, ou de moquerie malicieuse et douce, allant de préférence à l'adresse de sa femme, et

comme il s'y plaisait, pour tourmenter l'impératrice (1). Hors de ce cadre familial, bientôt sa figure se refaisait sérieuse, jusqu'à paraître triste au milieu de ses prospérités. Même au cours des plus belles années de son règne, il resta mélancolique. La gravité était le fond de son caractère, telle que la lui avaient imposée des habitudes d'application interne et de recueillement en soi. Ce qui n'empêchait point que, souvent, sans le vouloir, il recouvrit d'un masque composé des impressions absentes ou des formes d'idées imprécises.

Les témoins admirateurs de sa puissance inclinaient à transformer en des qualités fortes et solides l'incertain et le mystérieux dont il ennuageait sa nature morale trop dépendante de sa nature physique. Ils avaient beau jeu de voiler des ombres de la modestie la raideur apparaissant dans sa personne, dans ses manières, dans sa démarche, ou, au contraire, de dégager des restes d'une ancienne timidité, l'audace froide et repliée sur elle-même, qu'elle recouvrait. Avec un peu de bon vouloir et d'imagination, il ne leur était pas difficile d'établir, en l'exprimant sur le plus haut ton de la louange, que cette figure inerte et insensible était le masque d'une vie intérieure ardente et puissante, — ce qui fut vrai, d'ailleurs, en de certaines phases décisives de son histoire; que ces yeux éteints

(1) « Je disais que l'empereur est un peu moqueur et même taquin. Il nous en donna un petit échantillon, l'autre soir, à dîner. L'impératrice causait avec un Espagnol et parlait d'arbres plantes lors, de sa naissance. Ils devaient être grands, maintenant, disait-elle. « Certainement, interrompit l'empereur, ils ont trente-six ans. — Insolent ! » repartit en riant l'impératrice, qui n'a pas cet âge, à beaucoup près. » — Barthez, *Lettres*, 8 sept. 1856. La différence n'était pas si grande, à vrai dire : *ils* en avaient trente-six, *elle* en avait trente.

avaient la profondeur des pensées où leur observation se résorbait; qu'à cette parole indolente et trainante appartenait la supériorité rare d'une âme toujours sûre de soi, et qu'enfin ces airs d'indifférence, qui abritaient plutôt qu'ils ne déguisaient le fond de ses sentiments, ne devaient enlever à personne la conscience de son énergie foncière. C'était aux meilleurs jours de l'empire, quand on le jugeait exclusivement sur les prémisses d'une grande ambition satisfaite.

La ténacité était l'un des principaux traits de sa complexion. Il la poussait jusqu'à l'entêtement, n'abandonnant plus ce qu'il avait une fois arrêté, mais, quelquefois, traînant à l'accomplir. C'était son faible de trop dormir sur une pensée. Enclin à temporiser, il exécutait lentement ce qu'il avait été long à concevoir, — abstraction faite de l'idée unique et dirigeante, qui fut l'éclair initial de sa destinée. Il se trouva bien, par aventure, de ses atermoiements; il en fut moins récompensé, à la fin de son règne, quand des événements impatients d'éclater exigeaient des décisions rapides (1). A force de préparer le terrain et d'attendre l'occasion, il manquait l'heure. Son habitude de tout remettre lui faisait perdre des à-propos irretrouvables.

C'était encore une des contradictions de son esprit qu'après beaucoup d'irrésolutions, sur des points où il aurait dû tourner court, il s'embarquait témérairement en des projets, tout à coup sortis de l'ombre et qui auraient demandé un long examen. Était-il en humeur d'agir, il ne consultait, alors, personne, ni ses

1. « Il y a des moments, dans la politique extérieure, qui ne reviennent pas ». (Bismarck).

amis ni ses ministres; il y mettait une sorte de précipitation, qui ne lui laissait pas le temps de tenir en balance les raisons opposées du *oui* et du *non*, du pour et du contre, il se croyait tout bonnement inspiré. Il ne délibérait point, il résolvait et exécutait. En se comportant de la sorte, en suivant à l'aveugle le courant d'une idée subite, idée de hasard, bonne ou mauvaise, il éprouvait un plaisir, qui lui était spécialement cher : celui d'étonner. Comme le disait une grande connaisseuse du caractère de l'empereur, il était dans ses goûts de surprendre les gens, ses ministres, le peuple, la France, l'Europe, par des coups inattendus. Ces inspirations fortuites pouvaient être dangereuses, on eut à l'éprouver, plusieurs fois. Il ne se jugeait pas infail-
lible; volontiers, avouait-il les erreurs de sa nature mobile et inquiétante. Encore aurait-il mieux valu que la leçon des anciennes fautes le gardât d'en commettre de nouvelles.

L'Alexandre moderne se flattait de n'avoir jamais tenu de conseil de guerre et de ne s'être jamais enquis ni embarrassé du conseil de personne. En 1812, en 1813, en 1814, il passa, néanmoins, par de si graves alternatives de succès et de désastres, qu'il eut des velléités de recourir à l'opinion de ses compagnons d'armes. Il se perdit lui-même en n'en tenant aucun compte. A Smolensk, au moment de s'enfoncer dans les profondeurs mornes, tristes et glacées de la Russie, ses généraux, questionnés sur les perspectives de cette déclaration de guerre à la nature, lui dirent : « Sire, fortifiez-vous, ici; passez-y l'hiver, et la victoire de vos armées, au

printemps, sera certaine, prenez cette résolution, et la Russie est perdue. » Il répliqua : *Non* : déclara que sa ferme intention était de marcher sur Moscou et qu'on ne l'en dissuaderait point. Les chapeaux brodés s'inclinèrent : « Comme il plaira à Votre Majesté sacrée. » Les troupes, en effet, marchèrent, durant de longues journées, dans le froid, la boue, à travers des espaces mornes, sinistres, et sous le harcèlement incessant de la cavalerie ennemie. Près de Moscou, il sentit le besoin de recueillir, une seconde fois, l'avis de son état-major : « La ville était abandonnée ou sur le point de l'être; on y trouverait des ressources immenses, que voyait-on à faire de plus pressant? — N'entrez pas, Sire, laissez la capitale sur votre gauche et tombez sur le flanc des troupes de Koutousof, que vous écraserez. — Non, je dois entrer à Moscou; je l'ai promis à mes soldats. » Le maréchal évacua la ville aux coupoles dorées; Rostopchine y mit le feu. Napoléon s'y attarda six semaines. « Quel plan de campagne arrêter, maintenant, où la nation entière et les éléments de la nature, à la fois, sont conjurés contre l'étranger...? — Sire, jetez votre canon, et retirons-nous le plus vite possible. — Non, il ne me convient pas de battre en retraite, après avoir proclamé que je poursuivrai les Russes jusqu'au fond de leurs déserts. — Comme il plaira à votre infallible Majesté. » La marche inévitable des faits l'entraînait vers l'abîme, tandis qu'il était convaincu de n'écouter que les ordres impérieux de son génie.

Le neveu procédait avec plus de douceur, à l'égard de ses conseillers. Son opposition était molle en discours: il avait la résistance pliante ou cachée, conforme

à son caractère soupçonneux : ses décisions, qu'il ne découvrait qu'après les avoir prises et à peu près exécutées, n'en étaient pas moins tenaces, du moins aussi longtemps que les défaillances de la maladie ne rendirent pas sa volonté inerte ou passive.

Il lui plaisait qu'on le jugeât énigmatique. Longtemps fut-il considéré comme un homme indéchiffrable. Aujourd'hui qu'une foule de détails secondaires ont permis d'éclairer par la notion des influences subies ou des habitudes contractées l'inconnu de cette âme, on est à même d'en expliquer avec plus de simplicité les ressorts secrets.

On parla beaucoup de l'impassibilité de Napoléon III, du flegme de l'Empereur. Il n'était pas insensible aux effets de la surprise, non plus qu'exempt des grondements intérieurs de la colère. Mais, à l'instar d'un Talleyrand, qui eut le sang vif en sa jeunesse et qui s'était accoutumé, peu à peu, à en réfréner le cours, il sut graduellement discipliner ses nerfs, son visage et ses yeux. Ne très violent, ayant traversé, pendant son enfance, des crises d'emportement inouïes, où il ne savait plus ce qu'il disait ni ce qu'il faisait, il s'était rendu maître, à force d'attention et d'usage, de sa nature impressionnable. Lorsque de l'irritation passait en lui, il fallait le connaître très bien pour s'en apercevoir, à de certains signes : la dilatation des narines, la contraction des lèvres et l'éclair furtif du regard. Puis, tout cela rentrait dans l'ordre. La bouche abritait son mystère sous la moustache épaisse, les paupières

s'abaissaient, comme d'habitude, et les prunelles avaient déjà repris leur atonie commandée (1).

S'il se montrait fort réservé dans l'expression verbale de sa pensée, il n'était pas aussi retenu, lorsqu'il se confiait à sa plume. En plusieurs circonstances solennelles, il se prépara des démentis retentissants pour l'heure où les faits auraient remplacé la parole. On lui rejeta, souvent, à la mémoire les fameuses déclarations réalisées seulement à demi : « Je libérerai l'Italie des Alpes à l'Adriatique. » Il en prononça de moins significatives, mais qui furent encore moins suivies d'effet. Le lendemain de l'élection présidentielle, il avait réuni quelques amis pour leur donner lecture de son message, où cette phrase était textuellement inscrite :

« Je rendrai le pouvoir, au bout de quatre ans, tel que je l'ai reçu. »

La promesse était formelle. Il n'y avait pas à dire qu'elle prêtât au plus léger sous-entendu. Même, on la trouva trop claire en ses engagements.

« Effacez cela », crièrent des voix.

Louis-Napoléon se tourna vers Girardin :

« — Quel est votre avis ? lui demanda-t-il ?

« — Cela dépend, répondit l'ondoyant journaliste. Voulez-vous rendre le pouvoir ou voulez-vous le garder ?

» — Le rendre.

» — Alors, n'effacez pas. »

(1) « Quand je le retrouvai en 1848, a raconté M^{me} Cornu, je lui demandai ce qu'il avait aux yeux : « Rien », me dit-il. Un jour ou deux plus tard, je le revis. Ses yeux semblaient encore plus singuliers. A la fin, je m'aperçus qu'il s'était habitué à tenir ses paupières baissées, mi-closes, et à mettre dans ses regards une expression de vide et de rêve. »

Napoléon ne rendit rien; il n'avait jamais eu l'intention de restituer un pouvoir, qu'il voulait, au contraire, élargir. Le souvenir de ce qu'il avait juré et parjuré resta dans l'histoire, sans qu'il en eût la conscience aucunement alourdie.

Malgré qu'il sut inspirer la confiance, il n'avait pas la parole sûre; et c'était une des ressemblances qu'il avait, sans le savoir, ou se flattait de posséder avec le premier Napoléon. Le mensonge est une arme usuelle en politique. Dès qu'un intérêt fait promettre, des intérêts plus grands engagent à violer cette promesse. L'important est de s'en tirer avec impunité. Louis-Napoléon était passé maître dans cet exercice. D'une manière plus générale le mensonge, à l'état d'inclination est un fait psycho-physiologique tenant, à la fois, de l'imagination et du tempérament. Or, « le neveu de l'empereur » avait hérité d'une disposition particulière à l'exercer.

Noûs le constatons, sans aucun parti pris, c'était un instinct de famille recommandé presque en manière d'exemple, étant venu de si haut. Aucun des Bonaparte n'y manqua, sauf, peut-être, le roi de Hollande. Napoléon le Grand mentait avec une aisance, un dégagé (1) prouvant, de reste, qu'il n'attachait à la chose aucune espèce d'importance et qu'il n'avait pas une ombre de scrupule à fausser le vrai. Son fils, le gracieux duc de Reichstadt, n'aurait pas voulu trahir les origines

(1) Sans gêne, il se plaisait à rappeler que, dès son enfance, l'un de ses parents avait prédit qu'il gouvernerait le monde, parce qu'il savait très bien mentir. « M. de Metternich, disait-il du chancelier d'Autriche, est tout près d'être un homme d'État, il ment très bien. » (F. Lohée, *Vie d'une Impératrice*, p. 410.)

paternelles : il mentait beaucoup, dans son enfance.

Autour du nouvel empereur, le pli s'en était formé, depuis longtemps, aussi bien qu'en lui-même. Le roi de Wurtemberg, parlant du fils de Jérôme, le jeune duc de Montfort, le futur prince Napoléon, disait : « Il m'a promis, mais je ne puis compter sur sa parole : il ment toujours. » Enfin un grain de dissimulation se mêlait aux airs tranquilles et résignés de la reine Hortense. Elle trompait bien des gens avec sa mine languide et sa voix douce. Cette façon d'être si complaisante envers chacun, de plaindre ses adversaires, de tendre la main à ses ennemis, de n'en vouloir à nul au monde, cet aspect de bienveillance sans bornes et de résignation sans espoir, qu'elle affectait, non sans donner à son fils des conseils de politique artificieuse, n'était pas, nous le répétons, exempte de dissimulation (1), quoiqu'elle fût bonne et franche, d'ordinaire (2).

On ne peut diriger les hommes avec sincérité. Napoléon avait fait sa règle et sa loi de cette constatation historique, mais pour l'amplifier à l'extrême. On aurait peine à trouver une seule de ses paroles historiques, qui n'ait été rejetée de fait par les démentis formels

1 Elle s'était constituée toute une théorie sur l'emploi judicieux du mensonge. « La reine Marie-Amélie, à laquelle j'avais dit, en lui racontant tous les détours que j'avais employés pour sauver mon fils, que je détestais le mensonge et que c'était pourquoi je venais d'exceller à tromper. » *Frag. de Mem. inéd.*, p. 209. « J'expliquais ainsi ma pensée. Quand c'est une affaire que de mentir, rien ne nous échappe; c'est une occupation de tous les instants. Au lieu que les menteurs d'habitude trompent, à tort et à travers, et méprisent jusqu'à l'apparence du vrai. » (*Id.*, *ibid.*)

2) La comtesse C. d'Arjuzon en a relevé des traits pleins de charme en ses ouvrages sur la mère de Napoléon III, écrits d'une excellente plume et d'après des souvenirs de famille, son grand-père, le comte d'Arjuzon, ayant été le chevalier d'honneur de la reine Hortense.

de ses actes, joints aux contradictions des événements :

« Je jure une haine éternelle aux Anglais. »

« Je suis prêt à tous les sacrifices pour le repos de la France; et si mon nom, symbole d'ordre, de nationalité, de gloire, devait le troubler, je resterais plutôt en exil. »

« Je ne suis pas un ambitieux. »

« Je désavoue tous ceux qui me prêtent des vues ambitieuses, que je n'ai pas. »

« Malheur aux souverains infidèles à leurs promesses, à leurs serments ! »

« La République démocratique sera mon culte; j'en serai le prêtre. »

Et le reste...

§

Il se disait fort jaloux de son honneur, de sa loyauté, ce qui pouvait être réel dans les affaires privées, mais ne l'était plus et changeait de signification dans les affaires publiques. Selon les cas, il évoquait, non sans chaleur et sans élan, le respect des principes. Dans la pratique il n'en connaissait qu'un seul considéré comme

la transmission d'un devoir : la foi en son étoile. Quant aux autres, il les goûtait ou les répudiait, tour à tour, suivant les dispositions d'une âme hésitante et incertaine. La politique est particulièrement caractérisée par la dissimulation : elle est d'essence et de fait l'opposé de la franchise. L'astuce, un de ses moyens préférés (1), cette qualité mitoyenne entre le mal et le bien, le vice et la vertu, l'astuce était le propre de Napoléon III. Il en usa, sinon pour régner, du moins pour y parvenir. C'est ainsi qu'il posséda, au plus haut degré, l'art du conspirateur.

Le mystère dont s'enveloppe ce genre d'entreprises, qu'on appelle conspirations; les mensonges habilement tramés, qui leur servent de couverture; les sinueux détours par où se déroberent les plus fermes résolutions des conjurés; le secret plaisir qu'on y éprouve à n'être pas soi aux yeux d'autrui, à cacher ses pensées, à dissimuler ses desseins, même à ceux qui vous sont les plus chers; le romanesque des périls auxquels s'exposent les conspirateurs afin de mener à bout les intrigues formées dans leurs conciliabules ou les moyens de prudence qu'ils s'ingénient à tenir en réserve, pour le cas trop prévoyable d'une issue malheureuse : tous ces artifices avaient intéressé de bonne heure son imagination sans alarmer sa conscience.

Il en pratiqua l'école, aussitôt qu'il put agir, et il en conserva des habitudes, au plus haut du pouvoir, alors que, sans nécessité, par accoutumance, par dilettantisme ou par un jeu dangereux dont il eut à payer les erreurs,

1. Le sens originnaire des deux mots est identique : *astuce* vient de ἀστύς et *polétiqne* de πωλίς; qui a la même signification.

il se plaisait à emmêler les trames de son action diplomatique.

Presque au sortir de l'adolescence, il s'associa aux menées du carbonarisme italien. Avec son goût du ténébreux, il avait cédé à l'attrait, non pas seulement des formules secrètes, mais du cérémonial emblématique et fantasque dont s'enveloppait l'initiation des nouveaux membres de cette société occulte.

En 1832, il trempa dans une vague conspiration bonapartiste. Sous le prétexte d'intéresser à la cause polonaise les nobles exilés : Hortense et son fils Louis-Napoléon, un jeune officier de Varsovie nommé Zaba fit plusieurs apparitions au château d'Arenenberg. Pour un service spécial de propagande il avait reçu de la duchesse de Saint-Leu des sommes d'argent et du prince des instructions, dont les effets n'allèrent pas très loin. Car Zaba fut arrêté avec l'un de ses complices, dès le premier mouvement tenté à Paris. Une curieuse révélation s'en dégagait montrant combien était inhérent aux Beauharnais (1), non moins qu'aux Bonaparte, le souci des précautions et du mystère. On avait saisi, sur la personne de l'officier polonais, une sorte de vocabulaire manuscrit des termes de convention échangés entre lui et les hôtes d'Arenenberg. Les noms y étaient déformés ou complètement changés, de manière à n'être compris que des conspirateurs. Napoléon c'était M. de Berri, la reine Hortense c'était M^{me} Antoine, l'éloquent avocat politique Odilon Barrot, l'homme du monde qui pensait le plus profondément... — à rien, disait spiri-

(1) V. par exemple, dans notre livre des *Femmes du Second Empire*, les détails concernant les correspondances déguisées d'Hortense et de la comtesse Le Hon.

tuellement Bersot — n'était plus qu'un M. Vincent. Et l'appellation vague d'un M. Lireux désignait La Fayette. Quoique si prudemment agencée l'affaire était de minime envergure. Les subsides employés à son extension n'avaient point dépassé la somme de 8.563 francs. Et cette histoire eût été presque oubliée, sans une belle phrase de Louis-Napoléon, que rappellera, cinq ans plus tard, l'un des témoins du procès de Strasbourg. Le prince la lui avait adressée à lui-même, au moment où, malade, il fut obligé de quitter la France, sur l'injonction du ministère Casimir-Perier; elle se détachait ainsi solennelle et fière :

« Les Bonaparte ne conspirent pas, il faut laisser cela aux Bourbons. »

Rarement on vit un même homme, si nous en croyons Saint-Réal, se charger de deux conjurations dans sa vie. La première affaire que Louis-Napoléon avait engagée, avec une si étrange confiance, en 1837, lorsqu'il voulut, au moyen d'une femme enthousiaste et de quelques hommes crédules, révolutionner l'armée et la nation, ne le découragea point d'en tenter une seconde, et pour des résultats qui eussent été aussi infructueux, sans les effets indirects d'étonnement et de sympathie populaire, par nous relatés, et qui tournèrent à son profit.

Napoléon III avait si bien le tempérament d'un conspirateur, comme nous venons de le dire, qu'il ne se résigna point à l'abandonner, étant empereur. On le verra ourdir, en sous-œuvre, des intrigues de chancellerie, déguiser la marche de sa pensée, doubler et contrarier les desseins de ses ministres, pour la satisfaction singulière d'embrouiller le jeu, puis, de le rétablir au moyen de combinaisons connues de lui seul et du

secrétaire de ses commandements (1). Caprices regrettables et qui furent loin de concourir au succès de sa diplomatie en Europe. On sait, par exemple, dans quel inextricable labyrinthe il enferma la question romaine. Promettre, donner, reprendre à l'Italie, promettre et ne rien donner au parti catholique et à la papauté, tout en se posant comme le défenseur par les armes des droits temporels du Saint-Siège : c'était le double de sa pensée. « Faites, mais faites vite, disait-il à Cialdini, au moment de l'invasion des États du Pape. » Cependant, à la même heure, Lamoricière comptait fermement sur les garanties de la diplomatie française, trompée par son propre chef.

L'art de dissimuler lui était profondément acquis. On a prétendu qu'un seul homme, peut-être, avait pu lire jusqu'au tréfond de son âme. Encore n'était-ce pas un Français, mais l'Italien Cavour.

S'il excellait à cacher ses desseins, il ne disposait point d'une aptitude égale à découvrir ceux des autres. On n'en eut que trop manifestement la preuve, lorsque,

1. Avec sa finesse ironique Cavour, le jugeant sous cet aspect de conspirateur impénitent, voulait bien lui accorder la palme de la supériorité dans l'art de cheminer par les voies obliques, mais en se réservant *in petto*, pour lui-même et pour un Bismarck, le prix des vastes desseins, réalisés sans tant de détours :

« Un jour que je rencontrai le ministre piémontais sous les arcades de la rue du Pô, il me prit le bras : « Voyez-vous, mon cher d'Iderville, votre empereur ne changera jamais : son tort est de vouloir conspirer toujours. Dieu sait, cependant, s'il en a besoin, aujourd'hui ! Pourquoi, à cette heure, tourner à droite, quand il veut aller à gauche ? Ah ! quel merveilleux conspirateur il fait ! Il pourrait aller droit, à découvert, suivant son but. Mais non, il préfère dérouter les gens, faire suivre une autre piste, conspirer enfin, conspirer toujours... Tenez, c'est le propre de son génie, c'est le métier qu'il préfère : il l'exerce en artiste et, dans ce rôle, il sera toujours le premier et le plus fort de nous tous. » (D'Iderville, *Journal d'un diplomate en Italie*, 1872.)

par trois fois, il se laissa bernier d'une manière si complète dans les entretiens intimes, qu'il eut, à Paris, à Fontainebleau et à Biarritz, avec Bismarck.

§

D'une manière générale, sa part d'illusions était mince, quant à la valeur morale des caractères. Nul n'était moins surpris que lui-même d'apprendre, dans son entourage, un acte nouveau de corruption, de vénalité, d'ingratitude sans pudeur. Il gardait les gens à son service moins par estime et par attachement que par condescendance et par habitude. Lorsqu'il n'était qu'un prince en exil, c'était à contre-cœur, avec infiniment d'hésitation qu'il arrivait à se séparer d'un domestique dont il avait eu lieu de se plaindre. Quand il fut au pouvoir, on le vit maintenir en place des ministres qui lui déplaisaient, uniquement pour s'épargner l'ennui plus grand d'en changer.

Les hommes n'étant, pour lui, que des instruments dont il utilisait les moyens en se défendant bien d'en faire ses confidents, il poussait, plutôt, à l'extrême cette mésestime commune voilée d'un air d'indifférence.

Au résumé, il n'avait aucune bonne opinion de ses conseillers, serviteurs ou courtisans. De sorte qu'il pouvait, en même temps, se montrer bienveillant pour tous et, en réalité, n'aimer presque personne, quoiqu'il eût de nature, par une contradiction autre, le cœur affectif et tendre.

Cet éloignement dissimulé, qui ne l'empêchait point d'avoir la mémoire très fidèle des services rendus, lui venait, en première ligne, des enseignements maternels :

« Trop de gens, lui avait appris Hortense en parlant de Napoléon I^{er}, eurent prise sur ce dominateur. Il se laissait souvent mener par des anciens amis ou de nouveaux flatteurs. Évitez d'appartenir si exclusivement à personne que vous ne puissiez plus vous en délier. » Elle lui disait encore, dans une lettre du 16 décembre 1832. « Ton défaut étant trop de confiance, il faut que je sois la froide raison et que je te répète souvent : « Méfie-toi. » »

Il s'en était si bien pénétré qu'il exagéra la témérité soupçonneuse des conjectures, au point de ne plus s'en rapporter qu'à lui seul. Ce qui était une seconde forme de danger, pire que la première. Au surplus, sceptique à l'égard des hommes, il ne l'était pas moins en matière de principes, hormis le dogme napoléonien, dont il avait fait sa chair et sa substance. La tolérance lui était d'un usage courant et facile. Il la pratiquait largement, en faveur de ceux qui l'approchaient, et supportait avec sérénité le voisinage d'opinions qu'il ne partageait point. Par penchant naturel porté à la clémence, par raison politique justement persuadé que le chef d'un gouvernement national doit toujours laisser la porte ouverte à l'entente, il posséda l'art joint au don de conquérir ses adversaires. Tous ceux qui venaient à lui cédaient à son charme. Partisans ou antagonistes, tous s'accordaient à dire, quand ils l'avaient connu : *Il est impossible de ne pas l'aimer*. De sa mère lui étaient venues cette grâce accueillante et cette aménité, qui faisaient aussi l'ascendant de Joséphine. L'assentiment fut unanime à lui en reconnaître le mérite; il recevait chacun non pas avec les façons d'un maître, mais « en parfait gentleman ». C'étaient les manières de la maison : il

les aurait tenues de son frère Morny, s'il avait eu besoin de les lui emprunter.

Sous le premier Napoléon, où les fêtes étaient données, organisées et fréquentées par ordre, la gaieté faisait rarement partie du programme. Talleyrand avait beau se répandre, parmi les groupes, et répéter non sans malice : « Amusez-vous, Messieurs, l'empereur le veut », il y perdait ses exhortations. Selon le mot d'un témoin, les réceptions du conquérant n'étaient que des revues, où il y avait des dames. En revanche, bien des peintures séduisantes nous ont représenté, sous des aspects enchanteurs, les Tuileries de Napoléon III.

§

Avec tout son génie, le César moderne n'attesta jamais une vraie grandeur d'âme, ni une vraie générosité de cœur. Ses plus belles actions apparentes étaient dictées par un calcul réfléchi, retournant indirectement à ses intérêts présents ou éventuels. Napoléon III, s'il était loin d'avoir des titres égaux à l'admiration des hommes, eut des droits mieux établis sur leur cœur. A l'exemple du glorieux ancêtre, il paraissait se délier des liens d'affection; néanmoins, il savait en inspirer le sentiment. Les émotions pures de la reconnaissance étaient à peu près inconnues du protégé de Barras. Il trouvait incommode ce désintéressement de l'âme, après les services rendus. Louis-Napoléon, au contraire, ne les oubliait pas. Il s'était souvenu des moindres marques de dévouement, dont il avait été l'objet, aux jours difficiles; il mit ses meilleurs soins à les récompenser par des attentions généreuses et délicates.

Le grand empereur manquait d'éducation et de formes : à ceux dont la noblesse et la dignité étaient comme un privilège de naissance il donnait l'impression qu'il avait été créé exclusivement pour vivre *sous une tente, où tout est égal, et sur un trône où tout est permis*. Il ne savait, a dit l'un de ceux qui l'observèrent sans idolâtrie, ni entrer ni sortir d'une chambre, ni comment on se lève, s'assoit, salue, à la manière des princes ou simplement des gens du monde. Napoléon III, malgré des côtés ingrats dans la démarche, gardait le double avantage d'un maintien toujours correct et d'une irréprochable courtoisie. Il n'avait point les gestes courts et cassants de celui qu'il voulut, sur tant de points, imiter. Il tenait au décorum, au respect exact des convenances, et le faisait savoir ; mais, les fautes commises contre une vaine étiquette, par erreur ou par omission, ne trouvaient pas en lui un juge impitoyable, comme l'était en pareil cas, le premier empereur. Celui-ci servi, obéi, tel un dieu, se plaignait sans cesse, si nous en croyons M^{me} de Rémusat. Il voulait toujours que l'impression demeurante fût celle de l'inquiétude et de la crainte. L'assujettissement à sa personne, à ses ordres, était pénible ; si la récompense était large, le labeur était sans charme. Toute différente apparaissait l'affabilité coutumière de Napoléon III. On ne le voyait pas affecter de ces airs durs et impérieux si faciles à la puissance. Une habituelle expression de douceur atténuait la froide matité de son visage. Sa voix ne démentait pas l'impression de bienveillance, qui se dégageait de sa physionomie. Pour chacun de ceux qui attendaient un signe de son attention il avait un agréable souvenir, un mot de circonstance, leur témoi-

gnant qu'il les connaissait et les appréciait d'autant. Par exemple, lorsqu'il s'était préparé à recevoir un nouvel académicien, duquel il n'avait rien lu, huit jours auparavant, c'était une de ses habiletés de le laisser sous la persuasion qu'il l'avait toujours suivi d'un intérêt particulier. C'était, surtout, à Compiègne ou à Biarritz, dans l'abandon qu'autorisaient les vacances automnales de la Cour et des souverains, qu'on apprenait à goûter sa simplicité familière. Il eut, pour ceux qu'il voulut obliger, des mouvements dont la délicatesse spontanée rendait les gens deux fois heureux. Plusieurs traits en furent rappelés avec un juste tribut d'éloges, dans le monde et dans l'armée (1).

S'il avait éloigné de ses actes et souvent de ses paroles cette lumière de l'esprit : la franchise, il l'avait à demi remplacée par cette émanation du cœur : la bonté. S'il recouvrait d'une dissimulation systématique ses intentions et sa pensée, il cachait beaucoup moins la satisfaction qu'il éprouvait à faire le bien, sans cesse et partout où il le pouvait (2). Il était foncièrement

1. Après le retour de Crimée, l'empereur disait à Canrobert : « — Vous êtes maréchal de France. — Ah ! sire, laissez-moi l'écrire à ma mère. — C'est fait », ajouta-t-il simplement.

2. « Nous n'avons presque jamais fait une course, quelque petite qu'elle fût, sans que Sa Majesté n'ait versé l'or ou l'argent par poignées. » (Dr Barthez, *la Famille impériale*, 1913 p. 113.) Mais voici des détails curieux et assez complets sur la situation pécuniaire de l'empereur et le désintéressement avec lequel il usa de son budget, tout le temps que dura l'abondante moisson. Napoléon III avait 27 millions par an. Il abandonnait 22 millions à l'Administration de la liste civile. Il lui restait donc 5 millions pour son usage, ce qui fait, en dix-huit ans, 90 millions. Suivant son trésorier Thélin, sur ces 90, il en distribua 72 pour divers objets de bienfaisance : églises, maisons d'école, défrichements, routes, sociétés de secours, etc. Il n'aurait donc garde que 18 millions, à peu près, pour dix-huit ans, soit un million annuel. Encore y eut-il d'autres listes particulières

humain et généreux. Des leçons vivantes l'y prédisposèrent, dès ses premiers ans. Sa grand-mère Joséphine n'aurait rien gardé de ce qui était à elle, tant elle avait la main prompte à le répandre. Sa mère, sans être aussi dominante, ne savait presque jamais refuser le tout ou le détail de ce qu'on lui demandait. Et nul n'ignorait, à la Cour de Hollande, combien Louis Bonaparte était bienfaisant, charitable. Tout enfant, Napoléon III montra par des preuves touchantes avec quelle facilité il se dépouillait de son argent, de ses vêtements mêmes pour des familles déshéritées. Aux différents stages de sa vie, et quelles que fussent les variations de son sort, on lui connut la main libérale. Il ne résistait pas aux sollicitations, encore moins à la vue du malheur.

Il était surtout impressionnable aux souffrances, dont il était touché directement. De son cabinet, poussé par des courants belliqueux, il avait pu déclarer la guerre, plusieurs fois. Le spectacle d'un champ de bataille la lui rendait odieuse.

Selon la juste expression d'une femme, qui le connaissait bien, il avait la sensibilité dans l'œil. S'il était presque indifférent aux malheurs, qu'il ne voyait point palpiter devant lui, toute infortune, dont son regard était frappé, l'atteignait profondément. Un jour qu'elle lui rendait visite en sa prison de Ham, elle le trouva dans un état de grande affliction. La cause de ce vif chagrin était la mort d'un homme attaché à son service, dont la disparition plongeait la famille dans une complète détresse :

de ses générosités, sur lesquelles on aurait été bien étonné de retrouver les noms de maints et maints personnages devenus, après sa chute, ses plus adversaires. Cf. *Wilpemsische*, par A. Melz, 1880.

« Les malheureuses gens ! Je leur ai donné trois cents francs, mais la somme est-elle suffisante pour une telle pauvreté? »

Et comme elle lui demandait ce qu'il avait gardé pour lui-même :

« Soixante francs. C'est assez. Je recevrai des fonds dans une quinzaine. Et, d'ici là... Le gouvernement me loge et me nourrit. »

Sur ces mots, entra une jeune personne d'environ quatorze ans, la fille de celui qu'on pleurait. Elle venait remercier le prince, et c'était avec des sanglots dans la voix, des larmes plein les yeux. Il se laissa gagner à l'émotion de l'enfant. Des larmes montèrent de son cœur à ses yeux. Il n'y put tenir. Ouvrant le secrétaire, il en tira les dernières pièces d'argent ou d'or et les versa dans les mains de l'orpheline :

« Il est heureux, remarqua, après le départ de la jeune fille, l'amicale visiteuse, qu'il soit resté dans ma bourse une centaine de francs, non nécessaires à mon voyage. »

Elle les lui offrit. S'il ne les eût pas acceptés, il n'aurait eu ni sou ni double, deux semaines durant.



Mais les anecdotes sur les générosités de Louis-Napoléon et sur ses prodigalités de cassette poussées jusqu'à la profusion (1), quand il fut empereur, fourniraient aux développements d'un chapitre trop copieux.

(1) Napoléon III était naturellement prodigue. « Ma chère amie, écrivait à la duchesse d'Abrantès la reine Hortense, si Louis devient jamais empereur, il mangera la France. »

L'ensemble des facultés intellectuelles répondait-il, chez Napoléon III, à ses qualités de courage simple, d'énergie calme, en maintes phases de sa vie, et de constante bonté?

Tout d'abord, nous ne saurions affirmer que l'esprit, c'est-à-dire cette vivacité d'imagination, qui nous fait concevoir les choses avec feu et les traduire au dehors avec facilité, fût un de ses attributs distinctifs. Il écrivit abondamment. Il n'avait pas à son service verbal pareille aisance d'élocution; c'était même le point faible, qu'il déguisait sous une imperturbable placidité.

Il fut rapporté, qu'en son enfance, les mots heureux, où pointe la finesse, où s'annonce la raison, n'étaient pas rares à sa bouche; qu'on aimait à les répéter et qu'on eut le regret, ensuite, de ne les avoir pas recueillis. Toutefois, les personnes de l'intimité d'Hortense, qui rapportèrent leurs impressions d'Arenenberg, n'ont rien butiné de semblable dans le jardin de leurs souvenirs; ni M^{lle} Cochelet, ni d'autres auditeurs de l'aimable Oui-oui ne nous révélèrent de ces traits saillants, de ces jaillissements d'intelligence, remarquables de précocité. Quelques spontanés enfantins, comme il s'en produit dans bien des familles et qui ravissent les oreilles de la parenté complaisante: il n'en dut être que cela. Encore serait-on embarrassé d'en citer des exemples.

L'esprit de répartie et le don de l'à-propos ne furent, en aucun temps, le fait de Napoléon III (1). Des sen-

1. L'esprit et la bonté... Voilà bien l'occasion de reprendre l'anecdote qu'on va lire. Un soir, aux Tuileries, des personnes du cercle de l'impératrice étaient admises à converser. Mérimée décochait toutes les flèches de son humour moqueuse et dénigrante, à l'adresse des écrivains, que

tences dynastiques exprimées en manière d'axiomes, des formules de gouvernement nettes et brèves (1), sinon faites pour résister à l'expérience : ce fut, à peu près, tout son bagage de belles paroles lapidaires passées à la postérité. Il n'eut pas même, sous la main, pour suppléer aux absences, de ces faiseurs de mots historiques, comme il en était sous l'ancien régime, des Rougemont, des Montrond et divers, qui travaillaient à façon pour donner de l'esprit à nos rois. On le sait, en effet : il n'est pas un de nos porte-couronne, qui n'ait, en quelque circonstance mémorable, prononcé sa phrase héroïque, généreuse, éloquente, spirituelle, fût-ce un Louis XIII, un Louis XV ou un Louis XVI, lesquels ne savaient ni parler ni répondre (2). Leurs

préférerait justement Napoléon III. L'empereur écoutait, sans intervenir, et l'on remarqua qu'il s'était gardé de médire, même de ceux qu'il n'aimait pas du tout. Mais Alceste-Mérimée avait terminé sa tirade. Alors, le maître du Château lui donna cette courte leçon : — Monsieur Mérimée, j'ai plus d'esprit que vous, *parce que je suis bon*. — Témoin de la scène, Arsène Houssaye n'en voulut pas perdre le profit et la tourna en sonnet, dans les vers que voici :

Il eut beaucoup d'esprit, Alceste-Mérimée,
 Un soir qu'il voulait plaire à Napoléon trois,
 Il flagella les dieux, les hommes et les rois
 Avec une malice un peu trop imprimée.

Il frappait tout le monde : aussi, quels désarrois !
 Pas un homme vivant qui ne fût un pygmée :
 Et comme il s'enivrait de sa gloire en fumée
 résolvant qu'il attachât ses amis à la croix !

Napoléon lui-même eut sa part de supplice,
 Il lui fallut gaiment boire à l'amer calice
 Et se laisser marquer en noir par ce charbon.

L'empereur, souriant, ne daignait contredire.
 A la fin, il ne put s'empêcher de lui dire :

J'ai plus d'esprit que vous parce que je suis bon.

(1) « L'Empire, c'est la paix... Que les bons se rassurent et que les méchants tremblent ! etc. »

(2) Louis XIV lui-même, auquel on prêta tant de mérites, parlait rarement d'abondance et se trouvait, en dépit de son port majestueux, fort

dits reluisent d'un immortel éclat : le revers de la médaille c'est que les plus fins de leurs sujets les avaient pensés pour eux. Si Napoléon III utilisa largement dans ses œuvres écrites bien des collaborations discrètes, il se passa, quant aux mots à dire, du concours de ces spécialistes, spirituels souffleurs de princes. Il se contentait de sa nature d'esprit, trop flegmatique et trop concentrée pour se détailler en monnaie brillante. La raison de cet homme, tout de froideur et de réserve, n'avait pas le privilège de jaillir, à l'extérieur, par étincelles.

Sur ce point-là, comme sur beaucoup d'autres, il était resté fort en arrière de son glorieux modèle, quant aux qualités d'éclat et de prime saut.

Bonaparte étonnait en toutes choses par la parole ou dans l'action. Son langage animé, brillant, aussitôt lui permettait de sortir des formes impératives pour accéder aux expansions plus familières de l'entretien. Dès qu'il se sentait vraiment compris, dès qu'une attention intelligente, soutenue, de la part de ses auditeurs, le poussait à développer sa pensée sur le sujet dont elle s'était emparée, à l'improviste, il pouvait la transporter en des régions fort élevées et s'y maintenir longuement. Il partait d'un élan soudain et s'étendait avec complaisance sur l'idée qu'il voulait défendre. S'il n'emportait pas la conviction de ceux qui lui faisaient un cercle admirateur et muet, il leur imposait, presque toujours, une impression forte et vive. On l'écoutait avec intérêt, curiosité, plaisir.

embarrassé, quand il lui fallait avoir de l'esprit sur place. Il s'en tirait, d'ordinaire, en se servant, à l'égard des différentes personnes qu'il daignait accueillir en particulier, de formules apprises d'avance et dont l'effet avait été plus d'une fois éprouvé.

Napoléon III, lui, songeait.

Sa mère, dans les entretiens remarquables où elle s'était appliquée à façonner son caractère, l'avait tenu en garde contre l'effusion de paroles trop abondantes, qui était un des défauts de Napoléon I^{er}. Comme il aimait trop à discuter, lui rappelait-elle, on lui faisait dire tous ses secrets. « Un prince doit savoir se taire ou parler pour ne rien dire. » Il s'était imprégné de ce sage conseil, au point de tomber dans l'excès opposé : la pénurie des mots nécessaires.

§

Si bien averti qu'il s'efforçât de l'être par le secours des informations préalables, il était exposé à des surprises, en face des gens de talent, qu'il n'avait pas eu l'occasion de suivre ou d'interroger. Peu de temps avant que se décidât la campagne d'Italie, il avait accordé, suivant l'usage, une audience pour la présentation d'un nouvel académicien : Victor de Laprade. Le secrétaire perpétuel Villemain devait lui amener l'heureux poète, encadré de ses deux parrains, Flourens, directeur, et Legouvé, chancelier de la compagnie. Cette audience avait été fixée à onze heures du matin. Les quatre « habits verts » étaient partis ensemble dans le grand carrosse académique. Ils arrivèrent, comme il convenait, un peu d'avance. L'officier de service les pria d'attendre. Sa Majesté ne tarderait pas à les recevoir. Plus d'une heure se passa. Villemain, qui avait la haine de l'Empire, Villemain, qui, derrière sa porte, n'avait pas de traits assez aigus contre le nouveau César et la nouvelle Cour, allait, par le salon, à grands pas précipités. L'empereur

n'arrivait toujours point. Supporterait-on davantage cette impolitesse gratuite envers l'un des grands corps de l'État? Il voulait, à toute force, qu'on se retirât. Le conciliant Legouvé et l'astucieux Flourens, qui avait une requête à placer en même temps qu'un compliment à débiter, avaient beaucoup de peine à le ramener au calme. Enfin, les portes s'ouvrirent et Napoléon apparut avec son sourire vague et distrait. Il paraissait un peu gêné. Évidemment sa pensée n'était pas là. Il ne trouva rien à dire en abordant ces gens d'esprit. Les révérences des quatre visiteurs ne suffisaient pas à combler le vide silencieux, qui se prolongeait. Flourens le rompit, en ces termes : « J'ai l'honneur de présenter à Votre Majesté notre nouveau confrère. » Et il le nomma : « M. de Laprade? » L'empereur paraissait chercher. Sans doute, il ne savait rien de précis des *Poèmes Évangéliques*. Il ajouta : « Ah! très bien. » Puis, se tournant vers le poète, de son air le plus gracieux, lui demanda : « Quand prononcez-vous votre discours, Monsieur? » Or, Laprade l'avait en main, sa harangue académique, et il venait justement afin de lui en remettre l'hommage. Fort troublé, il ne répondait rien. Ses illustres compagnons, comme lui, baissaient la tête. Alors, Villemain, de s'incliner et de glisser doucereusement, avec une intention d'ironie sensible sous le respect de la formule : « Votre Majesté me permettra-t-elle de lui faire observer que M. de Laprade a été reçu, il y a huit jours, et que c'est précisément son discours que nous apportons à Votre Majesté? — Ah! très bien, continua l'empereur, je le lirai. » Pour dire un dernier mot : « — Y a-t-il une autre vacance? demanda-t-il. — Celle de M. Brifaut, Sire. — M. Brifaut, c'était un homme

de talent, n'est-ce pas ? (1) — Nous avons tous du talent, Sire, » répliqua ce terrible Villemain. La conversation ne dura guère. Flourens se hâta d'insinuer son compliment et sa requête, entendus sans être écoutés; et l'empereur se hâta de congédier les visiteurs en remplaçant les paroles, qu'il n'avait pas été en sa disposition de dire, par un salut plein de bienveillance et de bonne grâce. Certainement, il n'avait été avec eux qu'en présence de corps effective, mais non d'esprit. Distraction bien légitime en la circonstance, si l'on pensait qu'il sortait d'un long entretien avec Cavour, — la grave conférence d'où sortit la guerre contre l'Autriche. Villemain pouvait, à son aise, persifler. Legouvé, dont l'âme était plus indulgente, trouva, quand il eut connaissance des faits, que Napoléon avait eu le droit d'être inexact et distrait, fût-ce avec des académiciens.

Sans doute il mettait du bon vouloir à ne pas gêner la parole de ses interlocuteurs. Il avait le silence peu expressif et, néanmoins, encourageant. Il répondait, à l'occasion, s'exprimait bien et, quelquefois, avec un abandon vrai ou simulé : mais, comme en faisait la remarque, au sortir d'une entrevue, l'ambassadeur d'Autriche Hübner, il n'entrait jamais dans les arguments qu'on lui présentait. Il ne possédait pas l'art de discuter et ne s'y pliait point, de sorte qu'il fallait renoncer à le tirer d'une opinion toute faite. Et comme il était, au moins,

(1) Après d'assez vives campagnes dramatiques, marquées par une victoire et deux défaites, Charles Brulant alla chercher le repos, à l'Institut, se désintéressa de la gloire et du public et ne voulut plus être qu'un homme du monde. Vif, enjoué, semillant, semant partout les compliments flatteurs, les anecdotes amusantes, la fine épigramme, les ingénieuses malices, il fut, pendant un moment, le roi des salons aristocratiques, malgré la simplicité de son origine.

difficile de lire sur le masque impénétrable, qu'il s'était façonné, l'impression qu'on avait pu produire, on se retirait de la conversation avec l'idée qu'on n'avait pas été compris ou qu'il n'avait pas voulu vous comprendre.

Lorsqu'il prêtait l'oreille pendant une audience, l'air d'intérêt de sa physionomie permettait de supposer qu'il accordait autant d'attention à la chose que de bienveillance à la personne. Le maréchal Bugeaud aimait à rappeler sur ce sujet un trait qui lui fut propre. Deux souverains, dans sa vie, l'avaient fait demander pour l'interroger sur les affaires de l'Algérie. Avec le monarque constitutionnel, avec Louis-Philippe, l'entrevue — je ne dis pas l'entretien — fut de longue durée. Le roi questionnait et répondait, tour à tour; il parlait seul, ce qui ne l'empêcha point de dire, en manière de conclusion : « Je vous remercie de tout ce que vous m'avez appris de notre grande colonie africaine. » Avec l'empereur ce fut Bugeaud, qui eut à s'expliquer. Il le fit très en détail. L'ancien gouverneur s'était laissé emporter par son sujet. Ce fut lui, cette fois, qui s'arrêta, la gorge sèche. Napoléon l'avait écouté jusqu'au bout, sans l'interrompre. Était-ce, de sa part, effort de patience ou d'attention soutenue? On n'en était jamais sûr, avec cet homme énigmatique, qui laissait causer les gens et n'en faisait toujours qu'à sa tête. Il en était resté aux attitudes d'exaltation concentrée, qui était le fond de sa nature morale, et dont il sut habilement se servir, sinon comme souverain, du moins comme prétendant à le devenir. Il lui était plus agréable d'écrire que de causer si ce n'était point avec des femmes ou à propos des traits féminins, auxquels nous avons assez vu qu'il était fort sensible. Car, c'était une de ses originalités.

Très renfermé sur des questions, qui auraient comporté l'examen, à plusieurs, il ne devenait expansif que sur des sujets qui eussent, au contraire, réclamé le secret et la réserve. En cela encore, il s'était mis à l'école de son oncle qui, pour une aventure de galanterie brusquée, comme il en eut quelques-unes à travers ses courses conquérantes, s'en faisait un point d'amour-propre et en livrait la confiance avec satisfaction.

Ainsi que nous avons eu lieu de le constater, maintes fois, Napoléon III aima, comme un auteur de métier, à faire gémir la presse. Cette application de son esprit à des fragments de toute sorte ou à des travaux de haute culture élaborés en grande partie, pendant les années de propagande bonapartiste, hors de France, ou de solitude contrainte entre les murs du château-fort de Ham, lui permit d'échafauder un nombre respectable de volumes, sinon d'œuvres méritant de survivre aux raisons, qui les firent écrire. Sans trop de rigueur on pourrait avancer qu'il eut la plume un peu lourde pour traduire ses postulations et ses rêves, et l'encre un peu trouble pour éclaircir les lignes de sa politique.

A part ses considérations militaires ou économiques, les inspirations du cœur, de la raison émue, de la conscience humaine et nationale, du patriotisme, de tous les sentiments en général, propres à mettre en mouvement les ressorts de l'âme ou les procédés de la rhétorique, revenaient, fréquentes, dans ses livres et ses discours. Il s'en était formé une habitude oratoire, creusée à dessein, et d'un utile secours aux chefs de parti. Suivant de près les conseils de sa mère sur la meilleure façon de tirer profit du vague des images et de l'enluminure des métaphores, de l'éclat et de la sonorité des grands

mots, il dépensa un réel savoir-faire pour envelopper d'une obscurité calculée les vues d'une adroite politique, pour se créer un langage miroitant, où chacun fût à même de découvrir l'aspect ou la couleur qui lui plaisait d'y voir. C'était *l'art des princes* (1), qu'elle lui avait enseigné; il s'en servit habilement, dans ses Idées napoléoniennes, dans ses proclamations à la foule et ses appels de ralliement à tous les partis. Mais avec le meilleur souci de justice on ne saurait dire qu'il eût jamais révélé ces qualités supérieures du style, le fruit d'une longue étude, qui prêtent aux choses un agrément, un lustre, qu'elles ne sauraient tirer d'elles-mêmes et communiquent à tout la force, la vie, la durée. Il y visait, cependant, sinon comme orateur, du moins comme historien. Il eut, de ce côté-là, des appétits de gloire. Animé du souvenir et de l'exemple de son oncle, soucieux de le suivre, aussi, sur les chemins de l'Institut, il pensait en justifier par des mérites acquis tout autrement que comme souverain et protecteur des Arts.

Pendant un moment de son règne, on s'aperçut qu'il ne montait plus à cheval, qu'il négligeait les exercices

(1) « Il y a un art des princes, et vous l'apprendrez, pour faire miroiter les phrases de manière que, par un phénomène d'optique, elles fassent voir aux peuples tout ce qui leur plaît. On arrive à se composer un langage, qui a la diversité d'aspect de la robe du caméléon, ou, si vous vous le rappelez, de cet « habit d'arlequin », que Florian nous montre dans une jolie fable. Chacun, selon son préjugé, y aperçoit la couleur qui le flatte. » *La reine Hortense, Lettre à ses fils*.

« Le gros de la nation est court d'idées, facile à émouvoir, facile à calmer aisément enthousiaste pour les hommes qui tiennent le pouvoir, pourvu qu'ils rassurent les intérêts et tous les moyens de régner sont bons, suffisants, légitimes, pourvu qu'on maintienne l'ordre matériellement. » *Ibid., ibid.* Machiavel ne raisonnait pas autrement, lorsqu'il établissait en une phrase plus crue que tous les moyens, même criminels, sont louables, quand ils réussissent ou, du moins, répondent à la légitimité du but.

salubres à sa santé, qu'il oubliait les affaires et laissait flotter les rênes de son autorité. Napoléon n'était plus qu'à son histoire de César. Lorsque le bureau de l'Académie vint lui annoncer la réception d'Octave Feuillet, très en grâce à la cour des Tuileries, Napoléon avait dit aux délégués de la noble compagnie : « Je travaille à à me rendre digne de vous. » Il songea sérieusement à faire acte de candidat. C'était pour s'asseoir au fauteuil du duc Pasquier. Il se voyait élu sans opposition d'aucune voix, solennellement reçu, et lisant, dans la docte enceinte, un discours, où il aurait eu l'intention de passer en revue les neuf gouvernements servis par le chancelier-duc. Mais il avait, pendant trop de nuits, sans doute, consulté son chevet, et l'occasion passa.



L'intelligence de Napoléon III, qu'on la cherchât dans ses paroles ou dans ses œuvres, n'était de premier ordre ni par l'élévation ni par l'étendue. Non plus ne jouissait-elle de la souplesse et de la diversité; car, l'obstination, qui était le fond de sa nature, en restreignait les élans et la portée.

Celui qui est apte à la compréhension large des sentiments humains ne procède pas, dans ses actes ou dans ses jugements, d'une raison fixe, arrêtée, solitaire. Il accueille des contraires, il discute sa pensée, et par là même a des hésitations logiques inconnues des cerveaux tenaces.

L'homme entreprenant, qui se mure dans une idée unique et se refuse à en jamais sortir, n'a pas le souci des supériorités idéales. Il ne considère toutes choses

que dans un prisme. Il ne voit que d'après ses yeux. Il ne s'enivre que de son vin. Cependant il peut y puiser un ressort extraordinaire pour aller jusqu'au but de sa convoitise. C'est le jeu de l'avenir. Tout dépendra de l'orientation des circonstances, qui le mèneront vers le succès ou à la débâcle de ses ambitions. Que le temps et les événements prêtent à son effort, comme il en fut pour Napoléon III, une aide miraculeuse (1), et l'opinion des autres l'applaudira d'y avoir obstinement et exclusivement persévéré. Que le contraire se produise dans l'évolution des faits : on dira de lui, comme on l'eût dit du « neveu de l'oncle », sans le secours étonnant des révolutions, que son entêtement chimérique le condamnait, d'avance, à ne point réussir.

Louis-Napoléon aurait pu ne pas franchir le cercle étroit de l'aventure. La fortune capricieuse travailla pour lui. Il fut remarqué, dès qu'il parut, avant qu'on eût eu la faculté de savoir s'il était remarquable. Et l'enchaînement des hasards propices, cultivés avec adresse, fut tel en sa faveur que la suite en forma l'une des destinées historiques les plus déconcertantes qui parurent dans le monde.

Admiration sincère, calcul adroit, habitude ou manie, il voulut non seulement refaire l'œuvre interrompue de son oncle, mais l'imiter en toute chose, sur chaque point exemplaire ou douteux. Lui ressembler du moins loin qu'il lui serait possible, recommencer dans un

(1) Il s'est cru l'instrument de la Providence. Il ne fut que celui du hasard. (George Sand.)

rayon moins large les gestes de sa vie : il apporta à ce pastichage méthodique sa constante application. Il n'avait de commun, au physique, avec l'empereur que la petitesse de sa taille, et des mouvements appris, des attitudes copiées, avec plus de calme dans la tenue et de bienveillance apparente. Mais il ambitionna de doubler son effigie politique et morale. A chacune de ses démonstrations d'importance on le devinait les yeux fixés sur le modèle.

Malgré que sa générosité naturelle repoussât les visions de la guerre et qu'il fût très humainement sensible à l'impression du sang versé, il aspirait à la réputation militaire. Il avait fait ses classes assidûment à l'école des grands stratèges, entrepris de longs travaux sur le perfectionnement des armes à feu, sur le passé et l'avenir de l'artillerie, acquis une science de doctrine indéniable, entrevu même des découvertes et des améliorations dans cette arme spéciale, l'élément prédominant des batailles modernes. Aux Tuileries, son bureau était continuellement couvert de livres militaires de toute sorte. Son œuvre globale est émaillée de nombreuses considérations sur les mouvements de troupes et les dispositions essentielles de la tactique pour marcher, combattre et se garder. De larges desseins réalisables par la supériorité des moyens armés hantèrent son imagination, qu'il entreprit, à plusieurs reprises de convertir en des faits éclatants. Il faut de la variété dans la gloire. Étant empereur des Français, et quoique tenant de Louis son père une sincère aversion contre les inutiles carnages, il devait faire la guerre, entre temps, par destination. Sans cause formelle d'inimitié, sans aucun intérêt propre à défendre, successive-

nient il attaqua la Russie et l'Autriche et, par les victoires de ses généraux, leur imposa sa loi pour des résultats diversement contestables. Ces victoires, il eût souhaité fortement qu'elles fussent le prix de son action personnelle, soit qu'il les eût affirmées sur le terrain des combats, soit qu'il les eût mises en valeur par une direction éloignée, mais sûre et savante, des opérations militaires. Pendant la campagne de Crimée, Pélissier, le seul grand général après Bugeaud qu'on eût vu depuis l'Empire, eut à lutter, pied à pied, contre l'intervention directe de Napoléon III, qui, de son cabinet des Tuileries, expédiait des ordres et des contre-ordres, paralysait l'unité du commandement, s'irritait cependant, qu'un chef, à bon droit convaincu de la supériorité de son propre coup d'œil, ne lui préférât pas les idées et les plans qu'il lui faisait tenir à l'extrémité d'un fil télégraphique: et, enfin, ne réussissait qu'à augmenter le désordre et les difficultés (1).

Véritablement Napoléon III n'inspira jamais une confiance bien sérieuse en ses aptitudes de chef d'armée. Tandis que les troupes franco-anglaises, en 1855, poursuivaient les opérations de l'interminable siège de Sébastopol et payaient de tant de sacrifices chaque pas qui les rapprochait de leur but, Napoléon avait manifesté un désir très positif de se rendre en Crimée. Volontiers s'imaginait-il qu'il lui aurait suffi de concentrer entre ses mains l'unité du commandement, pour en finir d'un coup. Chacun s'efforçait de l'en dissuader, sous différents prétextes et pour des motifs

(1) V. dans *Histoire*, 5 juin 1902, la belle étude du lieutenant-colonel Roussel sur le maréchal Pélissier, duc de Malakoff.

spécieux, qui tenaient lieu de la vraie raison. Le gouvernement britannique, qu'il avait fait pressentir sur ce point, n'était pas disposé davantage à l'affermir dans son dessein. L'ambassadeur de France à Londres, Persigny ne s'était pas gêné de dire nettement au ministre anglais Malmesbury, lors de la visite de ses souverains à la reine Victoria :

« Il faut, à tout prix, empêcher l'empereur d'aller en Crimée: il le faut, dût-on faire la paix pour cela: car, s'il y va, l'armée est perdue: et il y aura une révolution. »

Pendant la campagne d'Italie, son état-major le voyait continuellement penché sur ses cartes, ne les quittant que pour donner des ordres, envoyer des aides de camp à la recherche de ses généraux et s'y replongeant, de nouveau, le pli soucieux au front. A sa voix, sans cesse, des officiers sautaient en selle, galopaient dans toutes les directions, disparaissaient dans la poussière. Cependant, des doutes subsistaient, autour de lui, malgré cet appareil d'études et de mouvement. Il savait concevoir un plan, à distance: il était inhabile et indécis, sur le champ de bataille. On n'en eut que trop visiblement l'impression, dans le grand désarroi de Magenta, lorsqu'il se montra si étonné de l'attaque des troupes autrichiennes, si incertain, en même temps, de la direction des siennes et si anxieux de la réponse: et que, plusieurs fois, dans la journée, à dix lieues de l'ennemi, il demandait : *Où est Canrobert? Que fait Mac-Mahon? Où se bat-on?* (1)

1. A propos de ces deux maréchaux, le premier, Canrobert, déclarait, en 1870, à Withenshohe, parlant à des officiers allemands, que Napoléon était un homme très bon, calme devant le danger, mais dénué de talent

On sait enfin dans quelles conditions humiliantes pour lui-même, malgré son réel courage, il dut résigner le commandement suprême, pendant la malheureuse campagne de 1870.

§

Ses panégyristes furent plus à l'aise pour vanter ses qualités d'organisation intérieure. Il avait repris, à fond, le mécanisme centralisé et remis en usage les règlements de la première constitution impériale étendus à des besoins nouveaux. Dans ses déclarations successives, avant et après son avènement, Louis-Napoléon dénonga qu'il aspirait à gouverner la nation française avec un idéal démocratique. Cependant, il commença par fonder son appui sur les conservateurs, qui étaient les adversaires désignés de sa politique et par livrer aux rigueurs d'une autorité césarienne les républicains, qui auraient dû être ses alliés, pour peu que les termes de son programme eussent eu une signification concordante, et qui restèrent jusqu'au bout ses ennemis acharnés. Le système napoléonien, tel qu'il le formula, composait un étrange produit de la chimie politique. Les idées et les mots les moins accoutumés à s'accorder ensemble : Napoléon et la liberté, l'empire et la démocratie, la Révolution et la dictature, le césarisme et la souveraineté populaire, s'y confondaient dans

et incapable de faire, à aucun degré, un chef militaire; et le second, Mac-Mahon, n'oublia jamais la réponse évasive, que lui avait fait tenir l'empereur, à Magenta, lorsque, lui ayant envoyé un aide-de-camp, pour solliciter de nouveaux ordres et lui demander s'il fallait continuer à avancer, on n'avait obtenu que ces mots du commandant en chef de l'armée : « *Qu'il fasse ce qu'il voudra, pourvu qu'il nous sauve!* »

un violent amalgame de principes antithétiques. Un empire qui se déclare héréditaire, dont le chef, aussitôt, s'est entouré d'une noblesse également héréditaire, qui multipliera à foison les insignes (croix, médailles, cordons) de la servitude officielle, qui s'attribuera, à titre de liste civile pour en user sans contrôle une trentaine de millions annuels, et qui, par des lois d'exclusion, interdira à la presse d'être autre chose qu'un écho discret, étouffé, du pouvoir : un tel empire ne pouvait être que l'opposé d'un gouvernement démocratique. Le plébiscite arriva très à propos pour sauvegarder l'illusion populaire et bourgeoise. Et le reste s'arrangea tant bien que mal dans les esprits devenus bien accommodants en matière de logique gouvernementale, depuis que les affaires reprenaient leur cours tranquille et régulier.

Il ne fallait pas analyser, aux froides clartés de la raison, la valeur des termes, qui se heurtaient dans le cliquetis sonore de ses discours lus ou écrits. Il avait trouvé et, d'une manière habile exploité, une formule autoritaire commodément assise sur les bases de la Révolution. Elle était vague à souhait pour l'intelligence du peuple, très significative pour les intérêts de celui qui l'appliquait à son profit et capable de créer à l'empire par des airs de grandeur et de solidité une assiette imposante. Aussi la seconde expérience napoléonienne donna-t-elle, à ses débuts, l'impression d'un pouvoir homogène et fort. L'esprit de parti ne pouvait fermer les yeux à l'évidence. Les premières années du règne de Napoléon III s'ouvrirent, après quelques difficultés tôt aplanies, comme l'aurore d'une prospérité sans exemple dans le développement des richesses natio-

nales. Le malheur fut qu'avec son incorrigible esprit d'aventure, sans mesurer à la tâche l'infériorité relative de ses ressources, ni faire état des derniers enseignements de l'histoire, il voulut reprendre, à son compte, l'entreprise manquée d'un homme de génie, exercer au dehors un rôle de dominateur, qu'il était impropre à fournir; et que, par son aveuglement, il conduisit ces commencements pleins de promesses à des désastres irréparables. Il fut la dupe et la victime de toutes les contradictions amassées sous son règne.

Les connaissances, qu'il avait emmagasinées dans son cerveau, n'étaient pas aussi approfondies qu'étendues. Une méthode rationnelle n'en avait point dirigé les acquisitions successives. Il y laissa subsister de fâcheuses lacunes. Sa politique extérieure en fut particulièrement éprouvée.

Il parlait et écrivait plusieurs langues (1). Selon le mot du comte de Monts, c'était un linguiste né. Cependant, des faits d'études courantes, des notions de géographie simple échappaient à sa mémoire, dans les moments où ces connaissances sommaires lui auraient été le plus profitables. En 1854, lorsque l'empereur annonçait au Conseil qu'on allait opérer dans la Baltique, Persigny lui demanda si l'on attaquerait

(1) Napoléon III correspondait aisément en anglais et en italien. Lorsqu'il s'exprimait dans l'idiome germanique, ses façons de dire, les tours de phrase, qu'il savait employer, prouvaient qu'il en avait pénétré profondément le génie. Il n'avait rien perdu de sa forte instruction allemande, depuis le collège d'Augsbourg.

Cronstadt. « Oh! non, répondit Napoléon, d'un ton ferme et connaisseur, il faudrait, pour cela, cent mille hommes, cavalerie comprise. — Mais Cronstadt est une île. — Pas du tout. » On dut exposer une carte, sous ses yeux.

A travers ses rêveries de principes sur la synthèse des nationalités, il avait omis de s'enquêter à fond et en détail sur le caractère, l'esprit, les ressources ou sur les dispositions, pour ou contre son gouvernement, de ces nations sœurs ou rivales. Sa méconnaissance des choses de l'étranger était incroyable, bien qu'il eût passé hors de France une grande partie de sa vie. Aussi dut-on s'en apercevoir au choix malheureux de ses représentants, quand il envoyait Persigny à Londres, le duc de Gramont à Vienne et Benedetti à Berlin.

Pour la garantie des Etats du Saint-Père, il embarrassait son action, au dedans et à l'extérieur, de mille entraves. Il avouait lui-même qu'il ne savait quelle attitude prendre pour concilier, dans cette interminable affaire, les intérêts de la France et de l'Italie, la raison et le droit. Il le disait encore, en 1862, au roi de Prusse en visite. « C'est une question insoluble; mon clergé y est très sensible, et je ne puis rien faire. » Quelle récompense, au moins, en avait-il recueillie? Ce pape, qu'il défendait et protégeait, passait une bonne partie du temps à se plaindre de l'insuffisance de la protection. Il suscitait des difficultés, chaque jour renaissantes, au gouvernement des Tuileries; et, de surcroît, sous l'étendard impérial, qu'il flottait au Vatican, le doux pontife donnait asile aux pires ennemis de l'empire, d'excellents catholiques, sans doute, mais des royalistes irréductibles.

« Les peuples affranchis, a dit Bismarck, n'ont pas de reconnaissance, ils n'ont que des prétentions. » On sait quels graves mécomptes lui valurent, par-delà les Alpes, les élans et les retours de sa politique italienne. Successivement la question des duchés, la guerre de la Prusse et de l'Autriche, le coup de foudre de Sadowa, le trouvèrent au dépourvu. Il s'était formé cette conviction que les lois mêmes de son hérédité exigeaient qu'il fût puissant et victorieux, que le principe de son pouvoir résidait dans la prédominance des armes. Or, non seulement les facultés supérieures, indispensables pour remplir un rôle aussi ardu (1), lui manquèrent, mais il laissa échapper les meilleures occasions de se procurer les appuis nécessaires, les alliances dont il avait le plus grand besoin en Europe, pour suppléer à l'insuffisance de ses moyens contre des adversaires redoutables.

En 1867, Gorstchakoff arrivait de Saint-Petersbourg, avec une chancellerie toute prête et munie de tous les pouvoirs nécessaires pour négocier, sous le manteau. Il se rendait à Paris, animé de l'intention manifeste d'y conclure des affaires.

A peine avait-il passé la frontière d'Erquelines qu'il prenait à part le général Lebruf, détaché par Napoléon au-devant du tzar. Lui coulant à l'oreille une sorte d'invitation préalable, sous l'air d'un regret exprimé : « Pourquoi l'empereur se lança-t-il dans l'affaire polonaise? Notre alliance n'aurait pas été rompue et vous auriez aussi la frontière du Rhin. » Puis, il s'empressait de faire entendre que la conversation man-

(1) Cf. la remarquable étude historique de Théodore Duret, *les Napoléons*.

quée pourrait être reprise, que les rapports amicaux ne demandaient qu'à se fortifier entre les deux puissances, qu'il n'y faudrait qu'un peu de bon vouloir, de la part du Gouvernement français, à faciliter la politique russe en Orient, et qu'une causerie confidentielle avec Napoléon en préparerait utilement les résultats. L'empereur, aussitôt prévenu, s'était mis à la disposition de Gortschakoff, courtois, mais irrésolu, et répondant à des offres voilées par des propos de bienvenue, sans signification aucune. Le ministre russe avait pourtant bien amorcé l'exorde de son discours : « Ce voyage, Sire, sera un événement. » Il continuait. Son interlocuteur n'oubliait qu'une chose : c'était de fournir au colloque sa part d'idées précises. Il n'encourageait point les avances. L'entretien tomba à plat. Le tzar voulut le relever, une autre fois. Trop clairement on lui démontra qu'il y perdrait le fruit de ses bonnes dispositions. On se déroba, comme de parti-pris, aux questions sérieuses. L'exposition, les spectacles, les plaisirs parisiens, les parties de chasse projetées à Fontainebleau ou à Compiègne : on ne sortait pas de là. Pas un mot dans les paroles échangées, qui fit lever le germe d'une alliance future. Le soir de son premier dîner, aux Tuileries, Alexandre avait prévenu qu'il arriverait, un peu d'avance, pour se trouver seul, ne fût-ce qu'un instant, avec l'empereur. Introduit dans le cabinet de Napoléon, il allait de sa voix grave, entamer un sujet qui lui tenait à cœur, lorsque entra l'impératrice frou-frou-tante, papillonnante, quêtant le madrigal, et l'esprit fort loin de la politique extérieure. La conversation dévia. Le tzar n'eut plus la moindre envie de s'épancher de nouveau.

On aurait pu s'apercevoir, depuis lors, que quelque chose manquait, dans Paris en fête, au bonheur du tzar. Il garda, jusqu'à la fin de son séjour en la capitale française, une physionomie sombre, une attitude de politesse froide, qui n'étaient pas d'un bon présage pour ses intentions futures.

Napoléon III avait commis, coup sur coup, de lourdes maladresses : une première fois, parce qu'il craignait de mécontenter l'Angleterre ; une autre fois, parce qu'il ne voulait pas gêner la Prusse ; en troisième lieu parce qu'il affectait, pour remplir avec plus d'indépendance ses devoirs d'hospitalité, de tenir la politique à l'écart de ses réceptions souveraines. Le résultat en fut déplorable. On peut assurer que, dès l'instant de son départ, Alexandre II avait pris la résolution de laisser le champ libre à l'Allemagne, dans les desseins hostiles qu'elle nourrissait contre la France, malgré qu'il y fût politiquement contraire.

Bismarck aussi aurait eu l'intention de parler. Tandis que Guillaume se reposait sur son habile ministre du soin de vaquer aux affaires opportunes, s'il s'en présentait, et feignait, pour son compte, d'éviter les entrevues, le rival de Gortschakoff avait voulu tâter le terrain et voir s'il y serait plus heureux qu'à Biarritz. Il se serait expliqué, à sa manière, sur l'affaire du Luxembourg : il aurait fait entendre que le lot des compensations n'était pas épuisé. Mais il dut se rendre compte que, dans cette Cour inconsiderée, il n'y avait point de minutes libres pour une conversation ferme et suivie. Il n'apercevait qu'entre deux portes le ministre des affaires étrangères, Moustier ; du côté de Rouher, il n'avait pu qu'émettre des mots en l'air, des allu-

sions inécoutées, sans contact d'idées franches. A peine eut-il le temps et l'occasion de confier à Persigny, parce que celui-ci se trouvait là, comme par hasard, des impressions rapides sur l'état des opinions et des esprits, des deux côtés du Rhin; de dire en quelle faible estime il tenait les qualités de Benedetti; de rappeler avec une ironie, dont on ne comprit pas assez le sens, qu'en vérité, l'empereur avait eu grand tort d'écluser, à Biarritz, des offres qui se présentaient, lorsqu'il était encore temps de les accueillir; de jeter des réflexions très franches sur l'inertie de la politique française, en 1866 (1); et de faire entendre qu'il craignait bien que la diplomatie ne sût plus où se prendre, dans le conflit menaçant de s'élever entre la Prusse et la France.

Cependant Napoléon III, plein de tranquillité, résumait en ces mots toutes les observations qu'il avait pu faire des sentiments, du caractère et des dispositions de ses visiteurs prussiens : « Guillaume est un homme fort convenable. M. de Bismarck ne nous déteste pas et M. de Moltke est un officier très distingué. » Pendant des séries de jours, à Paris, à Biarritz, il avait eu Bismarck pour voisin et interlocuteur; pendant des semaines il côtoya, sans le deviner, ce Richelieu de la Prusse, cet homme d'État dont tous les desseins et tous les actes ne visaient qu'à un seul objet, à un seul but; qui, loin d'éviter ou de paraître éviter les occasions de conflit, les rechercha d'un parti-pris cruel :

(1) — J'avoue, disait-il, que je n'ai pas compris à quelle pensée vous avez obéi dans votre médiation. Je me mets à votre place et je me demande ce qu'il y avait à faire. Assurément, rien de ce que vous avez fait... En vérité, je ne m'explique pas ce qui a pu dévoyer un gouvernement, qui paraissait si habile et si résolu. »

cet homme de violence et de perfidie prêt à se quereller avec tous, successivement, pour assurer par une victoire définitive, dont il avait prévu les conséquences et le terme, l'unique grandeur de son pays (1).

§

« Depuis que je suis roi, disait Louis-Philippe, j'ai beaucoup appris. » Napoléon III avait pu s'instruire, à l'école du pouvoir, de bien des détails d'humanité, qu'il ignorait ; mais en lui-même, du commencement à la fin, rien ne s'était modifié qui se fût assoupli aux variations des circonstances et des événements.

Dans ses tentatives pour élever, par son mérite propre, la France à un degré de puissance supérieure, il n'avait oublié que de prévoir les effets en retour de leur exécution. Il raisonnait magnifiquement avec des moyens d'action débiles. La politique étrangère fut son grand écueil. Sa théorie des nationalités si justifiable en principe et dont l'Europe actuelle, nous le répétons, est obligée de constater le triomphe graduel, incessant, inévitable, sous l'attraction naturelle des races et la poussée persévérante des peuples ; cette belle théorie allait, toujours, à l'aveugle, s'obstinant contre les intérêts immédiats de son trône et de la nation française. Il n'avait pas eu la patience de laisser faire au temps et encore moins l'élémentaire précaution d'inscrire dans ses calculs les ambitions des puissances rivales.

Plus préoccupé de sa gloire personnelle et des chances

(1) Napoléon III ne vit décidément clair dans le jeu de Bismarck, que lorsqu'il fut devenu son prisonnier de guerre; il avouait, à Wilhemshöhe, que ce grand homme d'Etat l'avait « consciencieusement roulé ».

d'accomplissement de ses songes humanitaires que des exigences positives du moment, il persistait à poursuivre des visées superbes mais lointaines, pendant que ses voisins armaient.

Chez Napoléon III, comme chez le demi-dieu qu'il s'essayait à répéter, l'imagination l'avait toujours emporté sur le caractère. Lui aussi tenait à surprendre, à frapper le monde en de moindres proportions, sans doute, mais encore à l'étonner; et sa compagne (elle-même une imaginative) ne faisait rien pour l'en détourner, au contraire (1). L'envie de réaliser ce que personne n'attendait de lui, c'était son plus constant appétit; et, à force de s'y opiniâtrer, il l'avait tourné presque en système. Toute conception d'espèce rare et fantasque lui semblait régulière, naturelle ou fatale. On n'était qu'en 1855. Des personnages d'État, qui l'approchaient fréquemment, en avaient déjà la notion inquiète. L'expérimentation des années postérieures ne travailla pas à diminuer ces craintes, malgré l'incontestable tranquillité dont s'enrichissait la France, aux beaux temps de son règne.

Confondant trop volontiers avec la routine, qu'il méprisait et abhorrait, les simples notions de la sagesse et de la prévoyance, il préférait, comme l'a très bien exprimé l'un de ses historiens, côtoyer l'abîme plutôt que de cheminer dans l'ornière ou simplement de s'engager sur la pleine route et il le côtoya si bien, en effet,

(1) « Un vieux diplomate français me parla dernièrement, dans ce sens, « Cet homme va nous perdre; il finira par faire sauter la France, pour un de ces caprices, que l'impératrice débite à déjeuner. » Bismarck dépêche de 1855, ap. *Preussen im Bundestage*, par le chevalier de Poschinger, 2^e série.)

qu'il finit par y tomber en y précipitant le pays (1). Il avait voulu de grandes choses, au dedans et au dehors. Il en eut le sens et y atteignit, sur plusieurs points. Sciemment, il ne manqua aucune occasion de contribuer par un sincère effort à l'extension de l'influence française. Chaque fois qu'il le put faire, il en remplit le devoir. Son désir fut toujours prêt à soutenir les nobles causes, pourvu qu'elles lui parussent, surtout, éclatantes. Cela soit dit pour le décharger, en partie, de bien des fautes, de bien des erreurs grossières par la vindicte populaire, exagérées évidemment par des sentiments ennemis, mais dont les conséquences, pourtant, furent si funestes et si prolongées que la France et l'Europe ne sont pas encore remises de leur ébranlement. Homme de jugement et de résolution, il prouva qu'il sut l'être, tout d'abord afin de parvenir où il s'éleva, sauf à perdre l'équilibre sur ces hauteurs par manque de clairvoyance et de souplesse. En réalité Napoléon ne s'était astreint continûment qu'à suivre ses inspirations isolées, ce qui devint tout à fait regrettable, quand elles le conduisirent à faux. L'aptitude aux profondes combinaisons, l'habileté à les mettre en œuvre — non plus comme un conspirateur ou à titre de prétendant, mais comme un véritable chef d'État, — les vertus et les qualités nécessaires à l'homme, qui gouverne, lui furent presque totalement étrangères (2). De ses nuageuses rêveries longtemps caressées, en la phase de sa jeunesse, pendant la réclusion de Ham, durant les années vécues sur le sol étranger, s'étaient

(1) FERRY, *de la Guise*.

(2) HILBER.

dégagées des conceptions imaginaires, qu'il eut le tort immense de transplanter dans les zones précises, où se traitent les affaires de gouvernement. Nous ne pouvons que le répéter en finissant : toute la vie de Napoléon III fut un grand rêve.

TABLE DES MATIÈRES

DES TUILERIES A LA « PETITE MAISON » D'ARENENBERG	1
ÉDUCATION DU PRINCE	35
HEURES D'INITIATION NAPOLÉONNIENNE	65
LA GRANDE AVENTURE	91
EN REVENANT D'AMÉRIQUE	119
DE L'EXIL A LA PRISON D'ÉTAT	141
EN ATTENDANT L'APPEL DE SA DESTINÉE	181
L'AVÈNEMENT	199
AU PLUS HAUT DU RÊVE ACCOMPLI	235
LES GRANDEURS ET LES PROSPÉRITÉS DE L'EMPIRE	261
LES DERNIERS BEAUX JOURS. UN PARALLÈLE : LES FÊTES COMPARÉES DU CONGRÈS DE VIENNE, EN 1814, ET DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE DE PARIS, EN 1867.	301
VERS LA CHUTE ET LA FIN	333
L'ÂME ET LE DESTIN DE NAPOLÉON III.	373

EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE

BARON A. DE MARICOURT

Louise-Marie-Adélaïde
de Bourbon-Penthièvre
Duchesse d'Orléans

Un volume in-8° avec une héliogravure. Prix. 5 fr.

G. DU BOSQ DE BEAUMONT ET M. BERNOS

La Famille d'Orléans
pendant la **Révolution**
d'après sa Correspondance inédite

Un volume in-12. Prix 3 fr. 50

VICOMTE DE REISET

Joséphine de Savoie
Comtesse de Provence

Un volume in-8° avec une héliogravure. Prix. 7 fr. 50

ALBÉRIC CAHUET

Après la mort de l'Empereur
Documents inédits

Un volume in-18 avec 6 illustrations. Prix. 3 fr. 50